

مؤلف التوثيق في القضاء و القانون
المغربيين

الجزء 46

إعداد مصطفى علاوي المستشار
بمحكمة الاستئناف بفاس المغرب
حاصل على الإجازة جامعة القرويين
فاس المغرب
له العديد من المؤلفات

.....
.....
ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Direction Générale des Collectivités Territoriales

Royaume itu Maric

Ministère de l'Economie et des Finances

Trésorerie Générale du Royaume

DFP/N 17

Rabat, le

08 AVR. 2026

F/ 604

Note conjointe

Mesdames et Messieurs les Walis de Régions et Gouverneurs
des Préfectures, des Préfectures d'arrondissements et des
Provinces du Royaume;

Mesdames et Messieurs les Présidents des Conseils des
Collectivités Territoriales;

Mesdames et Messieurs les Trésoriers régionaux et les
Trésoriers préfectoraux et provinciaux;

Mesdames et Messieurs les Percepteurs;

Mesdames et Messieurs les Percepteurs communaux.

Objet: Transfert d'attributions dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n°14-25 complétant et modifiant la loi n°47-06 relative à la fiscalité des collectivités territoriales

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n°14-25 complétant et modifiant la loi n°47-06 relative à la fiscalité des collectivités territoriales, il a été décidé de procéder, à compter du 9 avril 2026, au transfert des restes à recouvrer au titre des taxes locales, autres que la taxe d'habitation, la taxe de services communaux et la taxe professionnelle, des trésoriers régionaux, préfectoraux et provinciaux et des percepteurs aux percepteurs communaux, conformément au tableau joint en annexe.

Il est à préciser que les restes à recouvrer précités incluent les créances au titre des taxes, droits, contributions et redevances objet de la loi n° 39-07 ainsi que toutes les autres créances dont les ordres de recettes ont été émis par les ordonnateurs des collectivités territoriales.

Ce transfert porte également sur l'ensemble des documents, pièces, informations et données informatiques requis pour le recouvrement des créances susmentionnées, ainsi que pour le traitement des réclamations et des contentieux y afférents.

Mesdames et Messieurs les Walis de Régions, les Gouverneurs des Préfectures, des Préfectures d'arrondissements et des Provinces du Royaume, les Présidents des Conseils des Collectivités Territoriales, les Trésoriers régionaux, les Trésoriers préfectoraux et provinciaux, les Percepteurs et les

Percepteurs communaux voudront bien prendre note de ces informations et les porter à la connaissance des agents placés sous leur autorité.

POUR LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

POUR LA MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le Trésorier Général du Royaume Par Intérim

Abdellatif AMRANI

Pour le Ministre de l'Inteneur et par délégation Le Wai,
Directeur Général des Collectivités Territoriales

Signé Jelloul SAMSEME

.....
.....
.....

Préjudice d'anxiété :

prescription de l'action en réparation

0

Audience à venir

Vendredi 17 avril 2026-9H30

Chambre mixte - pourvoi n° 24-17.384

A suivre sur courdecassation.fr

La Cour de cassation doit se pencher sur la situation des personnes qui ont été exposées, parfois il y a longtemps, à une substance nocive, et qui souffrent d'une crainte de développer une maladie grave. De combien de temps ces personnes disposent-elles pour demander la réparation de ce préjudice d'anxiété ?

Pour répondre à cette question, la Cour pourrait être amenée à s'interroger sur le point de savoir si le préjudice d'anxiété constitue ou non un préjudice corporel.

Avertissement: Ce communiqué n'a pas vocation à exposer dans son intégralité la teneur de l'affaire. Il tend à présenter de façon synthétique les principales questions juridiques posées à l'audience.

Repères

Le préjudice d'anxiété

Le préjudice d'anxiété désigne la souffrance psychique éprouvée par une personne qui a été exposée à une substance nocive et qui se trouve, de ce fait, dans l'incertitude de développer une maladie grave

La prescription de l'action en réparation

Le principe

En matière de responsabilité civile délictuelle, le délai de prescription de l'action en réparation d'un dommage est en principe de 5 ans.

Au-delà de 5 ans, il n'est plus possible d'agir contre le potentiel responsable. Ce délai commence à courir le jour où la victime a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant d'exercer cette action en justice (art. 2224 du code civil).

L'exception du dommage corporel

En matière de responsabilité civile délictuelle, le délai de prescription de l'action en réparation d'un dommage corporel est porté à 10 ans.

Il commence à courir le jour de la consolidation de ce dommage, c'est-à-dire lorsque celui-ci est définitivement stabilisé

Les faits

Dans les années soixante-dix, une femme enceinte s'est vu prescrire un médicament destiné à limiter les risques de fausse couche. Elle a donné naissance à une fille.

A l'âge de 14 ans, lors de ses premières consultations gynécologiques, cette fille a été informée de ce que ce médicament était un perturbateur endocrinien pouvant affecter les femmes enceintes qui le consommaient, mais aussi l'enfant à naître.

Devenue adulte, elle a mené à terme une première grossesse.

Par la suite, elle a tenté d'avoir un second enfant: elle n'y est pas parvenue et a développé des malformations utérines et vaginales.

La procédure

Les sociétés ayant produit et commercialisé ce médicament ont été assignées en responsabilité.

La cour d'appel a reconnu leur responsabilité.

La fille a obtenu réparation des dommages corporels tenant à certaines anomalies morphologiques de l'utérus que la cour d'appel a attribuées au fait qu'elle ait été exposée à ce médicament dans le ventre de sa mère.

La fille avait aussi demandé la réparation de son préjudice d'anxiété lié au risque de développer une pathologie grave.

Or, la cour d'appel a rejeté cette demande, jugeant que ce volet de l'action en responsabilité était prescrit.

En effet, la cour d'appel a estimé que le préjudice d'anxiété n'entrait pas dans la catégorie des dommages corporels.

Elle en a déduit que la victime avait 5 ans et non 10 ans pour saisir la justice, à compter du moment où elle avait appris avoir

été exposée à ce perturbateur endocrinien et devoir bénéficier d'un suivi particulier en raison d'un risque d'infertilité.

La fille a formé un pourvoi en cassation.

La question posée à la Cour de cassation

Lorsqu'une personne a la crainte de développer une maladie grave du fait d'avoir été exposée à une substance nocive, combien de temps a-t-elle pour demander à la justice la réparation de son préjudice d'anxiété et à partir de quand le délai prescription de cette action commence-t-il à courir?

1

.....
.....

1

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR Direction
Générale des Collectivités Territoriales

Ministère de l'Economie et des Finances

F/602

TGR/DFP/N9

08 AVR. 2020

Circulaire conjointe

A

Mesdames et Messieurs les Walis de Régions et Gouverneurs
des Préfectures, des Préfectures d'arrondissements et des
Provinces du Royaume;

Mesdames et Messieurs les Trésoriers régionaux et les
Trésoriers préfectoraux et provinciaux;

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux, provinciaux
et (inter) préfectoraux des impôts;

Mesdames et Messieurs les Présidents des Conseils des
Communes;

Mesdames et Messieurs les Percepteurs;

Mesdames et Messieurs les Percepteurs communaux.

Objet: Dématérialisation des échanges liés à la délivrance de l'attestation de paiement des impôts et taxes grevant l'immeuble objet de mutation ou de cession.

Réf.:

Article 95 de la loi n° 15-97 formant Code de Recouvrement des Créances Publiques, promulguée par le dahir n° 1-00-175 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000);

Circulaire conjointe DGCT/n° 10091 et DFP/n°31 en date du 16 juillet 2020.

L'article 95 du Code de Recouvrement des Créances Publiques dispose qu': << En cas de mutation ou de cession d'immeuble, il est fait obligation aux adouls, notaires ou toute autre personne exerçant des fonctions notariales, à peine d'être tenus solidairement avec le contribuable au paiement des impôts et taxes grevant l'immeuble objet de cession, de se faire présenter une attestation des services de recouvrement justifiant le

paiement des cotes se rapportant à l'année de mutation ou de cession et aux années antérieures ».

Par ailleurs, la circulaire conjointe de la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) et de la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) visée en référence, a consacré la dématérialisation des échanges liés à la délivrance de l'attestation de paiement des impôts et taxes grevant l'immeuble objet de mutation ou de cession.

Dans ce sens et conformément à la procédure prévue par ladite circulaire, les échanges précités, effectués entre les comptables publics chargés de délivrer ladite attestation, d'une part, et les services compétents des communes, d'autre part, ont été dématérialisés.

2

La présente circulaire conjointe intervient dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 14-25 modifiant et complétant la loi n° 47-06 relative à la fiscalité des collectivités territoriales qui a conféré aux percepteurs communaux la qualité de comptables publics chargés du recouvrement des taxes locales à l'exclusion de la taxe professionnelle (TP), la taxe d'habitation (TH) et la taxe de services communaux (TSC).

Dans ce cadre, la TGR a adapté le télé-service disponible à l'adresse <https://eservices.tgr.gov.ma> en vue de permettre aux

percepteurs communaux de renseigner les comptables chargés de la délivrance de ladite attestation sur la situation fiscale du bien objet de mutation ou de cession.

Ainsi, les différentes étapes du processus de traitement des demandes de délivrance de l'attestation en question, se présentent comme suit:

L'obtention de l'attestation de paiement des impôts et taxes grevant l'immeuble débute par la récupération de la fiche de renseignements auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI). Ce service a été entièrement dématérialisé en vue d'offrir un meilleur service aux usagers et ce dans les meilleurs délais.

Deux situations peuvent se présenter:

Lorsque le contribuable n'a aucun reste à recouvrer auprès de la DGI, la fiche en question lui est délivrée électroniquement et en temps réel sur la base de son numéro d'article TH/TSC, via la plateforme SIMPL/Attestation;

Dans le cas contraire et lorsque le contribuable a un reste à recouvrer auprès de la DGI, la fiche susvisée lui est délivrée via la même plateforme, dans un délai de 48 heures à compter de

la date de dépôt de la demande, après paiement des arriérés afférents auxdites taxes.

Il est rappelé que l'ensemble des paiements peuvent être opérés au niveau du guichet électronique SIMPL. Ces paiements sont comptabilisés, sans délai, dès règlement.

S'agissant des terrains nus, ces biens font l'objet de la délivrance de la fiche de renseignement relative aux terrains non bâtis. Pour ce faire, une demande, selon le modèle établi par l'administration, est à déposer physiquement auprès de la direction des impôts dont relève le bien. Le modèle précité énumère l'ensemble des pièces justificatives à joindre à la demande.

Ensuite, le notaire, via l'application Tawtik + ou l'Adel via le portail de la TGR, initie la demande d'obtention de l'attestation des impôts et taxes grevant l'immeuble, appuyée des informations et documents nécessaires liés à la transaction, ainsi que de la fiche de renseignements délivrée par les services compétents de la DGI afin de

2

renseigner le percepteur chargé provisoirement de délivrer l'attestation de la situation fiscale du bien objet de cession ou de mutation.

Pour ce qui est des documents nécessaires précités, il s'agit notamment :

Du compromis de vente;

Du certificat de propriété ;

De la carte nationale d'identité électronique (personne physique);

De l'extrait modèle << J >> du registre de commerce (personne morale).

Ladite demande est acheminée automatiquement et simultanément au percepteur précité d'une part, et au service d'assiette de la commune concernée ainsi qu'au percepteur communal compétent d'autre part, lesquels renseignent le percepteur sur la situation fiscale du bien en question dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la réception de la demande précitée.

Lorsque le bien objet de cession ou de mutation n'est pas grevé de créances, chez l'ensemble des intervenants, l'attestation est délivrée de manière dématérialisée par le percepteur relevant de la TGR dans un délai ne dépassant pas 48 heures à compter de la réception des renseignements de la commune et du percepteur communal.

Au cas où l'un des intervenants précités, la commune, le percepteur communal ou le percepteur relevant de la TGR constate que le bien en question est grevé de créances, il adresse, via le télé-service, au notaire ou à l'Adel initiateur de la demande les informations relatives auxdites créances afin de lui permettre d'en informer le cédant et de régulariser la situation fiscale du bien.

A cet égard, il convient de rappeler que pour prétendre à la délivrance de l'attestation en question, le demandeur n'est tenu de régler que les impositions dues, grevant uniquement l'immeuble objet de cession ou de mutation.

Mesdames et Messieurs les Walis de Régions et les Gouverneurs des Préfectures, des Préfectures d'arrondissements et des Provinces du Royaume, les Trésoriers régionaux, les Trésoriers préfectoraux et provinciaux et les percepteurs sont invités à prêter assistance aux percepteurs communaux pour qu'ils accèdent au télé-service et produisent les renseignements requis dans le délai imparti de 48 heures, à compter du jour suivant la réception de la demande.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le Ministre de l'Intérieur

Abdelouafi LAFTIT

3

LA MINISTRE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES

Ministre de l'Economie et des Finances

Nadia FETTAH

.....

.....

المملكة المغربية

رئيس الحكومة

مشروع قانون رقم 66.23 يتعلق بتنظيم مهنة المحاماة

الأمانة العامة للحكومة المطبوعة الرسمية - الرباط

2026-1447

القسم الأول

مهنة المحاماة

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة الأولى

المحاماة مهنة حرة ومستقلة تمارس وفقا لمقتضيات هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه والاتفاقيات الدولية ذات الصلة التي صادقت عليها المملكة وتم نشرها في الجريدة الرسمية.

تساهم المحاماة في تحقيق المحاكمة العادلة والدفاع عن حقوق الإنسان، والمحامون بهذا الاعتبار جزء من أسرة القضاء.

المادة 2

مع مراعاة مقتضيات المادتين 34 و 35 أدناه، لا تجوز ممارسة مهنة المحاماة وتحمل أعبائها والتمتع بامتيازاتها والقيام بمهامها، إلا من طرف محام مسجل بجدول إحدى هيئات المحامين بالمغرب أو محام متمرن مقيد بلائحة التمرين لديها.

المادة 3

يمارس المحامي مهنته في إطار إحدى هيئات المحامين المحدثه لدى محاكم الاستئناف.

المادة 4

يتقيد المحامي في سلوكه المهني بمبادئ الحرية والاستقلال والتجرد والنزاهة والكرامة والمروءة والشرف، مع مراعاة ما تقتضيه الأخلاق الحميدة وأعراف وتقاليد المهنة.

الباب الثاني

الولوج إلى المهنة وحالات التنافي

الفرع الأول

شروط الولوج إلى المهنة

المادة 5

يشترط في المترشح المهنة المحاماة :

1 - أن يكون مغربيا أو من مواطني دولة تربطها بالمملكة المغربية اتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى، مع مراعاة مبدأ المعاملة بالمثل :

2 - أن يكون بالغاً من العمر واحداً وعشرين (21) سنة على الأقل وأن لا يتعدى أربعين (40) سنة على الأكثر في تاريخ إجراء مباراة ولوج معهد تكوين المحامين الذي يشار إليه في هذا القانون ب «المعهد» :

3 - أن يكون المترشح لمباراة ولوج المعهد متحصلاً، من إحدى كليات العلوم القانونية بالمغرب على شهادة الماستر أو الماستر المتخصص أو دبلوم الدراسات العليا المعمقة أو المتخصصة في العلوم القانونية أو شهادة معترف بمعادلتها لها :

4- أن يكون متمتعاً بحقوقه الوطنية :

5 - أن لا يكون مداناً بمقتضى مقرر قضائي حائز لقوة الشيء المقضي به بسبب ارتكابه أفعالا منافية للشرف والمروءة أو حسن السلوك، ولو رد اعتباره :

6 - أن لا يكون قد صدر في حقه قرار تأديبي نهائي بالتنشيط أو العزل أو الإغفاء أو سحب الترخيص، أو الإحالة إلى التقاعد السبب يتعلق بالشرف :

7 - أن لا يكون مصرحاً بسقوط أهليته التجارية بمقتضى مقرر

حائز لقوة الشيء المقضي به :

8 - أن لا يكون في حالة إخلال بأي التزام مهني صحيح يربطه بإدارة أو مؤسسة
عمومية :

9 - أن تتوفر على شروط القدرة الصحية اللازمة للقيام بمهام المهنة ؛

10 - أن يجتاز بنجاح مباراة ولوج المعهد ويقضي فترة التكوين ويحصل على شهادة الكفاءة لممارسة مهنة المحاماة ويقضي فترة التمرين، مع مراعاة مقتضيات المادتين 12 و 13 أدناه.

المادة 6

يكتسب المترشح الذي يجتاز بنجاح المباراة المشار إليها في المادة 5 أعلاه صفة طالب بالمعهد، ويقضي بهذه الصفة فترة تكوين أساسي لمدة سنة واحدة، يتلقى خلالها تكويناً نظرياً.

يحصل الطالب بعد قضاء فترة التكوين بالمعهد على شهادة الكفاءة للممارسة مهنة المحاماة، التي يسلمها له المعهد.

يجب على الطالب الحاصل على شهادة الكفاءة، تقديم طلب التقييد في لائحة المحامين المتمرنين بإحدى هيئات المحامين داخل أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من تاريخ تسليمه شهادة الكفاءة، وإلا رفض طلبه، ما لم يثبت أنه قد تعذر عليه تقديم الطلب داخل الأجل المذكور السبب مشروع.

الفرع الثاني

التمرين

المادة 7

يقضي المحامي المتمرن فترة تمرين تحدد في أربعة وعشرين (24) شهراً تحت إشراف هيئة المحامين المعنية تبتدئ من تاريخ تقييده بلائحة المحامين المتمرنين الممسوكة من لدنها، تتضمن عشرين (20) شهراً بمكتب محام يعينه النقيب وتدريباً لمدة أربعة (4) أشهر في مجال ذي صلة بممارسة مهنة المحاماة بإحدى الإدارات أو المؤسسات العمومية أو باقي أشخاص القانون العام أو المقاولات العمومية.

في حالة انقطاع المحامي المتمرن عن التمرين لسبب مشروع، يمكن تمديد فترة التمرين لنفس مدة الانقطاع بقرار المجلس الهيئة.

المادة 8

لا يقيد الطالب الحاصل على شهادة الكفاءة، في لائحة التمرين إلا بعد أداء واجب الانخراط في الهيئة وأداء اليمين وفق الصيغة التالية :

«أقسم بالله العظيم أن أمارس مهنة المحاماة بشرف وكرامة وضمير ونزاهة واستقلال وإنسانية، وأن أحترم المؤسسات القضائية وقواعد المهنة ومؤسساتها، وأن أسهم في حسن تطبيق القانون وحماية الحقوق والحريات، وأن أحافظ على السر المهني وأن لا أبوح أو أنشر ما يخالف القوانين والأنظمة والأخلاق العامة أو يمس بأمن الدولة والسلام العمومي».

تؤدي اليمين أمام محكمة الاستئناف المختصة في جلسة تعقد لها لهذا الغرض، يترأسها الرئيس الأول أو من ينوب عنه ويحضرها الوكيل العام للملك أو من ينوب عنه، وكذا نقيب الهيئة أو من ينوب عنه لتقديم المترشحين.

-2-

-2-

يحرر محضر بأداء اليمين، ويضمن في سجل خاص يمسك بكتابة الضبط لدى المحكمة المذكورة، وتحال نسخة منه إلى كل من السلطة الحكومية المكلفة بالعدل ورئاسة النيابة العامة وهيئة المحامين المعنية.

كل إخلال بالالتزامات الواردة في اليمين المؤداة يعتبر إخلالا بالواجبات المهنية.

المادة 9

يتولى مجلس هيئة المحامين مسك لائحة المحامين المتمرنين على حامل ورقي والكتروني، ويقوم بنشرها سنويا رفقة جدول المحامين بالموقع الإلكتروني للهيئة وبكل الوسائل المتاحة.

المادة 10

للمحامي المتمرن أن يقوم مقام المحامي المشرف على تمرينه في جميع القضايا، غير أنه يمنع عليه :

1 - أن يترافع أمام محاكم الدرجة الثانية خلال السنة الأولى من تمرينه، ولو في إطار المساعدة القضائية :

2 - أن يفتح مكتبا لممارسة المهنة، أو أن يمارسها باسمه الخاص ما لم يكلف بذلك في نطاق المساعدة القضائية :

3- أن يحمل لقب محام دون أن يكون مشفوعا بصفة متمرن.

لا يعتبر المحامي المتمرن أجيرا.

المادة 11

يحدد بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل نظام وكيفية إجراء مباراة ولوج المعهد، وكيفية قضاء فترة التكوين.

المادة 12

يعفى من الحصول على شهادة الكفاءة لممارسة مهنة المحاماة ومن التمرين :

1 - قدماء القضاة من الدرجة الثانية أو من درجة تفوقها بعد قبول استقالتهم، أو إحالتهم إلى التقاعد ما لم يكن ذلك لسبب تأديبي يتعلق بالشرف :

2 - المحامون الحاملون الجنسية إحدى الدول الأجنبية التي أبرمت مع المملكة المغربية اتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى مع مراعاة مبدأ المعاملة بالمثل. ويجب على المحامين المنتميين لهذه الدول اجتياز اختبار لتقييم معرفتهم بالقانون المغربي قبل البت في طلباتهم، تحدد كيفية تنظيمه وإجرائه بمقتضى نص تنظيمي :

-3-

3 - قدماء المحامين الذين سبق تسجيلهم مدة خمس (5) سنوات على الأقل بدون انقطاع في جدول هيئة أو عدة هيئات للمحامين بالمغرب وقدماء المحامين المغاربة الذين سبق تسجيلهم لنفس المدة بدون انقطاع بهيئة أو عدة هيئات للمحامين بإحدى الدول الأجنبية التي أبرمت مع المملكة المغربية اتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بممارسة مهنة المحاماة في الدولة الأخرى، ثم انقطعوا عن الممارسة لسبب غير تأديبي شريطة ألا تزيد مدة هذا الانقطاع عن إثنتي عشرة (12) سنة، مع مراعاة مقتضيات الفرع الثاني من الباب السابع

من القسم الأول من هذا القانون

المادة 13

يعفى من الحصول على شهادة الكفاءة لممارسة مهنة المحاماة ومن التمرين المنصوص عليه في المادة 7 أعلاه، مع قضاء سنة واحدة من التمرين بمكتب محام يعينه النقيب أساتذة التعليم العالي في مادة القانون الذين مارسوا، بعد ترسيمهم مهنة التدريس لمدة ثمان (8) سنوات بإحدى كليات العلوم القانونية بالمغرب، بعد إحالتهم

إلى التقاعد ما لم يكن ذلك لسبب تأديبي، أو بعد قبول استقالتهم شريطة ألا يتجاوز سنهم خمسة وخمسين (55) سنة عند تقديم الطلب.

الفرع الثالث

حالات التنافي

المادة 14

تتنافى مهنة المحاماة مع :

- 1 - كل نشاط تجاري سواء مارسه المحامي بصفة مباشرة أو غير مباشرة. غير أنه يمكن للمحامي التوقيع على الأوراق التجارية لأغراضه المدنية أو أن يكون عضواً في مجلس إداري لشركة :
 - 2 - مهام التسيير في شركة تجارية، أو اكتساب صفة شريك متضامن في شركات التضامن أو شركة التوصية البسيطة أو شركة التوصية بالأسهم، أو صفة شريك وحيد في شركة ذات مسؤولية محدودة :
 - 3 - جميع الوظائف الإدارية والقضائية باستثناء ممارسة التدريس بصفة عرضية في المعاهد والكليات :
 - 4 - جميع المهن الحرة الأخرى، سواء مارسها المحامي بصفة مباشرة أو غير مباشرة باستثناء ممارسة مهام مستشار في مجال الملكية الصناعية طبقاً للتشريع الجاري به العمل :
 - 5 - مهام محاسب أو أجير أو مستخدم خاضع لمدونة الشغل.
- يتعرض للمساءلة التأديبية كل محام يوجد في حالة تنافي.

-3-

المادة 15

يبقى المحامي الذي تسند إليه مهمة عضو في الديوان الملكي أو في الحكومة أو في المجلس الأعلى للسلطة القضائية أو في المحكمة الدستورية، أو سفير أو عضو في ديوان وزير أو متفرغ لأي مهمة كلف بها من لدن الدولة داخل أو خارج المملكة، مسجلاً في جدول الهيئة ومحتفظاً بأقدميته دون أن يكون له الحق في ممارسة مهام المهنة طيلة توليه لتلك المهمة.

يجب على المحامي، فور تكليفه بالمهمة، إشعار الهيئة التي ينتمي إليها كتابة بذلك.

الفرع الرابع

جدول هيئة المحامين

المادة 16

يقدم المحامي المتمرن طلبه الرامي إلى التسجيل في جدول هيئة المحامين إلى نقيب الهيئة التي أنهى بها فترة التمرين، وذلك داخل أجل لا يتعدى سنة من تاريخ نهاية التمرين مع مراعاة مقتضيات الفقرة الثانية من المادة 7 أعلاه.

عند انصرام هذا الأجل يستدعي مجلس الهيئة المعني بالأمر للاستماع إليه بشأن العذر الذي حال دون تقديمه للطلب، وفي حالة قبول عذره تمنح له مهلة ثلاثة (3) أشهر إضافية لتقديم طلب التسجيل إلى الهيئة.

يجب أن يتضمن الطلب المشار إليه في الفقرتين أعلاه على الخصوص، الاسم الشخصي والعائلي لصاحب الطلب وصفته وموطنه أو محل إقامته وكذا رقم بطاقته الوطنية للتعريف الإلكتروني ورقم هاتفه وبريده الإلكتروني.

المجلس الهيئة أن يقرر حذف المحامي المتمرن الذي لا يتقيد بالأجلين المنصوص عليهما أعلاه من لائحة التمرين.

لا يتخذ قرار الحذف إلا بعد الاستماع للمعني بالأمر من طرف مجلس الهيئة أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ تبليغه بالاستدعاء في آخر عنوان له أو في العنوان المضمن في بطاقته الوطنية للتعريف الإلكتروني.

المادة 17

يقدم المترشح المنتمي إلى إحدى الفئات المشار إليها في المادتين 12 و 13 أعلاه طلبه إلى الهيئة المراد التسجيل بها، مرفقا بما يثبت استيفاءه للشروط المنصوص عليها في المادتين المذكورتين حسب الحالة، وبما يثبت أداءه لواجب الانخراط.

المادة 18

يحدد واجب الانخراط في هيئات المحامين بالنسبة لمختلف الفئات المنصوص عليها في هذا القانون، بقرار لهيئة المحامين المعنية يتخذ بناء على إطار مرجعي يحدد بنص تنظيمي.

المادة 19

يجب على مجلس الهيئة أن يبت في طلب التسجيل في الجدول داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ إيداعه بعد استكمال عناصر البحث حول المترشح.

لا يتخذ قرار رفض طلب التسجيل إلا بعد الاستماع للمعني بالأمر من طرف مجلس الهيئة أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة عشر (15) يوما من تاريخ تبليغه.

يعتبر طلب التسجيل مرفوضا إذا لم يبت فيه المجلس داخل الأجل المنصوص عليه في الفقرة الأولى أعلاه.

يبلغ قرار قبول أو رفض التسجيل في الجدول إلى المعني بالأمر وإلى الوكيل العام للملك المختص، داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ صدوره.

المادة 20

تؤدي اليمين من طرف المترشح المعفى من شهادة الكفاءة أو من التمرين أو منهما معا والذي تقرر تسجيله في الجدول، حسب الصيغة والكيفية المنصوص عليهما في المادة 8 أعلاه.

المادة 21

يسجل المحامون المتمرنون المقبولون في الجدول اعتبارا من تاريخ تقديم الطلب.
يسجل المترشحون المنصوص عليهم في المادتين 12 و 13 أعلاه في الجدول ابتداء من تاريخ أداء اليمين.

-4-

المادة 22

لا يجوز لقدماء القضاة والموظفين ورجال السلطة أو الذين مارسوا مهامها، أن يقيدوا في لوائح التمرين أو يسجلوا في جداول هيئات المحامين المحدثّة لدى محاكم الاستئناف التي مارسوا مهامهم في دائرتها قبل مضي خمس (5) سنوات من تاريخ انقطاعهم عن العمل بها.

يمنع عليهم، بعد تسجيلهم في أي هيئة أخرى، أن يمارسوا خلال نفس الفترة مهام المهنة أمام الهيئات القضائية بتلك الدوائر.

المادة 23

يجب على كل محام مسجل بجدول هيئة من هيئات المحامين أن يدلي لنقيب الهيئة في الأسبوع الأول من شهر يناير من كل سنة بما يثبت أنه :

- يمارس مهنته بمكتب يقع ضمن مجال اختصاص الهيئة المسجل

بجدولها :

- يمارس مهنته بصفة فردية أو مع غيره من المحامين بصفته مساعداً أو في نطاق مشاركة أو شراكة أو مساكنة أو في إطار شركة مدنية مهنية أو في إطار عقد تعاون مع محام أجنبي أو شركة مهنية أجنبية للمحاماة :

- يؤدي في الأجل المقررة الواجبات المالية لفائدة الهيئة التي ينتمي

إليها :

- يتوفر على تأمين للمسؤولية المدنية الناجمة عن ممارسة المهنة.

يجب على المحامي، تحت طائلة المساءلة التأديبية، إشعار النقيب بكل تغيير يطرأ على وضعيته داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ حدوث التغيير المذكور.

يشعر النقيب الوكيل العام للملك المختص بهذا التغيير داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ توصله بالإشعار.

المادة 24

يقدم المحامي الراغب في نقل تسجيله من هيئة إلى أخرى طلبه إلى الهيئة المراد الانتقال إليها، ويتولى مجلس الهيئة البت فيه بعد التأكد من احترامه للشروط المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه.

إذا كان المحامي المعني بموضوع متابعة تأديبية، يؤجل البت في الطلب المذكور إلى حين فصل مجلس الهيئة فيها.

يستمر المحامي في ممارسة مهامه بالهيئة المسجل بها إلى حين صدور قرار في شأن طلب نقل تسجيله.

8

المادة 25

يقوم مجلس الهيئة بحصر الجدول في ميم شهر مارس من كل سنة، ويوجهه في صيغة ورقية والكترونية إلى السلطة الحكومية المكلفة بالعدل، ورؤساء كتابات الضبط ورؤساء كتابات النيابة العامة بكل من محكمة النقض ومحاكم الدرجة الثانية ومحاكم الدرجة الأولى التابعة لدائرة كل محكمة من محاكم الاستئناف التي تتواجد بها الهيئة.

يتضمن الجدول الاسم الكامل للمحامي وجنسيته ورقمه المهني الوطني المسلم له من قبل مجلس الهيئة التي ينتمي إليها، وتاريخ تسجيله بالجدول وعنوان مكتبه ورقم هاتفه وبريده الإلكتروني وكيفية ممارسته للمهنة طبقا للمادة 26 أدناه.

يمكن للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل نشر الجدول المذكور بموقعها الإلكتروني فور التوصل به مع تحيين هذا النشر سنويا.

الباب الثالث

ممارسة المهنة

الفرع الأول

كيفية ممارسة المهنة

المادة 26

يمكن للمحامي أن يمارس مهنته بصفة فردية أو مع غيره من المحامين في إطار عقد :

- مشاركة مع محام آخر مسجل بنفس الهيئة :

شراكة مع محام آخر مسجل بهيئة أخرى شريطة ألا يتجاوز

عددهم محامين اثنين ؛

- مساكنة مع محام آخر مسجل بنفس الهيئة :

- مساعدة بصفته محاميا مساعدا :

- شركة مدنية مهنية للمحاماة.

يمكن للمحامي إبرام عقد تعاون مع محام أجنبي أو مع شركة مهنية أجنبية للمحاماة.

يمنع على المحامي أن يتخذ أكثر من مكتب واحد لممارسة المهنة داخل التراب الوطني، ما لم يتعلق الأمر بممارسة المهنة في إطار عقد شراكة بين محامين اثنين مسجلين بهيئتين مختلفتين.

-5-

المادة 27

يعرض عقد المشاركة أو الشراكة أو المساكنة أو المساعدة على مجلس هيئة المحامين المختص من أجل التأشير عليه بناء على طلب المحامين المعنيين بالأمر.

لا ترفض التأشيرة إلا في حالة تضمين العقد بنودا منافية للتشريع الجاري به العمل أو لقواعد المهنة، وعدم استجابة المحامين المعنيين لتوجيهات مجلس الهيئة في شأن تعديل البنود المذكورة. يجب أن يكون قرار الرفض معللا.

يبت مجلس الهيئة في كل الأحوال، داخل أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من تاريخ إيداع العقد، ويعتبر عدم البت داخل هذا الأجل بمثابة تأشيرة.

يحيل النقيب نسخة من العقد المؤشر عليه إلى الوكيل العام للملك المختص.

المادة 28

يتضمن عقد التعاون المشار إليه في الفقرة الثانية من المادة 26 أعلاه على الخصوص ما يلي :

- أسماء و عناوين الأطراف وبريدهم الإلكتروني :

- موضوع العقد :

أن المحامي الممارس بالمغرب يباشر الإجراءات وفق مقتضيات المادة 37 أدناه.

يعرض عقد التعاون على مجلس هيئة المحامين المختص من أجل التأشير عليه.

يحيل النقيب نسخة من العقد المؤشر عليه إلى السلطة الحكومية المكلفة بالعدل وإلى الوكيل العام للملك المختص.

المادة 29

المحامون الممارسون في إطار المشاركة مسؤولون مدنيا على وجه التضامن إزاء موكلتهم.

لا يجوز للمحامين الذين يمارسون المهنة وفق إحدى الكيفيات المنصوص عليها في بنود الفقرة الأولى من المادة 26 أعلاه، أن يئوبوا أو يؤازروا أو يمثلوا أطرافاً لها مصالح متعارضة.

-6-

لا يجوز للمحامي المساعد أن يمارس باسمه الخاص إلا بإذن من صاحب المكتب المتعاقد معه أو في نطاق المساعدة القضائية.

لا يعتبر المحامي المساعد أجيراً.

المادة 30

إذا حدث نزاع مهني بين المحامين المتشاركين أو المتساكنين، أو مع الخلف العام لأحدهم، ولم يتوصل النقيب إلى التوفيق بينهم، يمكن للأطراف الاتفاق على عرض النزاع على تحكيم يعهد به لهيئة تتألف من محكم يختاره كل طرف معني ومحكم يعينه النقيب يتولى رئاسة الهيئة المذكورة.

تبت الهيئة التحكيمية داخل أجل أقصاه ثلاثة (3) أشهر من تاريخ عرض النزاع عليها وذلك وفق مسطرة تواجيهية. يمكن للنقيب تمديد هذا الأجل لثلاثة (3) أشهر إضافية بقرار معلل.

المادة 31

يمكن لكل محام مسجل في جدول المحامين الاستفادة من تكوين تخصصي ينظمه المعهد، وتمنح له شهادة بعد استيفاء الشروط المقررة في النصوص المنظمة للمعهد، يكتسب بموجبها صفة محام متخصص.

الفرع الثاني

مهام المهنة

المادة 32

مع مراعاة مقتضيات المادة 22 أعلاه، يمارس المحامي مهامه بمجموع تراب المملكة وخارجه وفق الاتفاقيات الدولية المصادق عليها والمنشورة بالجريدة الرسمية.

المادة 33

مع مراعاة مقتضيات التشريعية المخالفة ومقتضيات المادتين 38 و 39 أدناه،
يختص المحامي دون غيره بما يلي :

1 - الترافع نيابة عن الأطراف ومؤازرتهم والدفاع عنهم وتمثيلهم وممارسة جميع
الطعون أمام مختلف محاكم المملكة :

2 - القيام لدى كتابات الضبط وكتابات النيابة العامة ومختلف مكاتب المحاكم بجميع
الإجراءات أثناء سريان المسطرة أو إثر صدور مقرر، والحصول منها على كل
البيانات والوثائق ذات الصلة بالقضية المكلف بها.

-6-

كما يختص المحامي :

1 - بتمثيل الغير والنيابة عنه أمام الإدارات العمومية والجماعات الترابية
ومجموعاتها وهيئاتها وباقي أشخاص القانون العام وأشخاص القانون الخاص :

2 - بالنيابة عن الأطراف وتمثيلهم ومؤازرتهم أمام الهيئات التأديبية للإدارات الدولة
والجماعات الترابية والمؤسسات العمومية وباقي أشخاص القانون العام وأشخاص
القانون الخاص والهيئات المهنية :

3 - بتحرير عقود إنشاء الشركات، وما يطرأ عليها من تعديل مع مراعاة التشريع
الجاري به العمل. غير أنه يمنع على المحامي الذي قام بتحرير عقد الشركة النيابة أو
مؤازرة شريك ضد شريك آخر داخل نفس الشركة فيما له علاقة بشؤونها :

4 - بتقديم كل عرض أو قبوله، وإعلان كل إقرار أو رضا أو تنازل عن حق، والقيام
بصفة عامة بكل الأعمال لفائدة موكله.

غير أنه يجب على المحامي الإدلاء بوكالة خاصة مكتوبة إذا تعلق الأمر بإنكار خط يد
أو طلب يمين أو قلبها أو رفع اليد عن كل حجز.

دون الإخلال بمقتضيات الفقرة الثالثة أعلاه، يجب على المحامي لأجل ممارسة
الاختصاصات المشار إليها في الفقرة الأولى والبنود 1 و 2 و 4 من الفقرة الثانية وفي
الفقرة الثالثة أعلاه الإدلاء بنبياة مكتوبة تتضمن على الخصوص اسمه ورقمه المهني
الوطني وعنوان بريده الإلكتروني، واسم الموكل وعنوانه ورقم هاتفه وبريده
الإلكتروني عند الاقتضاء.

كما يختص المحامي أيضا :

1 - بالقيام بمهام التحكيم والوساطة وباقي الطرق البديلة لحل المنازعات وفق التشريع الجاري به العمل. غير أنه يمنع على المحامي أن ينوب أو يؤازر أحد الأطراف في نزاع مارس فيه إحدى هذه المهام ؛

2 - بتقديم الاستشارات والإرشادات والقيام بالدراسات والأبحاث في الميدان القانوني.

المادة 34

يسمح للمحامي غير الحامل للجنسية المغربية الذي يمارس المهنة في بلد أجنبي يرتبط مع المغرب باتفاقية تسمح لمواطني كل من الدولتين المتعاقبتين بممارسة المهنة في الدولة الأخرى، أن يقوم بالمهام المشار إليها في المادة 33 أعلاه بعد التسجيل في جدول إحدى هيئات المحامين بالمغرب. غير أنه يمكن للمحامي الذي يمارس المهنة في بلد أجنبي، أن يؤازر الأطراف أو يمثلهم أمام محاكم المملكة، وذلك بعد تعيين محل

-7-

مخابرة بمكتب محام مسجل بجدول إحدى هيئات المحامين بالمملكة والحصول على إذن وزير العدل في كل قضية على حدة، ما لم تنص الاتفاقية على خلاف ذلك.

المادة 35

يمكن لوزير العدل أن يأذن بصفة استثنائية، لمكتب محاماة أجنبي لا يرتبط بلده باتفاقية مع المملكة، بممارسة المهام المشار إليها في المادة 33 أعلاه شريطة أن يكون مرتبطا بعقد مع شركة أجنبية تنجز مشروعا استثماريا أو صفقة بالتراب الوطني، وأن يسجل بلائحة مستقلة لدى هيئة المحامين التي ينفذ بدائرة نفوذها المشروع أو الصفقة.

إذا كان تنفيذ المشروع الاستثماري أو الصفقة يشمل دائرة نفوذ أكثر من هيئة محامين، وجب على مكتب المحاماة الأجنبي التسجيل بلائحة مستقلة بهيئة المحامين بالرباط.

يجب على مكتب المحاماة الأجنبي أن يعين محل مخابرة معه بمكتب أحد المحامين بالهيئة المقيد بلائحتها.

يمنع على مكتب المحاماة الأجنبي المعني أن يمارس المهنة خارج نطاق المشروع الاستثماري أو الصفقة موضوع الإذن.

تنتهي صلاحية الإذن الصادر عن وزير العدل بانتهاء المشروع الاستثماري أو الصفقة ما لم يكن هناك نزاع، على أن يخبر مكتب المحاماة الأجنبي نقيب الهيئة المعنية بذلك، ويجب على النقيب إشعار كل من وزير العدل والوكيل العام للملك المختص بذلك.

المادة 36

يمكن للمحامين الحاملين للجنسية المغربية والممارسين لمهنتهم بصفة فعلية ومستمرة في بلد أجنبي أو أكثر، فتح مكتب إضافي لممارسة المهنة فوق التراب الوطني وفق إحدى الكيفيات المنصوص عليها في المادة 26 أعلاه، شريطة التسجيل في جدول إحدى هيئات المحامين بالمغرب، مع الاحتفاظ بتسجيلهم وممارستهم للمهنة بمكاتبهم بالخارج.

المادة 37

يتولى المحامي المرتبط بعقد تعاون مع محام أجنبي أو شركة مهنية أجنبية للمحاماة مباشرة الإجراءات أمام القضاء، بالأصالة، في كل الملفات والقضايا التي تحال إليه من طرف مكتب المحامي الأجنبي أو الشركة الأجنبية للمحاماة المعنية.

-7-

المادة 38

يختص المحامون الممارسون بالمغرب وفقا لمقتضيات هذا القانون بتمثيل الأطراف وموازرتهم في جميع القضايا باستثناء :

- القضايا التي تطبق في شأنها المسطرة الشفوية طبقا لمقتضيات قانون المسطرة المدنية :

- قضايا الجرح والمخالفات ما لم ينص القانون على خلاف ذلك :

القضايا التي يكون أحد طرفيها قاضيا أو محاميا :

- القضايا الأخرى التي ينص عليها القانون.

غير أنه يمكن للأطراف الاستعانة بمحامي في القضايا الواردة في البنود أعلاه.

المادة 39

مع مراعاة الحقوق المكتسبة، لا يقبل المؤازرة الأطراف أو تمثيلهم أمام محكمة النقض إلا :

. المحامون المسجلون بجدول إحدى هيئات المحامين منذ إثننا عشرة (12) سنة على الأقل، وقدماء القضاة بمحاكم الدرجة الأولى والثانية وأساتذة التعليم العالي بعد خمس (5) سنوات من تاريخ تسجيلهم بجدول إحدى هيئات المحامين، شريطة خضوعهم لتكوين خاص تشرف عليه السلطة الحكومية المكلفة بالعدل، تحدد مدته وكيفية تنظيمه بنص تنظيمي :

. قدماء المستشارين والمحامين العامين بمحكمة النقض المسجلون بجدول إحدى هيئات المحامين بالمغرب.

المادة 40

يهيئ مجلس كل هيئة في شهر أكتوبر من كل سنة، قائمة بأسماء المحامين المقبولين للترافع أمام محكمة النقض.

يتولى نقيب الهيئة تبليغ القائمة المذكورة خلال شهر نونبر الموالي إلى الرئيس الأول لمحكمة النقض والوكيل العام للملك لديها.

يمكن للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل نشر القائمة الكاملة للمحامين المقبولين للترافع أمام محكمة النقض بالموقع الإلكتروني للوزارة فور التوصل بها مع تحيين هذا النشر سنويا.

الباب الرابع

واجبات المحامين

الفرع الأول

التكوين المستمر

المادة 41

يخضع المحامي لزوما لتكوين مستمر وفق برنامج سنوي يعده هـد بناء على اقتراح من الهيئة التي ينتمي إليها المحامي.

المادة 42

يجب على المحامي المقبول لدى محكمة النقض، باستثناء النقباء دماء المستشارين بمحكمة النقض والمحامين العامين لديها، أن يثبت ويا أنه خضع لتكوين مستمر لمدة عشرين (20) ساعة على الأقل من دورات التكوين المنظمة بتنسيق بين المعهد ومجلس الهيئة نية.

المادة 43

يعتبر كل إخلال بالتزام المحامي ببرنامج التكوين المستمر مخالفة ية.

الفرع الثاني

التشبت بالوقار والتقيد بالسر المهني

المادة 44

يجب على المحامي أن يعلق خارج أو داخل البناية التي يوجد بها تبه، لوحة تحمل اسمه الشخصي والعائلي وكونه محاميا أو محاميا ولا للتراجع أمام محكمة النقض. ويمكن أن تتضمن اللوحة الإشارة إلى كونه نقيباً أو نقيباً سابقاً حاملاً لشهادة الدكتوراه في العلوم القانونية و / أو حاصلًا على شهادة امي متخصص مسلمة من المعهد. يمنع على المحامي الإشارة في اللوحة أو أوراق مكتبه أو ملفاته إلى سة أخرى غير الصفات المحددة أعلاه.

المادة 45

يمنع على المحامي أن يمارس أي عمل يستهدف جلب الزبناء ستمالتهم، كما يمنع عليه القيام بكل إشهار أيا كانت وسيلته.

-8-

-8-

غير أنه يحق للمحامي أن يتوفر على موقع إلكتروني، بإذن من النقيب، يضمن فيه نبذة عن حياته ومساره الدراسي والمهني وميادين اهتماماته القانونية وأبحاثه، شريطة ألا يكون هذا المضمون مخالفاً للتشريع الجاري به العمل ولأعراف المهنة.

يتولى النقيب مراقبة مدى تقيد المحامي بمقتضيات الفقرة السابقة.

المادة 46

يجب على المحامي، تحت طائلة تطبيق الجزاءات الجنائية والمساءلة التأديبية التقيد بالسرية المهنية ويجب عليه بصفة خاصة، أن يتقيد بسرية البحث والتحقيق في القضايا الجزرية، وأن لا يفشي أي معلومات تتعلق بملفات أو ينشر أي مستندات أو وثائق أو مراسلات لها علاقة ببحث أو تحقيق مازال جاريا.

الفرع الثالث

العلاقات مع المحاكم

المادة 47

لا يحق للمحامي الحضور، في إطار ممارسة مهامه أمام الهيئات القضائية أو التأديبية إلا إذا كان مرتديا للبدلة المهنية.

المادة 48

مع مراعاة مقتضيات قانون المسطرة المدنية، يبلغ المحامي في مكتبه أو في حسابه المهني الإلكتروني، وإذا تعذر تبليغه اعتبر كل إجراء بلغ بمقر هيئة المحامين المسجل بجدولها صحيحا ومنتجا لآثاره.

يجب على المحامي، عند تنصيه للدفاع أمام محكمة خارج نطاق الاختصاص الترابي للهيئة المسجل بها أن يختار محلا للمخاطبة معه بمكتب محام بدائرة نفوذ المحكمة التي نصب للدفاع أمامها، وإلا اعتبر كل إجراء بلغ لكتابة ضبط هذه الأخيرة صحيحا ومنتجا لآثاره.

يكون التبليغ الذي يتم لأحد المحامين المتشاركين المنتمين لهيئتين مختلفتين صحيحا ومنتجا لآثاره تجاه المحامي المتشارك الآخر.

يجب على المحامي عند الترافع أمام محكمة خارج دائرة نفوذ محكمة الاستئناف المحدثة لديها الهيئة المسجل بها، أن يقدم نفسه ويصرح برقمه المهني الوطني إلى نقيب الهيئة أو من يمثله وإلى كل من رئيس الجلسة وممثل النيابة العامة وإلى المحامي الذي يرافع عن الطرف الآخر.

-9-

المادة 49

مع مراعاة التشريع الجاري به العمل، لا يعتبر تبليغ المقررات القضائية التمهيدية القاضية بتحملات مالية أو الفاصلة في الدعوى والقرارات التأديبية للمحامي صحيحا

ومنتجا لآثاره القانونية تجاه أطراف النزاع، ما لم يتفق المحامي مع موكله كتابة على خلاف ذلك.

المادة 50

يمنع على المحامين في كل الأحوال أن يتفقوا فيما بينهم، على أن يتوقفوا كلياً عن تقديم المساعدة الواجبة عليهم إزاء القضاء، سواء بالنسبة للجلسات أو الإجراءات. يمنع تنظيم الوقفات الاحتجاجية ورفع الشعارات داخل فضاءات المحاكم وقت انعقاد الجلسات.

الفرع الرابع

المساعدة القضائية

المادة 51

يختص النقيب أو من يمثله بتعيين محام مسجل في الجدول أو مقيد في لائحة التمرين لكل متقاض مستفيد من المساعدة القضائية بقوة القانون أو بناء على طلب. لا يجوز للمحامي المعين أن يمتنع عن تقديم المساعدة القضائية دون سبب مشروع تحت طائلة المساءلة التأديبية. إذا امتنع المحامي المعين عن تقديم المساعدة القضائية، عين النقيب من يحل محله.

المادة 52

مع مراعاة التشريع الجاري به العمل، يتولى النقيب أو من يمثله تعيين محام لكل شخص تعذر عليه توكيل محام للنيابة عنه أو مؤازرته الأسباب غير تلك المتعلقة بالمساعدة القضائية، وذلك داخل أجل ثلاثة (3) أيام من تاريخ تقديم طلب لهذا الغرض.

المادة 53

للمحامي المعين في نطاق المساعدة القضائية أن يتقاضى من موكله أتعاباً عن المسطرة التي باشرها ونتجت عنها استفادة مالية لهذا الأخير يحدد مبلغها بالتوافق بينهما. وفي حالة عدم اتفاقهما يعرض الأمر على النقيب لتحديد مبلغ تلك الأتعاب، ويكون قراره قابلاً للطعن من قبل الأطراف المعنية أمام غرفة المشورة بمحكمة

الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ التبليغ.

-9-

يتقاضى المحامي المذكور في الحالات الأخرى أتعابا من الخزينة العامة عن الخدمات المقدمة من طرفه، يحدد مبلغها وكيفية صرفها بموجب نص تنظيمي.

الفرع الخامس

العلاقات مع الموكلين

المادة 54

يجب على المحامي أن يتوفر على تكليف مكتوب من موكله، يتضمن

هذا التكليف البيانات التالية :

- الاسم الكامل للموكل أو الشخص الذي تولى توكيل المحامي نيابة عن الموكل ورقم بطاقته الوطنية للتعريف الإلكتروني أو أي وثيقة أخرى تثبت هويته، أو تسمية الشخص الاعتباري وبيانات

تعريفه وممثله القانوني :

- الاسم الكامل للمحامي وعنوان مكتبه ورقمه المهني الوطني وعنوان

بريده الإلكتروني :

- موضوع القضية :

- رقم ملف القضية المكلف بها إن وجد :

- مرحلة أو مراحل التقاضي المتفق عليها :

- كيفية أداء الأتعاب عند الاقتضاء :

شروط أخرى يتفق عليها الأطراف.

يمكن تغيير الشروط المضمنة في التكليف الكتابي باتفاق موقع عليه من الطرفين.

يعتبر إقرار المؤازر أو الموكل أمام جهة قضائية باسم المحامي المختار من طرفه بمثابة تكليف، ويضمن ذلك بمحضر يحرر لهذا الغرض ويمكن للمحامي وللمؤازر أو الموكل تسلم نسخة منه.

المادة 55

يجب على المحامي أن يحتفظ في ملفه بالتكليف المكتوب أو بنسخة من المحضر المشار إليهما في المادة السابقة، وذلك للإدلاء به عند المنازعة في التكليف تحت طائلة سقوط الحق في الأتعاب أو المنازعة فيها.

المادة 56

يجب على المحامي الإدلاء بتوكيل خاص كلما تعلق الأمر باستخلاص مبالغ مالية من محاسبين عموميين لفائدة موكله في قضايا لم يكن ينوب فيها.

-10-

المادة 57

يجوز للمحامي أن يتفق مع موكله على أداء، زيادة على الأتعاب التي سبق الاتفاق عليها، أتعاب إضافية يحددها الطرفان استنادا إلى المجهودات المبذولة من طرف المحامي.

المادة 58

يمكن للموكل أن ينازع في بيان الحساب المبلغ إليه داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ توصله به تحت طائلة سقوط حقه في المنازعة.

يختص نقيب هيئة المحامين بالبت بناء على طلب، في المنازعات التي تثار بين المحامي وموكله بشأن الأتعاب المتفق عليها والمصروفات، بما في ذلك مراجعة النسبة المحددة باتفاق بين المحامي وموكله، كما يختص بتحديد وتقدير الأتعاب في حالة عدم وجود اتفاق مسبق بشأنها.

يستمتع النقيب إلى المحامي والموكل لتلقي ملاحظاتهم، وما يتوفران عليه من حجج، ويبت في المنازعة داخل أجل شهر من تاريخ توصله بالطلب.

إذا تعلق الأمر بأتعاب نقيب ممارس أو مصروفاته تولى البت في المنازعة النقيب السابق للهيئة، وعند عدم وجوده أو إذا تعذر عليه ذلك، يتولى تحديدها أقدم عضو بمجلس الهيئة، وفق نفس الآجال والإجراءات أعلاه.

يكون القرار الصادر في المنازعة قابلا للطعن من قبل الأطراف المعنية أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ التبليغ.

تتقدم جميع الطلبات والمنازعات المتعلقة بالأتعاب بمرور خمس (5) سنوات من تاريخ انتهاء التوكيل.

المادة 59

يذيل رئيس المحكمة الابتدائية التي يوجد بدائرتها مكتب المحامي قرار النقيب بتحديد الأتعاب والمصروفات الصادر تطبيقاً للمواد 53 و 58 و 63 من هذا القانون، بالصيغة التنفيذية بعد صيرورته نهائياً.

المادة 60

يستقبل المحامي موكله ويقدم استشاراته بمكتبه وفي حالة تنقل المحامي خارج دائرة نفوذ المحكمة الابتدائية التي يتواجد بها مقر مكتبه، يمكنه القيام بذلك بمكتب أحد المحامين أو بمكتب مخصص لهذا الغرض بمقر الهيئة التي تنقل إليها. لا يمكن للمحامي أن يتوجه في نطاق نشاطه المهني إلى موطن موكله إلا إذا اقتضت ذلك ظروف استثنائية، شريطة إشعار النقيب ومراعاة قواعد الوفاق وأخلاقيات المهنة، وذلك تحت طائلة المساءلة التأديبية.

المادة 61

يحث المحامي موكله على تسوية النزاع عن طريق الصلح أو الوساطة أو الطرق البديلة الأخرى لحل النزاعات، لا سيما قبل مباشرة أي مسطرة قضائية.

يقوم المحامي بإخبار موكله بجميع الوسائل الممكنة بمراجع الملف ومراحل سير الدعوى وبالإجراءات المتخذة فيها متى طلب ذلك وبما يصدر فيها من مقررات. كما يقدم الموكله النصح والإرشاد لا سيما فيما يتعلق بطرق الطعن الممكنة وأجالها.

المادة 62

بها. يجب على المحامي أن يتتبع القضية إلى نهايتها في المرحلة التي كلف لا يحق للمحامي سحب نيابته أو وضع حد لمؤازرته إلا بعد توجيه إشعار لموكله، بأي وسيلة تثبت التوصل داخل أجل معقول حتى ينأى له إعداد دفاعه، وذلك في عنوانه الوارد بالتكليف وعند الاقتضاء في العنوان المضمن ببطاقته الوطنية للتعريف الإلكترونية.

يوجه المحامي إشعاراً بذلك إلى الطرف الآخر أو محاميه وإلى الجهة المعروضة عليها القضية.

المادة 63

يمكن للموكل أن يسحب التوكيل من محاميه، ويجب عليه أن يشعر بذلك الطرف الآخر أو محاميه بأي وسيلة تثبت التوصل، وكذا الجهة التي تنظر في القضية.

يجب على الموكل أن يؤدي للمحامي الأتعاب المتفق عليها والمصروفات المستحقة عن الخدمات المقدمة لفائدته، وفي حالة عدم اتفاق الطرفين يختص النقيب بتحديد الأتعاب المستحقة. إذا تعلق الأمر بأتعاب ومصروفات مستحقة لفائدة النقيب الممارس، تولى تحديد مبلغها النقيب السابق للهيئة، وعند عدم وجوده أو إذا تعذر عليه ذلك تولى تحديدها أقدم عضو بمجلس الهيئة.

يكون قرار تحديد الأتعاب قابلاً للطعن من لدن الأطراف المعنية أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ التبليغ.

-10

-11-

المادة 64

لا يحق للمحامي بعد سحب نيابته أو وضع حد لمؤازرته أو سحب التوكيل منه، تحت طائلة المتابعة التأديبية، أن يحتفظ بالملف المسلم له من طرف موكله وبأي وثيقة مرتبطة به، ولو في حالة وجود منازعة في الأتعاب.

المادة 65

لا يعتد بسحب التوكيل أو وضع حد للمؤازرة، بعد صدور مقرر قضائي يقضي بأداء مبالغ مالية لفائدة الموكل أو المؤازر تخضع الإجراءات الإيداع بحساب ودائع وأداءات المحامين المشار إليه في المادة 75 أدناه، إلا بعد خصم أتعاب المحامي المتفق عليها أو المحددة من طرف الجهة المختصة في حالة وجود نزاع بشأنها.

المادة 66

يمنع على المحامين من قدماء القضاة أو رجال السلطة أو باقي الموظفين أن يقبلوا تمثيل الأطراف أو مؤازرتهم في القضايا التي كانت معروضة عليهم أو كلفوا بها أثناء ممارسة مهامهم السابقة.

المادة 67

يمكن للمحامي أن يطلب تسبيحا من مبلغ الأتعاب المتفق عليه مع موكله. كما يمكنه أن يتسلم مسبقا من موكله المبالغ التي يتعين أدائها أو إيداعها بصندوق المحكمة بمناسبة أي إجراء اقتضته المسطرة.

المادة 68

يجب على المحامي أن يسلم فورا لموكله، مقابل كل وثيقة أصلية أو مبلغ تسلمه منه ، وصلا متضمنا للبيانات المحددة في المادة 72 أدناه.

المادة 69

لا يجوز للمحامي :

- أن يتفق مسبقا مع موكله على أن تكون الأتعاب المستحقة له مرتبطة بنتيجة الدعوى :

- أن يتسلم أتعابه في شكل حصص عينية في مال متنازع فيه أو أن يفتني بنفسه أو بواسطة الغير بطريق التفويت حقوقا متنازعا فيها مرتبطة بالقضايا التي يتولى الدفاع فيها، أو أن يستفيد منها شخصيا أو بواسطة زوجه أو أصوله أو فروعها بأي وجه كان. كل اتفاق مخالف لهذه المقتضيات يكون باطلا بقوة القانون.

11-

المادة 70

مع مراعاة المقتضيات المنصوص عليها في المدونة العامة للضرائب والقانون المتعلق بالأرشيف وكذا مقتضيات المواد 62 و 63 و 64 أعلاه، يبقى المحامي مسؤولا عن وثائق الملف خلال خمس (5) سنوات تحتسب، حسب الحالة، من تاريخ انتهاء القضية أو من تاريخ آخر إجراء في المسطرة أو من يوم تصفية الحساب مع الموكل.

المادة 71

تعتبر أتعاب المحامي ديونا ممتازة ويكون لاستيفائها حق الأولوية بعد أداء الديون المنصوص عليها في البند السابع من الفصل 1248 من الظهير الشريف الصادر في 9 رمضان 1331 (12) أغسطس (1913) بمثابة قانون الالتزامات والعقود.

الفرع السادس

حسابات المحامي

المادة 72

لا يجوز للمحامي أن يتسلم في نطاق نشاطه المهني، أي مبالغ مالية أو سندات أو قيم إلا مقابل وصل مؤرخ وموقع ومرقم.

يتضمن هذا الوصل وجوبا اسم المحامي ورقم تعريفه الضريبي و تاريخ التكاليف واسم الطرف الذي قام بالدفع أو التسليم وسببه وتاريخه وكيفية الأداء.

يتعين أداء الأتعاب التي يتجاوز مبلغها عشرة آلاف (10.000) درهم بواسطة شيك أو بإحدى وسائل الأداء بطريقة إلكترونية.

المادة 73

يجب على المحامي أن يقيد حسابات المبالغ المالية والسندات والقيم التي يتسلمها والعمليات المنجزة عليها في دفتر للحسابات اليومية الذي بعده أو يوافق على نموذجه مجلس الهيئة، ويؤشر عليه النقيب.

يجب عليه أيضا أن يمسك حسابا خاصا بملف كل موكل يتضمن جميع العمليات المتعلقة به.

يتضمن الدفتر اليومي جميع العمليات الحسابية من مداخيل ومصاريف المكتب حسب تسلسلها دون بياض أو تشطيب أو زيادة وكذا موضوع كل عملية بإيجاز ووضوح ومبلغها وتاريخ وكيفية أدائه واسم الطرف الذي تمت في اسمه.

-12

يجب على المحامي أن يتدارك فورا في صلب الدفتر اليومي، كل خطأ أو إغفال في تدوين العمليات الحسابية.

في حالة وجود منازعة بين المحامي وموكله، تعتبر المحاسبة الممسوكة بكيفية منتظمة من طرف المحامي وسيلة إثبات مقبولة لدى الجهات المختصة ما لم يثبت خلاف ذلك.

المادة 74

يقوم النقيب أو من ينتدبه من أعضاء مجلس الهيئة تلقائيا أو بناء على طلب الوكيل العام للملك المختص، مرة واحدة في السنة على الأقل، بمراقبة مكتب المحامي والتأكد من مدى احترامه للنصوص التشريعية والتنظيمية المنظمة للمهنة والتحقق من وضعية الودائع لديه ومن كون حساباته ممسوكة بكيفية منتظمة.

يجب على النقيب إشعار الوكيل العام للملك المختص والمحامي المعني بنتائج المراقبة.

المادة 75

يؤسس على صعيد كل هيئة حساب ودائع وأداءات المحامين يديره مجلس هيئتها تودع به لزوما على سبيل الوديعة المبالغ المسلمة للمحامين المسجلين بجدول هذه الهيئة بما فيها تلك العائدة لموكليهم وتتم بواسطته كل الأداءات المهنية التي يقوم بها المحامي لفائدة موكله أو الغير.

تودع بهذا الحساب كل المبالغ الناتجة عن تنفيذ مقرر قضائي.

كل أداء تم خلافا لهذه المقتضيات لا تكون له أي قوة إبرائية في مواجهة الموكل أو المحامي، ويتحمل مرتكب المخالفة عند الاقتضاء مسؤولية أداء المبالغ العائدة للموكل أو مصروفات وأتعاب المحامي.

يتم تدبير هذا الحساب وفق النظام الداخلي المنصوص عليه في المادة 121 أدناه.

المادة 76

تصفى المبالغ المودعة بحساب ودائع وأداءات المحامين بتسليم الجزء المعترف أتعابا ومصروفات للمحامي بناء على الاتفاق المبرم بينه وبين موكله أو بناء على قرار نهائي بتحديد الأتعاب، وتسليم الباقي لمستحقيه.

-12-

الباب الخامس

حصانة الدفاع

المادة 77

للمحامي أن يسلك الطريقة التي يراها ناجعة للدفاع عن موكله في احترام للنصوص القانونية الجاري بها العمل وقواعد وأخلاقيات المهنة.

لا يسأل المحامي عما يرد في مرافعاته الشفوية أو في مذكراته مما يستلزمه الحق في الدفاع.

لا يمكن اعتقال المحامي بسبب ما قد ينسب له من أقوال أو كتابات صدرت عنه أثناء ممارسته المهام مهنته.

تحرر المحكمة محضرا مستقلا بما قد يحدث من سب أو قذف أو إهانة أو إخلال بالسير العادي للجلسة، وتحيله إلى النقيب وإلى الوكيل العام للملك المختصين لاتخاذ المتعين قانونا.

يجب على النقيب أن يتخذ قرارا في الموضوع داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما، ويشعر بذلك الوكيل العام للملك المختص ويحيل الملف في حالة المتابعة إلى مجلس الهيئة داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ اتخاذ القرار المذكور، للبت فيه.

إذا لم يتخذ النقيب أي قرار داخل الأجل المحدد في الفقرة السابقة أحال الوكيل العام للملك المختص القضية إلى غرفة المشورة للبت فيها.

المادة 78

يجب في حالة اعتقال محام أو وضعه تحت الحراسة النظرية من طرف ضابط الشرطة القضائية، إشعار نقيب هيئة المحامين الواقعة ضمن الدائرة القضائية لمحكمة الاستئناف حيث وقع الاعتقال وذلك بجميع الوسائل المتاحة.

إذا كان الاعتقال لسبب مرتبط بممارسة المهنة، لا يتم الاستماع للمحامي المعني إلا من طرف النيابة العامة بحضور النقيب أو من ينتدبه لذلك.

إذا تعذر إشعار النقيب لأي سبب من الأسباب ضمن ذلك وجوبا في محضر مع بيان شكليات الاتصال.

إذا لم يحضر النقيب أو من انتدبه رغم الإشعار، أمكن الاستماع للمحامي المذكور دون حضور النقيب أو من انتدبه.

لا يجرى أي بحث مع المحامي أو تفتيش لمكتبه من أجل جنائية أو جنحة لها صلة بالمهنة وارتكبت أثناء مزاولته لها، إلا من طرف النيابة العامة أو من طرف قاضي التحقيق أو قاض آخر ينتدبه، وذلك وفق مقتضيات أعلاه.

لا يمكن للأبحاث والإجراءات أعلاه أن تمس في أي حال من الأحوال، بسرية المحادثات والمراسلات بين الموكل والمحامي.

يعتبر باطلا و عديم الأثر كل إجراء تم خلافا لمقتضيات هذه المادة.

المادة 79

لا يمكن تنفيذ حكم بإفراغ مكتب محام إلا بعد إشعار النقيب كتابة قصد اتخاذ ما يلزم من إجراءات ضرورية لضمان مصالح الموكلين، وذلك داخل أجل لا يتعدى ستين (60) يوما من تاريخ التوصل بالإشعار، غير أنه إذا لم يتخذ النقيب أي إجراء داخل الأجل المذكور أمكن للمحكمة مواصلة إجراءات التنفيذ بحضور كاتب الضبط الذي يحرر محضرا بالإجراءات المتخذة لضمان مصالح الموكلين.

المادة 80

يعاقب بالعقوبات المقررة، حسب الحالة في الفصلين 263 و 267 من مجموعة القانون الجنائي كل من ارتكب في حق محام أثناء ممارسته لمهنته أو بسببها :
- سبا أو قذفا أو تهديدا بأي وسيلة من الوسائل المنصوص عليها في الفصل 263 من القانون نفسه :
- عنفا أو إيذاء طبقا لمقتضيات الفصل 267 من القانون المذكور.

يعاقب بنفس العقوبات كل محام ارتكب أحد الأفعال المشار إليها أعلاه في حق أحد زملائه أو في حق الهيئة القضائية أو التأديبية.

المادة 81

يحق لهيئة المحامين المعنية أن تنتصب طرفا مدنيا في الحالات المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة 80 أعلاه.

الباب السادس

التأديب

الفرع الأول

تأديب الطالب والمحامي المتمرن

المادة 82

يتعرض للمساءلة التأديبية خلال فترتي التكوين الأساسي والتمرين كل طالب أو متمرّن أخل بالتزاماته وبقواعد الانضباط أو لم يحافظ على السر المهني أو ارتكب أي فعل مخل بشرف المهنة.

-13-

المادة 83

يقوم مدير المعهد بالأبحاث اللازمة في الوقائع المنسوبة للطالب خلال فترة تكوينه بالمعهد، ويقرر على إثر ذلك إما متابعتة أو حفظ الملف.

يجري التقيب المختص الأبحاث والتحريات في شأن الوقائع المنسوبة إلى محام متمرّن، ويقرر على إثر ذلك إما متابعتة أو حفظ الملف.

المادة 84

يتم البت في المتابعة التأديبية للطالب من قبل لجنة تأديبية تتألف من :

- السلطة الحكومية المكلفة بالعدل أو من يمثلها، رئيساً :

ثلاثة مكوّنين بالمعهد تعيينهم السلطة الحكومية المكلفة بالعدل :

ممثل عن فوج الطلبة يتم انتخابه من لدهم.

تجتمع اللجنة التأديبية بصفة صحيحة بحضور ثلاثة أعضاء على الأقل بمن فيهم الرئيس وتتخذ قراراتها بالأغلبية، وفي حالة تعادل الأصوات يرجح الجانب الذي يكون فيه الرئيس.

يعين رئيس اللجنة التأديبية أحد المكوّنين، أعضاء اللجنة، للقيام بمهام المقرر.

المادة 85

يستدعي رئيس اللجنة التأديبية الطالب للنظر في ملفه بكل وسيلة تثبت التوصل، وذلك داخل أجل خمسة (5) أيام على الأقل قبل تاريخ اجتماع اللجنة التأديبية.

يحق للطالب المتابع الاطلاع على وثائق الملف التأديبي وأخذ نسخ منها قبل تاريخ مثوله أمام اللجنة التأديبية، ويمكن أن يختار أحد زملائه بالفوج أو محام لمؤازرته.

تبت اللجنة التأديبية داخل أجل شهر من تاريخ إحالة الملف التأديبي إليها.

المادة 86

يتم البت في المتابعة التأديبية للمحامي المتمرن من طرف مجلس هيئة المحامين المقيد بلائحة التمرين لديها.

لا يتخذ مجلس الهيئة قراره في حق المحامي المتمرن إلا بعد الاستماع إليه أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة (5) أيام من تاريخ تبليغه بالاستدعاء في آخر عنوان له، أو في العنوان المضمن ببطاقته الوطنية للتعريف الإلكترونية.

يحق للمحامي المتمرن المتابع الاطلاع على وثائق الملف التأديبي وأخذ نسخ منها قبل تاريخ مثوله أمام مجلس الهيئة، ويمكن له أن يختار محاميا لمؤازرته.

يبت مجلس الهيئة داخل أجل شهر من تاريخ إحالة الملف التأديبي إليه.

المادة 87

تطبق على الطالب والمحامي المتمرن مع مراعاة مبدأ التناسب مع الخطأ المرتكب، إحدى العقوبات التأديبية التالية :

الإنذار :

التوبيخ :

وضع حد للتكوين بالنسبة للطالب :

تمديد فترة التمرين لمدة لا تزيد عن سنة بالنسبة للمحامي المتمرن :

الحذف من لائحة التمرين بالنسبة للمحامي المتمرن.

المادة 88

في حالة متابعة طالب بالمعهد زجريا، يمكن للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل توقيفه، بقرار معلل، إلى حين البت في الدعوى العمومية.

ينتهي مفعول التوقيف بقوة القانون بمجرد صدور مقرر يقضي ببراءة المتابع ولو كان ابتدائيا، دون المساس بالمساءلة التأديبية.

يمكن للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل بناء على طلب المعني بالأمر، ولأسباب جديدة تنسم بالجديّة، أن تضع حدا للتوقيف.

المادة 89

في حالة متابعة محام متمرن زجريا، يمكن لمجلس الهيئة توقيفه بقرار معلل، إلى حين البت في الدعوى العمومية.

ينتهي مفعول التوقيف بقوة القانون بمجرد صدور مقرر يقضي ببراءة المتابع ولو كان ابتدائيا، دون المساس بالمساءلة التأديبية.

يمكن لمجلس الهيئة بناء على طلب المعني بالأمر، ولأسباب جديدة تتسم بالجدية، أن يضع حدا للتوقيف.

-14-

-14-

الفرع الثاني

تأديب المحامي

أولا

مقتضيات عامة

المادة 90

يتعرض للمساءلة التأديبية المحامي الذي يرتكب مخالفة للنصوص التشريعية أو التنظيمية ذات الصلة بممارسة المهنة أو لقواعد المهنة أو أعرافها، أو إخلالا بالمروءة أو الأمانة أو الشرف ولو تعلق الأمر بأفعال خارجة عن النطاق المهني.

المادة 91

تطبق على المحامي مع مراعاة مبدأ التناسب مع الفعل المرتكب العقوبات التأديبية التالية :

. الإنذار .

. التوبيخ .

. التوقيف عن ممارسة المهنة لمدة لا تزيد عن ثلاث (3) سنوات :

التشطيب من الجدول

يمكن أن يتضمن القرار الصادر بالتوقيف عقوبة إضافية تقضي بتعليق منطوقه بكتابة الهيئة لمدة لا تتجاوز ثلاثة (3) أشهر وبنشره بالموقع الإلكتروني للهيئة وبالموقع الإلكتروني للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل.

يعلق منطوق القرار النهائي الصادر بالتنشيط بكتابة الهيئة لمدة لا تقل عن ثلاثة (3) أشهر، وينشر بالموقع الإلكتروني للهيئة وبالموقع الإلكتروني للسلطة الحكومية المكلفة بالعدل.

المادة 92

للمحامي الذي صدر في حقه قرار تأديبي نهائي بالإذار أو بالتوبيخ أو بالتوقيف أن يقدم لمجلس الهيئة طلب رد الاعتبار داخل الأجل الآتية :

بعد انقضاء سنة من تاريخ صدور مقرر نهائي بعقوبة الإذار أو التوبيخ :

- بعد انقضاء سنتين (2) من تاريخ انتهاء تنفيذ عقوبة التوقيف إذا كانت مدتها تقل عن سنة :

بعد انقضاء أربع (4) سنوات من تاريخ انتهاء تنفيذ عقوبة التوقيف، إذا كانت مدتها تفوق سنة.

-15-

يبت مجلس الهيئة في طلب رد الاعتبار داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ تقديمه، ويعتبر عدم البت داخل هذا الأجل رفضاً للطلب.

المادة 93

يمكن لمجلس الهيئة أن يأمر بالتنفيذ المعجل لقرار التوقيف المؤقت عن ممارسة المهنة أو التنشيط من الجدول في حالة الإخلال الخطير بقواعد المهنة.

للمحامي المعني أن يطلب إيقاف التنفيذ المعجل أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف التي قدم لديها الطعن في القرار التأديبي.

المادة 94

تتقدم المتابعة التأديبية :

- بمرور ثلاث (3) سنوات ابتداء من تاريخ ارتكاب الإخلال المهني :

- بتقادم الدعوى العمومية إذا كان الفعل المرتكب يشكل جريمة.

يقطع التقادم بكل إجراء من إجراءات المتابعة أو التحقيق الإعدادي أو المحاكمة. لا يحول قبول الاستقالة دون متابعة المحامي تأديبيا بسبب أفعال سابقة عن التشطيب من الجدول أو الحذف من لائحة التمرين.

المادة 95

تتقادم العقوبة التأديبية بالتوقيف بانصرام خمس (5) سنوات من تاريخ صيرورة القرار التأديبي نهائيا.

المادة 96

لا تحول المتابعة التأديبية دون تحريك الدعوى العمومية، من طرف النيابة العامة أو المتضرر، في شأن الأفعال التي تشكل جنحا أو جنائيات

المادة 97

في حالة متابعة محام زجريا، يمكن لمجلس الهيئة أن يصدر قرارا معللا بمنعه من ممارسة المهنة مؤقتا، بناء على طلب النقيب أو الوكيل العام للملك المختص. ينفذ هذا القرار رغم كل طعن.

يمكن لمجلس الهيئة بناء على طلب المعني بالأمر، ولأسباب جديدة تتسم بالجدية، أن يقرر رفع المنع وفق نفس الكيفيات.

-15-

ينتهي مفعول المنع المؤقت بقوة القانون بمجرد صدور مقرر يقضي ببراءة المحامي المتابع ولو كان ابتدائيا دون المساس بالمساءلة التأديبية.

يجب على مجلس الهيئة أن يبيت في موضوع المتابعة التأديبية داخل أجل أقصاه شهران من تاريخ تبليغه بالمقرر القضائي النهائي الصادر في الدعوى العمومية، وإلا رفع المنع المؤقت بقوة القانون.

لا يمكن أن تتجاوز مدة المنع المؤقت من ممارسة المهنة سنة ما لم يكن المعني بالأمر معتقلا.

ثانيا

تحال إلى النقيب الشكايات المرفوعة مباشرة لمجلس الهيئة أو المحالة من الوكيل العام للملك والمقدمة في مواجهة محام، والتي تتعلق بمخالفة النصوص التشريعية أو التنظيمية أو قواعد المهنة أو أعرافها أو أي إخلال بالمروءة أو الشرف.

يتخذ النقيب قرارا معللا بشأن المتابعة أو الحفظ داخل أجل شهر واحد ابتداء من تاريخ التوصل بالشكاية، ويبلغ هذا القرار إلى الوكيل العام للملك المختص وإلى المشتكي داخل أجل سبعة (7) أيام من تاريخ اتخاذه، ويكون قرار الحفظ قابلا للطعن من لدن المشتكي أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشرة (15) يوما من تاريخ تبليغه ما لم يكن محل منازعة أمام مجلس الهيئة طبقا للمقتضيات الفقرة 4 من هذه المادة، وفي هذه الحالة توقف غرفة المشورة البت في الطعن إلى حين بت المجلس في المنازعة أو عدم بته فيها داخل الأجل المحدد له.

إذا انصرم أجل الشهر المذكور أعلاه دون أن يتخذ النقيب قرارا صريحا، اعتبر ذلك بمثابة قرار ضمني بالحفظ. وفي هذه الحالة يحيل النقيب فوراً ملف الشكاية إلى الوكيل العام للملك المختص الذي يمكنه أن يتخذ قرارا بالمتابعة يضمه تكييفاً للوقائع الواردة في الشكاية ويحيله إلى غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة.

للكيل العام للملك المختص أن ينازع في قرار الحفظ الصريحاً أمام مجلس الهيئة، بواسطة مذكرة تتضمن تكييفه للوقائع الواردة في الشكاية، وعلى المجلس أن يبت في المنازعة داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ تقديمها، وذلك بعد الاستماع إلى كل من المشتكي والمشتكى به طبقاً للكيفيات المنصوص عليها في المواد 99 و 100 و 101 أدناه، أو في غيابهما إذا توصل بالاستدعاء ولم يحضرا.

يكون القرار الصادر عن النقيب بالحفظ الضمني أو عن مجلس الهيئة بعدم المؤاخذة تطبيقاً للفقرتين 3 و 4 أعلاه قابلاً للطعن من قبل المشتكي أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ التبليغ.

إذا لم يبت مجلس الهيئة في المنازعة داخل الأجل المحدد أعلاه أحيل الملف بقوة القانون إلى غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة.

إذا ألغت غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف قرار الحفظ الصريحاً الصادر عن النقيب، وجب عليها التصدي والبت في الموضوع.

للمشتكي التنازل عن شكايته قبل بت مجلس الهيئة أو غرفة المشورة في موضوعها،
ويترتب عن هذا التنازل حفظ الشكاية أو إيقاف إجراءات المتابعة التأديبية، حسب
الحالة.

المادة 99

إذا قرر النقيب تلقائياً أو بناء على شكاية، أو مجلس الهيئة حسب الحالة، متابعة محام
تأديبياً، عين هذا المجلس من بين أعضائه مقرراً أو أكثر لإجراء تحقيق حضوري مع
المحامي المعني داخل أجل
شهر من تاريخ التعيين.

يحق للمحامي المتابع الاطلاع على ملف القضية والحصول على نسخ من وثائقه
والاستعانة بمحام أو أكثر المؤازرته.

في حالة عدم قيام المقرر بمهمته، لأي سبب من الأسباب، يعين مجلس الهيئة مقرراً
آخر للقيام بنفس المهمة داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ تعيينه، وإلا تم
تطبيق مقتضيات الفقرة الرابعة بعده.

يقوم النقيب أو مجلس الهيئة بتكليف الوقائع وتوجيه استدعاء للمحامي المتابع يتضمن
ملخصاً لهذه الوقائع والمقتضيات التشريعية والتنظيمية وقواعد المهنة أساس المتابعة،
كما يعين فيه يوم وساعة انعقاد المجلس التأديبي.

يجوز للمقرر حضور مداوالات مجلس الهيئة دون أن يكون له حق التصويت.

-16-

المادة 100

يبلغ الاستدعاء إلى المحامي المتابع ثمانية (8) أيام على الأقل قبل تاريخ انعقاد مجلس
الهيئة، مع إشعاره بإمكانية اختيار محام لمؤازرته وحقه في الاطلاع داخل الأجل
المذكور على وثائق ملف المتابعة وأخذ نسخ منها.

-16-

المادة 101

يحضر المحامي المتابع أمام مجلس الهيئة للاستماع إليه، ويعرض النقيب أمام
المجلس ملخصاً للأفعال الواردة في قرار المتابعة.

يقدم المحامي المتابع ملاحظاته ووسائل دفاعه في الموضوع، وللنقيب وأعضاء مجلس الهيئة ولدفاع المحامي المتابع أن يوجهوا له الأسئلة التي يرونها مفيدة بواسطة النقيب أو بإذن منه.

إذا لم يحضر المحامي المتابع رغم توصله بالاستدعاء، يبت المجلس في المتابعة بقرار يعتبر حضورياً في حقه.

يبت مجلس الهيئة داخل أجل لا يتعدى ثلاثة (3) أشهر من تاريخ إحالة المتابعة إليه، ويعتبر عدم بت المجلس في المتابعة داخل هذا الأجل قراراً بعدم مؤاخذة المحامي المتابع.

تكون مداوات مجلس الهيئة سرية، وتتخذ قراراته عن طريق التصويت بالأغلبية النسبية للأعضاء الحاضرين، ولا يشارك النقيب في التصويت عند اتخاذ القرار التأديبي إلا في حالة تعادل الأصوات.

يجب على النقيب تبليغ القرار التأديبي، داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ صدوره إلى المشتكي والمحامي المعني وإلى الوكيل العام للملك المختص.

في حالة تعذر تبليغ القرار التأديبي إلى المحامي المعني أو المشتكي يعلق هذا القرار بمقر الهيئة، ويعتبر هذا التعليق بمثابة تبليغ للقرار بعد انصرام خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ تعليقه

المادة 102

يحق لكل من المحامي المعني والوكيل العام للملك الطعن في القرار التأديبي الصادر عن مجلس الهيئة أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة، وذلك داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ التوصل.

المادة 103

يجب على المحامي الموقوف أو المشطب عليه أو المحامي المتمرن المحذوف من لائحة التمرين أن يتوقف عن ممارسة أي عمل من أعمال المهنة أو أن يتعامل بصفته محامياً أو محامياً متمرنًا بمجرد صدور قرار قابل للتنفيذ بإحدى تلك العقوبات.

يتخذ النقيب الإجراءات اللازمة لتنفيذ القرارات التأديبية داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ صيرورتها قابلة للتنفيذ.

يشعر النقيب الوكيل العام للملك المختص بتنفيذ المعني بالأمر للقرار التأديبي.

في حالة الامتناع عن التنفيذ الطوعي من طرف المحامي المعني يحدد النقيب داخل أجل لا يتعدى ثمانية وأربعين (48) ساعة من تاريخ الامتناع تاريخ الانتقال إلى مكتب المحامي المذكور ليسهر على التنفيذ مع إمكانية الاستعانة في ذلك بالنيابة العامة.

إذا لم يتخذ النقيب الإجراءات اللازمة لتنفيذ القرار التأديبي داخل الأجل المحدد باشر الوكيل العام للملك إجراءات التنفيذ بعد تبليغ النقيب بتاريخ وساعة الإجراء.

لا يمكن تسجيل المحامي المشطب عليه أو المحامي المتمرن المحذوف من لائحة التمرين بجدول هيئة أخرى أو تقييده بلائحة التمرين لديها.

المادة 104

تحرك تلقائيا أو بناء على شكاية المتابعة التأديبية، أمام غرفة المشورة في مواجهة نقيب ممارس من طرف الوكيل العام للملك لدى محكمة استئناف، غير تلك التي تتبع لها الهيئة المسجل بها المعني بالأمر يعين من لدن الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض.

تبت غرفة المشورة في موضوع المتابعة طبقا للتشريع الجاري به العمل.

المادة 105

يمكن الطعن بالنقض في قرار غرفة المشورة وفقا للشروط والقواعد والآجال المنصوص عليها في قانون المسطرة المدنية.

المادة 106

تمسك هيئة المحامين بطاقة شخصية لكل محام أو محام متمرن تقيدها فيها القرارات التأديبية النهائية الصادرة ضده ومالها ووضعيتها تنفيذها.

تدرج هذه البطاقة في الملف المهني للمعني بالأمر، ويحال نظير منها في حالة انتقاله إلى الهيئة الجديدة التي انتقل إليها.

يترتب عن قبول رد الاعتبار تضمينه في البطاقة المشار إليها أعلاه.

-17-

الباب السابع

التوقف والانقطاع عن ممارسة المهنة

الفرع الأول

المانع المؤقت

المادة 107

يجب على المحامي الذي يحول مانع مؤقت دون ممارسته للمهنة أن يشعر النقيب كتابة داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ حدوث المانع.

يضمن المعني بالأمر في الإشعار اسم المحامي أو المحامين الذين اختارهم من نفس الهيئة للقيام مقامه في التسيير المؤقت للمكتب ما لم يكن يمارس المهنة في إطار مشاركة أو شركة مدنية مهنية.

وإذا لم يتمكن من اختيار من يقوم مقامه عين النقيب المحامي أو المحامين المكلفين بالتسيير المؤقت للمكتب داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ توصله بالإشعار المنصوص عليه أعلاه.

إذا تعلق الأمر بالمنع المؤقت من ممارسة المهنة المنصوص عليه في المادة 97 أعلاه أو بعقوبة تأديبية بالتوقيف تشترط موافقة النقيب على المحامي الذي اختاره المعني بالأمر ليقوم مقامه مؤقتا بتسيير المكتب. وفي حالة عدم موافقة النقيب على هذا الاختيار، يعين محاميا أو أكثر للقيام بهذه المهمة.

ينهي النقيب مهام التسيير المؤقت للمكتب عند زوال المانع، تلقائيا أو بطلب من المحامي صاحب المكتب أو من المحامي أو المحامين المعيّنين للتسيير المذكور.

الفرع الثاني

التغاضي عن التقييد في الجدول

المادة 108

يتعين التغاضي عن تقييد كل محام في الجدول في إحدى الحالات التالية :

- إذا كان لا يمارس مهنته فعليا، دون مانع مشروع :

- إذا كان لا يؤدي دون موجب مقبول في الآجال المقررة، واجبات مساهمته في تكاليف الهيئة، أو يخل بمقتضيات الأنظمة الاجتماعية المحدثة لفائدة أعضائها أو ذوي حقوقهم ؛

- إذا تعذر عليه ممارسة المهنة بسبب مرض أو عاهة خطيرة ومستمرة.

18-

المادة 109

المجلس الهيئة أن يقرر التغاضي عن تسجيل محام في جدول الهيئة تلقائيا أو بطلب من الوكيل العام للملك المختص أو من المعني بالأمر بعد الاستماع إليه أو في غيبته إذا استدعي ولم يحضر بعد خمسة

عشر (15) يوما من تاريخ تبليغه بالاستدعاء.

يبلغ القرار المتخذ إلى المحامي المعني وإلى الوكيل العام للملك المختص داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ صدوره.

وإذا تعذر تبليغ المحامي في آخر عنوان مهني له، يتم تعليق القرار بمقر الهيئة لمدة ثلاثة (3) أشهر، ويعتبر التبليغ منتجا لآثاره بعد انصرام مدة التعليق.

يمكن للمحامي المعني الطعن في قرار مجلس الهيئة الصادر في شأن التغاضي أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة، وذلك داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ تبليغه.

يترتب على قرار التغاضي حذف اسم المحامي المعني من الجدول مؤقتا مع الاحتفاظ له بأقدميته في الهيئة، ويجب عليه الامتناع عن ممارسة أي عمل من أعمال المهنة تحت طائلة تطبيق مقتضيات الفقرة الأولى من المادة 141 أدناه.

تطبق مقتضيات المادة 107 أعلاه في شأن تسيير مكتب المحامي الذي يوجد في وضعية التغاضي.

المادة 110

يقدم المحامي المعني، تحت طائلة تطبيق مقتضيات الفقرة الأولى من المادة 111 أدناه، طلب إعادة تسجيله في الجدول مرفقا بما يفيد زوال سبب التغاضي، وذلك داخل

أجل أقصاه خمس (5) سنوات من تاريخ تبليغه بقرار التغاضي ما لم يتعلق الأمر بالتغاضي بسبب مرض أو عامة خطيرة ومستمرة.

يبت مجلس الهيئة في طلب إعادة تسجيل المحامي المتغاضي عنه بمقتضى قرار داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ تقديمه، وإذا لم يبت المجلس داخل هذا الأجل اعتبر ذلك قبولا للطلب.

الفرع الثالث

التشطيب والإسقاط من الجدول

المادة 111

يشطب مجلس الهيئة على المحامي من الجدول بمقتضى قرار بالتشطيب قابل للتنفيذ. يسقط اسم المحامي من الجدول في حالة الوفاة أو الاستقالة.

18-

المادة 112

في حالة وفاة محام غير مرتبط بعقد مشاركة وغير شريك في شركة مدنية مهنية، يعين النقيب بتنسيق مع الورثة محاميا من أجل تصفية المكتب ما لم يكن المحامي المتوفى قد عين قيد حياته محاميا لهذه المهمة.

يقوم المحامي المعين بإحصاء الملفات الجارية في مكتب المعني بالأمر بحضور أحد أعضاء مجلس الهيئة ينتدب لهذا الغرض، ويتخذ، باتفاق مع ورثة الهالك جميع الإجراءات اللازمة لضمان تصفية الملفات وتحديد حقوق والتزامات الطرفين ومال المكتب.

يمكن للمحامي المستقيل اختيار محام أو أكثر لتصفية مكتبه ما لم يكن مرتبطا بعقد مشاركة أو شريكا في شركة مدنية مهنية. وإذا لم يتم بهذا الاختيار، عين النقيب محاميا أو أكثر لتولي هذه المهمة.

يمكن للمحامي المشطب عليه، ما لم يكن مرتبطا بعقد مشاركة أو شريكا في شركة مدنية مهنية اختيار محام أو أكثر لتصفية مكتبه شريطة موافقة النقيب على هذا الاختيار، وفي حالة عدم موافقة النقيب يعين محاميا أو أكثر للقيام بهذه المهمة.

يحدد النقيب في قرار التعيين أجلا للمحامي المختار أو المعين للقيام بالمهام التي أوكلت له، ويشرف على عملية التصفية أو ينتدب أحد أعضاء مجلس الهيئة للقيام بذلك.

يقدم المحامي المختار أو المعين للنقيب تقريرا عن وضعية التصفية وحسابا عن العمليات التي قام بها كل ثلاثة (3) أشهر، تحت طائلة استبداله ومساءلته تأديبيا عند الاقتضاء، وللنقيب أن يشعر بذلك المعنيين بإجراءات التصفية.
لا يمكن المحام أن يتولى تصفية أكثر من مكتب في وقت واحد.

الفرع الرابع

الصفة الشرفية

المادة 113

يمكن لمجلس الهيئة أن يخول صفة محام شرفي للمحامي الذي قدم خدمات جليلة للمهنة واستقال منها بعد أقدمية عشرين (20) سنة على الأقل من الممارسة في هيئة أو أكثر من هيئات المحامين بالمغرب.

المادة 114

يمكن سحب الصفة الشرفية، بمقتضى قرار يتخذه مجلس الهيئة متى صدر عن المعني بالأمر ما يخل بشرف المهنة أو أعرافها أو أخلاقياتها.

القسم الثاني

هيئات المحامين

الباب الأول

تأسيس هيئات المحامين

المادة 115

لا يمكن تأسيس أكثر من هيئة للمحامين لدى نفس محكمة الاستئناف
تتمتع كل هيئة بالشخصية الاعتبارية والاستقلال المالي، وتعتبر الممثل القانوني للمحامين المنتسبين إليها.

المادة 116

تتشكل هيئة المحامين من المحامين المسجلين في الجدول والمحامين المتمرنين، ويجب أن تقتصر صفة المحامي أو المحامي المتمرن بالهيئة التي ينتمي إليها.

المادة 117

مع مراعاة الحقوق المكتسبة، لا تؤسس أي هيئة جديدة للمحامين لدى محكمة استئناف إلا إذا بلغ عدد المحامين المتواجدة مكاتبهم بدائرة نفوذ المحكمة المذكورة خمسمائة (500) محام على الأقل دون احتساب المحامين المتمرنين.

لا يتم انتخاب أجهزة الهيئة الجديدة إلا خلال فترة إجراء انتخابات باقي الهيئات القائمة.

الباب الثاني

أجهزة هيئة المحامين ومهامها

المادة 118

تمارس هيئة المحامين مهامها بواسطة الأجهزة التالية :

الجمعية العامة :

- مجلس الهيئة :

- النقيب .

19-

المادة 119

تتألف الجمعية العامة لهيئة المحامين من جميع المحامين المسجلين بجدول الهيئة، وتتولى انتخاب النقيب وأعضاء مجلس الهيئة ودراسة القضايا التي تهم ممارسة المهنة.

تجتمع الجمعية العامة مرة في السنة على الأقل بدعوة من النقيب بناء على جدول أعمال يحدده مجلس الهيئة.

يتعين الإعلان عن موعد اجتماعات الجمعية العامة وجدول أعمالها خمسة عشر (15) يوماً على الأقل قبل تاريخ انعقادها، ويعلق هذا الإعلان بمقر الهيئة وينشر في موقعها الإلكتروني

المادة 120

يقوم مجلس هيئة المحامين في نطاق اختصاصها الترابي علاوة على المهام المسندة إليه بموجب باقي مواد هذا القانون، بما يلي :

- 1 - المساهمة في تأهيل وتحديث مهنة المحاماة :
- 2 - الدفاع عن استقلال مهنة المحاماة وحريتها ونزاهتها :
- 3 - حماية حقوق المحامين والسهر على تقيدهم بواجباتهم في نطاق المبادئ والقواعد التي تركز عليها المهنة :
- 4 - تنمية الوعي المهني لدى المحامين قصد تعزيز الالتزام بشرف المهنة وأخلاقياتها وتقاليدها والمحافظة عليها :
- 5 - وضع مشروع برنامج للتكوين المستمر لفائدة المحامين واقتراحه على المعهد والمساهمة في تنزيله :
- 6 - ترتيب المحامين المسجلين في الجدول حسب أقدميتهم :
- 7 - اتخاذ الترتيبات والإجراءات المتعلقة بتنظيم الانتخابات المهنية :
- 8 - تحديد واجب الاشتراك السنوي :
- 9 - تحديد رسوم الدمغة طبقا للتشريع الجاري به العمل :
- 10 - إدارة أموال الهيئة :
- 11 - اكتتاب عقود التأمين عن المسؤولية المهنية لحساب أعضائها لدى مقاوله للتأمين معتمدة في المغرب يحدد حده الأدنى بنص تنظيمي ؛
- 19-
- 20-
- 12 - إنشاء وإدارة مشاريع اجتماعية لفائدة أعضاء الهيئة، وتوفير الموارد الضرورية لضمان الإعانات والمعاشات لهم أو للمتقاعدين منهم أو لأراملهم وأولادهم سواء في شكل مساعدات مباشرة، أو عن طريق صندوق للتقاعد :
- 13 - تقوية أو اصر التضامن والتعاون بين المحامين :

14 - نشر وتعميم الدراسات القانونية والحقوقية والأبحاث بين المحامين والباحثين والطلبة بجميع الوسائل المتاحة من نشرات و دوريات ومجلات وندوات وغيرها، والتعريف بالمستجدات القانونية وطنياً ودولياً، والمساهمة في نشر الوعي باحترام القانون لدى المواطنين :

15 - المساهمة في نشر الوعي بحقوق الانسان في المجتمع، وفي إشاعة احترام الحقوق والحريات الفردية والجماعية وسيادة القانون :

16 - تمثين أو اصر التعاون وتبادل التجارب مع الهيئات والمنظمات الوطنية والدولية ذات الاهتمام المشترك :

17 - تعيين خبير محاسب المراقبة حسابات الهيئة :

18 - الترخيص للنقيب لرفع دعاوى أمام القضاء باسم الهيئة وإجراء الصلح أو التحكيم، وإبرام كل تفويت أو اقتناء أو رهن أو قرض وقبول كل هبة أو وصية لفائدتها.

المادة 121

يضع مجلس الهيئة نظاماً داخلياً يحدد فيه كفاءات سيره وممارسة مهامه، وكذا كفاءات تدبير حساب ودائع وأداءات المحامين، وذلك استناداً إلى مقتضيات هذا القانون وقواعد المهنة وأعرافها وتقاليدها. يصادق على هذا النظام بأغلبية أعضاء مجلس الهيئة.

يحيل النقيب النظام الداخلي بعد المصادقة عليه إلى الرئيس الأول المحكمة الاستئناف المختصة والوكيل العام للملك لديها.

يخضع كل تعديل يطرأ على النظام الداخلي لإجراءات المصادقة والإحالة المنصوص عليها أعلاه.

يمكن للوكيل العام للملك الطعن في النظام الداخلي للهيئة وفي التعديلات التي تطرأ عليه أمام غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة داخل أجل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ التوصل به.

تودع نسخة من النظام الداخلي بكتابة الهيئة وبكتابة ضبط محكمة الاستئناف المختصة وينشر في الموقع الإلكتروني للهيئة.

المادة 122

- يتم انتخاب أعضاء مجلس الهيئة من بين الفئات الثلاث التالية :
- النقباء السابقون الذين لا يمكنهم الترشح إلا في هذه الفئة :
 - المحامون المسجلون بالجدول لمدة تفوق عشرين (20) سنة ؛
 - المحامون المسجلون بالجدول لمدة تتراوح بين عشر (10) سنوات وعشرين (20) سنة.

يخصص للفتتين الأولى والثانية ثلثا أعضاء المكتب.

المادة 123

- مع مراعاة مقتضيات المادة 122 أعلاه، يتألف مجلس الهيئة من :
- النقيب المنتخب والنقيب المنتهية ولايته :
 - نقيب سابق إذا كان عدد أعضاء الهيئة يقل عن 500 عضو ونقيبين سابقين إذا كان عدد أعضاء الهيئة يساوي أو يفوق 500
 - عضو ينتخبون من طرف الجمعية العامة :
 - الأعضاء المنتخبين من قبل الجمعية العامة التالي بيانهم :
 - . عشرة أعضاء إذا كان عدد المحامين يتراوح بين 100 و 500 :
 - . اثنا عشر عضوا إذا كان عددهم يتراوح بين 501 و 800 :
 - . أربعة عشر عضوا إذا كان عددهم يتراوح بين 801 و 1100 :
 - . ستة عشر عضوا إذا كان عددهم يتراوح بين 1101 و 1400 :
 - ثمانية عشر عضوا إذا كان عددهم يتراوح بين 1401 و 1700 ؛
 - عشرون عضوا إذا كان عددهم يتجاوز 1700.

المادة 124

- تنتهي العضوية في مجلس الهيئة في الحالات الآتية :
- . الوفاة :

. الاستقالة :

. صدور عقوبة نهائية بالتشطيط من الجدول :

. فقدان الصفة التي بموجبها تم اكتساب العضوية في مجلس الهيئة :

. تعذر ممارسة المهام بصفة نهائية بسبب مرض أو عاهة خطيرة ومستمرة.

-21

في حالة فقدان عضو منتخب لعضويته بمجلس الهيئة لأحد الأسباب المشار إليها أعلاه، يتم تعويضه بالمرشح الذي يليه مباشرة في عدد الأصوات المحصل عليها داخل نفس الفئة المعنية عند تساوي مترشحين أو أكثر من جنسين مختلفين في عدد الأصوات، تكون الأسبقية للمترشحة.

إذا تعلق الأمر بنقيب ممارس يتم تعويضه بالمرشح الذي حصل على الرتبة الثانية في انتخابات نقيب الهيئة، وعند تساوي مترشحين أو أكثر من جنسين مختلفين في عدد الأصوات، تكون الأسبقية للمترشحة. وإذا تعلق الأمر بنقيب سابق حل محله النقيب الأسبق.

وإذا تعذر تعويض العضو أو النقيب المعني وفق المقتضيات أعلاه تجرى انتخابات جزئية وفق الشروط والكيفيات المنصوص عليها في الباب الثالث من هذا القسم.

المادة 125

يتولى النقيب، بالإضافة إلى الاختصاصات المسندة إليه بموجب هذا القانون القيام على الخصوص بما يلي :

1 - رئاسة اجتماعات مجلس الهيئة والجمعية العامة :

2 - وضع جدول أعمال اجتماعات مجلس الهيئة وإعداد مشروع جدول أعمال اجتماعات الجمعية العامة، وتحديد تاريخ انعقادها وتوجيه الدعوة إليها :

3 - تدبير المصالح الإدارية والتقنية والمالية للهيئة :

4 - تنفيذ قرارات مجلس الهيئة وجمعيتها العامة :

5 - تمثيل الهيئة وطنيا ودوليا.

يمكن للنقيب أن يفوض لأحد أعضاء مجلس الهيئة بعض اختصاصاته من غير رئاسة اجتماعات الجمعية العامة ومجلس الهيئة.

إذا غاب النقيب أو عاقه عائق مؤقت ناب عنه في ممارسة مهامه النقيب السابق ثم النقيب الأسبق ثم أقدم أعضاء المجلس وإلا فأسبقهم تسجيلا في الجدول.

الباب الثالث

انتخاب مجلس الهيئة ونقيبيها

المادة 126

يصدر مجلس الهيئة قرارا بحصر لوائح الناخبين حسب الأقدمية في التسجيل بجدول الهيئة.

تعلق اللوائح الانتخابية بكتابة الهيئة وتنشر بالموقع الإلكتروني الخاص بكل منهما وبجميع الوسائل المتاحة، وذلك داخل أجل شهرين على الأقل قبل التاريخ المحدد لإجراء الانتخابات.

يحق لكل محام لم يرد اسمه في اللائحة الانتخابية أو ورد خطأ في ذلك الاسم أن يتقدم بطلب داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ النشر، إلى النقيب قصد تدارك الإغفال أو الخطأ.

في حالة عدم الاستجابة لطلبه داخل أجل ثلاثة (3) أيام الموالية لتاريخ إيداعه، يمكن للمحامي المعني أن يتقدم، داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ رفض طلبه أو عدم بت النقيب فيه، بطعن أمام المحكمة الابتدائية الإدارية أو القسم المتخصص في القضاء الإداري بالمحكمة الابتدائية الذي يبيت داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ إيداع مقال الطعن، وذلك بمقرر غير قابل لأي طعن.

تعلق اللوائح الانتخابية النهائية بكتابة الهيئة وتنشر بموقعها الإلكتروني وبجميع الوسائل المتاحة.

المادة 127

يصدر مجلس الهيئة، قبل تاريخ إجراء الانتخابات بثلاثة (3) أشهر قرارا بحصر لائحة بأسماء المحامين الذين يحق لهم الترشح لمنصب النقيب، ولعضوية مجلس الهيئة حسب كل فئة من الفئات المنصوص عليها في المادة 122 أعلاه، بعد التأكد من

توفرهم على شروط الترشح المنصوص عليها في المادتين 130 و 132 أدناه، حسب الحالة.

يصدر مجلس الهيئة قرارا بحصر اللائحة أعلاه شهرين قبل إجراء انتخابات جزئية وفق مقتضيات هذا الباب.

يحق لكل محام لم يرد اسمه في اللائحة الانتخابية أو ورد خطأ في ذلك الاسم أن يتقدم بطلب داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ النشر، إلى النقيب قصد تدارك الإغفال أو الخطأ.

في حالة عدم الاستجابة لطلبه داخل أجل ثلاثة (3) أيام الموالية لتاريخ إيداعه، يمكن للمحامي المعني أن يتقدم، داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ رفض طلبه أو عدم بت النقيب فيه، بطعن أمام المحكمة الابتدائية الإدارية أو القسم المتخصص في القضاء الإداري بالمحكمة الابتدائية الذي يبيت داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ إيداع مقال الطعن، وذلك بمقرر غير قابل لأي طعن.

يصدر مجلس الهيئة قرارا بتحديد اللائحة النهائية بأسماء المحامين الذين لهم حق الترشح لمنصب النقيب ولعضوية مجلس الهيئة.

تعلق وتنشر قرارات مجلس الهيئة وفق الكيفيات المنصوص عليها في المادة 126 أعلاه.

-
-22-

المادة 128

تتولى لجنة مؤلفة من النقيب وعضوين من مجلس الهيئة، من غير المترشحين، يعينهما هذا المجلس الإشراف على سير العملية الانتخابية المنصوص عليها في هذا الباب والبت في المسائل التي قد تثيرها عملية التصويت وتضمن مقرراتها في محاضر.

إذا تعذر تعيين العضوين من بين أعضاء مجلس الهيئة، يعين هذا المجلس محامين اثنين بالهيئة من خارج أعضائه.

يرأس النقيب اللجنة المذكورة، ويتولى العضو الأصغر سنا مهام المقرر.

المادة 129

ينتخب النقيب لمدة ثلاث (3) سنوات غير قابلة للتجديد.

ينتخب أعضاء مجلس الهيئة لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد.

غير أنه لا يمكن انتخاب أعضاء مجلس الهيئة الذين استمرت عضويتهم لمدتين متتاليتين إلا بعد مرور ثلاث (3) سنوات على آخر ولاية، ما لم يكونوا نقباء سابقين.

تجرى انتخابات النقيب وأعضاء مجلس الهيئة خلال الأسبوعين الأخيرين من شهر دجنبر من السنة الأخيرة من الولاية الانتخابية.

المادة 130

يشترط في المترشح لعضوية مجلس الهيئة ما يلي :

1 - أن لا يكون قد صدرت في حقه عقوبة تأديبية نهائية بالتوقيف إلا إذا رد إليه اعتباره :

2 - أن لا يكون محكوما عليه بموجب مقرر مكتسب لقوة الشيء المقضي به في قضية زجرية تمس بالشرف أو المروءة أو الأمانة، ولو رد إليه اعتباره.

يعتبر النقيب المنتهية ولايته عضوا بقوة القانون لولاية واحدة في مجلس الهيئة الموالي.

المادة 131

ينتخب أعضاء مجلس الهيئة في دورة واحدة بأغلبية المصوتين عن طريق الاقتراع الإسمي الفردي السري، وفي حالة تساوي الأصوات تعتبر فائزة المحامية المترشحة إن وجدت وإلا اعتبر فائزا المترشح الأسبق تسجيلا في الجدول.

-22-

ينتخب مجلس الهيئة من بين أعضائه كاتباً ونائبه وأميناً للمال ونائبه.

المادة 132

لا يترشح لمنصب نقيب إلا المحامي الذي تتوفر فيه الشروط

التالية :

أن يكون مسجلا في الجدول لمدة عشرين (20) سنة على الأقل :

أن لا يكون نقيباً سابقاً أياً كانت مدة الولاية :

أن يكون عضواً بمجلس الهيئة لولايتين على الأقل :

- أن لا يكون قد صدرت في حقه عقوبة تأديبية نهائية بالتوقيف ولو رد إليه اعتباره :

- أن لا يكون محكوماً عليه بموجب مقرر مكتسب لقوة الشيء المقضي به في قضية زجرية تمس بالشرف أو المروءة أو الأمانة ولو رد إليه اعتباره.

المادة 133

ينتخب النقيب عن طريق الاقتراع الفردي السري بأغلبية المصوتين، شريطة أن لا يقل عددهم عن نصف المحامين المسجلين في جدول الهيئة.

تعاد العملية الانتخابية إذا لم يبلغ عدد المصوتين النصاب المنصوص عليه في الفقرة السابقة، وفي هذه الحالة ينتخب النقيب بأغلبية المصوتين مهما كان عددهم.

في حالة إعادة العملية الانتخابية، يقتصر الترشيح لمنصب النقيب على المترشحين الأول والثاني الحاصلين على أكبر عدد من الأصوات. وإذا تنازل أحد المترشحين أو حال مانع دون ترشحه، يحل محله المترشح الذي يليه مباشرة في عدد الأصوات. وفي حالة التساوي في عدد الأصوات تقدم في الترشيح المحامية إن وجدت، وإلا ترشح الأسبق تسجيلاً في جدول الهيئة.

إذا تساوى عدد الأصوات المحصل عليها في الاقتراع، تعلن نقيباً المحامية المترشحة إن وجدت، وإلا أعلن نقيباً المترشح الأسبق تسجيلاً في جدول الهيئة.

المادة 134

تحرر اللجنة المنصوص عليها في المادة 128 أعلاه، المحاضر المتعلقة بالعملية الانتخابية في ثلاثة نظائر موقع عليها.

-23

يوضع نظير محضر انتخاب النقيب ومجلس الهيئة رهن إشارة المترشحين بمقر الهيئة بمجرد الإعلان على النتائج، ويحق لهم أخذ نسخ منه.

يسهر النقيب على تبليغ نظير المحضر المذكور داخل أجل ثمانية (8) أيام الموالية لإجراء الانتخابات إلى الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف المختص.

يحق للمترشحين وللوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف المختص الطعن في نتائج انتخاب النقيب وأعضاء مجلس الهيئة وذلك بمقال يودع بكتابة ضبط المحكمة الابتدائية الإدارية أو القسم المتخصص في القضاء الإداري بالمحكمة الابتدائية داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ الإعلان عن النتائج بالنسبة للمحامي المترشحون تاريخ التوصل بالمحاضر بالنسبة للوكيل العام للملك.

تبت المحكمة في الطعن داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ

إيداع المقال.

المادة 135

تسعى هيئات المحامين لتحقيق مبدأ المناصفة خلال انتخاب أعضاء مجالسها، على أن لا تقل نسبة تمثيلية أحد الجنسين عن الثلث.

المادة 136

يتسلم كل من النقيب الجديد ومجلس الهيئة في الأسبوع الأول من الشهر الموالي لانتخابه مهامه من نقيب الهيئة السابق ومجلس الهيئة المنتهية ولايته، مع تقرير عن الوضعية الإدارية والمالية للسنة السابقة عن تسليم المهام.

المادة 137

تعتبر باطلة بقوة القانون القرارات التي تتخذها أجهزة مجلس هيئة المحامين خارج نطاق اختصاصاتها، أو تشكل مخالفة للقوانين الجاري بها العمل أو إخلالا بالنظام العام.

تعاين غرفة المشورة بمحكمة الاستئناف المختصة بطلان قرارات أجهزة مجلس الهيئة بناء على ملتمس من الوكيل العام للملك لديها بعد الاستماع للنقيب أو من ينوب عنه.

القسم الثالث

التبليغات والطعون

المادة 138

تبلغ قرارات مجلس الهيئة وقرارات النقيب إلى الوكيل العام للملك عن طريق كتابة النيابة العامة.

تبلغ قرارات مجلس الهيئة وقرارات النقيب إلى المحامي المعني بها بمكتبه بكل وسيلة تفيد التوصل، وذلك داخل أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ صدورها. وإذا تعلق الأمر بمحام متمرن يبلغ في آخر عنوان له

في حال تعذر التبليغ إلى المحامي أو المحامي المتمرن يتم التبليغ بالعنوان المضمن في البطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية، مع تطبيق مقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 101 أعلاه عند الاقتضاء.

تبلغ قرارات النقيب المتخذة تطبيقا للمادتين 53 و 58 أعلاه إلى الشخص المعني بها بعنوانه

المادة 139

علاوة على الاختصاصات المسندة إليها بموجب هذا القانون، تبت غرفة المشورة لدى محكمة الاستئناف المختصة في الطعون المقدمة لديها ضد القرارات الصادرة عن مجلس هيئة المحامين وقرارات النقيب، وذلك بعد استدعاء النقيب وباقي الأطراف المعنية، السماع ملاحظاتهم الكتابية أو الشفوية وتلقي الملتزمات الكتابية للوكيل العام للملك المختص.

المادة 140

يمكن الطعن بالتعرض والنقض في القرارات الصادرة عن غرفة المشورة وفق الشروط والقواعد والأجال المنصوص عليها في قانون المسطرة المدنية. غير أن الطعن المرفوع من لدن النقيب باسم الهيئة ومن الوكيل العام للملك يقدم دون محام. يعفى الطعن المرفوع من لدن الوكيل العام للملك والنقيب من أداء الرسوم القضائية. يمكن لمحكمة النقض بناء على طلب المحامي المعني، وبصفة استثنائية أن تأمر بقرار معلل، بإيقاف تنفيذ المقررات المطعون فيها أمامها والصادرة بالتوقيف عن ممارسة المهنة أو التشطيب من الجدول.

القسم الرابع

مقتضيات زجرية

المادة 141

يعتبر منتحلاً لصفة محام كل محام أو محام متمرن يمارس مهنة المحاماة رغم توقيفه أو حذفه مؤقتاً من الجدول أو التشطيب عليه أو حذفه من لائحة التمرين، حسب الحالة.

-23-

-24-

كل شخص نسب لنفسه عن غير حق صفة محام علانية أو انتحل صفة محام أو استعمل أي وسيلة قصد إيهام الغير بأنه يمارس مهنة المحاماة بالمغرب أو أنه مستمر في ممارستها أو أنه مأذون له في ذلك يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في الفصل 381 من مجموعة القانون الجنائي.

كل شخص ارتدى، عن غير حق، أمام أي محكمة من المحاكم أو أمام مجلس من المجالس التأديبية بذلة المحامي قصد إيهام الغير بأنه يمارس مهنة المحاماة، يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في الفصل 382 من مجموعة القانون الجنائي

المادة 142

كل شخص قام بصفة اعتيادية بسمسرة الزبناء أو استمالتهم لفائدة محام يعاقب بالحبس من سنتين إلى أربع سنوات، وبغرامة من .عشرين ألفاً (20.000) إلى خمسين ألف (50.000) درهم

المادة 143

يعاقب كل شخص ثبت أنه يباشر بسوء نية، إجراء أي مسطرة قضائية لفائدة الغير دون أن يكون مخولاً قانوناً لذلك بالحبس من ثلاثة أشهر إلى سنتين وبغرامة من عشرين ألف (20.000) درهم إلى خمسين ألف (50.000) درهم، ما لم تكن الأفعال معاقبا عليها بعقوبة أشد.

القسم الخامس

مقتضيات ختامية وانتقالية

المادة 144

تكون جميع الأجال المنصوص عليها في هذا القانون كاملة فلا يحسب اليوم الذي أنجز فيه الإجراء ولا اليوم الأخير الذي ينتهي فيه الأجل.

إذا صادف اليوم الأخير يوم عطلة امتد الأجل إلى أول يوم عمل بعده.

يدخل هذا القانون حيز التنفيذ في تاريخ نشره في الجريدة الرسمية غير أن :

- مقتضيات الفقرة الأولى من المادة 129 أعلاه لا تطبق إلا على نقباء هيئات المحامين المنتخبين بعد دخول هذا القانون حيز التنفيذ :

- مقتضيات المواد 12 و 39 والبند 11 من المادة 120 أعلاه لا تدخل حيز التنفيذ إلا بعد نشر النصوص التنظيمية اللازمة لتطبيقها في الجريدة الرسمية.

ينسخ ابتداء من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ القانون رقم 28.08 المتعلق بتعديل القانون المنظم لمهنة المحاماة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.08.101 الصادر في 20 من شوال 1429 (20) أكتوبر (2008)، مع مراعاة المقتضيات التالية :

- تستمر أجهزة هيئات المحامين القائمة في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ في القيام بالمهام المسندة إليها إلى حين تولي الأجهزة الجديدة لهيئات المحامين لمهامها، طبقاً لمقتضيات المادة 136 أعلاه، على إثر انتخابها خلال شهر دجنبر الموالي لتاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، وتسهر على اتخاذ جميع الإجراءات الرامية إلى انتخاب الأجهزة المذكورة :

يستمر العمل بمقتضيات القانون رقم 28.08 سالف الذكر بالنسبة :

. الشروط الترشح لمهنة المحاماة والحصول على شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة، وذلك إلى حين شروع معهد تكوين المحامين في ممارسة مهامه بشكل فعلي :

. للمترشحين الحاصلين على شهادة الأهلية لمزاولة مهنة المحاماة قبل دخول هذا القانون حيز التنفيذ الذين لا يتجاوز سنهم 45 سنة عند تقديم طلب التسجيل في لائحة المحامين المتمرنين لدى إحدى هيئات المحامين، في ما يخص التمرين والتسجيل في جدول الهيئة :

. للمتابعات التأديبية التي تم تحريكها قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ إلى حين البت النهائي فيها.

تظل النصوص المتخذة لتطبيق القانون رقم 28.08 المذكور سارية المفعول إلى حين تعويضها.

تعتبر الإحالات إلى مقتضيات القانون رقم 28.08 السالف الذكر الواردة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل، إحالات إلى المقتضيات المماثلة لها في هذا القانون.

-2-

.....
.....
.....

سورة الدخان

قال عز و جل : { لَا إِلَهَ إِلَّا هُوَ يُحْيِي وَيُمِيتُ ۗ رَبُّكُمْ وَرَبُّ آبَائِكُمُ الْأَوَّلِينَ (8) بَلْ هُمْ فِي شَكٍّ يَلْعَبُونَ (9) فَارْتَقِبْ يَوْمَ تَأْتِي السَّمَاءُ بِدُخَانٍ مُّبِينٍ (10) يَغْشَى النَّاسَ ۗ هَذَا عَذَابٌ أَلِيمٌ (11) رَبَّنَا اكشِفْ عَنَّا الْعَذَابَ إِنَّا مُؤْمِنُونَ (12) } .

.....
.....
.....

المملكة المغربية

محكمة الاستئناف بالدار البيضاء
المحكمة الابتدائية المدنية بالدار البيضاء

الدار البيضاء في 2016

إعلان

تنفيذا لمقتضيات المادة 47 من القانون 46.21 المتعلق بالمفوضين القضائيين فإن تسجيل الملفات والطلبات واستخلاص الرسوم القضائية بصندوق المحكمة مشروط باختيار المفوض القضائي وأداء أتعابه المستحقة بصفة قبلية. ولأجله يرجى من السيدات والسادة المحامين وعموم المتقاضين الحرص على اختيار المفوض القضائي وأداء أتعابه قبل إيداع المقالات بصندوق المحكمة ضمانا لشروط المحاكمة العادلة.

امضاء

رئيس كتابة الضبط

.....
.....
صفحة 1906

الجريدة الرسمية عدد 7495 11 شوال 1447 (30) مارس 2026

نصوص عامة

مرسوم رقم 2.25.1080 صادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس 2026 بتغيير وتنظيم المرسوم رقم 2.09.481 الصادر في 4 محرم 1431 (21) ديسمبر (2009) بتطبيق القانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة.

رئيس الحكومة

بناء على القانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.96.124 بتاريخ 14 من ربيع الآخر 1417
: 30 أغسطس 1996)، لاسيما المادتين 193 و 194 منه (

وبعد الاطلاع على المرسوم رقم 209.481 الصادر في 4 محرم 1431 (21) ديسمبر (2009) بتطبيق القانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة، لاسيما المادة 4 منه :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 8 رمضان 1447 (26) فبراير 2026

رسم ما يلي :

المادة الأولى

تغير وتتم على النحو التالي، مقتضيات البندين 2 و 3 من المادة 4 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.09.481 :

المادة الرابعة - يؤرخ ويوقع التقرير الخاص لمراقب الحسابات ويجب أن يتضمن ما يلي :

رأي مراقب الحسابات . مجلس الإدارة الجماعية :

رأيه بخصوص سعر الإصدار ومبلغه أو فارق السعر المعتمد أو شروط تحديد هذا السعر :

بيان ما إذا كانت أسس حساب كل من سعر الإصدار أو الفارق أو شروط تحديد هذا السعر التي اعتمدها مجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية صحيحة وصادقة :

رأي مراقب الحسابات. أو مجلس الإدارة الجماعية.

المادة الثانية

يسند إلى وزيرة الاقتصاد والمالية ووزير الصناعة والتجارة، كل

فيما يخصه، تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026)

وقعه بالعطف :

الإمضاء : عزيز أخنوش

وزيرة الاقتصاد والمالية.

الإمضاء : نادية فتاح

وزير الصناعة والتجارة

الإمضاء : رياض مزور

الجريدة الرسمية عدد 7495 11 شوال 1447 (30) مارس 2026

نصوص عامة

قرار لوزيرة الاقتصاد والمالية رقم 470.26 صادر في 9 رمضان 1447 (27) فبراير (2026) بتغيير قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 2214.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد كفاءات أعمال الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية.

وزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.238 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3) أكتوبر (2002)، كما وقع تغييره وتتميمه، لا سيما المادتين 5-64 و 6-64 منه

وعلى المرسوم رقم 2.18.1009 الصادر في 23 من شعبان 1440

(29) أبريل (2019) بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، كما وقع تغييره وتتميمه، لا سيما المادة 2 منه :

وبعد الاطلاع على قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة (2019) رقم 2214.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر بتحديد كفيات إعمال الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية :

وباقتراح من هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي

قررت ما يلي :

المادة الأولى

تغير على النحو التالي مقتضيات المادة الأولى من قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 2214.19 المشار إليه أعلاه :

المادة الأولى - يتعين على المؤمن. خلال الستين (60) يوما الموالية. وعلى أبعد تقدير المكلفة بالمالية.

الباقي بدون تغيير)

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 9 رمضان 1447 (27) فبراير (2026)

الإمضاء : نادية فتاح.

الجريدة الرسمية عدد 7495-11 شوال 1447 (30) مارس 2026

قرار لوزيرة الاقتصاد والمالية رقم 471.26 صادر في 9 رمضان 1447 (27) فبراير (2026) بتغيير قرار لوزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 2216.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد الشروط الواجب إدراجها في عقود التأمين برسم الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية.

وزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.238 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3) أكتوبر (2002)، كما وقع تغييره وتتميمه، لا سيما المواد 1-64 - : و 5-64 و 248 منه

وعلى المرسوم رقم 2.18.1009 الصادر في 23 من شعبان 1440 (29) أبريل (2019) بتطبيق القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، كما وقع تغييره وتتميمه، لا سيما المادة الأولى منه :

وبعد الاطلاع على قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة (2019) رقم 2216.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر بتحديد الشروط الواجب إدراجها في عقود التأمين برسم الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية :

وباقترح من هيئة مراقبة التأمينات والاحتياط الاجتماعي

قررت ما يلي :

المادة الأولى

تنسخ الملاحق المرفقة بقرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 2216.19 المشار إليه أعلاه وتعوض بالملاحق المرفقة بهذا القرار.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 9 رمضان 1447 (27) فبراير (2026)

الإمضاء : نادية فتاح

صفحة : 1907

الملحق رقم 1

الشروط المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية الممنوح برسم عقد تأمين المسؤولية المدنية التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية أو المادية اللاحقة بالأغيار والتي تسببت فيها مركبة برية ذات محرك أو مقطوراتها أو شبه مقطوراتها

المنصوص عليه في البند 2 من المادة 164 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات

1 - (موضوع الضمان)

طبقا للمادة 64-3 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر، يغطي الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية ما يلي :

1 - الأضرار البدنية التي يتعرض لها السائق وكل شخص منقول على متن المركبة المؤمن عليها، وكذا الأضرار اللاحقة بذوي حقوقهم على إثر وفاتهم، عندما تنتج هذه الأضرار مباشرة عن واقعة كارثية تمس المركبة المؤمن عليها :

2 - الأضرار اللاحقة بالمركبة المؤمن عليها والناجمة مباشرة عن واقعة كارثية :

3- الأضرار البدنية التي يتعرض لها مالك المركبة وأزواجه وأولاده الموجودون تحت كفالته، وكذا الأضرار اللاحقة بذوي حقوقهم بسبب وفاتهم، عندما يكون مالك المركبة شخصا ذاتيا، شريطة أن تكون هذه الأضرار ناتجة مباشرة عن واقعة كارثية.

2 - تفعيل الضمان

لا يمكن تفعيل هذا الضمان إلا بعد نشر قرار رئيس الحكومة بالإعلان عن حدوث واقعة كارثية في الجريدة الرسمية.

3- التصريح بالحادث

يتعين على المؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث كل واقعة من شأنها أن تؤدي إلى إثارة ضمان المؤمن، وذلك بمجرد علمه بها وعلى أبعد تقدير خلال الستين (60) يوما الموالية لحدوثها ما لم يتم تمديد

هذا الأجل من لدن السلطة الحكومية المكلفة بالمالية.

يمكن للمؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث الواقعة المذكورة بعد انصرام الأجل المذكور في حالة الاستحالة المطلقة للقيام بذلك أو في حالة وجود سبب مشروع أو وقوع حادث فجائي أو قوة قاهرة.

يمكن أن يصرح بالحادثة المشار إليه في الفقرة الأولى أعلاه من طرف مالك المركبة أو الضحية.

4 - القيمة المؤمن عليها)

«تساوي القيمة المؤمن عليها بالنسبة لكل مركبة قيمة المركبة وعند الاقتضاء، قيمة مقطوراتها أو شبه مقطوراتها، دون أن تتجاوز سقف الضمان المحدد بقرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة (2019) رقم 4150.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر بتحديد الأقساط أو الاشتراكات المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية ونسب العمولة برسم عرض عمليات التأمين المتعلقة بهذا الضمان وكذا أسقف الضمان ومبالغ خلوص التأمين.

5 - خلوص التأمين)

تمنح التغطية برسم هذا الضمان بالنسبة لكل مركبة بما في ذلك مقطوراتها أو شبه مقطوراتها مؤمن عليها، مع مراعاة خلوص التأمين المحدد طبقاً لمقتضيات قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 4150.19 السالف الذكر.

6 - (نطاق الضمان)

لا يطبق أي شرط من شأنه أن يجعل نطاق الضمان مشروطاً أو يقلصه، باستثناء الشروط التي :

(1) تطبق بقوة القانون :

(ب) تحدد المركبة أو المركبات المؤمن عليها :

«ج) تدرج ضمن الشروط المحددة في هذا الملحق.

7 - (تقييم الأضرار)

يحدد التعويض عن الضرر البدني المستحق للضحية أو لذوي «حقوقها بسبب وفاتها أو فقدانها، برسم هذا الضمان وفقاً لأحكام الظهير الشريف رقم 1.84.177 الصادر في 6 محرم 1405 (2) أكتوبر (1984) المعتبر بمثابة قانون يتعلق بتعويض المصابين في «حوادث تسببت فيها مركبات برية ذات محرك، كما تم تغييره وتتميمه، دون الأخذ بعين الاعتبار قسط مسؤولية الضحية، مع مراعاة أحكام المادة 17 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

8 - تخفيض التعويض ومنح تسبيق عنه)

يمكن أن تكون التعويضات برسم هذا الضمان موضوع تخفيض وفقا للشروط والكيفيات المحددة بموجب قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 3967.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد الأسقف الإجمالية للتعويض برسم الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية وشروط وكيفيات تخفيض التعويض المذكور، وكذا منح التسبيق عن التعويض. وفي هذه الحالة يتم منح تسبيق عن التعويض وفقا للشروط والكيفيات المحددة في القرار المذكور
الملحق رقم 2

الشروط المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية

الممنوح برسم عقد التأمين الذي يغطي الأضرار اللاحقة بالأموال بـ «المنصوص عليه في البند 1 من المادة 64-1 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات

1 - (موضوع الضمان)

يغطي الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية الأضرار اللاحقة بالأموال المؤمن عليها والنتيجة مباشرة عن واقعة كارثية.

2 - تفعيل الضمان

لا يمكن تفعيل هذا الضمان إلا بعد نشر قرار رئيس الحكومة بالإعلان عن حدوث واقعة كارثية في الجريدة الرسمية.

3 - التصريح بالحادث

يتعين على المؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث كل واقعة من شأنها أن تؤدي إلى إثارة ضمان المؤمن، وذلك بمجرد علمه بها وعلى أبعاد تقدير خلال الستين (60) يوما الموالية لحدوثها ما لم يتم تمديد

هذا الأجل من لدن السلطة الحكومية المكلفة بالمالية.

يمكن للمؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث الواقعة المذكورة بعد انصرام الأجل المذكور في حالة الاستحالة المطلقة للقيام بذلك أو في حالة وجود سبب مشروع أو وقوع حادث فجائي أو قوة قاهرة.

4 - القيمة المؤمن عليها وخلص التأمين

(1) - القيمة المؤمن عليها

تساوي القيمة المؤمن عليها بالنسبة لكل مال القيمة القصوى المؤمنة لهذا المال برسم الضمانات غير الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية الممنوحة بموجب نفس العقد، وذلك دون أن تتجاوز السقف المحدد بقرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 4150.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد الأقساط أو الاشتراكات المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية ونسب العمولة برسم عرض عمليات التأمين المتعلقة بهذا الضمان وكذا أسقف الضمان ومبالغ خلوص التأمين.

(ب) - (خلوص التأمين)

تمنح التغطية برسم هذا الضمان، بالنسبة لكل مال مؤمن عليه مع مراعاة خلوص التأمين المحدد طبقاً لمقتضيات قرار وزير «الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 4150.19 السالف الذكر.

عندما يغطي العقد عدة عقارات أو محلات، تطبق الأسقف وخلص التأمين عن كل عقار أو محل وعن كل واقعة.

عندما يغطي العقد عدة مركبات برية ذات محرك أو مقطورات أو شبه مقطورات، يطبق السقف وخلص التأمين عن كل مركبة أو مقطورة أو شبه مقطورة.

عندما يغطي العقد عدة أموال أخرى، يطبق السقف وخلص التأمين عن كل مال وعن كل واقعة. غير أنه لا يمكن أن يتجاوز مجموع التعويضات المستحقة برسم نفس عقد التأمين عن الأضرار اللاحقة بالأموال الموجودة بنفس العقار أو المحل أحد الأسقف المحددة في الجدول الثاني الوارد في المادة الأولى من قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 4150.19 السالف الذكر، حسب الحالة. ولا يمكن أيضاً أن يتجاوز مجموع مبالغ خلوص التأمين المطبق على مبالغ الأضرار أحد مبالغ خلوص التأمين المحددة في نفس الجدول حسب الحالة.

5 - نطاق الضمان

«لا يطبق على العقد أي شرط من شأنه أن يجعل نطاق الضمان مشروطاً أو يقلصه، باستثناء الشروط التي :

(1) تطبق بقوة القانون :

(ب) تحدد المال المؤمن عليه :

(ج) تدرج ضمن الشروط المحددة في هذا الملحق.

6 - تخفيض التعويض ومنح تسبيق عنه

يمكن أن تكون التعويضات برسم هذا الضمان موضوع تخفيض وفقا للشروط والكيفيات المحددة بموجب قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 3967.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد الأسقف الإجمالية للتعويض برسم الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية وشروط وكيفيات تخفيض التعويض المذكور، وكذا منح التسبيق عن «التعويض. وفي هذه الحالة، يتم منح تسبيق عن التعويض وفقا للشروط والكيفيات المحددة في القرار المذكور

الملحق رقم 3

الشروط المتعلقة بالضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية الممنوح برسم عقود التأمين، غير تلك المنصوص عليها في البند 2 من المادة 64-1 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات التي تغطي المسؤولية المدنية التي يمكن أن تثار بسبب الأضرار البدنية اللاحقة بالأغيار غير مأموري المؤمن له الموجودين بالأماكن المنصوص عليها في العقود المذكورة

1 - (موضوع الضمان)

يغطي الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية، الأضرار البدنية التي يتعرض لها الأشخاص غير مأموري المؤمن له الموجودين بالأماكن المنصوص عليها في عقد التأمين، وكذا الأضرار اللاحقة بذوي حقوقهم بسبب وفاتهم أو فقدانهم. عندما تنتج هذه الأضرار

مباشرة عن واقعة كارثية.

2 - تفعيل الضمان

لا يمكن تفعيل هذا الضمان إلا بعد نشر قرار رئيس الحكومة بالإعلان عن حدوث واقعة كارثية في الجريدة الرسمية.

3 - التصريح بالحادث

يتعين على المؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث كل واقعة من شأنها أن تؤدي إلى إثارة ضمان المؤمن، وذلك بمجرد علمه بها و على أبعاد تقدير خلال الستين (60) يوما الموالية لحدوثها ما لم يتم تمديد هذا الأجل من لدن السلطة الحكومية المكلفة بالمالية.

يمكن للمؤمن له إشعار المؤمن أو من يمثله بحدوث الواقعة المذكورة بعد انصرام الأجل المذكور في حالة الاستحالة المطلقة للقيام بذلك أو في حالة وجود سبب مشروع أو وقوع حادث فجائي أو قوة قاهرة.

يمكن أن يصرح بالحادث المشار إليه في الفقرة الأولى أعلاه من طرف الضحية.

4 - نطاق الضمان

لا يطبق أي شرط من شأنه أن يجعل نطاق الضمان مشروطا أو يقلصه، باستثناء الشروط التي :

(1) تطبق بقوة القانون :

(ب) تحدد المكان أو الأماكن المنصوص عليها في عقد التأمين :

(ج) تدرج ضمن الشروط المحددة في هذا الملحق
5 - (تقييم الأضرار)

يحدد التعويض عن الضرر البدني المستحق للضحية أو لذوي حقوقها بسبب وفاتها أو فقدانها، برسم هذا الضمان وفق أحكام الظهير الشريف رقم 1.84.177 الصادر في 6 محرم 1405 (2) أكتوبر (1984) المعتبر بمثابة قانون يتعلق بتعويض المصابين في حوادث تسببت فيها مركبات برية ذات محرك، كما تم تغييره وتنميمه، دون الأخذ بعين الاعتبار قسط مسؤولية الضحية، مع مراعاة أحكام المادة 17 من القانون رقم 17.99 السالف الذكر.

6 - تخفيض التعويض ومنح تسبيق عنه)

يمكن أن تكون التعويضات برسم هذا الضمان موضوع تخفيض وفقا للشروط والكيفيات المحددة بموجب قرار وزير الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة رقم 3967.19 الصادر في 30 من ربيع الآخر 1441 (27) ديسمبر (2019) بتحديد الأسقف الإجمالية للتعويض برسم «الضمان ضد عواقب الوقائع الكارثية وشروط وكيفيات تخفيض التعويض المذكور، وكذا منح التسبيق عن التعويض. وفي هذه

الحالة، يتم منح تسبيق عن التعويض وفقا للشروط والكيفيات المحددة في القرار المذكور

الجريدة الرسمية عدد 7495-11 شوال 1447 (30) مارس 2026

صفحة 1913

قرار للوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية رقم 441.26 صادر في 7 رمضان 1447 (25) فبراير (2026) بتغيير حدود مبالغ الصفقات العمومية التي يتم الإعلان عنها لمدة أربعين (40) يوما على الأقل.

الوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية

بناء على المرسوم رقم 2.22.431 الصادر في 15 من شعبان 1444 (8) مارس (2023) المتعلق بالصفقات العمومية، ولا سيما المادة 23 منه

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقا لأحكام المادة 23 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.22.431 تغيير على النحو التالي حدود مبالغ الصفقات التي يجب أن يتم الإعلان عنها لمدة أربعين (40) يوما على الأقل :

- خمسة وستون مليونا وستة وثمانون ألف (65.086.000) درهم دون احتساب الرسوم بالنسبة لصفقات الأشغال المبرمة لحساب الدولة أو الجماعات الترابية أو المؤسسات العمومية والأشخاص الاعتبارية الأخرى الخاضعة للقانون العام :

مليون وستمائة واثنان وتسعون ألفا ومائتان وستة وثلاثون (1.692.236) درهم دون احتساب الرسوم بالنسبة لصفقات التوريدات والخدمات المبرمة لحساب الدولة :

أربعة ملايين وستمائة وواحد وعشرون ألفا ومئة وستة (4.621.106) درهم دون احتساب الرسوم بالنسبة لصفقات التوريدات والخدمات المبرمة لحساب الجماعات الترابية :

ثمانية ملايين وسبعمائة ألف (8.700.000) درهم دون احتساب الرسوم بالنسبة
لصفقات التوريدات والخدمات المبرمة لحساب المؤسسات العمومية والأشخاص
الاعتبارية الأخرى الخاضعة للقانون العام.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية

وحرر بالرباط في 7 رمضان 1447 (25) فبراير (2026)

الإمضاء : فوزي لقجع.

الجريدة الرسمية عدد 7495-11 شوال 1447 (30) مارس 2026
استدراك خطأ وقع بالجريدة الرسمية عدد 7487 1369 بتاريخ 12 رمضان 1447
(2) مارس (2026) - الصفحة

قرار لوزير التجهيز والماء رقم 906.25 صادر في 8 شوال 1446 (7) أبريل
(2025) يتعلق بتحديد لائحة الوثائق والمستندات المكونة لملف طلب الحصول على
رخصة الاحتلال المؤقت للملك العمومي غير المتعلقة بالاستثمار.

البند 6 من الفقرة الأولى من المادة الأولى :

بدلاً من :

تصميم موقعي بعده مهندس مساح طبوغرافي معتمد.

احتلالها مؤقتاً :

يقراً :

تصميم موقعي بعده مهندس مساح طبوغرافي

احتلالها مؤقتاً :

قرار محكمة النقض

رقم : 1/338

الصادر بتاريخ 27 يونيو 2023

في الملف الشرعي رقم : 65/2/1/2022 .

صدقة المدين بالنفقة - لا .

المحكمة لما استخلصت من وثائق الملف أن مديونية الطاعن بالنفقة سابقة على عقد الصدقة الأمر الذي من شأنه إضعاف الضمان العام المقرر لفائدة الدائن دون قيد بمقتضى الفصل 1241 من قانون الالتزامات والعقود، وقضت بإلغاء حكم المستأنف القاضي برفض الطلب، وتصديا ببطلان رسم الصدقة، فإنها أسست لقضائها، وعللت قرارها بما فيه الكفاية، وما بالوسيلة على غير أساس.

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

حيث يستفاد من وثائق الملف والقرار المطعون فيه المشار إلى مراجعه علاه، أن المطلوبة "ن د" تقدمت بتاريخ 02 يناير 2018 بمقال إلى المحكمة الابتدائية ببني ملال، عرضت فيه أن المدعى عليه "أهـ" زوجها، وأنهما أنجبا بنتين "هـ" في 08/01/2004 و"ر" في سنة 2008، وأنه لما طردها وابنتيها من بيت الزوجية استصدرت حكما بتاريخ 16/07/2013 قضى عليه بأدائه لها نفقتها ونفقة بنتها منه وباقي التوابع، وأنها لما سلكت إجراءات التنفيذ امتنع المدعى عليه عن الأداء رغم يسره حسب محضر الامتناع عدد 247-2015 بتاريخ 20/07/2015، وقام بإنجاز عقد صدقة في 30/12/2013 تصدق بموجبه بالفيلا التي سكنها موضوع الرسم العقاري "ب" عدد (...0) الكائن بمدينة بني ملال لفائدة أبنائه "ع" . "ع ل" و"ي"، وأن هذا التفويت صوري لحرمانها من المبالغ المحكوم لها بها. والتمست الحكم ببطلان رسم الصدقة المضمن بعدد 410 صحيفة 390 سجل الأملاك العقارية رقم 42 بتاريخ 3 يناير 2014 والتشطيب عليه من الرسم العقاري المذكور، وأجاب المدعى عليه أنه أدى واجبات النفقة المحكوم بها والمحددة في مبلغ 48475 درهما، وأنه مستعد لأدائها متى تمت مطالبته بها رضائيا أو قضائيا، إضافة إلى أن دعوى النفقة لا تدخل ضمن المديونية بمفهومها المدني أو التجاري، لأنها ليست ديناً، لكون العلاقة بين الأب والأبناء ليست علاقة مديونية ولا يمكن إخضاعها من حيث التأطير القانوني لمقتضيات الفصل 1241 من ق.ل. ع والتمس عدم قبول الدعوى شكلاً

ورفضها موضوعا. فأصدرت المحكمة الابتدائية المذكورة بتاريخ 16/04/2018 حكما بعدم قبول الدعوى، فاستأنفته المدعية، وألغته محكمة الاستئناف وقضت تصديا ببطلان رسم الصدقة عدد 410 صحيفة 390 سجل الأملاك العقارية رقم 42 بتاريخ 03/01/2014 والحكم تبعا لذلك بالتشطيب عليه من الصك العقاري عدد (0...0) وإبطال جميع الآثار المترتبة عليه بقرارها المطعون فيه

1

بالنقض من طرف الطاعن بواسطة نائبه بمقال تضمن وسيلتين أجابت عنه المطلوبة بواسطة دفاعها والتمست رفض الطلب.

وحيث يعيب الطاعن القرار في الوسيلتين مجتمعتين للارتباط بعدم ارتكازه على أساس قانوني وانعدام التعليل، ذلك أنه أثار عدم قانونية تكييف نفقة الأبناء على أنها علاقة مديونية لعدم وجود نص يؤطرها في المديونية طبقا للفصل 1241 من ق.ل. ع كما أنها لا تدخل ضمن المديونية الممتازة طبقا للفصل 1243 من نفس القانون ولا تدخل في المديونية التي لها الأولوية طبقا للفصل 1242 من نفس القانون وبالتالي فلا تخضع لمقتضيات الفصل 1241 المذكور أعلاه إلا أن المحكمة لم تناقش ذلك، كما أنه أثار أن المدعية أسست دعواها على عدم أدائه لها واجبات النفقة المحكوم بها لفائدة ابنتيه "هـ" و"ر" استنادا 10/11/2015 لمحضر الامتناع المؤرخ في 20/07/2015، مع أنه حسب المحضر عدد 2015-247 المؤرخ في أدي واجبات النفقة المحكوم بها والمحددة في 48475 درهما، مما يكون معه المبرر القانوني الموضوع الدعوى قد سقط، والمحكمة لم تناقش هذا الدفع، إضافة إلى أنه لا يحكم ببطلان رسم الصدقة إلا إذا أثبت الطرف الدائن إحاطة الدين بمال المتصدق، وأن المدعية لم تثبت هذه الإحاطة والعسر، ولا سيما أن المادة 278 من مدونة الحقوق العينية تقرر الحق للدائنين الذين لهم وحدهم طلب إبطال الهبة، خاصة وأن المدعية لم تسلك مسطرة إهمال الأسرة لاستصدار حكم جنحي يثبت بصورة قطعية فقر ذمته المالية وعدم وجود ما يحجز من منقولات والتمس نقض القرار.

لكن، حيث إن المحكمة مصدرة القرار لما ثبت لها من محضر امتناع وعدم وجود ما يحجز المؤرخ في 20/07/2015 الذي أفاد فيه الطاعن حسبما به بأنه عاجز عن الأداء المبلغ النفقة 48475 درهما، وتعذر سلوك مسطرة الحجز لعدم وجود ما يدل على منقولات لدى الطاعن، وثبت لها من محضر الأداء المؤرخ في 10/11/2015 أن الطاعن أدى بواسطة ابنه ع غ هـ "ما بذمة والده - الطاعن - الأصل مع الصوائر ما مجموعه 50.227 درهما عن احتساب نفقة الزوجة من 01/11/2013 إلى غاية

02/08/2015، ونفقة البننتين من 07/11/2013 إلى غاية 07/08/2015، الأعياد والمناسبات من 07/01/2013 إلى غاية 07/08/2015، فإنه ثبت لها أيضا من محضر امتناع وعدم وجود ما يحجز المؤرخ في 07/07/2011 الذي به بناء على مواصلة التنفيذ ابتداء من 07/08/2015 أن المدعى عليه - الطاعن - امتنع عن أداء النفقة وتوابعها لفائدة المدعية خلال المدة المتراوحة ما بين 07/08/2015 إلى 07/07/2017 أي المدة اللاحقة للفترة التي أداها والتي أصل الدين فيها 5309.00 دراهم، وبإضافة الصوائر 55.215.00 درهما واستخلصت من ذلك أن المديونية بالنفقة بمقتضى الحكم الصادر بتاريخ 16/07/2013 سابقة على عقد الصدقة المبرم بتاريخ 30/12/2013 الذي من شأنه إضعاف الضمان العام المقرر لفائدة الدائن دون قيد بمقتضى الفصل 1241 من ق.ل.ع، وقضت بإلغاء الحكم المستأنف القاضي برفض الطلب، وتصديا ببطلان رسم الصدقة، فإنها بذلك أسست لقضائها، وعلت قرارها بما فيه الكفاية، وردت على باقي الدفوع

2

المثارة، وما بالوسيلة على غير أساس.

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب، وتحميل الطاعن المصاريف.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السيد محمد بنزهة رئيسا والسادة المستشارين عمر لمين مقررا وعبد الغني العيدر ونور الدين الحضري والإدريسي حادي أعضاء وبمحضر المحامي العام السيد محمد الفلاحي وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة خديجة معجوط.

.....
.....

المملكة المغربية

الحمد لله وحده

القرار عدد : 1770/1

المؤرخ في 31/12/2025

ملف جنحي عدد :

2025/1/6/27697

الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالقنيطرة

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

ضد

بتاريخ 31/12/2025

إن الغرفة الجنائية (الهيئة الأولى) بمحكمة النقض في جلستها العلنية أصدرت القرار الآتي نصه:

بين الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالقنيطرة

الطالب

وبين ...

المطلوب

2026/01/06

1770-2025-1-6

بناء على طلب النقض المرفوع من الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالقنيطرة بمقتضى تصريح أفضى به بتاريخ 24/10/2025 أمام كاتبة الضبط بها، الرامي إلى نقض القرار الصادر عن غرفة المشورة لجنحالسير بالمحكمة المذكورة بتاريخ 23/10/2025 في القضية ذات العدد 66/2702/2025، القاضي بتأييد المقرر الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة الابتدائية بالقنيطرة بتاريخ 03/09/2025، القاضي باستبدال العقوبة الحبسية المحكوم بها على المسمى ... او ما تبقى منها بعقوبة بديلة تتجلى في العمل لأجل

المنفعة العامة بالمديرية الإقليمية للعدل بالقنيطرة والمتمثلة في المعالجة الرقمية للأرشيف والمسح الضوئي للملفات لمدة 6 ساعات يوميا بما مجموعه 720 ساعة

عمل يبتدىء تنفيذها من يوم 13/10/2025 طيلة أيام الأسبوع من الإثنين إلى الجمعة من الساعة 10 ، باستثناء أيام العطل الرسمية.

إن محكمة النقض

بعد أن تلا السيد المستشار الحسن بن دالي التقرير المكلف به في القضية،

وبعد الإنصات إلى السيدة زكية وزين المحامية العامة في مستنجاتها

وبعد المداولة طبقا للقانون، والاطلاع على مذكرة بيان وسائل الطعن بالنقض المدلى بها من لدن الطاعن، وكذا المذكرة الجوابية المدلى بها من قبل المطلوب في النقض، بإمضاء الأستاذ حميد كرايري المحامي بهية المحامين بالقنيطرة المقبول للترافع أمام محكمة النقض.

في الشكل:

حيث إن طلب النقض قدم داخل الأجل المحدد قانونا بموجب المادة 527 من قانون المسطرة الجنائية وجاء مستوفيا لما يقتضيه القانون، فهو مقبول شكلا.

وفي الموضوع

في شأن وسيلة النقض ذات الأولوية المثارة تلقائيا من طرف محكمة النقض لتعلقها بالنظام العام، المتخذة من خرق قاعدة جوهرية للمسطرة تتعلق بالاختصاص.

بناء على المادة 22-647 من قانون المسطرة الجنائية (بعد تعديله بالقانون رقم 43.22 المتعلق بالعقوبات البديلة.

حيث تنص هذه المادة على ما يلي :

((يمكن القاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة مصدرة الحكم الابتدائي، وفق الشروط والضوابط المنصوص عليها في هذا القانون، إما تلقائيا بعد التوصل بمستنجات النيابة العامة أو بطلب منها أو طلب المحكوم عليه، أو دفاعه، أو الممثل الشرعي للحدث، أو مدير المؤسسة السجنية، أو من يعنيه الأمر، استبدال العقوبة الحبسية أو ما تبقى منها بعقوبة بديلة أو أكثر لفائدة المحكوم عليهم بمقررات قضائية مكتسبة لقوة الشيء المقضي به.

((تقبل في هذه الحالة قرارات قاضي تطبيق العقوبات المنازعة من النيابة العامة أو المحكوم عليه أو دفاعه أو الممثل الشرعي للحدث خلال اليوم الموالي ليوم التبليغ

بصدورها وفقا لمقتضيات المادتين 599 و 600 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية، ويحال الملف فورا على المحكمة التي تبث وجوبا داخل أجل خمسة عشر يوما من تاريخ إدراج الملف بالجلسة.

((يترتب على كل منازعة إيقاف تنفيذ القرار الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات.))
و حيث ان مقرر استبدال العقوبة الحبسية المحكوم بها على المطلوب في النقض أو ما تبقى منها بعقوبة بديلة ، قد صدر عن قاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة الابتدائية بالقنيطرة ، ونازعت فيه النيابة العامة لدى نفس المحكمة المذكورة في اطار مقتضيات المادتين 599 و 600 من قانون المسطرة الجنائية.

وحيث أنه بمقتضى المادة 599 من ق.م.ج : " يرجع النظر في النزاعات العارضة المتعلقة بالتنفيذ الى المحكمة المصدرة للقرار المراد تنفيذه ويمكن لهذه المحكمة أيضا أن تقوم بتصحيح الأخطاء المادية الصرفة الواردة فيه . " ، وأنه بمقتضى المادة 600 من ق.م.ج : " تنظر المحكمة في النزاعات العارضة بغرفة المشورة بناء على ملتزمات النيابة العامة أو بناء على طلب يرفعه الطرف الذي يهمله الأمر، ويستمتع إلى ممثل النيابة العامة وإلى محامي الطرف إن طلب ذلك وإلى الطرف شخصيا إن اقتضى الحال."

وحيث إنه تبعا لما ورد بالنصوص القانونية أعلاه ، وبالنظر إلى أن المقرر القضائي المنازع في تنفيذه قد صدر عن قاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة الابتدائية بالقنيطرة، باعتباره آخر جهة قضائية نظرت في القضية، فان غرفة المشورة لهذه المحكمة الأخيرة هي المختصة للبت في المنازعة.

وحيث إن غرفة المشورة لجنح السير بمحكمة الاستئناف بالقنيطرة مصدرة القرار المطعون فيه لما بتت في المنازعة المتعلقة بتنفيذ مقرر قاضي تطبيق العقوبة السالف الذكر بالرغم من أن اختصاص النظر في القضية لا ينعقد لها قانونا، تكون قد خرقت قواعد الاختصاص الواردة بالنصوص القانونية أعلاه، فعرضت بذلك قرارها للنقض والإبطال.

ونظرا لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 550 من القانون المذكور .

من أجله

ومن غير حاجة لبحث ما جاء في أسباب الطعن بالنقض الواردة في مذكرة الطاعن

قضت

- بنقض وإبطال القرار المطعون فيه الصادر عن غرفة المشورة لجرح السير بمحكمة الاستئناف بالقنيطرة بتاريخ 23/10/2025 في القضية ذات العدد 66/2702/2025 ، وبإحالة القضية وأطرافها على غرفة المشورة بالمحكمة الابتدائية بالقنيطرة للبت فيها من جديد طبقاً للقانون.

وبتحميل الخزينة العامة المصاريف القضائية.

كما قررت إثبات قرارها هذا في سجلات محكمة الاستئناف بالقنيطرة المطعون في قرارها إثر القرار المذكور أو بطرته.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض الكائنة بشارع النخيل بحي الرياض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من السادة عبد الحق أبو الفراج رئيساً، والمستشارين الحسن بن دالي مقرراً وأحمد نهيد ورشيد ثقافي والمحجوب براقى أعضاء وبمحضر المحامية العامة السيدة زكية وزين ممثلة للنيابة العامة، وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة فاطمة اليماني.

الرئيس

المستشار المقرر

كاتبة الضبط

.....
.....

.....
.....

القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية.

الصادر بتنفيذه ظهير شريف رقم 1.02.255 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002).

المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5078 بتاريخ 27 ذي القعدة 1423 (30 يناير 2003)، ص 315.

صيغة محينة بتاريخ 8 سبتمبر 2025

وفق تعديلات:

• القانون رقم 03.23 بتغيير وتنظيم القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.25.55 صادر في 19 من صفر 1447 (13 أغسطس 2025)؛ الجريدة الرسمية عدد 7437 بتاريخ 15 ربيع الأول 1447 (8 سبتمبر 2025)، ص 6962؛

• القانون رقم 43.22 المتعلق بالعقوبات البديلة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.24.32 صادر في 16 من محرم 1446 (24 يوليو 2024)؛ الجريدة الرسمية عدد 7328 بتاريخ 17 صفر 1446 (22 أغسطس 2024)، ص 5327؛

الباب الخامس مكرر: تنفيذ العقوبات البديلة

المادة 1-647

تختص الإدارة المكلفة بالسجون، مركزيا أو محليا، أو من تفوض له ذلك، بتتبع تنفيذ العقوبات البديلة وتوضع رهن إشارتها الوسائل اللازمة للقيام بذلك. ويحدد تطبيق هذه المادة بنص تنظيمي.

المادة 2-647

تقوم النيابة العامة بإحالة المقرر المتضمن للعقوبة البديلة بعد اكتسابه قوة الشيء المقضي به إلى قاضي تطبيق العقوبات الذي يصدر موقرا تنفيذيا بذلك، ويحيله على الإدارة المكلفة بالسجون التي تقع داخل نفوذ المحكمة التي أصدرت الحكم. غير أنه يمكن تنفيذ المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتسابه قوة الشيء المقضي به، إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن. وإذا وجد المحكوم عليه خارج دائرة نفوذ قاضي تطبيق العقوبات، فإنه يمكن له أن ينيب عنه قاضي تطبيق العقوبات الموجود بدائرة نفوذه المحكوم عليه لإصدار المقرر التنفيذي بذلك. ويشعر النيابة العامة بكل امتناع أو إخلال في تنفيذها. إذا صدر القرار القاضي بالعقوبة البديلة عن محكمة الاستئناف، فإن الاختصاص ينعقد لقاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة الابتدائية التي بتت في القضية ابتدائيا.

المادة 3-647

يختص قاضي تطبيق العقوبات بالفصل في جميع المنازعات المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة أو وضع حد لتنفيذها وإصدار جميع القرارات والأوامر المتعلقة بها، بعد التوصل بمستنتجات النيابة العامة، وله على الخصوص ما يلي:

1- الأمر بتنفيذ العقوبة الأصلية أو ما تبقى منها في حالة الامتناع عن تنفيذ العقوبات البديلة أو الإخلال بها خلال مدة تنفيذها؛

2- الأمر بتمديد المدة التي يتعين خلالها تنفيذ العقوبة البديلة في الحالات المنصوص عليها قانونا؛

3- النظر في التقارير المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة التي تعرض عليه واتخاذ ما يراه مناسباً بشأنها؛

4- إصدار مقرر يقسي بتمام تنفيذ العقوبة البديلة المحكوم بها بناء على تقرير الإدارة المكلفة بالسجون، تسلم نسخة منه للمعني بالأمر، وتحال نسخة أيضا على النيابة العامة ومركز السجل العدلي المختص.
تقبل قرارات وأوامر قاضي تطبيق العقوبات المنازعة داخل أجل ثلاثة أيام من تاريخ الإشعار بصدورها وفقا لمقتضيات المادتين 599 و600 من هذا القانون، ويحال الملف فوراً على المحكمة التي ثبت وجوبها داخل أجل خمسة عشر يوماً من تاريخ إحالة الملف عليها.
ويترتب عن كل منازعة إيقاف تنفيذ القرار أو الأمر الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات.

المادة 4-647

يستفيد المحكوم عليه الذي ينفذ العقوبة البديلة من رد الاعتبار القضائي بعد مرور أجل سنة من تاريخ انقضاء العقوبة البديلة.

ويرد الاعتبار بقوة القانون لكل محكوم عليه بعقوبة بديلة، وذلك بعد انتهاء فترة اختبار مدتها سنة ونصف تحتسب من تاريخ تنفيذ العقوبة البديلة.

الفرع الأول

تدابير تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة

المادة 5-647

تحيل النيابة العامة داخل أجل لا يتجاوز خمسة أيام من صدور حكم المحكمة القاضي بتحديد العقوبة البديلة ملف المحكوم عليه إلى قاضي تطبيق العقوبات، لإصدار مقرر يقسي بتنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة.

إذا كان المحكوم عليه معتقلاً، يبقى رهن الاعتقال إلى غاية إصدار قاضي تطبيق العقوبات مقرر تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة الذي يجب أن يصدر داخل أجل لا يتجاوز عشرة أيام من تاريخ إحالة الملف إليه، ويجب أن يتضمن الإشارة إلى:
• الهوية الكاملة للمحكوم عليه؛

• طبيعة العمل المسند إليه والمؤسسة التي سيؤديه فيها؛

• عدد الساعات الإجمالية وتوزيعها وفق برنامج زمني يتم الاتفاق عليه مع المؤسسة المعنية.

يبلغ فوراً مقرر قاضي تطبيق العقوبات الخاص بتنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة إلى المحكوم عليه ونائبه الشرعي إذا كان حدثاً والنيابة العامة والمؤسسة التي يوجد بها رهن الاعتقال أو الإيداع، وترسل أيضاً نسخة من نفس المقرر للمؤسسة التي

سيؤدي بها العمل لأجل المنفعة العامة.
يتم الإفراج عن المحكوم عليه المعتقل بمجرد توصل المؤسسة السجنية بمقرر قاضي تطبيق العقوبات المحدد للعقوبة البديلة.
تخصم مدة الاعتقال التي قضاها المحكوم عليه بحساب ثلاث ساعات عمل عن كل يوم حبس، ثم تستبدل المدة المتبقية من عقوبة الحبس الأصلية ليؤديها عملاً لأجل المنفعة العامة دون أن تقل عن 40 ساعة.

المادة 6-647

يأمر قاضي تطبيق العقوبات فور توصله بالملف بإحضار المحكوم عليه والاستماع إليه حول هويته ووضعيته الاجتماعية والمهنية والعائلية.
يمكن لقاضي تطبيق العقوبات الاستعانة بالنيابة العامة للتأكد من صحة المعلومات التي يدلي بها المحكوم عليه، كما يمكنه أن يكلف بذلك مكتب المساعدة الاجتماعية.
يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يأمر بعرض المحكوم عليه على خبرة طبية لفحصه وتقديم تقرير عن حالته الصحية من أجل اختيار طبيعة العمل الذي يناسب حالته البدنية إذا اقتضى الأمر ذلك، ثم يعهد إلى المحكوم عليه باختيار عمل معين من بين الأعمال المعروضة التي تلائم قدراته ومهاراته، والتي من شأنها أن تحافظ على اندماجه دون التأثير سلباً على المسار العادي لحياته العائلية أو المهنية أو الدراسية.
يراعى عند تطبيق مقتضيات العمل لأجل المنفعة العامة بالنسبة للنساء والأحداث والأشخاص في وضعية إعاقة والمسنين، المقتضيات التشريعية والتنظيمية المتعلقة بتشغيل هذه الفئات، ويراعى ضمان اندماجهم في محيطهم الأسري وأداء مهام الأمومة وعدم التأثير على السير العادي للدراسة بالنسبة للأشخاص الذين ما زالوا يتابعون دراستهم.

المادة 7-647

في حالة عدم تنفيذ أو إخلال المحكوم عليه بالالتزامات المحددة له في المقرر التنفيذي لأداء عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة، يمكن لقاضي تطبيق العقوبات إصدار مقرر لوضع حد لهذه العقوبة، وتطبق حينها في حق المحكوم عليه العقوبة الحبسية الأصلية بعد خصم عدد ساعات العمل المنفذة والتي يتم احتسابها على أساس يوم واحد لكل ثلاث ساعات عمل غير مؤداة.

المادة 8-647

تمسك المؤسسات التي يؤدي بها المحكوم عليه عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة سجلاً خاصاً يوقع عليه قاضي تطبيق العقوبات ويؤشر على جميع صفحاته، يتضمن هوية المحكوم عليه وساعات العمل التي أداها مشفوعة بتوقيعه الشخصي أو إبطامه عند الاقتضاء. ويوضع هذا السجل رهن إشارة قاضي تطبيق العقوبات قصد الاطلاع

عليه كلما طلب ذلك، كما يمكن الاطلاع عليه من قبل وكيل الملك أو من ينوب عنه ومن قبل الإدارة المكلفة بالسجون.

يتعين على المؤسسات المذكورة أن توجه إلى قاضي تطبيق العقوبات تقريراً عن كل محكوم عليه يؤدي عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة لديها بمجرد انتهاء مدة عقوبته، وإذا انقطع عن القيام بالعمل المعهود به إليه أو رفض القيام به أو حال مانع دون ذلك. وتوجه نسخة منه إلى وكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون.

تقوم الإدارة المكلفة بالسجون بزيارات تفقدية للمحكوم عليهم، ويتم إشعار قاضي تطبيق العقوبات والنيابة العامة بكل إخلال في تنفيذ العقوبة.

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يقوم بزيارة تفقدية للمحكوم عليهم الذين يقضون عقوبات العمل لأجل المنفعة العامة، تلقائياً أو بناء على ملتمس من النيابة العامة، ينجز على إثرها تقريراً يحيل نسخة منه إلى هذه الأخيرة. كما يمكن له تكليف موظفين من كتابة الضبط أو أحد المساعدات أو المساعدين الاجتماعيين بمكتب المساعدة الاجتماعية بالدائرة القضائية لمكان تنفيذ العقوبة، للقيام بالزيارة وإعداد تقرير بشأنها. كما يمكن لوكيل الملك أن يقوم بزيارة تفقدية لأماكن تنفيذ عقوبات العمل لأجل المنفعة العامة، ينجز على إثرها تقريراً يحيل نسخة منه على قاضي تطبيق العقوبات. يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أو وكيل الملك أن يطلب من المؤسسات التي تؤدي فيها عقوبة العمل من أجل المنفعة العامة، إعداد تقارير خاصة أو دورية حول تنفيذ العمل لأجل المنفعة العامة بالنسبة لبعض المؤسسات أو بعض المحكوم عليهم.

المادة 647-9

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات، تلقائياً أو بناء على طلب من المحكوم عليه، أو دفاعه أو من له مصلحة في ذلك، أن يصدر مقررًا بوقف تنفيذ العقوبة إلى حين زوال السبب المبرر المتعلق بالظروف الاجتماعية أو الصحية أو العائلية أو الدراسية أو المهنية للمحكوم عليه أو بظروف المؤسسة التي يقسى بها العقوبة.

يبلغ هذا المقرر إلى النيابة العامة والمحكوم عليه والمؤسسة التي يقسى بها المحكوم عليه العقوبة البديلة والإدارة المكلفة بالسجون.

يمكن للمحكوم عليه أو النيابة العامة المنازعة في المقرر المذكور داخل أجل خمسة أيام من تاريخ تبليغه ويتم البت فيه طبقاً لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 647-3 أعلاه.

خلافاً لمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 647-3 أعلاه، لا توقف المنازعة تنفيذ المقرر المذكور أعلاه.

الفرع الثاني تدابير تنفيذ المراقبة الإلكترونية

المادة 647-10

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع تنفيذ تدبير المراقبة الإلكترونية المحددة في الحكم القاضي بالإدانة، وفق الكيفية المشار إليها في المواد من 11-647 إلى 14-647 أدناه.

ويمكن لقاضي تطبيق العقوبات أولوكيل الملك أن يتخذ التدابير اللازمة للتحقق من تنفيذ التدبير أعلاه بما فيها طلب تقارير من الإدارة المكلفة بالسجون.

المادة 11-647

تتم المراقبة الإلكترونية بواسطة قيد إلكتروني يوضع بمعصم المحكوم عليه أو ساقه أو على جزء آخر من جسده، بشكل يسمح برصد تحركاته داخل الحدود الترابية المحددة له.

يمكن وضع الحدث تحت هذا التدبير بحضور وليه أو المقدم عليه أو وصيه أو كافلة أو حاضنه أو الشخص المعهود إليه برعايته.

المادة 12-647

تلتزم الجهات المشار إليها في المادة 1-647 برصد وتتبع حركات وتنقلات الشخص الخاضع للمراقبة الإلكترونية.

يعاقب كل شخص خاضع للمراقبة الإلكترونية أخل عمدا بالالتزامات المفروضة عليه أو فر أو تخلص، بأي وسيلة كانت، من الأجهزة أو الأدوات المستعملة في المراقبة أو قام بإتلافها أو بتعييبها بالحبس من شهر إلى ثلاثة أشهر و غرامة من 2000 درهم إلى 5000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

تنفذ العقوبات المحكوم بها طبقا لمقتضيات الفقرة أعلاه ضد الشخص المخل بالالتزامات المفروضة عليه استثناء من مقتضيات الفصل 120 من مجموعة القانون الجنائي، بالإضافة إلى العقوبة الأصلية الصادرة في حقه أو ما تبقى منها. إذا تقرر في هذه الحالة تطبيق العقوبة الأصلية أو ما تبقى منها من طرف قاضي تطبيق العقوبات، تنفذ العقوبة رغم المنازعة.

المادة 13-647

تحدد بنص تنظيمي كفايات تدبير القيد الإلكتروني والمصاريف التي يمكن فرضها على المحكوم عليه بهذا الخصوص.

تحدث مكاتب لدى المؤسسات السجنية بالنسبة للمحكوم عليهم الموجودين في حالة اعتقال وبالمحاكم بالنسبة للمحكوم عليهم في حالة سراح تتولى الإشراف على عملية وضع وإزالة القيد الإلكتروني عن المحكوم عليهم.

ينجز تقرير بعملية وضع القيد الإلكتروني على جسد المحكوم عليه، يوجه إلى قاضي تطبيق العقوبات الذي يضمه إلى ملف المعني بالأمر.

تحرر الإدارة المكلفة بالسجون المختصة بتدبير وتتبع عملية المراقبة الإلكترونية

تقارير ترفعها إلى قاضي تطبيق العقوبات كلما دعت الضرورة إلى ذلك أو إذا طلبها القاضي المذكور، وتوجه نسخة منها إلى النيابة العامة.

المادة 14-647

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يخضع المعني بالأمر بناء على طلبه أو من له مصلحة في ذلك لفحص طبي للتحقق من تأثير القيد الإلكتروني على صحته. وفي حالة ما إذا كان هناك أي تأثير، يمكن لقاضي تطبيق العقوبات عرض الأمر على المحكمة المصدرة للعقوبة البديلة قصد تغييرها بعقوبة بديلة أخرى بعد أخذ مستنتجات النيابة العامة.

يمكن اعتبارا للظروف الصحية للمحكوم عليه، في حالة تدخل طبي استعجالي إزالة القيد، على أن يرفع الطبيب المعالج تقريرا في الموضوع إلى قاضي تطبيق العقوبات في أجل أربعة وعشرين ساعة يوضح أسباب ذلك.

يصدر قاضي تطبيق العقوبات موقفا يوقف تنفيذ العقوبة إلى حين زوال المانع الصحي، أو بتغيير مكان وضع القيد، يبلغ إلى النيابة العامة والمحكوم عليه والمؤسسة السجنية، وتطبق بشأن المنازعة فيه مقتضيات الفقرتين الثالثة والرابعة من المادة 9-647.

الفرع الثالث: تدابير تنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية

المادة 15-647

يأمر قاضي تطبيق العقوبات بإطلاق سراح المحكوم عليه بعقوبة تقييد الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية بمجرد صيرورة الحكم الصادر في حقه مكتسبا لقوة الشيء المقضي به، ما لم يكن معتقلا من أجل سبب آخر. غير أنه يمكن إصدار المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتساب الحكم قوة الشيء المقضي به، إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن. يلتزم المحكوم عليه بالمثل أمام قاضي تطبيق العقوبات داخل أجل أقصاه أسبوع، من تاريخ تبليغه المقرر النهائي الصادر في حقه أو من تاريخ الإفراج عنه.

المادة 16-647

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية المحددة في الحكم القاضي بالعقوبة البديلة. يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أو وكيل الملك أن يتخذ التدابير اللازمة للتحقق من تنفيذ التدابير أعلاه.

ويمكن لقاضي تطبيق العقوبات، عند الاقتضاء، تكليف موظفي كتابة الضبط بالمحكمة أو المكلفين بمكتب المساعدة الاجتماعية بالدائرة القضائية للقيام بالتدابير

اللازمة للتحقق من تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية وإعداد تقارير بشأنها، توجه نسخة منها إلى قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك.

المادة 17-647

يلتزم المحكوم عليه بالإدلاء للإدارة المكلفة بالسجون بما يفيد تنفيذه أو استمراره في تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية المحكوم بها عليه، وذلك وفق الجدولة الزمنية المحددة له، وتحال نسخة منها إلى قاضي تطبيق العقوبات المختص.

في حالة رصد إخلال المحكوم عليه بتنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية أو بالالتزامات المحددة له من قبل قاضي تطبيق العقوبات، يصدر هذا القاضي أمرا بتطبيق المحكوم عليه للعقوبة الحبسية الأصلية الصادرة في حقه وفقا لمقتضيات المادة 647-3 أعلاه.

الفرع الرابع: تدابير تنفيذ الغرامة اليومية

المادة 18-647

يؤدي مجموع الغرامة اليومية دفعة واحدة، غير أنه يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يأذن بتقسيط أدائها داخل الأجل المحددة في الفصل 35-15 من مجموعة القانون الجنائي إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه غير معتقل، شريطة أداء قسط أولي يعادل على الأقل نصف المبالغ الواجبة الأداء.

المادة 19-647

يأمر قاضي تطبيق العقوبات بإطلاق سراح المحكوم عليه بعقوبة الغرامة اليومية، إذا كان معتقلا، بمجرد صيرورة الحكم الصادر في حقه مكتسبا لقوة الشيء المقضي به وأدائه مجموع قيمة الغرامة اليومية المحكوم بها عليه.

غير أنه يمكن إصدار المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتساب الحكم لقوة الشيء المقضي به إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن.

لا تحسب مدة الاعتقال التي قضاها المحكوم عليه عند تحديد مبلغ الغرامة اليومية الواجب أدائها.

المادة 20-647

يلتزم المحكوم عليه بالإدلاء بما يفيد أداء الغرامة اليومية أو تنفيذه أو استمراره في التنفيذ، وذلك وفق الجدولة الزمنية التي يحددها له قاضي تطبيق العقوبات.

في حالة إخلال المحكوم عليه بتنفيذ الغرامة اليومية يصدر قاضي تطبيق العقوبات مقررًا بتطبيق المحكوم عليه للعقوبة الحبسية الأصلية الصادرة في حقه، والتي تخصم منها عدد الأيام التي أدت غرامتها.

المادة 21-647

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون التنسيق مع القطاعات الحكومية والمؤسسات

والهيئات، لاسيما التي يمكن إشراك المصالح التابعة لها في تنفيذ العقوبات البديلة. تقوم الإدارة المكلفة بالسجون بإعداد تقارير دورية حول سير وحصيلة تنفيذ العقوبات البديلة والإكراهات التي تعترضها والحلول المقترحة لها، وتوجه هذه التقارير إلى السلطات القضائية المعنية.

المادة 647-22

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة مُصدرة الحكم الابتدائي، وفق الشروط والضوابط المنصوص عليها في هذا القانون، إما تلقائياً بعد التوصل بمستنتجات النيابة العامة أو بطلب منها أو بطلب المحكوم عليه، أو دفاعه، أو الممثل الشرعي للحدث، أو مدير المؤسسة السجنية، أو من يعنيه الأمر، استبدال العقوبة الحبسية أو ما تبقى منها بعقوبة بديلة أو أكثر لفائدة المحكوم عليهم بمقررات قضائية مكتسبة لقوة الشيء المقضي به.

تقبل في هذه الحالة قرارات قاضي تطبيق العقوبات المنازعة من النيابة العامة أو المحكوم عليه أو دفاعه أو الممثل الشرعي للحدث خلال اليوم الموالي ليوم التبليغ بصدورها وفقاً لمقتضيات المادتين 599 و600 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية، ويحال الملف فوراً على المحكمة التي تبنت وجوباً داخل أجل خمسة عشر يوماً من تاريخ إدراج الملف بالجلسة.

يترتب على كل منازعة إيقاف تنفيذ القرار الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات.

الباب السادس: تقادم العقوبات

المادة 648

يترتب عن تقادم العقوبة تخلص المحكوم عليه من آثار الإدانة إذا لم تكن العقوبة قد نفذت خلال الأجل المحددة في المادة 649 وما بعدها إلى المادة 651 بعده. غير أنه، مع ذلك، فإن حالات انعدام الأهلية المحكوم بها في مقرر الإدانة أو التي تكون نتيجة قانونية لهذا المقرر تبقى سارية المفعول.

ينقطع التقادم فيما يخص استيفاء المصاريف القضائية والغرامات، بكل إجراء من إجراءات التحصيل يتم بمسعى من الجهات المأذون لها بتحصيل تلك الأموال.

المادة 649

تتقادم العقوبات الجنائية بمسي خمس عشرة سنة ميلادية كاملة، تحسب ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسباً لقوة الشيء المقضي به. إذا تقادمت عقوبة المحكوم عليه، فإنه يخضع بقوة القانون طيلة حياته للمنع من الإقامة في دائرة العمالة أو الإقليم التي يستقر بها الضحية الذي ارتكبت الجريمة على شخصه أو على أمواله أو يستقر بها ورثته المباشرون. تطبق على المنع من الإقامة في هذه الحالة مقتضيات القانون الجنائي.

المادة 650

تتقادم العقوبات الجنحية بمسي أربع سنوات ميلادية كاملة، ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسبا لقوة الشيء المقضي به. غير أنه إذا كانت عقوبة الحبس المحكوم بها تتجاوز خمس سنوات، فإن مدة التقادم تكون مساوية لمدة العقوبة.

المادة 651

تتقادم العقوبات عن المخالفات بمسي سنة ميلادية كاملة، تحسب ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسبا لقوة الشيء المقضي به.

المادة 652

لا يمكن بأي حال من الأحوال، أن يقبل من شخص تقدمه لتنفيذ ما حكم به عليه في غيبته، أو بناء على المسطرة الغيابية، إذا تقادمت العقوبة المحكوم بها عليه.

المادة 653

تتقادم المقنضيات المدنية الواردة في منطوق مقرر زجري مكتسب لقوة الشيء المقضي به حسب قواعد تقادم الأحكام المدنية.

المادة 1-653

لا تتقادم العقوبات الصادرة بشأن جرائم ينص على عدم تقادمها القانون أو اتفاقية دولية صادقت عليها المملكة المغربية ونشرت بالجريدة الرسمية.

قال عز و جل : { وَإِذَا سَأَلَكَ عِبَادِي عَنِّي فَإِنِّي قَرِيبٌ ۖ أُجِيبُ دَعْوَةَ الدَّاعِ إِذَا دَعَانِ ۗ فَلْيَسْتَجِيبُوا لِي وَلْيُؤْمِنُوا بِي لَعَلَّهُمْ يَرْشُدُونَ (186) }

سورة البقرة

وسائل الإثبات في التشريع المغربي

• المؤلف: مصطفى علاوي (المستشار بمحكمة الاستئناف بفاس، حاصل على الإجازة في الشريعة من جامعة القرويين).

- كتاب عملي ومفصل (حوالي 484 صفحة)، يغطي وسائل الإثبات في التشريع المغربي بشكل عام، مع التركيز على التطبيق القضائي والوسائل التقليدية والمستحدثة (مثل الخبرة، المعاينة، تحقيق الخطوط).
- يُعتبر من الكتب الحديثة النافعة والمتداولة، ومتوفر بصيغة PDF في بعض المواقع القانونية.

القرار عدد 89

الصادر بتاريخ 1 فبراير 2022

في الملف المدني رقم : 533/1/2/2020

عقد كراء مأذونية - المدة محددة - إلزام طرفيه بما وقع الاتفاق عليه.

إن عقد كراء المأذونية الرابط بين الطرفين محدد المدة ملزم لهما فيما وقع عليه الاتفاق بينهما، مما لا مجال معه للتمسك بمناشير لم يبرم العقد وفق مضمونها.

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

رفض الطلب

بناء على العريضة المودعة بتاريخ 30/12/2009 من طرف الطالب المذكور حوله

الرامية إلى نقض القرار عدد 470/2019 الصادر الاستئناف بخريكة بتاريخ

4/11/2019 في الملف رقم :

317/1201/2019

1/10/2021 من طرف المطلوبة في النقض وبناء على المذكرة الجوابية المدلى بها

بواسطة نائبها الرامية على رفض الطلب.

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى هما في الملف

وبناء على قانون المسطرة المدنية المؤرخ في الا منبر 1974.

وبناء على الأمر بالتخلي والإبلاغ.

وبناء على الإعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 1/2/2022.

وبناء على المناداة على الطرفين و من ينوب عنهما وعدم حضورهم.

وبعد تلاوة التقرير من طرف المستشار المقرر السيد محمد القمحي والاستماع إلى ملاحظات المحامي العام السيد سعيد زياد.

وبعد المداولة طبقاً للقانون:

حيث يؤخذ من وثائق الملف، ومن القرار المطعون فيه أن المطلوب في النقض (ع.ص) تقدمت بتاريخ 14/12/2018 بمقال أمام المحكمة الابتدائية بخريبكة، عرضت فيه أن المدعى عليه (م. ب) اكثرت منها مأذونية سيارة أجرة صغيرة من الصنف الثاني تحمل رقم 154 بسومة شهرية قدرها 1000 درهم، وأن مدة الاستغلال انتهت بتاريخ 31/8/2018 وفق ما يؤخذ من عقد الكراء،

1

وأنها وجهت له إنذاراً بعدم رغبتها في تجديد عقد الكراء، بلغ به دون جدوى، و التمس الحكم بفسخ عقد الكراء تحت طائلة غرامة تهديدية. أجاب المدعى عليه بأن الأمر يتعلق بمأذونية تنظمها مسطرة خاصة، وأن وزارة الداخلية هي المشرفة على كيفية إنهاؤها، والمدعية لم تدل بما يفيد تحقق الشرط الفاسخ والتمثل في تحويل السيارة في اسمه وأنه يؤدي الوجيبة الشهرية بانتظام، فأصدرت المحكمة حكمها عدد 80 بتاريخ 1/4/2019 في الملف عدد 259/1302/2018 قضت فيه بإرجاع المدعى عليه للمدعية رخصة سيارة الأجرة من الصنف الثاني رقم 154 داخل المحال الحضري و رفض باقي الطلبات، استأنفه المحكوم عليه فأيدته محكمة الاستئناف بمقتضى قرارها المطعون فيه بالنقض.

في شأن الوسيلة الفريدة

حيث ينعى الطاعن على القرار استناده على الفصل 687 من ق.ل. ع المنظم لانقضاء الكراء، وكذا ما ذهب إليه القرار من أن الدوريات لا يمكن أن تحل محل قانون الالتزامات والعقود، متناسياً وجوب تطبيق مناشير صادرة عن وزارة الداخلية تنظم محال رخص سيارة الأجرة، إضافة إلى أن الإنذار لم تراعى فيه مقتضيات القانونية سيما تحديد آجال معينة تخول الطاعن تدبير أموره. وكان على المحكمة مما حافظاً على حقوق الطرفين. والمحكمة لم تجب على جميع الدفوع التي أثيرت ابتدائياً

لكن، ومن جهة أولى، فإن العقد الرابط العقد الرابط بين الطرفين الطرف محدد المدة ملزم لهما فيما وقع عليه الاتفاق بينهما، مما لا مجال معه للتمسك بمناشير لم يبرم العقد وفق مضمونها. ومن جهة ثانية، فإن المحكمة غير ملزمة بإجراء بحث لم تر له ضرورة الومن جهة ثالثة، فإنه فضلا عن أن النعي لم يحدد الدفوع التي لم تجب عليها المحكمة فإنه ينصرف إلى الدفوع المثارة أمام محكمة الدرجة الأولى. وبخصوص باقي النعي فهو دفاع في الموضوع، والوسيلة في فرع منها على غير أساس وغير مقبولة في الباقي.

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب وتحميل الطالب المصاريف.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيسة الغرفة السيدة مليكة بامي رئيسة والمستشارين السادة محمد القمحي مقررا، عبد الرحيم سعد الله عبد الرحمان انويدر ومحمد الخليفي أعضاء وبمحضر المحامي العام السيد سعيد زياد وبمساعدة كاتب الضبط السيد فهد الرميشي.

2

.....
.....
.....
.....

المملكة المغربية

المجلس الأعلى للسلطة القضائية

++ХИЛЕ+ | ИСЧОЕӨ

ОГРЕС .1.ХИИ. | НӨ.Е+ Н.ЖОх.It

إعلان

2026 أبريل 13

عن فتح باب الترشح

الممارسة مهام قاضي التوثيق بسفارات وقنصليات المملكة المغربية بالخارج.
يعلن المجلس الأعلى للسلطة القضائية عن فتح باب الترشح في وجه السيدات والسادة
القضاة

لممارسة مهام قاضي التوثيق بكل من:

- سفارة المملكة المغربية ببروكسيل ببلجيكا

- القنصلية العامة للمملكة المغربية بدولسدورف بألمانيا

- القنصلية العامة للمملكة المغربية بليون بفرنسا

- القنصلية العامة للمملكة المغربية بنيويورك بأمریکا

- سفارة المملكة المغربية بباريس بفرنسا.

يفتح باب الترشح في وجه السيدات والسادة قضاة المملكة المتوفرين على الشروط
الآتية:

. أن يكون مرتبا في الدرجة الأولى على الأقل

. أن يكون قد مارس مهام قاضي التوثيق لمدة ثلاث سنوات على الأقل

. ألا يكون موضوع عقوبة تأديبية ما لم يرد له اعتباره

عدم سبقية اللاحق أو الوضع رهن الإشارة لممارسة مهام قاضي التوثيق في إحدى
سفارات أو قنصليات المملكة المغربية بالخارج

إتقان لغة البلد المراد الترشح للعمل به، كتابة وقراءة ومخاطبة

استعمال تقنيات الحاسوب في التحرير والتواصل

يتكون ملف الترشح من الوثائق التالية :

. طلب موجه إلى السيد الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية تحت
إشراف السلم الإداري

السيرة الذاتية للمترشح (ة) وفق النموذج المرفق بهذا الإعلان.

لا يُسمح بالترشح لأكثر من منصب واحد.

لذا ، فعلى السيدات والسادة القضاة الراغبين في الترشح لهذه المهمة تعبئة طلباتهم وتحميل الوثائق المرفقة بهذه الطلبات وجوباً بالنافذة المخصصة لطلبات الترشح لمهمة قاضي التوثيق بالفضاء الخاص بالقضاة والتي ستكون رهن إشارتهم ابتداء من 13 أبريل 2026 إلى غاية 24 أبريل 2026، على الساعة الرابعة والنصف عصراً.

والله الموفق

الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية

محمد عبد النباوى

المجلس الأعلى للسلطة القضائية

.....
.....

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 026z

نصوص عامة

مرسوم رقم 2.25.1141 صادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026) بإعفاء الأراضي الفلاحية البوروية المملوكة للجماعات السلالية المخصصة للملك لفائدة مستغليها من أعضاء هذه الجماعات من وجيبات المحافظة العقارية.

رئيس الحكومة.

بناء على الظهير الشريف الصادر في 9 رمضان 1331 (12) أغسطس (1913) المتعلق بالتحفيظ العقاري كما وقع تغييره وتتميمه بالقانون رقم 14.07 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف (2011) رقم 1.11.177 بتاريخ 25 من ذي الحجة 1432 (22) نوفمبر ولا سيما الفصل 108 منه :

وعلى القانون رقم 62.17 بشأن الوصاية الإدارية على الجماعات السلالية وتدبير أملاكها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف (2019) رقم 1.19.115 بتاريخ 7 ذي الحجة 1440 (9) أغسطس ولا سيما المادة 17 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.19.973 الصادر في 13 من جمادى الأولى 1441 (9) يناير (2020) بتطبيق أحكام القانون المشار إليه أعلاه رقم 62.17 ولا سيما المواد من 20 إلى 25 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.16.375 الصادر في 13 من شوال 1437 (18) يوليو (2016) بتحديد تعريفه وجيبات المحافظة العقارية كما وقع تغييره :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ فاتح رمضان 1447 (19)
فبراير 2026
الرسمية

1997

ص عامة

رسم ما يلي :

المادة الأولى

تعفى من الوجيبات المتعلقة بالتحفيظ العقاري جميع إجراءات تحفيظ القطع الأرضية الفلاحية البورية المملوكة للجماعات السلالية المخصصة للتقسيم والتمليك لفائدة مستغليها من أعضاء هذه الجماعات طبقا لمقتضيات المادة 17 من القانون رقم 62.17 بشأن الوصاية الإدارية على الجماعات السلالية وتدبير أملاكها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.115 بتاريخ 7 ذي الحجة 1440 (9) أغسطس (2019)، وذلك إلى أن يتم التقييد واستخراج الرسوم العقارية للقطع الأرضية موضوع التملك في اسم الأشخاص المعنيين تطبيقا للقانون السالف الذكر.

المادة الثانية

يسند إلى وزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية ووزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات، كل واحد منهم فيما يخصه، تنفيذ ما جاء في هذا المرسوم الذي يدخل حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

(2026) وحرر بالرباط في 27 من رمضان 1447 (17) مارس

الإمضاء : عزيز أخنوش.

وقعه بالعطف :

وزير الداخلية،

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

وزيرة الاقتصاد والمالية

الإمضاء : نادية فتاح.

وزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية

القروية والمياه والغابات

الإمضاء : أحمد البواري.

.....
.....

صفحة 1998

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026c

قرار لوزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2191.25 صادر في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد المعايير التقنية ومعايير الأمن والسلامة التي يجب أن تستوفيها القاعة السينمائية، وكذا المعايير المتعلقة بجودة التجهيزات التقنية وعدد الشاشات المخصصة للعرض ووسائل الراحة والاستقبال التي يتم بناء عليها تصنيف القاعات السينمائية.

وزير الشباب والثقافة والتواصل

بناء على المرسوم رقم 2.25.484 الصادر في 7 صفر 1447 (فاتح) أغسطس (2025) المتعلق بتوزيع الأفلام السينمائية وتصديرها واستيرادها وتأشيرة استغلالها التجاري والتأشيرة الثقافية واستغلال القاعات السينمائية، ولا سيما المادتين 13 و 14 منه

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقاً لمقتضيات المادة 13 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.25.484 ، تحدد في الملحق رقم 1 المرفق بهذا القرار المعايير التقنية ومعايير الأمن والسلامة التي يجب أن تستوفيها القاعة السينمائية.

المادة الثانية

تطبيقاً لمقتضيات المادة 14 من المرسوم السالف الذكر رقم 2.25.484 تحدد في الملحق رقم 2 المرفق بهذا القرار المعايير المتعلقة بجودة التجهيزات التقنية وعدد الشاشات المخصصة للعرض ووسائل الراحة والاستقبال التي يتم بناء عليها تصنيف القاعات السينمائية.

المادة الثالثة

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025).

الإمضاء : محمد المهدي بنسعيد.

صفحة 1999

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

الملحق رقم 1 المرفق بقرار وزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2191.25 الصادر في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد المعايير التقنية ومعايير الأمن والسلامة التي يجب أن تستوفيها القاعة السينمائية، وكذا المعايير المتعلقة بجودة التجهيزات التقنية وعدد الشاشات المخصصة للعرض ووسائل الراحة والاستقبال التي يتم بناء عليها تصنيف القاعات السينمائية

1. المعايير التقنية

المعايير التقنية ومعايير الأمن والسلامة التي يجب أن تستوفيها القاعة السينمائية

المعايير التقنية

شاشة العرض

أن تكون مسطحة أو مقعرة

أن يكون طول الشاشة ثلاثة (3) أمتار على الأقل؛

مصنوعة من مادة غير عاكسة للضوء.

المسافة بين شاشة العرض والمقاعد

أن لا تقل المسافة بين شاشة العرض وأول صف من المقاعد المقياس الذي يساوي
(عرض الشاشة 0.6)

أن لا تقل المسافة بين شاشة العرض وآخر صف من المقاعد المقياس الذي يساوي
(عرض الشاشة $2.9 \times$)

أن لا تقل المسافة بين صفوف المقاعد 0.90 متر ؛

أن يتم توزيع المقاعد داخل القاعة السينمائية بشكل يتيح للجمهور المشاهدة والوصول
إلى

منافذ الإغاثة في حالات الطوارئ

أن لا تتجاوز زاوية الرؤية الجانبية بالنسبة للمقاعد 20 درجة

أن يكون موقع جهاز العرض محاذاً أفقياً وعمودياً مع النقطة المركزية للشاشة، مع
السماح

بانحراف محدود لا يتجاوز 90 سنتيمترا :

أن تكون مجهزة بمكيف الهواء بمصفاة للجسيمات؛

أن يكون جهاز العرض داخل غرفة آلية العرض أو معلقاً على السقف عند الاقتضاء

أن يكون زجاج الغرفة المقابل للجهاز العرض محايداً بصرياً (Hublot).

أن تكون مجهزة بمزود طاقة احتياطية يسمح بإيقاف تشغيل جهاز العرض وكافة
مكوناته

بشكل آمن في حالة انقطاع الكهرباء

أن تكون مجهزة بنظام التحكم في الصوت يحفظ في خزانة مخصصة لهذا الغرض.

يجب أن لا تقل المسافة الفاصلة بين الضوء الناجم عن جهاز العرض وآخر صف من المقاعد عن مترين.

يجب أن تكون قاعة العرض مجهزة بنظام عزل صوتي لا يسمح بتجاوز مستوى صدى الصوت داخل القاعة 3 ديسيبل.

مكبرات الصوت خلف الشاشة :

يتم توزيعها بشكل متناسب في الجهة اليمنى والجهة اليسرى وفي وسط الشاشة.

نظام مكبر الصوت منخفض التردد:

إذا كان نظام مكبر الصوت منخفض التردد يتألف من جهاز واحد، يجب وضعه على الأرض في أقرب مسافة من مركز الشاشة.

إذا كان نظام مكبر الصوت منخفض التردد يتألف من جهاز واحد ومكبرات صوت منخفضة التردد إضافية، يجب وضع الجهاز على الأرض في أقرب مسافة من مركز الشاشة وتثبيت المكبرات

الإضافية في الجدران الجانبية لقاعة العرض.

غرفة آليات العرض

الضوء الناجم عن جهاز العرض

العزل الصوتي داخل قاعة العرض

تموضع مكبرات الصوت

صفحة 2000

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

مكبرات الصوت المحيطة: (Ambiance)

يجب توزيعها بشكل متساو في الجدران الجانبية لقاعة العرض، على أن يثبت المكبر الأول بين الصف الأول والثالث وتثبت باقي المكبرات على نفس المسافة التي تفصل بين المكبر الأول والثاني.

كما يتم تثبيت مكبرات الصوت في سقف القاعة وفي الحائط الخلفي لقاعة العرض على ارتفاع مترين ونصف من أرضية القاعة.

منافذ الطوارئ والمسارات

2 معايير الأمن والسلامة

معايير الأمن والسلامة

يجب أن تستوفي القاعة السينمائية من الناحية الوظيفية جميع شروط السلامة الصحية والإخلاء والحماية وأن تكون محاطة بمسارات تؤمن سيولة المرور للدخول والخروج من أجل ضبط حالات الطوارئ

بالنجاحة اللازمة

يجب أن تتوفر القاعة السينمائية على بوابات ومخارج للطوارئ لضمان إخلاء الجمهور وجميع الأشخاص المتواجدين داخلها واعليتهم طبقا لخطتي الإخلاء والطوارئ

يجب أن تكون القاعة السينمائية مجهزة بنظام للإرشاد وبلوحات مكتوبة بأكثر من لغة وبإشارات ضوئية تعمل في حالة انقطاع التيار الكهربائي تبين مخارج الطوارئ وأماكن وجود عبوات إطفاء الحريق وصندوق

الإسعافات الأولية والقواعد التي يجب اتباعها عند حدوث حريق

. يجب أن تكون مقاعد قاعة العرض مرقمة من أجل تنظيم الولوج :

. يجب أن تكون المسارات المؤدية إلى منافذ الإغاثة خالية من أي عراقيل قد تحول دون تنفيذ خطتي الإخلاء والطوارئ

يجب أن تتوفر القاعة السينمائية على مولدات كهربائية احتياطية للطوارئ كأجهزة الإنذار وأجهزة الإضاءة.

ونظام بث المراقبة بالكاميرات، وجميع الأنظمة الأخرى المتعلقة بسلامة الأشخاص داخلها؛

ا يجب رسم مخطط المبنى طبقا بطريقة بسيطة وواضحة مع الحفاظ على النسب الصحيحة :

يجب وضع علامات التشوير على الأرضية والجدران لتوجيه الجمهور إلى المنافذ؛

يجب أن يكون الحد الأدنى المسموح به لعرض مخطط الإخلاء هو حجم 43 (29.7 سم x 42 سم)؛

يجب أن تضم القاعة السينمائية منفذين (2) للطوارئ على الأقل

. يجب أن تحتوي القاعة السينمائية على:

نظام كشف الحرائق يتيح تشغيل الإنذار الصوتي بكيفية آلية ويدوية

نظام للرش الآلي للحريق

قنينات إطفاء الحريق توزع داخل القاعة السينمائية :

نقاط تزود بالماء لإطفاء الحريق مع خرطوم الإطفاء موزعة داخل القاعة السينمائية.

. يجب أن تكون جميع المواد المستخدمة لتجهيز القاعة السينمائية مقاومة للحرائق أو غير قابلة للاشتعال:

. يجب أن تكون القاعة مجهزة بنظام للتهوية ونظام للتكييف.

المعايير الخاصة بالأشخاص في وضعية إعاقة

يجب أن تتوفر القاعة السينمائية على الولوجيات التي تسمح بدخول الأشخاص في وضعية إعاقة وتضمن سلامتهم من كل ما من شأنه أن يشكل خطراً عليهم، وكذا توفير أماكن مخصصة لهم وممرات تراعى فيها القواعد العامة المنصوص عليها في القانون رقم 10.03 المتعلق بالولوجيات والنصوص المتخذة لتطبيقه.

*

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

الملحق رقم 2 المرفق بقرار وزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2191.25 الصادر في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد المعايير التقنية ومعايير الأمن والسلامة التي يجب أن تستوفيها القاعة السينمائية، وكذا المعايير المتعلقة بجودة التجهيزات التقنية وعدد الشاشات المخصصة للعرض ووسائل الراحة والاستقبال التي يتم بناء عليها تصنيف القاعات السينمائية

1 جودة التجهيزات التقنية

المعايير المتعلقة بجودة التجهيزات التقنية وعدد الشاشات المخصصة للعرض
ووسائل الراحة والاستقبال التي يتم بناء عليها تصنيف القاعات السينمائية

التجهيزات التقنية

طول الشاشة

القاعات من صنف (1)

القاعات من صنف (ب)

لا يقل عن ثمانية (8) أمتار

المسافة الفاصلة بين آخر صف من المقاعد والضوء الناجم عن جهاز العرض

القاعات من صنف (ج)

لا يقل عن ثمانية (8) أمتار

لا يقل عن خمسة (5) أمتار

لا تقل عن مترين (2)

لا تقل عن ثلاثة (3) أمتار

مكبر صوت منخفض التردد مع 6 مكبرات صوت محيطي موزعة على جدران قاعة
العرض

يساوي 10.000 وحدة (لومن)

لا تقل عن ثلاثة (3) أمتار

مكبر صوت منخفض التردد أو أكثر مع 14 مكبر صوت محيطي موزعة على
الجدران وسقف قاعة العرض

مكبر صوت منخفض التردد مع 08 مكبرات صوت محيطي موزعة على جدران
قاعة العرض

لا يقل عن 10.000 وحدة (لومن)

التكنولوجيا الصوتية

قياس كمية الضوء

لا يقل عن 12.000 وحدة (لومن)

2 عدد الشاشات المخصصة للعرض

صنف القاعة السينمائية

الصنف (1)

الصنف (ب)

الصنف (ج)

عدد الشاشات المخصصة للعرض

عشر (10) شاشات أو أكثر

من خمس (5) إلى تسع (9) شاشات

من شاشة واحدة (1) إلى أربع (4) شاشات

3 وسائل الراحة والاستقبال

الوسائل

القاعة من صنف (1)

الاستقبال

هو يتضمن كراسي انتظار

القاعة من صنف (ب)

ثلاثة (3) شبابيك للتذاكر على الأقل

شاشات رقمية لعرض المواد الترويجية

الأقل

للأفلام المبرمجة:

لوحات الإرشاد

منصف.

مقاعد بمسندين للذراع

المرافق الصحية

مزودة بصنابير للماء الصالح للشرب مواد التنظيف

القاعة من صنف (ج)

شباكين (2) للتذاكر على

بهو انتظار شباك واحد للتذاكر:

بهو يتضمن كراسي انتظار ؛ لوحات الإرشاد.

المقاعد

مقاعد مريحة

مقاعد عادية

مزودة بصنابير للماء الصالح للشرب مواد التنظيف

مزودة بصنابير للماء الصالح للشرب مواد التنظيف

صفحة 2001

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

قرار لوزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2194.25 صادر في 10 ربيع الأول

1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد

قائمة أصناف الأنشطة المهنية المرتبطة بالصناعة السينمائية

وزير الشباب والثقافة والتواصل

بناء على المرسوم رقم 2.25.485 الصادر في 7 صفر 1447 (فاتح أغسطس

2025) المتعلق بعلامة الأستوديو وبيطاقة المهني السينمائي وبأصناف الأنشطة

المهنية المرتبطة بالصناعة السينمائية، ولا سيما المادة التاسعة منه،

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقا لمقتضيات المادة التاسعة من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.25,485، تحدد قائمة أصناف الأنشطة المهنية المرتبطة بالصناعة السينمائية في الملحق المرفق بهذا القرار.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

صفحة 2003

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025).

الإمضاء : محمد المهدي بنسعيد.

2004

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

ملحق بقرار وزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2194.25 الصادر في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد قائمة أصناف الأنشطة المهنية المرتبطة بالصناعة السينمائية

قائمة أصناف الأنشطة المهنية المرتبطة بالصناعة السينمائية

صنف النشاط المهني المرتبط بالصناعة السينمائية

المهني المعني

منتج

منتج منتدب ؛

منتج منفذ؛

مدير الإنتاج (رئيس وحدة) ؛

إدارة الإنتاج

المحافظة

مدير الإنتاج مساعد؛

متصرف الإنتاج

منسق الإنتاج

سكرتير الإنتاج

محاسب الإنتاج

منسق النقل واللوجستيك

مدير خدمات ما بعد الإنتاج (رئيس وحدة)؛

مدير خدمات ما بعد الإنتاج مساعد..

محافظ عام (رئيس وحدة) ؛

محافظ

محافظ الموقع

محافظ مساعد.

مدير الخدمات الفنية السينمائية (رئيس وحدة)؛

مدير الخدمات الفنية السينمائية مساعد؛

مدير اختيار الممثلين؛

مدير اختيار الممثلين مساعد.

كاتب السيناريو؛

كاتب الحوار ؛

مصصح النص.

مخرج (رئيس وحدة)؛

مساعد مخرج أول رئيس وحدة)؛

مساعد مخرج ثان ؛

سكرتير الإخراج

الإخراج

الخدمات الفنية السينمائية

كتابة السيناريو السينمائي

صفحة : 2008

الجريدة الرسمية عدد 7496 - 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

ملحق بقرار وزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 2195.25 الصادر في 10 ربيع الأول 1447 (3) سبتمبر (2025) بتحديد نسبة التقنيين والمتدربين المغاربة الذين يتعين على مستغلي القاعات السينمائية

وشركات الإنتاج تشغيلهم أو الاستعانة بهم ومجالات تخصصهم

نسبة التقنيين والمتدربين المغاربة الذين يتعين على مستغلي القاعات السينمائية وشركات الإنتاج تشغيلهم أو الاستعانة بهم ومجالات تخصصهم

1 بالنسبة للقاعات السينمائية

مجال التخصص

تشغيل جهاز العرض

المساعدة على تشغيل جهاز العرض

المكلف بشباك التذاكر

2 - بالنسبة لشركات الإنتاج

مجال التخصص

إدارة الإنتاج

الإنتاج الوطني

%30

نسبة التقنيين المغاربة

نسبة المتدربين المغاربة

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

نسبة التقنيين المغاربة

الإنتاج المشترك (وطني / أجنبي) .

نسبة المتدربين المغاربة

الإنتاج الأجنبي

واحد (1) على الأقل

الإنتاج الوطني المستفيد من الدعم السومي "

%60

% 40

% 30

الخدمات الفنية

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

السينمائية

الإخراج

اثنان (2) على الأقل

ثلاثة (3) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

المحافظة

واحد (1) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

التصوير

الديكور

%30

%20

%60

%80

% 40

% 40

% 30

% 30

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

الأزياء

واحد (1) على الأقل

ثلاثة (3) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

الصوت

% 30

% 60

% 40

% 30

واحد (1) على الأقل

الحلاقة

واحد (1) على الأقل

ثلاثة (3) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

الإضاءة والآليات

%30

%60

% 40

% 30

واحد (1) على الأقل

المؤثرات الخاصة

واحد (1) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

اثنان (2) على الأقل

واحد (1) على الأقل

واحد (1) على الأقل

التزيين الفني (الماكياج)

تشمل النسب رئيس وحدة على الأقل لكل مجال تخصص.

.....

.....

جاءك الغيث هو موشحة أندلسية من تأليف العلامة الشاعر لسان الدين ابن الخطيب.

الموشح

نسجت على منوال موشح ابن سهل شاعر إشبيلية وسبته من بعدها التي مطلعها:

هل درى ظبي الحمى أن قد حمى

قلب صب حله عن مكنس

فهو في حرٍ وخفقٍ مثلما

لعبت ريح الصبا بالقبس

فبدأها ابن الخطيب فقال:

جاءك الغيث إذا الغيث همى

يا زمان الوصل بالأندلس

لم يكن وصلك إلا حُلماً

في الكرى أو خلسة المختلس

وقد غنت تلك الموشحة فيروز:

جاءك الغيث إذا الغيث همى

يا زمان الوصل بالأندلس

لم يكن وصلك إلا حلماً

في الكرى أو خلسة المختلس

إذ يقود الدهر أشتات المنى

ينقل الخطو على ما يرسم

زمرًا بين فرادى وثنا

مثلما يدعو الوفود الموسم

والحيا قد جلل الروض سنا

فتغور الزهر فيه تبسم

وروى النعمان عن ماء السماء

كيف يروي مالك عن أنس

فكساه الحسن ثوباً معلماً

يزد َ هي منه بأبهى ملبس

في ليالٍ كتمت سر الهوى

بالدجى لولا شمس الغرر

مال نجم الكأس فيها وهوى

مستقيم السير سعد الأثر
وظرٌّ ما فيه من عيبٍ سوى
أنه مرَّ كلمح البصر
حين لذَّ النوم شيئاً أو كما
هجم الصبح هجوم الحرس
غارت الشهب بنا أو ربما
أثرت فينا عيون النرجس
أيُّ شئٍ لامرئٍ قد خلصا
فيكون الروض قد مكن فيه
تنهب الأزهار فيه الفرصا
أمنت من مكره ما تنقيه
فاذا الماء تناجى والحصا
وخلا كلُّ خليلٍ بأخيه
تُبصر الورد غيوراً برما
يكتسي من غيظه ما يكتسي
وترى الأس لييبا فهما
يسرق السمع بأذني فرس
يا أهيلَ الحي من وادي الغضا
وبقلبي مسكنٌ أنتم به
ضاق عن وجدي بكم رحبُ الفضا
لا أبالي شرفه من غربه
فأعيدوا عهد أنس قد مضى
تعنقوا عبدكم من كربه
واتقوا الله ، وأحيوا مغرما
يتلاشى نفساً في نفس
حبس القلب عليكم كرما
أفترضونَ عفاء الحُبس
وبقلبي منكم مقتربٌ
بأحاديث المنى وهو بعيد
قمر أطلع منه المغرب
شقوة المضي به وهو سعيد
قد تساوى محسنٌ أو مذنبٌ
في هواه بين وعدٍ ووعيد

أحور المقلّة معسول اللّمي
جال في النّفس مجال النّفس
سدّد السهم فأصمى إذ رمى
بفؤادي نبلة المفترس
إن يكن جار وخاب الأمل
ففؤاد الصّبّ بالشوق يذوب
فهو للنفس حبيب أول
ليس في الحب لمحبوب ذنوب
أمره معتمل ممتثل
في ضلوع قد براها وقلوب
حكم اللحظ به فاحتكما
لم يراقب في ضعاف الأنفس
ينصف المظلوم ممن ظلما
ويجازي البرّ منها والمسي
ما لقلبي كلما هبت صبا
عاده عيدٌ من الشوق جديد
جلب الهم له والوصبا
فهو للأشجان في جهدٍ جهيد
كان في اللوح له مكتتبا
قوله : إن عذابي لشديد
لا عجّ في أضلعي قد أضرما
فهي نازٌ في الهشيم اليبس
لم يدع في مهجتي إلا ذما
كبقاء الصبح بعد الغلس
سلمي يا نفس في حكم القضا
واعمري الوقت برجعي ومتاب
ودعي ذكر زمان قد مضى
بين عُنبي قد تقضت وعتاب
واصرفي القول إلى مولى الرضى
ملهم التوفيق في أم الكتاب
الكريم المنتهي والمنتمي
أسد السرج وبدر المجلس
ينزل النصر عليه مثلما

ينزل الوحي روح القدس
مصطفى الله سَمِيَّ المصطفى
الغني بالله عن كل أحد
من إذا ما عقد العهد وفي
وإذا ما فتح الخطب عقد
من بني قيس بن سعد وكفى
حيث بيت النصر مرفوع العمَد
حيث بيت النصر محمِّي الحمى
وجنى الفضل زكي المغرس
والهوى ظل ظليلٌ خيما
والندى هبَّ الى المغترس
هاكها ياسبِطُ أنصار العلى
والذي إن عثر الدهر أقال
غادةً ألبسها الحسن مُلا
تبهر العين جلاءً وصقال
عارضت لفظاً ومعنى وحلى
قول من أنطقه الحب فقال:
(هل درى ظبي الحمى أن قد حمى
قلب صب حَلَّه عن مكنس
فهو في حر وخفقٍ مثلما
لعبت ريح الصبا بالقبس))
بيت شعري لابن الخطيب يُزين قصر الحمراء.

.....
.....

الجريدة الرسمية عدد 14-7496 شوال 1447 (2) أبريل 2026
صفحة : 2009

قرار مشترك لوزير العدل والوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف
بالميزانية رقم 506.26 صادر في 16 من رمضان 1447 (6) مارس (2026)
بتحديد مصاريف تدبير القيد الإلكتروني.

وزير العدل

والوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية.

بناء على القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.255 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3) أكتوبر (2002) كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.25.386 الصادر في 6 ذي الحجة 1446 (3) يونيو 2025 بتحديد كفاءات تطبيق العقوبات البديلة، ولا سيما المادة 33 منه.

قررا ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقا لأحكام المادة 33 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.25.386 ، تحدد مصاريف تدبير القيد الإلكتروني في مبلغ إجمالي أقصاه 70 درهما عن كل يوم تنفيذ الرسمية

صفحة : 2009

المادة الثانية

تتولى المصالح المكلفة بالمالية، طبقا للمقتضيات التشريعية المتعلقة بتحصيل الديون العمومية، استيفاء مصاريف تدبير القيد الإلكتروني بموجب مقرر قضائي لفائدة الميزانية العامة.

المادة الثالثة

يسند تنفيذ هذا القرار المشترك، الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير العدل والوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية والمندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج، كل واحد منهم فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 16 من رمضان 1447 (6) مارس 2026

وزير العدل.

الوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد.

الإمضاء : عبد اللطيف وهبي.

والمالية المكلف بالميزانية

الإمضاء: فوزي لقع

.....

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 11-7453 جمادى الأولى 1447 (3) نوفمبر 2025
صفحة : 8457

نظام موظفي الإدارات العامة

نصوص خاصة

إدارة الدفاع الوطني

مرسوم رقم 2.25.841 صادر في 6 جمادى الأولى 1447 (29) أكتوبر 2025
بمثابة النظام الأساسي الخاص بموظفي المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة
الدفاع الوطني.

رئيس الحكومة.

بناء على الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24) فبراير
(1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية
كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.21.112 الصادر في 4 ربيع الأول 1443 (11)
أكتوبر (2021) بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة الدفاع الوطني :

وعلى القانون رقم 54.19 بمثابة ميثاق المرافق العمومية، الصادر بتنفيذه الظهير
الشريف رقم 1.21.58 بتاريخ 3 ذي الحجة 1442 (14) يوليو 2021

وعلى المرسوم الملكي رقم 62.68 الصادر في 19 من صفر 1388 (17) ماي
(1968) بتحديد المقترضات المطبقة على الموظفين المتمرنين بالإدارات العمومية :

وعلى المرسوم رقم 2.82673 الصادر في 28 من ربيع الأول 1403 (13) يناير
(1983) بتنظيم إدارة الدفاع الوطني، كما وقع تغييره وتتميمه لاسيما بالمرسوم رقم
2.11509 بتاريخ 22 من شوال 1432 (21) سبتمبر 2011

وعلى المرسوم رقم 2.62.344 الصادر في 15 من صفر 1383 (8 يوليو 1963) بتحديد سلالم الأجور وشروط ترقى موظفي الدولة في الرتبة والدرجة، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 273.722 الصادر في 6 ذي الحجة 1393 (31 ديسمبر 1973) بتحديد سلالم ترتيب موظفي الدولة وتسلسل المناصب العليا بالإدارات العمومية، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 204.403 الصادر في 29 من شوال 1426 (2 ديسمبر 2005) بتحديد شروط ترقى موظفي الدولة في الدرجة أو الإطار، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.05.1366 الصادر في 29 من شوال 1426 (2 ديسمبر 2005) المتعلق بالتكوين المستمر لفائدة موظفي وأعوان الدولة :

وعلى المرسوم رقم 2.05.1367 الصادر في 29 من شوال 1426 (2 ديسمبر 2005) بتحديد مسطرة تنقيط وتقييم موظفي الإدارات العمومية :

وعلى المرسوم رقم 2.11.621 الصادر في 28 من ذي الحجة 1432 (25 نوفمبر 2011) بتحديد شروط وكيفيات تنظيم مباريات التوظيف في المناصب العمومية، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.02.349 الصادر في 27 من جمادى الأولى 1423 (7 أغسطس 2002) بتحديد السن الأقصى للتوظيف ببعض أسلاك ودرجات الإدارات العمومية والجماعات المحلية :

وعلى المرسوم رقم 292231 الصادر في 7 ذي القعدة 1413 (29 أبريل 1993) بإعفاء الموظفين من شرط السن المطلوب نظاميا لتوظيفهم في إطار جديد من أطر الدولة :

وعلى المرسوم رقم 2.12.90 الصادر في 8 جمادى الآخرة 1433 (30 أبريل 2012) المتعلق بالشهادات المطلوبة لولوج مختلف الدرجات المحدثة بموجب الأنظمة الأساسية، كما وقع تغييره :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 25 من ربيع الآخر 1447 (18) أكتوبر 2025

وبعد المداولة في المجلس الوزاري المنعقد بتاريخ 26 من ربيع (2025) الآخر 1447 (19) أكتوبر

رسم ما يلي :

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة الأولى

يحدد هذا المرسوم النظام الأساسي الخاص بموظفي المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، التي يشار إليها في ما يلي من هذا المرسوم بـ «المديرية العامة».

المادة 2

يخضع موظفو المديرية العامة للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني التي تتولى تدبير شؤونهم وفق مقتضيات هذا النظام الأساسي والمقتضيات التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

المادة 3

يتولى موظفو المديرية العامة ممارسة المهام المنوطة بهم بموجب هذا النظام الأساسي.

ويمكن، عند الاقتضاء، أن تسند إلى هؤلاء الموظفين، مهام أخرى تحدد بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني، تؤشر عليه السلطة الحكومية المكلفة بالوظيفة العمومية.

المادة 4

طبقاً لأحكام النصوص التشريعية ذات الصلة يلتزم موظفو المديرية العامة بالقيام بالمهام المسندة إليهم، وفق المبادئ والمعايير المنصوص عليها في القانون المشار إليه أعلاه رقم 54.19، لاسيما المادة 33 منه في احترام تام للواجبات والقواعد المنصوص عليها في التشريع الجاري به العمل، وبواجب التحفظ وكتمان السر

المهني أثناء تأدية مهامهم أو بمناسبة مزاولتها وكذا بعد انتهاء وظيفتهم، في كل ما يتعلق بالوقائع والمعلومات والوثائق التي اطلعوا عليها أثناء أو بمناسبة مزاولته مهامهم.

الباب الثاني

هيئات موظفي المديرية العامة

المادة 5

ينكون موظفو المديرية العامة من الهيئات التالية :

هيئة مهندسي أمن نظم المعلومات :

هيئة متصرفي أمن نظم المعلومات :

هيئة تقنيي أمن نظم المعلومات

الفرع الأول

هيئة مهندسي أمن نظم المعلومات

المادة 6

تشتمل هيئة مهندسي أمن نظم المعلومات على الدرجات التالية :

- مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى :

مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الممتازة :

مهندس رئيس لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى :

مهندس رئيس لأمن نظم المعلومات من الدرجة الممتازة

كما تشتمل الهيئة المذكورة على منصب سام المهندس عام الأمن

نظم المعلومات.

المادة 7

يقوم مهندسو أمن نظم المعلومات بمهام التأطير والتدبير والاستشارة والمراقبة والإشراف والتكوين والتحسيس، وفق ما هو محدد في الدليل المرجعي للوظائف

والكفاءات وخرائطية المناصب الذي تضعه المديرية العامة.
المادة 8

تسري على مهندسي أمن نظم المعلومات مع مراعاة مقتضيات هذا النظام الأساسي،
مقتضيات المرسوم رقم 2.11.471 الصادر في 15 من شوال 1432 (14) سبتمبر
(2011) بشأن النظام الأساسي الخاص بهيئة المهندسين والمهندسين المعماريين
المشتركة بين الوزارات، كما وقع تغييره وتتميمه.

من أجل ذلك، تعتمد المماثلة التالية :

هيئة المهندسين والمهندسين المعماريين المشتركة بين الوزارات

هيئة مهندسي أمن نظم المعلومات

مهندس الدولة من الدرجة الأولى

مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

مهندس الدولة من الدرجة الممتازة

مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الممتازة

مهندس رئيس من الدرجة الأولى

مهندس رئيس لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

مهندس رئيس من الدرجة الممتازة

مهندس رئيس الأمن نظم المعلومات من الدرجة الممتازة

مهندس عام

مهندس عام لأمن نظم المعلومات

الفرع الثاني

هيئة متصرفي أمن نظم المعلومات

المادة 9

تشتمل هيئة متصرفي أمن نظم المعلومات على الدرجتين التاليتين :

متصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية :

متصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى.

كما تشتمل على منصب سام المتصرف عام لأمن نظم المعلومات.

المادة 10

يقوم متصرفو أمن نظم المعلومات، وفق ما هو محدد في الدليل المنصوص عليه في

المادة 7 أعلاه، وفي مجال اختصاصهم بالمهام التالية :

الإسهام في إعداد برامج ومشاريع المديرية العامة وتتبع تنفيذها :

التنسيق الإداري والتقني بين مختلف المصالح التابعة للمديرية العامة أو مع الشركاء :

- إعداد الدراسات والتقارير، في إطار مهام ومشاريع المديرية العامة :

الإسهام في إعداد مشاريع النصوص التشريعية والتنظيمية وكذا

الدلائل المرجعية ذات الصلة بأمن نظم المعلومات :

الإشراف على إنجاز المهام التقنية أو الإدارية ذات الطابع الأفقي :

الإسهام في أنشطة التكوين والتحسيس المقررة من لدن المديرية

العامة.

المادة 11

تسري على متصرفي أمن نظم المعلومات، مع مراعاة مقتضيات هذا النظام الأساسي

مقتضيات المرسوم رقم 2.06.377 الصادر في 20 من ذي القعدة 1431 (29)

أكتوبر (2010) بشأن النظام الأساسي الخاص بهيئة المتصرفين المشتركة بين

الوزارات، كما وقع تغييره وتتميمه.

من أجل ذلك، تعتمد المماثلة التالية :

هيئة المتصرفين المشتركة بين الوزارات

هيئة متصرفي أمن نظم المعلومات

متصرف من الدرجة الثانية

متصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية.

متصرف من الدرجة الأولى

متصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى.

متصرف عام

متصرف عام الأمن نظم المعلومات

الفرع الثالث

هيئة تقنيي أمن نظم المعلومات

المادة 12

تشتمل هيئة تقنيي أمن نظم المعلومات على الدرجات التالية :

- تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الثالثة :

- تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية :

- تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى.

المادة 13

يقوم تقنيو أمن نظم المعلومات وفق ما هو محدد في الدليل المرجعي المنصوص عليه في المادة 7 أعلاه، بالمهام التالية :

الإسهام في أنشطة المصالح التابعة للمديرية العامة :

المشاركة في إعداد وإنجاز المشاريع ذات الطابع التقني :

- الإسهام في مراقبة واستلام الأعمال المتعلقة بمجال اختصاصهم :

الإسهام في تتبع تشغيل البنى التحتية والأنظمة المعلوماتية

الموضوعة رهن إشارة المديرية العامة وصيانتها :

الإسهام في مراقبة جودة الخدمات والأشغال التقنية المنجزة في مجال اختصاصهم

والتأكد من مطابقتها للمعايير المعتمدة :

المشاركة في إعداد وتنفيذ أنشطة التحسيس والتكوين المنظمة

من قبل المديرية العامة :

الإسهام في إعداد التقارير والبيانات التقنية المتعلقة بسير الأنظمة

والبرامج والمشاريع

المادة 14

تسري على تقني أمن نظم المعلومات مع مراعاة مقتضيات هذا النظام الأساسي،
مقتضيات المرسوم رقم 2.05.72 الصادر في 29 من شوال 1426 (2) ديسمبر
(2005) بشأن النظام الأساسي الخاص بهيئة التقنيين المشتركة بين الوزارات، كما
وقع تغييره

من أجل ذلك، تعتمد المماثلة التالية :

هيئة التقنيين المشتركة بين الوزارات

هيئة تقني أمن نظم المعلومات

تقني من الدرجة الثالثة

تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الثالثة.

تقني من الدرجة الثانية

تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية.

تقني من الدرجة الأولى

تقني أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

الباب الثالث

التوظيف والتنقيط والتقييم

الفرع الأول

التوظيف

المادة 15

يوظف مهندسو الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى من بين المترشحين الحاصلين على إحدى الدبلومات أو الشهادات المنصوص عليها في المرسوم السالف الذكر رقم 2.11.471 الصادر في 15 من شوال 1432 (14) سبتمبر 2011، في التخصصات المرتبطة بعلوم الحاسوب، لاسيما منها : الأمن السيبراني ونظم وشبكات الإعلاميات والتشفير والحوسبة السحابية والذكاء الاصطناعي وتحليل البيانات وتطوير البرمجيات والتطبيقات ونظم المعلومات.

المادة 16

يوظف متصرفو أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية من بين المترشحين الحاصلين على إحدى الشهادات أو الدبلومات المنصوص عليها في المرسوم السالف الذكر رقم 2.06.377 الصادر في 20 من ذي القعدة 1431 (29) أكتوبر (2010)، في التخصصات المحددة في المادة 15 أعلاه، وكذا في القانون الرقمي.

المادة 17

يوظف تقنيو أمن نظم المعلومات من الدرجة الثالثة من بين المترشحين الحاصلين على الدبلومات المنصوص عليها في المرسوم السالف (2005) الذكر رقم 2.05.72 الصادر في 29 من شوال 1426 (2) ديسمبر في التخصصات المحددة في المادة 15 أعلاه .

المادة 18

يمكن إذا استدعت ضرورة المصلحة ذلك، إضافة تخصصات أخرى إلى تلك المحددة في المواد 15 و 16 و 17 من هذا المرسوم، بمقرر للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني.

المادة 19

طبقا لأحكام الفقرة الثالثة من المادة 22 من الظهير الشريف المشار إليه أعلاه رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24) فبراير (1958). يمكن الرئيس الحكومة أن يرخص لإدارة الدفاع الوطني، بأن تقوم بتوظيفات في هيئتي مهندسي أمن نظم المعلومات ومتصرفي أمن نظم المعلومات بعد اختبار الكفاءات المطلوب توافرها في المترشحين دون إعلان سابق أو لاحق.

الفرع الثاني

التنقيط والتقييم

المادة 20

طبقاً لأحكام المادة 19 من القانون السالف الذكر رقم 54.19 يتم تنقيط وتقييم الأداء المهني لموظفي المديرية العامة سنوياً وفق المقتضيات التنظيمية الجاري بها العمل، لاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.05.1367 الصادر في 29 من شوال 1426 (2) ديسمبر (2005) والرسوم الملكي رقم 988.68 الصادر في 19 من صفر 1388 (17) ماي (1968) بتحديد مسطرة التنقيط وترقي موظفي الإدارات العمومية في الرتبة والدرجة

وتؤخذ نتائج التنقيط والتقييم بعين الاعتبار في تطور المسار المهني للموظف، وفي تحديد حاجياته في مجال التكوين المستمر وتعيينه للاستفادة منه.

الباب الرابع

مقتضيات متفرقة وانتقالية

المادة 21

يمكن الإدارة الدفاع الوطني كلما اقتضت ضرورة المصلحة ذلك، وفي حدود المناصب المالية المخصصة لهذا الغرض، أن تشغل متعاقدين بالمديرية العامة وفق الشروط والكيفيات المحددة بقرار الرئيس الحكومة. تعرض عقود التشغيل التي لا يمكن أن تتعدى مدتها ثلاث (3) سنوات قابلة للتמיד لمدة أقصاها ثلاث سنوات على تأشيرة كل من السلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بإصلاح الإدارة.

المادة 22

يوقع المترشحون الذين تم قبول توظيفهم عملاً بمقتضيات هذا النظام الأساسي التزاماً بالعمل ضمن مصالح المديرية العامة لمدة لا تقل عن ثمان (8) سنوات ابتداء من تاريخ التوظيف. يتضمن هذا الالتزام شرطاً يقضي بأداء الموظف الذي يرغب في ترك العمل قبل استيفاء هذه المدة، لفائدة الخزينة العامة للمملكة نسبة الثمن (8/1) من آخر أجره سنوية عن كل سنة أو جزء من السنة من الخدمة غير المنجزة. يعفى

الموظف من هذا الأداء في حالة ثبوت عدم قدرته الصحية أو المهنية على الاستمرار في مزاولة مهامه.

تسري مقتضيات هذه المادة كذلك على الموظفين المدمجين بالمديرية العامة تطبيقا للمقتضيات هذا النظام الأساسي. ويحتسب أجل الثماني (8) سنوات المشار إليه في الفقرة أعلاه ابتداء من تاريخ إدماجهم.

المادة 23

يمكن، كلما اقتضت ضرورة المصلحة ذلك دعوة موظفي المديرية العامة للعمل خارج أيام ومواقبت العمل العادية المحددة في المرسوم (2005) رقم 2.05.916 الصادر في 13 من جمادى الآخرة 1426 (20) يوليو بتحديد أيام ومواقبت العمل بإدارات الدولة والجماعات الترابية لاسيما المادة الأولى منه بما فيها أيام العطل والأعياد والرخص الإدارية.

يؤدي موظفو المديرية العامة خدمة المداومة وفق الكيفيات المحددة بمقرر للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني.

يمكن تعويض فترات العمل المنجزة خارج أوقات العمل العادية بفترات للراحة لا تحتسب ضمن أيام الإجازة السنوية أو بتعويض مالي يحدد بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني توشر عليه السلطان الحكومتان المكلفتان بالميزانية وبالوظيفة العمومية.

المادة 24

طبقا لأحكام المادة 18 من القانون السالف الذكر رقم 54.19 تعد المديرية العامة لفائدة موظفيها برامج للتكوين المستمر لتقوية قدراتهم وإغناء خبراتهم بغية تأهيلهم لمزاولة المهام المنوطة بهم وتحقيق الأهداف المسطرة وضمن نقل الخبرات.

المادة 25

طبقا لمقتضيات المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.05.1366 الصادر في 29 من شوال 1426 (2) ديسمبر (2005) ولاسيما المادة 9 منه، يتعين على موظفي المديرية العامة المعيّنين لمتابعة دورات التكوين المستمر المواظبة على حضور هذه الدورات والمشاركة في أشغالها إلى نهايتها بما في ذلك اجتياز الاختبارات ذات الصلة.

المادة 26

يستفيد موظفو المديرية العامة من تعويض خاص إجمالي، يؤدي عند نهاية كل شهر، يحدد مقداره حسب الدرجات وفق ما هو مبين في الجدول الملحق بأصل هذا المرسوم.

المادة 27

يستفيد الموظفون المتوفرون على دبلوم أو شهادة في إحدى التخصصات المنصوص عليها في المادتين 15 و 16 أعلاه، الموضوعون رهن إشارة المديرية العامة، طيلة مدة وضعهم رهن الإشارة من تعويض تكميلي يساوي الفرق بين رواتبهم المستحقة بناء على وضعيتهم النظامية والأجور المخولة لموظفي المديرية العامة وفق شروط المماثلة المحددة بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني تؤشر عليه السلطان الحكومتان المكلفتان بالميزانية والوظيفة العمومية.

المادة 28

يدمج الموظفون المرسمون والمتمرنون المنتمون للمديرية العامة المزاولون لمهامهم في تاريخ العمل بهذا المرسوم وفق الجدول التالي :

الدرجة الحالية

درجة الإدماج

تقني من الدرجة الأولى

علني أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

متصرف من الدرجة الثانية

متصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الثانية.

منصرف من الدرجة الأولى

منصرف أمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

مهندس الدولة من الدرجة الأولى

مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

مهندس الدولة من الدرجة الممتازة.

مهندس الدولة لأمن نظم المعلومات من الدرجة الممتازة.

مهندس رئيس من الدرجة الأولى

مهندس رئيس الأمن نظم المعلومات من الدرجة الأولى

يحتفظ المعنيون بالأمر بنفس الوضعية، فيما يتعلق بالرتبة والأقدمية في الرتبة والدرجة والرقم الاستدلالي، التي كانوا يتمتعون بها في تاريخ إدماجهم. ويعتد بالخدمات المؤداة في درجاتهم السابقة. كما لو تم أداءها في الدرجات المدمجين فيها.

8461

الرسمية

المادة 29

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى كل من الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني والوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية والوزيرة المنتدبة لدى رئيس الحكومة المكلفة بالانتقال الرقمي وإصلاح الإدارة، كل واحد منهم فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 6 جمادى الأولى 1447 (29) أكتوبر (2025)

وقعه بالعطف :

الوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية

الإمضاء : عزيز أخنوش

المكلف بالميزانية.

الإمضاء: فوزي لقجع

الوزيرة المنتدبة لدى رئيس الحكومة

المكلفة بالانتقال الرقمي وإصلاح الإدارة

الإمضاء: أمل الفلاح

وزارة الشباب والثقافة والتواصل

استدراك خطأ وقع بالجريدة الرسمية عدد 7418 بتاريخ 7 محرم 1447 (3) يوليو
(2025) (الصفحة 4965)

قرار لوزير الشباب والثقافة والتواصل رقم 1125.25 صادر في 4 ذي القعدة 1446
(2) ماي 2025 بتحديد اختصاصات وتنظيم الأقسام والمصالح التابعة للإدارة
المركزية لقطاع التواصل.

بدلاً من :

المادة 15

يضطلع قسم.

تطوير قطاعات الصحافة

والنشر والطباعة المحدثة.

يقراً :

المادة 15

يضطلع قسم .

تطوير قطاعات الصحافة

والنشر والطباعة والتوزيع المحدثة.

.....
.....
صفحة : 2040

الجريدة الرسمية عدد 7496 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

نظام موظفي الإدارات العمومية

نصوص خاصة

إدارة الدفاع الوطني

قرار الرئيس الحكومة رقم 3.07.26 صادر في 27 من رمضان 1447
(17) مارس (2026) بتحديد شروط وكيفيات التشغيل بموجب عقود بالمديرية العامة
لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني.

رئيس الحكومة

بعد الاطلاع على الظهير الشريف رقم 1.21.112 الصادر في 4 ربيع الأول 1443
(11) أكتوبر (2021) بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة الدفاع الوطني :

وعلى المرسوم رقم 282.673 الصادر في 28 من ربيع الأول 1403 (13) يناير
(1983) بتنظيم إدارة الدفاع الوطني، كما وقع تغييره وتتميمه، لا سيما بالمرسوم رقم
2.11.509 بتاريخ 22 من شوال 1432 : (21) سبتمبر 2011 .

وبناء على المرسوم رقم 2.25.841 الصادر في 6 جمادى الأولى 1447 (29)
أكتوبر (2025) بمثابة النظام الأساسي الخاص بموظفي المديرية العامة لأمن نظم
المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، لا سيما المادة 21 منه

قرر ما يلي :

الباب الأول

مقتضيات عامة

المادة الأولى

تطبيقا لمقتضيات المادة 21 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.25.841 الصادر
في 6 جمادى الأولى 1447 (29) أكتوبر 2025 يتم وفق الشروط والكيفيات المحددة
في هذا القرار، التشغيل بموجب عقود بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة
الدفاع الوطني، التي يشار إليها في ما يلي من هذا القرار بالمديرية العامة.

المادة 2

يتم كلما اقتضت ضرورة المصلحة ذلك، وفي حدود المناصب المالية الشاغرة
المخصصة لهذا الغرض، التشغيل بموجب عقد لمدة لا يمكن أن تتعدى ثلاث (3)
سنوات قابلة للتمديد لمدة أقصاها ثلاث (3) سنوات، وذلك لإنجاز مشاريع أو دراسات
أو تقديم استشارات أو خبرات أو القيام بمهام محددة تدرج ضمن المهام التي تضطلع
بها المديرية العامة.

الجريدة الرسمية عدد 7496 14 شوال 1447 (2) أبريل 2026

ولا يمكن، في جميع الأحوال أن يؤدي هذا التشغيل إلى ترسيم المتعاقد معه في أطر الإدارة.

الباب الثاني

شروط وكيفيات تشغيل المتعاقدين

المادة 3

يتم تشغيل المتعاقدين المشار إليهم في المادة 2 أعلاه، من بين الأشخاص المتوفرين على الشروط التالية :

1- أن يكونوا حاملين للجنسية المغربية :

2 - أن يكونوا متوفرين على مستوى علمي لا يقل عن متابعتهم خمس (5) سنوات من التعليم العالي بنجاح :

3- أن يكونوا متوفرين على تجربة مهنية لا تقل مدتها عن سنتين (2) في القطاع العام أو القطاع الخاص في المجالات ذات الصلة بالمشاريع أو الدراسات أو الاستشارات أو الخبرات أو المهام المطلوب إنجازها :

4- أن يكونوا متوفرين على المؤهلات المهنية اللازمة لممارسة المهام المطلوب القيام بها، والتي تحددها إدارة الدفاع الوطني :

5- أن يكونوا متمتعين بالحقوق المدنية، وألا يكون قد صدر في حقهم مقرر بالإدانة مكتسب لقوة الشيء المقضي به سواء بالمغرب أو بالخارج، بسبب ارتكابهم جنائية أو جنحة.

المادة 4

يتم تشغيل المتعاقدين عن طريق فتح باب الترشيح بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني يتضمن على الخصوص ما يلي :

الشروط الواجب توفرها في المترشحات والمترشحين :

- طبيعة المشاريع أو الدراسات أو الاستشارات أو الخبرات أو المهام المطلوب القيام بها :

عدد المناصب المفتوحة :

- مدة العقد :

الوثائق التي يتكون منها ملف الترشيح.

المادة 5

ينشر قرار فتح باب الترشيح خمسة عشر (15) يوما، على الأقل. قبل آخر أجل لإيداع الترشيحات على الموقع الإلكتروني للمديرية العامة. كما يمكن تعميمه ونشره بكل الوسائل الأخرى المتاحة.

المادة 6

تعين بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني لجنة تتألف من ثلاثة (3) أعضاء على الأقل من بينهم رئيس، تتولى دراسة الترشيحات المتوصل بها وإجراء المقابلات الانتقائية قصد اختيار

المرشحين المراد تشغيلهم.

ولهذا الغرض، تقوم اللجنة بالمهام التالية :

- دراسة الترشيحات المتوصل بها :

حصر لائحة المترشحين المقبولين لاجتياز المقابلات الانتقائية :

حصر اللائحة النهائية للمترشحين المقبولين ولائحة الانتظار وترتيبهم حسب الاستحقاق في حدود المناصب المالية المخصصة

لهذا الغرض :

وضع محضر يثبت النتائج النهائية.

المادة 7

يتم الإعلان عن النتائج النهائية المشتملة على لائحة المترشحين المقبولين ولائحة الانتظار، بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة

الدفاع الوطني.

المادة 8

في حالة عدم التوصل بأي ترشيح أو كانت الترشيحات المتوصل بها لا تستوفي الشروط المطلوبة، يمكن للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني أن تختار، بمبادرة منها الشخص أو الأشخاص المراد تشغيلهم بصفة متعاقدين شريطة توفرهم على الشروط

المذكورة في قرار فتح باب الترشيح.

المادة 9

يستفيد المتعاقدون الذين يتم تشغيلهم بموجب عقود بالمديرية العامة من أجره جزافية شهرية وتعويضات عن التنقل، تحدد مبالغهما وفق الجدول الملحق بأصل هذا القرار، وذلك حسب مؤهلاتهم العلمية وتجربتهم المهنية مع مراعاة مقتضيات المادة 11 أدناه لا تحتسب التجربة التي اكتسبها المتعاقد خلال مدة العقد المراجعة

أجرته داخل مدة نفس العقد.

المادة 10

يمكن لإدارة الدفاع الوطني، كلما دعت الحاجة إلى ذلك، وبعد الحصول على ترخيص من رئيس الحكومة أن تشغل بكيفية استثنائية، متعاقدين، دون التقيد بشروطي المستوى العلمي والتجربة المهنية المنصوص عليهما في البندين الثاني والثالث من المادة 3 أعلاه وذلك دون إعلان سابق أو لاحق

المادة 11

تحدد مقادير الأجرة الجزافية الشهرية المخولة للمتعاقدين الذين يتم تشغيلهم طبقا لمقتضيات المادة 10 أعلاه، حسب كل حالة على حدة، شريطة ألا تتجاوز المبلغ الأقصى المحدد في الجدول المنصوص عليه في المادة 9 أعلاه.

المادة 12

تحرر عقود التشغيل وفق النموذج الملحق بهذا القرار. ويتضمن على الخصوص، حقوق وواجبات المتعاقد وحالات انتهاء العقد و شروط فسخه عند الاقتضاء توقع هذه العقود من قبل طرفيها وتؤشر عليها السلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بإصلاح الإدارة.

المادة 13

يمارس المتعاقدون الذين تم تشغيلهم بموجب عقود مهامهم طبقاً لمقتضيات عقود تشغيلهم، مع مراعاة المقتضيات التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل المتعلقة بالوظائف المسندة إليهم.

المادة 14

يحق لإدارة الدفاع الوطني إنهاء عقد التشغيل خلال مدة سريانه شريطة إخطار المتعاقد بذلك شهراً على الأقل قبل التاريخ المقرر لإنهائه. ويستفيد المتعاقد المعني، في هذه الحالة، إذا قضى مدة لا تقل عن اثني عشر (12) شهراً من الخدمة الفعلية بالمديرية العامة، من تعويض يحدد مقداره في أجره شهر واحد.

الباب الثالث

مقتضيات ختامية

المادة 15

لا يجوز أن يتم، بموجب عقد تشغيل أي موظف سبق أن غادر أسلاك المديرية العامة، إلا بعد مرور خمس (5) سنوات على الأقل من تاريخ حذفه من الأسلاك. ولا يجوز أن يتم تشغيل أي موظف تم عزله من أسلاك الوظيفة العمومية.

المادة 16

لا يجوز في أي حال من الأحوال إبرام عقد جديد مع نفس الشخص الذي انتهى عقد تشغيله بالمديرية العامة، سواء عند انتهاء مدته الأصلية أو بعد انتهاء فترة التمديد المنصوص عليها في المادة 2 من هذا القرار.

المادة 17

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026)

الإمضاء: عزيز أخنوش.

ملحق بقرار رئيس الحكومة رقم 3.07.26 الصادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026) بتحديد نموذج عقد تشغيل

المتعاقدين بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات

بإدارة الدفاع الوطني

بين إدارة الدفاع الوطني المشار إليها بعده بالإدارة».

من جهة

والسيد (ة). المشار إليه بعده بالمتعاقد»

الحامل للبطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية رقم.

المزداد (ة) بتاريخ .

الحاصل (ة) على شهادة.

في. ..

السكن (ة) في ...

البريد الإلكتروني.

من جهة أخرى

بناء على المرسوم رقم 2.25.841 الصادر في 6 جمادى الأولى 1447 (29) أكتوبر (2025) بمثابة النظام الأساسي الخاص بموظفي المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، لاسيما المادة 21 منه :

وعلى قرار رئيس الحكومة رقم 3.07.26 الصادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس 2026 بتحديد شروط وكيفيات التشغيل بموجب عقود بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني :

وعلى دبلوم / شهادة . المدلى به من طرف المعني بالأمر :

وعلى الوثيقة المدلى بها التي تثبت توفر المعني بالأمر على مدة .

من التجربة المهنية :

رقم. وعلى قرار السلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني يفتح باب الترشيح لتشغيل متعاقدين بتاريخ بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني.

لا يتم الإشارة إلى هذه النقطة عند التعاقد بموجب المادة 11 من قرار رئيس الحكومة

رقم 3.07.26 الصادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026) بتحديد شروط وكيفيات التشغيل بموجب عقود بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني

تم الاتفاق على ما يلي :

المادة الأولى

موضوع العقد وتاريخ سريان مفعوله

يتم ابتداء من

تشغيل السيد(ة).

من قبل إدارة الدفاع الوطني للعمل بصفة متعاقد بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، لإنجاز المشروع التالي / إنجاز الدراسة لتقديم خبرة أو استشارة في مجال للقيام بالمهام التالية

المادة 2

مدة العقد

يبرم هذا العقد لمدة .

لا ينتج عن هذا العقد في أي حال من الأحوال حق الترسيم في أطر الإدارة.

المادة 3

أوقات وعدد ساعات العمل

يلتزم المتعاقد باحترام أوقات العمل المحددة طبقاً للنصوص الجاري بها العمل في الإدارات العمومية. ويمكن للإدارة، كلما اقتضت ضرورة المصلحة ذلك دعوة المتعاقد للعمل خارج أيام ومواقيت العمل العادية، بما في ذلك أيام العطل والأعياد، وفق نفس الأحكام المطبقة على موظفي المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني.

يتعين على المتعاقد أن يستجيب في جميع الظروف، لكل أمر استدعاء يوجه إليه حتى وإن كان في رخصة إدارية. كما يتعين عليه الحضور، إذا اقتضى الحال إلى مقر

المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني في حالات الطوارئ والأزمات السيبرانية.

ويعوض المتعاقد عن العمل المنجز خارج أوقات العمل العادية بفترات للراحة لا تحتسب ضمن أيام الرخصة الإدارية السنوية وذلك وفق نفس القواعد المطبقة على موظفي المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني.

المادة 4

الأجر والتعويضات

يتقاضى المتعاقد في متم كل شهر أجره جزافية قدرها .

يستفيد المتعاقد بمناسبة تنقلاته لأغراض المصلحة من التعويضات عن التنقل حسب المقادير الواردة في قرار رئيس الحكومة السالف الذكر رقم 3.07.26 الصادر في 27 من رمضان 1447 (17) مارس (2026) ، ووفق الشروط الواردة في النصوص التنظيمية المطبقة على موظفي الإدارات العمومية.

ولا يحق للمتعاقد المطالبة بأي تعويض آخر غير التعويضات المنصوص عليها في هذا العقد.

المادة 5

الرخص

يستفيد المتعاقد من الرخصة الإدارية السنوية، وذلك بعد قضائه سنة من الخدمة الفعلية ومن الرخصة الممنوحة عن الولادة أو الأبوة، طبقاً للشروط المحددة في الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24) فبراير (1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية.

كما يستفيد المتعاقد من العطل المقررة عن أيام الأعياد في

الإدارات العمومية.

المادة 6

رخصة التغيب لأسباب صحية

يستفيد المتعاقد، بحكم القانون من رخصة مرض في حالة تعرضه المرض مثبت بصفة قانونية يحول دون ممارسته لمهامه

ويجب أن يدلي المتعاقد داخل أجل 48 ساعة على الأكثر، بشهادة طبية تبين المدة المتوقع أن يكون فيها غير قادر على ممارسة مهامه. وتقوم الإدارة عند الحاجة بإجراء المراقبة الطبية والإدارية اللازمة للتأكد من صحة الشواهد الطبية المدلى بها من لدن المتعاقد، ومن كونه يستفيد من رخصته للعلاج فقط. وإذا ثبت عكس ذلك يتم استرجاع الأجر المؤدى إلى المعني بالأمر خلال رخصة المرض لعدم إنجاز خدمته وفقاً للتشريع الجاري به العمل.

لا يجوز أن يزيد مجموع مدد رخص المرض على شهرين عن فترة كل اثنا عشر شهراً متتابعاً، ويتقاضى المتعاقد خلال الشهر الأول مجموع أجرته المشار إليها في المادة 4 أعلاه، ويخفض هذا الأجر إلى النصف خلال الشهر الثاني.

وفي حالة انصرام مدة الشهرين، ولم يكن باستطاعة المتعاقد استئناف خدمته، يفسخ العقد دون إخطار ولا تعويض.

المادة 7

حوادث الشغل

تطبق على المتعاقد التصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل في شأن حوادث الشغل والأمراض المهنية.

المادة 8

التغطية الصحية والخدمات الاجتماعية

يستفيد المتعاقد من التغطية الصحية ومن الخدمات الاجتماعية ضمن الشروط المحددة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

ويتحمل المتعاقد الاقتطاعات من الأجرة، برسم مساهمة الأجير، المنصوص عليها في الأنظمة المتعلقة بالتغطية الصحية الأساسية.

المادة 9

نظام التقاعد

ينخرط المتعاقد في نظام المعاشات المطبق عليه وفق النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

ويتحمل المتعاقد الاقتراعات من الأجرة، برسم مساهمة الأجير المنصوص عليها في نظام التقاعد الذي يخضع له.

المادة 10

التزامات المتعاقد

يلتزم المتعاقد، إضافة إلى الالتزامات التي تفرضها المهام المسندة إليه والمحددة في بطاقة توصيف المهام المرفقة بهذا العقد، على الخصوص بما يلي :

أن يزاول مهامه بالمقررات التي تحددها المديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني :

ألا يمارس أثناء مدة العقد أي نشاط آخر يستهدف الربح :

ألا تكون له بشكل مباشر أو غير مباشر، في مقابلة موضوعه تحت مراقبة الدولة، مصالح من شأنها أن تمس بحياده أو تجعله في وضعية تعارض المصالح.

بغض النظر عن القواعد المتعلقة بالسر المهني المنصوص عليها في القانون الجنائي يلزم المتعاقد، ولو بعد انتهاء مدة العقد، بواجب التحفظ وكنمان السر المهني في كل ما يتعلق بالوقائع والمعلومات والوثائق التي اطلع عليها عند ممارسة مهامه أو أثناءها.

المادة 11

إجراءات تأديبية

توجه السلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني إنذارا للمتعاقد إذا صدر منه أي تصرف أو سلوك من شأنه المساس بالتزاماته تجاه الإدارة أو بإنجازه للمهام المنوطة به.

المادة 12

فسخ العقد وإنهاؤه

1 - يحق للسلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني إنهاء عقد التشغيل خلال سريانه، بعد إخطار المتعاقد، كتابة أو عن طريق البريد الإلكتروني بقرار فسخ العقد شهرا على الأقل قبل التاريخ المقرر لإنهاء العقد.

ويستفيد المتعاقد، في هذه الحالة، من تعويض يحدد مقداره في أجرة شهر واحد إذا قضى المتعاقد مدة لا تقل عن اثني عشر (12) شهرا من الخدمة الفعلية بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني.

2 - يمكن فسخ العقد، أثناء سريانه، دون إخطار ولا تعويض.

وذلك في الحالات التالية :

- إذا لم يلتحق المتعاقد بمكان عمله خلال خمسة (5) أيام ابتداء من تاريخ تعيينه :

- إذا صدر في حقه مقرر قضائي مكتسب لقوة الشيء المقضي به بالإدانة من أجل جناية أو جنحة أو من أجل أية أفعال مخلة

بالمروءة :

- إذا ثبتت في حقه أخطاء مهنية جسيمة :

إذا ثبت إخلاله بإحدى الالتزامات المهنية لا سيما تلك المنصوص

عليها في المادة 10 أعلاه :

- إذا تغيب عن العمل، بدون تبرير مسبق لمدة تزيد عن خمسة (5) أيام

3 - يجوز فسخ العقد بطلب من المتعاقد، بعد تبليغه رغبته في الفسخ إلى السلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني، كتابة. تحت إشراف المدير العام للمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، ثلاثين (30) يوما على الأقل قبل تاريخ الفسخ. وفي هذه الحالة لا يستفيد المتعاقد من أي تعويض.

المادة 13

تسوية النزاعات

تختص بالنظر في النزاعات الناتجة عن تنفيذ هذا العقد المحكمة المختصة طبقا للتشريع الجاري به العمل.

المادة 14

ملكية الأعمال والدراسات المنجزة

تعتبر الخبرات والدراسات المنجزة من طرف المتعاقد والأعمال التي قام بها، في إطار المهام الموكولة إليه طيلة مدة العقد، ملكا للإدارة.

المادة 15

مراجعة العقد

يمكن مراجعة مقتضيات هذا العقد بموجب ملحق

المادة 16

تجديد العقد

إذا دعت الضرورة إلى تجديد العقد، تقوم الإدارة بإخطار المتعاقد برغبتها في تجديد هذا العقد شهرا على الأقل قبل تاريخ نهاية سريانه ويتوفر المتعاقد على ثمانية (8) أيام لإخبار الإدارة بقراره.

المادة 17

شهادة العمل

تسلم الإدارة للمتعاقد عند انتهاء مدة سريان العقد، سواء تم تجديده أم لا، شهادة تثبت مدة ونوع المهام التي قام بها المتعاقد.

المادة 18

الموافقة على العقد

لا يدخل هذا العقد حيز التنفيذ إلا بعد التأشير عليه من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالمالية والسلطة الحكومية المكلفة بإصلاح الإدارة وحرر بالرباط في .

الإمضاءات

السلطة الحكومية المكلفة بإدارة الدفاع الوطني

المتعاقد قرأه ووافق عليه

التأشيرات

السلطة الحكومية المكلفة بالمالية

السلطة الحكومية المكلفة بإصلاح الإدارة

الجريدة الرسمية عدد 7496-14 شوال 1447 (2) أبريل 2026.
صفحة : 2045

قرار لرئيس الحكومة رقم 3.13.26 صادر في 7 شوال 1447 (26) مارس
(2026) بتغيير وتتميم قرار الوزير الأول رقم 3.128.95 بتاريخ 22 من صفر
1416 (21) يوليو (1995) يحدد بموجبه تنظيم المستشفى العسكري الدراسي محمد
الخامس على الصعيد الاستشفائي الجامعي.

رئيس الحكومة

بناء على الظهير الشريف رقم 1.21.112 الصادر في 4 ربيع الأول 1443 (11)
أكتوبر (2021) بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة

الدفاع الوطني :

وبعد الاطلاع على قرار الوزير الأول رقم 3.128.95 بتاريخ 22 من صفر 1416
(21) يوليو (1995) المحدد بموجبه تنظيم المستشفى العسكري الدراسي محمد
الخامس على الصعيد الاستشفائي الجامعي، كما وقع تغييره وتتميمه.

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تغير وتتم على النحو الآتي مقتضيات المادة 3 من القرار المشار إليه أعلاه رقم
3.128.95 الصادر في 22 من صفر 1416 (21) يوليو 1995 .

المادة 3 - تشمل الأقطاب .

التالية :

1. - الأقطاب :

الأمراض الجلدية.

2 - قطب القلب والرئة :

- مركز

:

العناية.

: القلب :

- جراحة القلب :

جراحة .

: المحيطة :

- أمراض الرئة :

- أمراض السل :

- الجراحة الصدرية.

3 - قطب.

: المشعة :

: النظائر المشعة :

4- قطب جراحة العظام والمفاصل :

جراحة العظام والمفاصل 1:

جراحة العظام والمفاصل 2 :

: الجراحة التقويمية والإصلاحية والحروق :

- مراكز العمليات.

4 مكرر - قطب جراحة الأحشاء :

- جراحة الأحشاء 1 :

: جراحة الأحشاء 2 :

- أمراض الشرج :

أمراض النساء والتوليد :

ه - التعقيم.

5- قطب الكلي والمسالك البولية :

9 - قطب المختبرات :

الطب.

الجماعات :

علم الدم والمناعة :

مختبر الفيروسات :

التشريح .

10 - قطب الصيدلة :

الأدوية.

الصيدلانية :

المتفاعلات البيولوجية والمواد الكيميائية :

المستلزمات الطبية.

-- المصالح :

الباقي لا تغيير فيه)

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 7 شوال 1447 (26) مارس (2026).

الإمضاء : عزيز أخنوش.

.....
.....
.....

Sécurité | Un décret historique pour les secours en Polynésie française

Le décret de création de l'Établissement Public d'Incendie et de Secours (EPIS) en Polynésie française a été publié. Il marque une étape majeure pour la sécurité des habitants. Il officialise la coordination des appels d'urgence des sapeurs-pompiers désormais gérés de manière unifiée pour une réponse plus rapide et efficace aux côtés du SAMU.

Les communes conservent leur compétence en matière d'incendie et de secours tout en centralisant les ressources en matière de traitement de l'alerte, pour couvrir l'ensemble de la Polynésie française.

Aperçu

La Polynésie française, territoire d'Outre-mer de la France, comprend plus de 100 îles dans le Pacifique sud et s'étend sur plus de 2 000 km. Les archipels des Australes, des Gambier, des Marquises, de la Société et des Tuamotu sont connus pour leurs lagons et leurs hôtels de bungalows sur pilotis. Ce territoire se compose de plages de sable blanc et de sable noir, de montagnes, d'un arrière-pays sauvage et d'immenses cascades.

القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية.

الصادر بتنفيذه ظهير شريف رقم 1.02.255 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002).

المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5078 بتاريخ 27 ذي القعدة 1423 (30 يناير 2003)، ص 315.

صيغة محينة بتاريخ 8 سبتمبر 2025
وفق تعديلات:

• القانون رقم 03.23 بتغيير وتنظيم القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.25.55 صادر في 19 من صفر 1447 (13 أغسطس 2025)؛ الجريدة الرسمية عدد 7437 بتاريخ 15 ربيع الأول 1447 (8 سبتمبر 2025)، ص 6962؛

• القانون رقم 43.22 المتعلق بالعقوبات البديلة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.24.32 صادر في 16 من محرم 1446 (24 يوليو 2024)؛ الجريدة الرسمية عدد 7328 بتاريخ 17 صفر 1446 (22 أغسطس 2024)، ص 5327؛

الباب الخامس مكرر: تنفيذ العقوبات البديلة

المادة 647-1

تختص الإدارة المكلفة بالسجون، مركزيا أو محليا، أو من تفوض له ذلك، بتتبع تنفيذ العقوبات البديلة وتوضع رهن إشارتها الوسائل اللازمة للقيام بذلك. ويحدد تطبيق هذه المادة بنص تنظيمي.

المادة 647-2

تقوم النيابة العامة بإحالة المقرر المتضمن للعقوبة البديلة بعد اكتسابه قوة الشيء المقضي به إلى قاضي تطبيق العقوبات الذي يصدر موقرا تنفيذا بذلك، ويحيله على الإدارة المكلفة بالسجون التي تقع داخل نفوذ المحكمة التي أصدرت الحكم. غير أنه يمكن تنفيذ المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتسابه قوة الشيء المقضي به، إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن. وإذا وجد المحكوم عليه خارج دائرة نفوذ قاضي تطبيق العقوبات، فإنه يمكن له أن ينيب عنه قاضي تطبيق العقوبات الموجود بدائرة نفوذه المحكوم عليه لإصدار المقرر التنفيذي بذلك. ويشعر النيابة العامة بكل امتناع أو إخلال في تنفيذها. إذا صدر القرار القاضي بالعقوبة البديلة عن محكمة الاستئناف، فإن الاختصاص ينعقد

لقاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة الابتدائية التي بتت في القضية ابتدائيا.

المادة 3-647

يختص قاضي تطبيق العقوبات بالفصل في جميع المنازعات المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة أو وضع حد لتنفيذها وإصدار جميع القرارات والأوامر المتعلقة بها، بعد التوصل بمستنتجات النيابة العامة، وله على الخصوص ما يلي:

1- الأمر بتنفيذ العقوبة الأصلية أو ما تبقى منها في حالة الامتناع عن تنفيذ العقوبات البديلة أو الإخلال بها خلال مدة تنفيذها؛

2- الأمر بتمديد المدة التي يتعين خلالها تنفيذ العقوبة البديلة في الحالات المنصوص عليها قانونا؛

3- النظر في التقارير المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة التي تعرض عليه واتخاذ ما يراه مناسبا بشأنها؛

4- إصدار مقرر يقسي بتمام تنفيذ العقوبة البديلة المحكوم بها بناء على تقرير الإدارة المكلفة بالسجون، تسلم نسخة منه للمعني بالأمر، وتحال نسخة أيضا على النيابة العامة ومركز السجل العدلي المختص.

تقبل قرارات وأوامر قاضي تطبيق العقوبات المنازعة داخل أجل ثلاثة أيام من تاريخ الإشعار بصدورها وفقا لمقتضيات المادتين 599 و600 من هذا القانون، ويحال الملف فورا على المحكمة التي تبت وجوبا داخل أجل خمسة عشر يوما من تاريخ إحالة الملف عليها.

ويترتب عن كل منازعة إيقاف تنفيذ القرار أو الأمر الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات.

المادة 4-647

يستفيد المحكوم عليه الذي ينفذ العقوبة البديلة من رد الاعتبار القضائي بعد مرور أجل سنة من تاريخ انقضاء العقوبة البديلة.

ويرد الاعتبار بقوة القانون لكل محكوم عليه بعقوبة بديلة، وذلك بعد انتهاء فترة اختبار مدتها سنة ونصف تحتسب من تاريخ تنفيذ العقوبة البديلة.

الفرع الأول

تدابير تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة

المادة 5-647

تحيل النيابة العامة داخل أجل لا يتجاوز خمسة أيام من صدور حكم المحكمة القاضي بتحديد العقوبة البديلة ملف المحكوم عليه إلى قاضي تطبيق العقوبات، لإصدار مقرر يقسي بتنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة.

إذا كان المحكوم عليه معتقلا، يبقى رهن الاعتقال إلى غاية إصدار قاضي تطبيق

العقوبات مقرر تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة الذي يجب أن يصدر داخل أجل لا يتجاوز عشرة أيام من تاريخ إحالة الملف إليه، ويجب أن يتضمن الإشارة إلى:
 . الهوية الكاملة للمحكوم عليه؛
 . طبيعة العمل المسند إليه والمؤسسة التي سيؤديها؛
 . عدد الساعات الإجمالية وتوزيعها وفق برنامج زمني يتم الاتفاق عليه مع المؤسسة المعنية.

يبلغ فوراً مقرر قاضي تطبيق العقوبات الخاص بتنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة إلى المحكوم عليه ونائبه الشرعي إذا كان حدثاً والنيابة العامة والمؤسسة التي يوجد بها رهن الاعتقال أو الإيداع، وترسل أيضاً نسخة من نفس المقرر للمؤسسة التي سيؤدي بها العمل لأجل المنفعة العامة.
 يتم الإفراج عن المحكوم عليه المعتقل بمجرد توصل المؤسسة السجنية بمقرر قاضي تطبيق العقوبات المحدد للعقوبة البديلة.
 تخصم مدة الاعتقال التي قضاها المحكوم عليه بحساب ثلاث ساعات عمل عن كل يوم حبس، ثم تستبدل المدة المتبقية من عقوبة الحبس الأصلية ليؤديها عملاً لأجل المنفعة العامة دون أن تقل عن 40 ساعة.

المادة 6-647

يأمر قاضي تطبيق العقوبات فور توصله بالملف بإحضار المحكوم عليه والاستماع إليه حول هويته ووضعيته الاجتماعية والمهنية والعائلية.
 يمكن لقاضي تطبيق العقوبات الاستعانة بالنيابة العامة للتأكد من صحة المعلومات التي يدلي بها المحكوم عليه، كما يمكنه أن يكلف بذلك مكتب المساعدة الاجتماعية.
 يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يأمر بعرض المحكوم عليه على خبرة طبية لفحصه وتقديم تقرير عن حالته الصحية من أجل اختيار طبيعة العمل الذي يناسب حالته البدنية إذا اقتضى الأمر ذلك، ثم يعهد إلى المحكوم عليه باختيار عمل معين من بين الأعمال المعروضة التي تلائم قدراته ومهاراته، والتي من شأنها أن تحافظ على اندماجه دون التأثير سلباً على المسار العادي لحياته العائلية أو المهنية أو الدراسية.
 يراعى عند تطبيق مقتضيات العمل لأجل المنفعة العامة بالنسبة للنساء والأحداث والأشخاص في وضعية إعاقة والمسنين، المقتضيات التشريعية والتنظيمية المتعلقة بتشغيل هذه الفئات، ويراعي ضمان اندماجهم في محيطهم الأسري وأداء مهام الأمومة وعدم التأثير على السير العادي للدراسة بالنسبة للأشخاص الذين ما زالوا يتابعون دراستهم.

المادة 7-647

في حالة عدم تنفيذ أو إخلال المحكوم عليه بالالتزامات المحددة له في المقرر التنفيذي

لأداء عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة، يمكن لقاضي تطبيق العقوبات إصدار مقرر لوضع حد لهذه العقوبة، وتطبق حينها في حق المحكوم عليه العقوبة الحبسية الأصلية بعد خصم عدد ساعات العمل المنفذة والتي يتم احتسابها على أساس يوم واحد لكل ثلاث ساعات عمل غير مؤداة.

المادة 647-8

تمسك المؤسسات التي يؤدي بها المحكوم عليه عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة سجلا خاصا يوقع عليه قاضي تطبيق العقوبات ويؤشر على جميع صفحاته، يتضمن هوية المحكوم عليه وساعات العمل التي أداها مشفوعة بتوقيعه الشخصي أو إبطامه عند الاقتضاء. ويوضع هذا السجل رهن إشارة قاضي تطبيق العقوبات قصد الاطلاع عليه كلما طلب ذلك، كما يمكن الاطلاع عليه من قبل وكيل الملك أو من ينوب عنه ومن قبل الإدارة المكلفة بالسجون.

يتعين على المؤسسات المذكورة أن توجه إلى قاضي تطبيق العقوبات تقريرا عن كل محكوم عليه يؤدي عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة لديها بمجرد انتهاء مدة عقوبته، أو إذا انقطع عن القيام بالعمل المعهود به إليه أو رفض القيام به أو حال مانع دون ذلك. وتوجه نسخة منه إلى وكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون.

تقوم الإدارة المكلفة بالسجون بزيارات تفقدية للمحكوم عليهم، ويتم إشعار قاضي تطبيق العقوبات والنيابة العامة بكل إخلال في تنفيذ العقوبة.

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يقوم بزيارة تفقدية للمحكوم عليهم الذين يقضون عقوبات العمل لأجل المنفعة العامة، تلقائيا أو بناء على ملتمس من النيابة العامة، ينجز على إثرها تقريرا يحيل نسخة منه إلى هذه الأخيرة. كما يمكن له تكليف موظفين من كتابة الضبط أو أحد المساعدات أو المساعدين الاجتماعيين بمكتب المساعدة الاجتماعية بالدائرة القضائية لمكان تنفيذ العقوبة، للقيام بالزيارة وإعداد تقرير بشأنها. كما يمكن لوكيل الملك أن يقوم بزيارة تفقدية لأماكن تنفيذ عقوبات العمل لأجل المنفعة العامة، ينجز على إثرها تقريرا يحيل نسخة منه على قاضي تطبيق العقوبات. يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أو وكيل الملك أن يطلب من المؤسسات التي تؤدي فيها عقوبة العمل من أجل المنفعة العامة، إعداد تقارير خاصة أو دورية حول تنفيذ العمل لأجل المنفعة العامة بالنسبة لبعض المؤسسات أو بعض المحكوم عليهم.

المادة 647-9

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات، تلقائيا أو بناء على طلب من المحكوم عليه، أو دفاعه أو من له مصلحة في ذلك، أن يصدر موقفا بوقف تنفيذ العقوبة إلى حين زوال السبب المبرر المتعلق بالظروف الاجتماعية أو الصحية أو العائلية أو الدراسية أو المهنية للمحكوم عليه أو بظروف المؤسسة التي يقسي بها العقوبة.

يبلغ هذا المقرر إلى النيابة العامة والمحكوم عليه والمؤسسة التي يقسي بها المحكوم عليه العقوبة البديلة والإدارة المكلفة بالسجون.

يمكن للمحكوم عليه أو النيابة العامة المنازعة في المقرر المذكور داخل أجل خمسة أيام من تاريخ تبليغه ويتم البت فيه طبقاً لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 647-3 أعلاه.

خلافاً لمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 647-3 أعلاه، لا توقف المنازعة تنفيذ المقرر المذكور أعلاه.

الفرع الثاني تدابير تنفيذ المراقبة الإلكترونية

المادة 647-10

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع تنفيذ تدبير المراقبة الإلكترونية المحددة في الحكم القاضي بالإدانة، وفق الكيفية المشار إليها في المواد من 11-647 إلى 14-647 أدناه.

ويمكن لقاضي تطبيق العقوبات أولوكيل الملك أن يتخذ التدابير اللازمة للتحقق من تنفيذ التدبير أعلاه بما فيها طلب تقارير من الإدارة المكلفة بالسجون.

المادة 647-11

تتم المراقبة الإلكترونية بواسطة قيد إلكتروني يوضع بمعصم المحكوم عليه أو ساقه أو على جزء آخر من جسده، بشكل يسمح برصد تحركاته داخل الحدود الترابية المحددة له.

يمكن وضع الحدث تحت هذا التدبير بحضور وليه أو المقدم عليه أو وصيه أو كافلة أو حاضنه أو الشخص المعهود إليه برعايته.

المادة 647-12

تلتزم الجهات المشار إليها في المادة 647-1 برصد وتتبع حركات وتنقلات الشخص الخاضع للمراقبة الإلكترونية.

يعاقب كل شخص خاضع للمراقبة الإلكترونية أدخل عمداً بالالتزامات المفروضة عليه أو فر أو تخلص، بأي وسيلة كانت، من الأجهزة أو الأدوات المستعملة في المراقبة أو قام بإتلافها أو بتعيبها بالحبس من شهر إلى ثلاثة أشهر وغرامة من 2000 درهم إلى 5000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

تنفذ العقوبات المحكوم بها طبقاً لمقتضيات الفقرة أعلاه ضد الشخص المخل بالالتزامات المفروضة عليه استثناء من مقتضيات الفصل 120 من مجموعة القانون الجنائي، بالإضافة إلى العقوبة الأصلية الصادرة في حقه أو ما تبقى منها.

إذا تقرر في هذه الحالة تطبيق العقوبة الأصلية أو ما تبقى منها من طرف قاضي

تطبيق العقوبات، تنفذ العقوبة رغم المنازعة.

المادة 647-13

تحدد بنص تنظيمي كيفية تدبير القيد الإلكتروني والمصاريف التي يمكن فرضها على المحكوم عليه بهذا الخصوص.

تحدث مكاتب لدى المؤسسات السجنية بالنسبة للمحكوم عليهم الموجودين في حالة اعتقال وبالمحاكم بالنسبة للمحكوم عليهم في حالة سراح تتولى الإشراف على عملية وضع وإزالة القيد الإلكتروني عن المحكوم عليهم.

ينجز تقرير بعملية وضع القيد الإلكتروني على جسد المحكوم عليه، يوجه إلى قاضي تطبيق العقوبات الذي يضمه إلى ملف المعني بالأمر.

تحرر الإدارة المكلفة بالسجون المختصة بتدبير وتتبع عملية المراقبة الإلكترونية تقارير ترفعها إلى قاضي تطبيق العقوبات كلما دعت الضرورة إلى ذلك أو إذا طلبها القاضي المذكور، وتوجه نسخة منها إلى النيابة العامة.

المادة 647-14

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يخضع المعني بالأمر بناء على طلبه أو من له مصلحة في ذلك لفحص طبي للتحقق من تأثير القيد الإلكتروني على صحته. وفي حالة ما إذا كان هناك أي تأثير، يمكن لقاضي تطبيق العقوبات عرض الأمر على المحكمة المصدرة للعقوبة البديلة قصد تغييرها بعقوبة بديلة أخرى بعد أخذ مستنتجات النيابة العامة.

يمكن اعتبارا للظروف الصحية للمحكوم عليه، في حالة تدخل طبي استعجالي إزالة القيد، على أن يرفع الطبيب المعالج تقريرا في الموضوع إلى قاضي تطبيق العقوبات في أجل أربعة وعشرين ساعة يوضح أسباب ذلك.

يصدر قاضي تطبيق العقوبات موقفا يوقف تنفيذ العقوبة إلى حين زوال المانع الصحي، أو بتغيير مكان وضع القيد، يبلغ إلى النيابة العامة والمحكوم عليه والمؤسسة السجنية، وتطبق بشأن المنازعة فيه مقتضيات الفقرتين الثالثة والرابعة من المادة 647-9.

الفرع الثالث: تدابير تنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية

المادة 647-15

يأمر قاضي تطبيق العقوبات بإطلاق سراح المحكوم عليه بعقوبة تقييد الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية بمجرد صيرورة الحكم الصادر في حقه مكتسبا لقوة الشيء المقضي به، ما لم يكن معتقلا من أجل سبب آخر.

غير أنه يمكن إصدار المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتساب الحكم قوة

الشيء المقضي به، إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن. يلتزم المحكوم عليه بالمثل أمام قاضي تطبيق العقوبات داخل أجل أقصاه أسبوع، من تاريخ تبليغه المقرر النهائي الصادر في حقه أو من تاريخ الإفراج عنه.

المادة 647-16

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية المحددة في الحكم القاضي بالعقوبة البديلة. يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أو وكيل الملك أن يتخذ التدابير اللازمة للتحقق من تنفيذ التدابير أعلاه.

ويمكن لقاضي تطبيق العقوبات، عند الاقتضاء، تكليف موظفي كتابة الضبط بالمحكمة أو المكلفين بمكتب المساعدة الاجتماعية بالدائرة القضائية للقيام بالتدابير اللازمة للتحقق من تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية وإعداد تقارير بشأنها، توجه نسخة منها إلى قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك.

المادة 647-17

يلتزم المحكوم عليه بالإدلاء للإدارة المكلفة بالسجون بما يفيد تنفيذه أو استمراره في تنفيذ التدابير الرقابية أو العلاجية أو التأهيلية المحكوم بها عليه، وذلك وفق الجدولة الزمنية المحددة له، وتحال نسخة منها إلى قاضي تطبيق العقوبات المختص. في حالة رصد إخلال المحكوم عليه بتنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية أو بالالتزامات المحددة له من قبل قاضي تطبيق العقوبات، يصدر هذا القاضي أمرا بتطبيق المحكوم عليه للعقوبة الحبسية الأصلية الصادرة في حقه وفقا لمقتضيات المادة 647-3 أعلاه.

الفرع الرابع: تدابير تنفيذ الغرامة اليومية

المادة 647-18

يؤدى مجموع الغرامة اليومية دفعة واحدة، غير أنه يمكن لقاضي تطبيق العقوبات أن يأذن بتفسيط أداؤها داخل الأجل المحددة في الفصل 35-15 من مجموعة القانون الجنائي إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه غير معتقل، شريطة أداء قسط أولي يعادل على الأقل نصف المبالغ الواجبة الأداء.

المادة 647-19

يأمر قاضي تطبيق العقوبات بإطلاق سراح المحكوم عليه بعقوبة الغرامة اليومية، إذا كان معتقلا، بمجرد صيرورة الحكم الصادر في حقه مكتسبا لقوة الشيء المقضي به وأدائه مجموع قيمة الغرامة اليومية المحكوم بها عليه. غير أنه يمكن إصدار المقرر المشار إليه في الفقرة السابقة قبل اكتساب الحكم لقوة الشيء المقضي به إذا وافقت النيابة العامة على ذلك ولم تمارس حق الطعن.

لا تحسب مدة الاعتقال التي قضاها المحكوم عليه عند تحديد مبلغ الغرامة اليومية الواجب أدائها.

المادة 647-20

يلتزم المحكوم عليه بالإدلاء بما يفيد أداء الغرامة اليومية أو تنفيذه أو استمراره في التنفيذ، وذلك وفق الجدولة الزمنية التي يحددها له قاضي تطبيق العقوبات. في حالة إخلال المحكوم عليه بتنفيذ الغرامة اليومية يصدر قاضي تطبيق العقوبات مقررًا بتطبيق المحكوم عليه للعقوبة الحبسية الأصلية الصادرة في حقه، والتي تخصم منها عدد الأيام التي أدت غرامتها.

المادة 647-21

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون التنسيق مع القطاعات الحكومية والمؤسسات والهيئات، لاسيما التي يمكن إشراك المصالح التابعة لها في تنفيذ العقوبات البديلة. تقوم الإدارة المكلفة بالسجون بإعداد تقارير دورية حول سير وحصيلة تنفيذ العقوبات البديلة والإكراهات التي تعترضها والحلول المقترحة لها، وتوجه هذه التقارير إلى السلطات القضائية المعنية.

المادة 647-22

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات بالمحكمة مُصدرة الحكم الابتدائي، وفق الشروط والضوابط المنصوص عليها في هذا القانون، إما تلقائياً بعد التوصل بمستنتجات النيابة العامة أو بطلب منها أو بطلب المحكوم عليه، أو دفاعه، أو الممثل الشرعي للحدث، أو مدير المؤسسة السجنية، أو من يعنيه الأمر، استبدال العقوبة الحبسية أو ما تبقى منها بعقوبة بديلة أو أكثر لفائدة المحكوم عليهم بمقررات قضائية مكتسبة لقوة الشيء المقضي به.

تقبل في هذه الحالة قرارات قاضي تطبيق العقوبات المنازعة من النيابة العامة أو المحكوم عليه أو دفاعه أو الممثل الشرعي للحدث خلال اليوم الموالي ليوم التبليغ بصورها وفقاً لمقتضيات المادتين 599 و600 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية، ويحال الملف فوراً على المحكمة التي تبنت وجوباً داخل أجل خمسة عشر يوماً من تاريخ إدراج الملف بالجلسة.

يترتب على كل منازعة إيقاف تنفيذ القرار الصادر عن قاضي تطبيق العقوبات.

الباب السادس: تقادم العقوبات

المادة 648

يترتب عن تقادم العقوبة تخلص المحكوم عليه من آثار الإدانة إذا لم تكن العقوبة قد نفذت خلال الأجل المحددة في المادة 649 وما بعدها إلى المادة 651 بعده. غير أنه، مع ذلك، فإن حالات انعدام الأهلية المحكوم بها في مقرر الإدانة أو التي

تكون نتيجة قانونية لهذا المقرر تبقى سارية المفعول.
ينقطع التقادم فيما يخص استيفاء المصاريف القضائية و الغرامات، بكل إجراء من إجراءات التحصيل يتم بمسعى من الجهات المأذون لها بتحصيل تلك الأموال.

المادة 649

تتقادم العقوبات الجنائية بمضي خمس عشرة سنة ميلادية كاملة، تحسب ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسبا لقوة الشيء المقضي به.
إذا تقادمت عقوبة المحكوم عليه، فإنه يخضع بقوة القانون طيلة حياته للمنع من الإقامة في دائرة العمالة أو الإقليم التي يستقر بها الضحية الذي ارتكبت الجريمة على شخصه أو على أمواله أو يستقر بها ورثته المباشرون.
تطبق على المنع من الإقامة في هذه الحالة مقتضيات القانون الجنائي.

المادة 650

تتقادم العقوبات الجنحية بمضي أربع سنوات ميلادية كاملة، ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسبا لقوة الشيء المقضي به.
غير أنه إذا كانت عقوبة الحبس المحكوم بها تتجاوز خمس سنوات، فإن مدة التقادم تكون مساوية لمدة العقوبة.

المادة 651

تتقادم العقوبات عن المخالفات بمضي سنة ميلادية كاملة، تحسب ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه الحكم الصادر بالعقوبة مكتسبا لقوة الشيء المقضي به.

المادة 652

لا يمكن بأي حال من الأحوال، أن يقبل من شخص تقدمه لتنفيذ ما حكم به عليه في غيبته، أو بناء على المسطرة الغيابية، إذا تقادمت العقوبة المحكوم بها عليه.

المادة 653

تتقادم المقتضيات المدنية الواردة في منطوق مقرر زجري مكتسب لقوة الشيء المقضي به حسب قواعد تقادم الأحكام المدنية.

المادة 1-653

لا تتقادم العقوبات الصادرة بشأن جرائم ينص على عدم تقادمها القانون أو اتفاقية دولية صادقت عليها المملكة المغربية ونشرت بالجريدة الرسمية.

الجريدة الرسمية عدد 7431 - 24 صفر 1447 (18) أغسطس 2025 .

صفحة : 6405

نصوص عامة

مرسوم رقم 2.25.386 صادر في 6 ذي الحجة 1446 (3) يونيو 2025 بتحديد
كيفية تطبيق العقوبات البديلة

رئيس الحكومة.

بناء على القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية الصادر بتنفيذه الظهير
الشريف رقم 1.02.255 بتاريخ 25 من رجب 1423 : (3 أكتوبر 2002)، ولا
سيما المادتين 1-647 و 13-647 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 108.49 الصادر في 22 من ربيع الآخر 1429 (29)
أبريل (2008) بتعيين المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج وتحديد
اختصاصاته :

وعلى القانون رقم 10.23 المتعلق بتنظيم وتدبير المؤسسات السجنية الصادر بتنفيذه
الظهير الشريف رقم 1.24.33 بتاريخ

: 18 من محرم 1446 (24) يوليو 2024

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 24 من ذي القعدة 1446 (22)
ماي 2025 .

رسم ما يلي :

الباب الأول

أحكام مشتركة

المادة الأولى

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع تنفيذ العقوبات البديلة

ولهذه الغاية يعهد لها القيام بما يلي :

- تحديد لائحة المؤسسات السجنية المكلفة بتتبع تنفيذ العقوبات البديلة ودوائر اختصاصها :

التنسيق بين مختلف المتدخلين لتتبع تنفيذ العقوبات البديلة :

الإسهام في إعداد برامج لإعادة تأهيل المحكوم عليهم بعقوبات بديلة قصد الاندماج في المجتمع بالتنسيق مع السلطات القضائية المختصة والقطاعات والمؤسسات والهيئات المعنية :

إبرام اتفاقيات أو عقود شراكة مع مصالح الدولة أو الجماعات الترابية أو مؤسسات أو هيئات حماية الحقوق والحريات والحكامة الجيدة أو المؤسسات العمومية أو المؤسسات الخيرية أو دور العبادة أو غيرها من المؤسسات أو الجمعيات أو

المنظمات غير الحكومية العاملة لفائدة الصالح العام أو مؤسسات القطاع الخاص أو الأشخاص الذاتيين :

إعداد دلائل حول العقوبات البديلة، وتقديم كل توصية أو اقتراح من شأنه تعزيز الممارسات الفضلي في مجال اختصاصها :

إعداد الإحصائيات المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة :

تطوير برمجيات معلوماتية لتسهيل مهام التتبع والمراقبة :

الإسهام في تطوير البحوث والدراسات المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة.

المادة 2

يمكن للإدارة المكلفة بالسجون تفويض بعض مهامها المتعلقة بتنفيذ العقوبات البديلة إلى أحد أشخاص القانون العام أو الخاص بناء على اتفاقيات أو عقود تحدد فيها واجبات والتزامات كل طرف طبقاً للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

المادة 3

تتولى بنية إدارية مختصة تابعة للإدارة المكلفة بالسجون مهمة تتبع تنفيذ العقوبات البديلة على الصعيد المركزي واللامركز

المادة 4

يعتبر مدير المؤسسة السجنية مسؤولاً عن تتبع تنفيذ العقوبات البديلة، ولهذه الغاية يجب عليه :

1 - التحقق من استيفاء المقررات التنفيذية للعقوبات البديلة للشروط المتطلبة قانوناً، والرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند الاقتضاء :

2 - التنسيق مع المصالح اللامركزية للدولة والجماعات الترابية والمؤسسات والهيئات العمومية والخاصة. في كل ما يهم تتبع ومراقبة تنفيذ المحكوم عليه للعقوبة البديلة :

3- الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات والإدارة المكلفة بالسجون. كل فيما يخصه، عند كل صعوبة في التنفيذ.

المادة 5

يكلف بمراقبة وتتبع تنفيذ العقوبات البديلة موظف تابع للإدارة المكلفة بالسجون، ويشار إليه بعده بالمكلف بالمراقبة.

يقوم المكلف بالمراقبة بزيارة أماكن تنفيذ العقوبات البديلة ويمكنه أن يقوم بذلك خارج أوقات العمل الإداري وخلال أيام العطل والأعياد، وبعض من ارتداء الزي الرسمي عند الاقتضاء.

إذا كانت العقوبة البديلة تنفذ بمكان مخصص للنساء، فإنه لا يمكن إجراء هذه الزيارة إلا من قبل موظفة تابعة للبنية الإدارية المختصة أو بحضورها.

يتأكد المكلف بالمراقبة من هوية المحكوم عليه بعد التعريف بصفته وبطبيعة مهمته.

يمكن للبنية المركزية المختصة أن تقوم بزيارات دورية وأخرى مفاجئة لأماكن تنفيذ العقوبات البديلة.

المادة 6

يدون الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة، فور التوصل بمقرر قاضي تطبيق العقوبات الخاص بتنفيذ العقوبة البديلة.

البيانات والمعلومات المتعلقة بالمقرر القضائي وبهوية المحكوم عليه ويتوع ومدة العقوبة الحبسية الأصلية والعقوبة البديلة بالسجل المنصوص عليه في المادة 9 أدناه.

يشار إلى مقرر قاضي تطبيق العقوبات الخاص بتنفيذ العقوبة البديلة المنصوص عليه في الفقرة الأولى أعلاه بالمقرر التنفيذي

المادة 7

يتولى الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة مسك ملف لكل محكوم عليه بعقوبة بديلة، ويتضمن ما يلي :

1 - ملخص حكم العقوبة البديلة :

2 - المقرر التنفيذي والأوامر الصادرة عن قاضي تطبيق العقوبات خلال مراحل التنفيذ :

3 - مدة العقوبة الحبسية الأصلية والبيانات المتعلقة بالعقوبة البديلة :

4 - بيانات الهوية ونسخ من الوثائق التعريفية للشخص المحكوم عليه وصورته الشخصية :

5- القرارات الصادرة عن مدير المؤسسة السجنية أو الإدارة المكلفة بالسجون المتعلقة بالعقوبة البديلة :

6 - أصل التقارير أو المحاضر وكل الوثائق المتعلقة بتنفيذ العقوبة البديلة المحكوم بها :

7 - نسخا طبقا للأصل من السندات والمقررات القضائية الصادرة خلال تنفيذ المحكوم عليه للعقوبة البديلة :

8 - محضر يتضمن إخبار المحكوم عليه بالالتزامات المفروضة عليه وبالجزاء المترتبة عن الإخلال بها :

9- إشهاد المحكوم عليه بتنفيذ الالتزامات المفروضة عليه :

10 - ما يفيد تبليغ المحكوم عليه أو نائبه الشرعي إذا كان حدثا

يفحوى المقرر التنفيذي :

11 - بطاقات التقييم والتتبع والوثائق المتعلقة بتنفيذ العقوبة البديلة

المادة 8

يتولى الموظف المسؤول عن الضبط القضائي بالمؤسسة السجنية حفظ ملف المعتقل المحكوم عليه بعقوبة بديلة بعد الإفراج عنه. والذي يجب أن يتضمن :

- نسخا طبقا للأصل من المقررات القضائية :

نظائر التقارير والمحاضر المنجزة من قبل مدير المؤسسة السجنية أو الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة :

المستندات والوثائق المتعلقة بتنفيذ العقوبة البديلة.

الفرع الأول

في ما يخص سجل العقوبات البديلة

المادة 9

يجب أن يمسك الموظف المسؤول عن ضبط إجراءات تنفيذ العقوبة البديلة سجلاً للعقوبات البديلة، يتضمن هوية المحكوم عليه وحالته العائلية وجميع البيانات المتعلقة بالعقوبة الحبسية الأصلية الصادرة في حقه والعقوبة البديلة ومراجع مقررها التنفيذي وتاريخ بداية تنفيذها أو مبلغها المالي وتاريخ ومراجع وثيقة أو سند تسديده والمقررات القضائية القاضية باستبدال العقوبة البديلة أو المتخذة بشأنها والتاريخ الفعلي لنهايتها أو تنفيذها.

ترقم صفحات هذا السجل قبل الشروع في العمل به، ويوقع قاضي تطبيق العقوبات على الصفحتين الأولى والأخيرة منه.

يمكن للإدارة المكلفة بالسجون رقمنة هذا السجل، وفي حالة تعارضه مع السجل الورقي يعتمد هذا الأخير ما لم تتوافر قرائن قوية

تدعم صحة السجل الإلكتروني

المادة 10

يجب ألا يحتوي سجل العقوبات البديلة الورقي على بياض أو محو أو تشطيب أو كشط، مع وضع عبارة «بل» بخط أحمر عند كل خطأ في التدوين. ويصادق عليه الموظف المسؤول عن ضبط إجراءات تنفيذ العقوبة البديلة ومدير المؤسسة السجنية

يطبق نفس الإجراء المشار إليه بالفقرة الأولى أعلاه في حالة تصحيح الهوية طبقاً للنصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالحالة المدنية، أو تصحيح أو تغيير الوضعية الجنائية للعقوبة البديلة.

المادة 11

يجب المحافظة على سجل العقوبات البديلة حتى بعد انتهاء العمل

به، كما يجب :

التحقق من صحة جميع المعلومات قبل تدوينها في هذا السجل :

الكتابة بخط واضح ويلون موحد مع استعمال أسلوب بسيط

وسليم :

- تقديمه ووضع فقط رهن إشارة قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك وكل شخص منتدب من طرفهما، وكذا الجهات المخول لها قانوناً حق الاطلاع عليه :

- ضمان سرية المعطيات والمعلومات المدونة به وعدم وضعه في متناول العموم أو تكليفهم بملئه.

تطبق مقتضيات التشريع المتعلق بالأرشيف على هذا السجل وعلى مختلف الوثائق الإدارية والسندات والمقررات القضائية المتعلقة بالعقوبة البديلة.

المادة 12

لا يجوز إخراج سجل العقوبات البديلة من المؤسسة السجنية إلا في حالة إغلاقها، وينقل عندئذ إلى المؤسسة السجنية التي حلت محلها

الفرع الثاني

في ما يخص المعتقلين

المادة 13

يمكن للمحكمة أو لقاضي تطبيق العقوبات عند النظر في استبدال العقوبة الحبسية الأصلية بعقوبة بديلة، أن يطلب رأي مدير المؤسسة السجنية حول إمكانيات تأهيل المعتقل وتقويم سلوكه واستجابته لإعادة الإدماج وكذا حالته الصحية.

المادة 14

إذا تقدم مدير المؤسسة السجنية بطلب استبدال العقوبة الحبسية بعقوبة بديلة إلى المحكمة المختصة أو إلى قاضي تطبيق العقوبات وفقا لمقتضيات الفصل 4-35 من مجموعة القانون الجنائي، والمادة 22-647 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية، تعين عليه تذييل هذا الطلب برأيه، وإرفاقه بالوثائق التالية :

- بطاقة شخصية للمعتقل حول وضعيته الجنائية :

- شهادة طبية أو تقرير طبي يتعلق بحالته الصحية عند الاقتضاء.

صادر عن طبيب المؤسسة السجنية :

بطاقة حول احتياجاته التأهيلية وسلوكه داخل المؤسسة السجنية وعدد مرات وأسباب اعتقاله.

تطبق مقتضيات الفقرة الأولى أعلاه على طلب استبدال العقوبة الذي يتقدم به المعتقل إلى المحكمة المختصة أو إلى قاضي تطبيق العقوبات

المادة 15

يتم الإفراج عن المعتقل المحكوم عليه بعقوبة بديلة فور التوصل بمقرر قاضي تطبيق العقوبات القاضي بالإفراج عنه، وبعد التحقق من هذا المقرر وفقا لمقتضيات البند 1 من المادة 4 أعلاه

يقوم الموظف المسؤول عن الضبط القضائي تحت إشراف مدير المؤسسة السجنية باحتساب مدة العقوبة البديلة أو مبلغها، ويفرج فوراً عن المعتقل المحكوم عليه بها بعد التأكد من عدم اعتقاله من أجل قضية أخرى، مع إحالة الملف قبل إتمام إجراءات الإفراج على البنية المحلية المختصة قصد تتبع التنفيذ.

إذا تبين أن المحكوم عليه بعقوبة بديلة معتقل من أجل قضية أخرى. يجب على مدير المؤسسة السجنية إشعار قاضي تطبيق العقوبات لاتخاذ المتعين قانوناً.

المادة 16

تستقبل البنية المحلية المختصة المعتقل عند الإفراج عنه وتطلع على نوع العقوبة البديلة المحكوم عليه بها والغاية منها، كما تخبره، مقابل إظهار بالالتزامات المفروضة عليه وبجزاء الإخلال بها، وتحرص على استيفاء البيانات الكافية للاتصال به.

يلتزم المحكوم عليه بالإقامة في العنوان الذي أدلى به للبنية المحلية المختصة، كما يلتزم بإشعارها عند كل تغيير المحل أو عنوان إقامته.

المادة 17

إذا كان المحكوم عليه يقيم خارج دائرة اختصاص المؤسسة السجنية التي أفرجت عنه، يوجه مدير هذه المؤسسة بعد موافقة قاضي تطبيق العقوبات نظيراً عن ملف العقوبة البديلة إلى المؤسسة السجنية التي يوجد مقر إقامة أو محل سكنى المحكوم عليه ضمن دائرة اختصاصها، من أجل تتبع تنفيذ العقوبة البديلة.

الفرع الثالث

في ما يخص غير المعتقلين

المادة 18

يتحقق الموظف المسؤول عن ضبط إجراءات تنفيذ العقوبة البديلة، تحت إشراف مدير المؤسسة السجنية، من توفر المقرر التنفيذي على الشروط والبيانات المتطلبية قانوناً، كما يقوم وفقاً للمقتضيات القانونية باحتساب مدة العقوبة البديلة الواجب على المحكوم عليه غير المعتقل تنفيذها، مع إشعار قاضي تطبيق العقوبات بذلك

المادة 19

تقوم البنية المحلية المختصة باستدعاء المحكوم عليه من أجل تنفيذ العقوبة البديلة، برسالة مضمونة مع الإشعار بالتوصل أو بأي وسيلة اتصال أو تقنية تترك أثراً كتابياً.

يوجه مدير المؤسسة السجنية تقريراً إلى قاضي تطبيق العقوبات عند تعذر استدعاء المحكوم عليه أو امتناعه عن الحضور لاتخاذ ما يلزم قانوناً.

المادة 20

إذا قرر قاضي تطبيق العقوبات وضع حد للعقوبة البديلة في حالة امتناع المحكوم عليه عن التنفيذ أو إخلاله بالالتزامات المفروضة عليه، تعين عليه تضمين الأمر بتنفيذ العقوبة الحبسية الأصلية نوع العقوبة البديلة المحكوم بها ومدتها وما تم تنفيذه من طرف المحكوم عليه

يقوم الموظف المسؤول عن ضبط القضائي بالمؤسسة السجنية. تحت إشراف مدير هذه المؤسسة باحتساب مدة العقوبة الحبسية الأصلية التي يجب على المعتقل قضاؤها في هذه الحالة، ويتعين عليه الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند وجود أي صعوبة

الباب الثاني

تتبع تنفيذ العقوبات البديلة

الفرع الأول

العمل لأجل المنفعة العامة

المادة 21

يقوم مدير المؤسسة السجنية، في إطار التنسيق المحلي مع مصالح الدولة أو الجماعات الترابية أو مؤسسات أو هيئات حماية الحقوق والحريات والحكمة الجيدة أو المؤسسات العمومية أو المؤسسات الخيرية أو دور العبادة أو غيرها من المؤسسات أو الجمعيات أو المنظمات غير الحكومية العاملة لفائدة الصالح العام بإعداد برامج العمل ولائحة الأماكن التي يمكن تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة بها، في إطار اتفاقيات ثنائية أو متعددة الأطراف.

ترسل هذه البرامج واللائحة إلى قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون. ويتم تحيينها ومراجعتها بشكل دوري وكلما اقتضت الضرورة ذلك.

المادة 22

تلتزم المصالح والمؤسسات المنصوص عليها في المادة 21 أعلاه باستقبال المحكوم عليه وتكليفه بعمل يحافظ على كرامته الإنسانية. ويمنع عليها تكليفه للقيام بأعمال ذات منفعة خاصة أو شخصية.

وتلتزم على الخصوص بما يلي :

التنسيق مع مدير المؤسسة السجنية في كل ما يهم تنفيذ عقوبة

العمل لأجل المنفعة العامة :

تبليغ المحكوم عليه تحت إشراف البنية المحلية المختصة بضوابط العمل المفروضة داخل مقارها أو بموجب أنظمتها

الداخلية :

- مسك سجل العمل لأجل المنفعة العامة المنصوص عليه في المادة 8-647 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية، وفق الشروط المنصوص عليها في المادتين 10 و 11 أعلاه :

إعداد تقارير شهرية وتقارير خاصة كلما طلب منها ذلك حول تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة توجهها إما ورقيا أو إلكترونيا أو هما معا إلى البنية المحلية المختصة وإلى قاضي

تطبيق العقوبات ووكيل الملك

تقوم المصالح والمؤسسات المذكورة فورا بإخبار مدير المؤسسة السجنية كلما تبين لها أن المحكوم عليه لا يحترم ضوابط العمل المقررة من قبلها أو المحددة له بموجب عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة ويتولى مدير المؤسسة السجنية إشعار قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك بذلك.

المادة 23

إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه معتقل، يقوم الموظف المسؤول عن الضبط القضائي بالمؤسسة السجنية باحتساب مدة العمل لأجل المنفعة العامة التي يتعين على المحكوم عليه تنفيذها بعد خصم مدة اعتقاله، وإحالة الملف قبل إتمام إجراءات الإفراج على البنية المحلية المختصة، ويفرج عن المعتقل فور التحقق من كونه غير معتقل من أجل قضية أخرى.

إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه غير معتقل، يقوم الموظف المسؤول عن ضبط إجراءات تنفيذ العقوبة البديلة بالتحقق من استيفاء المقرر التنفيذي للشروط المتطلبة وفق مقتضيات البند 1 من المادة 4 أعلاه.

المادة 24

تضع البنية المحلية المختصة، تحت إشراف مدير المؤسسة السجنية، برنامجاً للزيارات الدورية للمكلفين بالمراقبة من أجل | التأكد من التزام المحكوم عليهم بأداء العمل حسب البرنامج المحدد.

يقوم مدير المؤسسة السجنية بزيارات مفاجئة إلى أماكن تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة، ويمكنه أن يكلف البنية المحلية المختصة بإجرائها.

يوقع المكلف بالمراقبة في سجل العمل لأجل المنفعة العامة المشار إليه في المادة 22 أعلاه، ويشير فيه إلى تاريخ الزيارة ويدون به ملاحظاته، ويحرر محضراً يحال إلى مدير المؤسسة السجنية عند كل إخلال، والذي يتعين إشعار قاضي تطبيق العقوبات به.

المادة 25

بعد مدير المؤسسة السجنية تقريراً مفصلاً يضمنه ملاحظاته ومقترحاته حول تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة بالمصالح والمؤسسات المنصوص عليها في المادة 21 أعلاه، وحول تقييد المحكوم عليه بالالتزامات المفروضة عليه، يوجهه إلى قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون

بعد أيضاً تقريراً بتمام تنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة بعد استنفاد المحكوم عليه لساعات العمل ويوجهه إلى قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون

المادة 26

يمكن لمدير المؤسسة السجنية تقديم طلب مرفق بالوثائق المبررة له، إلى قاضي تطبيق العقوبات من أجل التوقيف المؤقت لتنفيذ عقوبة العمل لأجل المنفعة العامة، وذلك مراعاة الظروف المحكوم عليه الاجتماعية أو الصحية أو العائلية أو الدراسية أو المهنية، أو الظروف تتعلق بالمصالح والمؤسسات التي يقضي بها عقوبة العمل لأجل المنفعة

العامة.

الفرع الثاني

المراقبة الإلكترونية

المادة 27

تتولى الإدارة المكلفة بالسجون تتبع عمليات المراقبة الإلكترونية وتنسيقها مركزيا ومحليا، كما تتولى تتبع عمليات وضع وإزالة القيد الإلكتروني والمراقبة الميدانية للمحكوم عليهم، ويمكنها تفويض بعض التدابير التقنية المتعلقة بالمراقبة الإلكترونية للقطاع العام أو الخاص.

تحدث لدى الإدارة المكلفة بالسجون منصة وطنية للمراقبة الإلكترونية تتولى تتبع تنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية وتنسيقها وطنيا، ويتولى داخلها موظفون تابعون لهذه الإدارة مهمة رصد وتتبع حركة وتنقل المحكوم عليه بالوسائل الإلكترونية

يمكن عند الاقتضاء إحداث منصات جهوية أو محلية للمراقبة الإلكترونية تعمل تحت إشراف البنية المركزية المختصة، وتسري عليها نفس المقتضيات المتعلقة بالمنصة الوطنية.

المادة 28

يعهد إلى الموظفين المشار إليهم في المادة 27 أعلاه القيام بما يلي :

تقبع ومراقبة التزام المحكوم عليه بالتواجد في المكان المحدد له داخل الأوقات المحددة بموجب المقرر التنفيذي :

- معالجة الإشعارات والإنذارات المنبثقة عن أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية :

الاتصال المباشر بالمحكوم عليه، أو عبر المنصات الجهوية أو المحلية أو تكليف البنية المحلية المختصة لمعالجة مختلف إشعارات وإنذارات المراقبة الإلكترونية والانتقال إلى عين المكان عند الاقتضاء :

- إعداد قاعدة للبيانات والإحصائيات المتعلقة بتنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية وتحليل المعطيات المجمعة لتقييم فعالية نظام المراقبة الإلكترونية وتقديم المقترحات الكفيلة بتحسينه :

القيام بزيارات ميدانية لأماكن التنفيذ للتأكد من مدى سلامة إجراءات وتدابير تقبع تنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية :

- أرشفة جميع البيانات والمعطيات المتعلقة بتنفيذ المراقبة الإلكترونية، وضمان سريتها وسلامتها.

المادة 29

يتولى موظفو منصات المراقبة الجهوية والمحلية إلى جانب المهام المخولة لموظفي المنصة الوطنية للمراقبة الإلكترونية المحددة في المادة 28 أعلاه، القيام بما يلي :
تنفيذ التعليمات والأوامر الموجهة لهم من طرف البنية المركزية المختصة بخصوص تتبع التنفيذ :

إشعار قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك عند حدوث أي طارئ يمكن أن يؤثر على تنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية :

- إنجاز تقرير بكل إتلاف أو تعييب لأجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية أو نزع القيد الإلكتروني أو محاولة ذلك، وكذا عند كل إخلال عمدي من المحكوم عليه بالتزامات المراقبة الإلكترونية، وإحالة تحت إشراف السلم الإداري على قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك.

المادة 30

عند عدم توفر منصات للمراقبة الإلكترونية الجهوية أو المحلية.

يمكن للإدارة المكلفة بالسجون أن تكلف مباشرة البنية المحلية المختصة للقيام بجميع أو بعض المهام المشار إليها في المادتين 28 و 29 أعلاه

علاوة على ذلك، تقوم البنية المحلية المختصة، بما يلي :

القيام بالزيارات الميدانية للتأكد من توفر مكان تنفيذ عقوبة.

المراقبة الإلكترونية على الشروط والمتطلبات التقنية لتركيب

وتشغيل أجهزة ومعدات المراقبة الإلكترونية :

وضع وإزالة القيد الإلكتروني وأجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية :

التنسيق مع قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك :

القيام بزيارات الرصد والتتبع وكذا التدخلات الميدانية.

المادة 31

يكلف مدير المؤسسة السجنية بالتنسيق مع الإدارة المكلفة بالسجون، المكلفين بالمراقبة الذين سيباشرون مهمة تليق بتنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية، بما في ذلك وضع وإزالة القيد الإلكتروني عن المحكوم عليهم في حالة سراح بالمكاتب المحدثة

لهذا الغرض بالمحاكم. مع التنسيق في هذه الحالة الأخيرة مع قاضي تطبيق العقوبات لتسهيل

مباشرتهم لمهامهم.

المادة 32

تعتمد المراقبة الإلكترونية على نظامين :

نظام ثابت يتم تنفيذه عبر وضع وتثبيت الأجهزة والأدوات الخاصة به بمنزل المحكوم عليه أو بمحل إقامته أو بأي مكان آخر حدده المقرر التنفيذي. ووضع قيد إلكتروني على جسد المحكوم عليه بعد برمجه وضبط إعداداته مع أجهزة المراقبة التي تم تثبيتها للتأكد من تقييد المحكوم عليه بتنفيذ الالتزامات المفروضة عليه بعدم مغادرة المكان المحدد أو عدم مغادرته في أوقات محددة، إما بشكل كلي أو جزئي، وذلك بتحديد الأوقات المسموح له خلالها بمغادرة هذا المكان أو المحل، بعد ضبط إعدادات أجهزة المراقبة وفقاً لهاته الأوقات :

نظام متحرك يتم تنفيذه عبر وضع قيد إلكتروني على المحكوم عليه لمعرفة مكان تواجده بصفة متواصلة وتتبع تحركاته باستمرار، ولتحديد مكان تواجده على مدار الساعة بشكل دقيق من خلال رصد تحركاته عبر تقنية الترددات اللاسلكية أو عبر نظام الأقمار الصناعية لتحديد المواقع GPS»، بقيام القيد الإلكتروني الموضوع على جسد المحكوم عليه ببعث إشارات باستمرار عن مكان تواجد هذا الأخير، وذلك وفق توقيت يتم ضبطه سلفاً.

يحدد قاضي تطبيق العقوبات في المقرر التنفيذي نظام المراقبة الإلكترونية الذي يجب أن يخضع له المحكوم عليه وأوقات وأجال تنفيذه

المادة 33

تتحمل الدولة مصاريف تدبير القيد الإلكتروني.

تحدد المصاريف التي يمكن فرضها على المحكوم عليه بقرار مشترك للسلطتين الحكوميتين المكلفتين بالعدل والمالية.

المادة 34

يتعين على البنية المحلية المختصة تزويد المحكوم عليه بمجرد وضع القيد الإلكتروني على جسده بالمعلومات الكافية حول حقوقه وواجباته في إطار تنفيذ العقوبة.

المادة 35

يتم وضع القيد الإلكتروني على جسد المحكوم عليه وإزالته من قبل المكلف بالمراقبة بالمؤسسة السجنية إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه معتقل، أو بالمكاتب المحدثة بالمحاكم بخصوص المحكوم عليه في حالة سراح.

تنجز البنية المحلية المختصة في كلتا الحالتين تقريراً يحال إلى قاضي تطبيق العقوبات، وتوجه نسخة منه إلى وكيل الملك والإدارة المكلفة بالسجون

المادة 36

لا يتم وضع القيد الإلكتروني على جسد المحكوم عليه وتثبيت أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية بالمكان أو المحل المحدد لتنفيذ العقوبة، إلا من طرف المؤسسة السجنية التابع لدائرة اختصاصها المحل أو المكان المذكور إذا كان هذا المحل أو المكان خارج دائرة اختصاص المؤسسة السجنية المعتقل بها المحكوم عليه يعمل مديرها على إشعار قاضي تطبيق العقوبات والتنسيق مع المؤسسة السجنية المختصة من أجل القيام بالإجراءات القبلية للتأكد من توفر مكان أو محل تنفيذ العقوبة على شروط المراقبة الإلكترونية.

كما يقوم مدير المؤسسة السجنية المعتقل بها المحكوم عليه باتخاذ الإجراءات اللازمة لترحيله إلى المؤسسة السجنية المختصة قبل رفع

حالة الاعتقال عنه

المادة 37

إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه معتقل يقوم الموظف المسؤول عن الضبط القضائي بالمؤسسة السجنية باحتساب مدة المراقبة الإلكترونية، وتحديد تاريخ بدايتها ونهايتها وفقاً لما هو مضمن في المقرر التنفيذي، ويرفع فوراً حالة الاعتقال عن المحكوم عليه، ويحيل الملف على الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة قبل الإفراج عنه من أجل وضع القيد الإلكتروني.

المادة 38

تقوم البنية المحلية المختصة بتثبيت أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية بالمحل أو المكان المحدد لتنفيذ العقوبة، وتشرف على برمجة وضبط إعدادات القيد الإلكتروني مع هذه الأجهزة والأدوات التي تم تثبيتها بالمحل أو المكان المذكور وفقاً للحيزين

الجغرافي أو الزمني أو هما معا اللذين يتعين عدم خرقهما، وربط هذا القيد بمنصة المراقبة الإلكترونية على نحو يضمن انبعاث إشارات تحذيرية عند كل خرق للالتزامات أو إخلال بها.

يتعين الرجوع في هذا الشأن إلى قاضي تطبيق العقوبات والإدارة المكلفة بالسجون كل فيما يخصه، عند كل صعوبة.

المادة 39

إذا اقتضت ضرورة برمجة وضبط إعدادات القيد الإلكتروني مع أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية أن يتم وضع هذا القيد على جسد المحكوم عليه أو إزالته عنه بمكان أو محل تثبيت وتركيب هذه الأجهزة، فإنه يمكن استثناء. وبعد إشعار قاضي تطبيق العقوبات. أن يتم الوضع أو الإزالة بالمحل أو المكان المحدد لتنفيذ العقوبة. والمثبتة به هذه الأجهزة والأدوات

يحرر محضر حول العملية يحيله مدير المؤسسة السجنية على قاضي تطبيق العقوبات، يبين فيه الطبيعة التقنية لتركيب وضبط إعدادات أجهزة المراقبة التي اقتضت وضع أو إزالة القيد الإلكتروني بمكان أو محل تنفيذ العقوبة

المادة 40

يتعين على البنية المحلية المختصة القيام بزيارات ميدانية مسبقة للتأكد من توفر المكان أو المحل على الشروط التقنية اللازمة للتنفيذ السليم للمراقبة الإلكترونية وللالتزامات المفروضة على المحكوم عليه.

تشمل هذه الزيارات إجراء كل فحص مطلوب للتأكد من توفر العوامل الملائمة لتفعيل المراقبة الإلكترونية وضمان التوافق مع المعايير التقنية المطلوبة، وتقييم قدرة المكان على استيعاب أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية

يحرر محضر عن كل زيارة يحيله مدير المؤسسة السجنية على قاضي تطبيق العقوبات.

يتعين الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات والإدارة المكلفة بالسجون كل فيما يخصه، عند وجود أي صعوبة.

المادة 41

يتعهد المحكوم عليه باحترام الالتزامات المفروضة عليه بموجب المقرر التنفيذي، ويلتزم أيضا بما يلي :

الحضور أمام البنية المحلية المختصة كلما طلبت منه ذلك :

التوفر على رقم هاتفي والإجابة على الاتصالات الهاتفية الواردة من البنية المختصة أو منصة المراقبة المعنية. وإمدادها بالرقم الهاتفي الجديد في حالة تغييره للرقم الذي أدلى به، و برقم هاتف أحد أقاربه للاتصال به عند الضرورة :

التقيد بالتعليمات والتوجيهات المتعلقة بتنفيذ المراقبة الإلكترونية، والاعتناء بأجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية والقيد الإلكتروني :

عدم إتلاف أو تعيب أو نزع القيد الإلكتروني، أو أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية أو تغيير مكان تثبيتها أو محاولة ذلك تحت أي ظرف كان :

الإخبار الفوري بكل عطب يلحق بالفيدي الإلكتروني أو بأجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية، وكذا بكل الحالات الطارئة أو الاستعجالية :

الشحن الدائم لبطاريتي الهاتف والقيد الإلكتروني :

- عدم فصل أجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية عن التيار الكهربائي أو عن الربط الهاتفي، إذا كانت تعمل بهما :

الاستجابة للاستدعاءات الموجهة إليه بخصوص تنفيذ المراقبة الإلكترونية.

يشار في التعهد إلى أنه في حالة الإخلال بأحد الالتزامات المنصوص عليها، ينفذ المحكوم عليه العقوبة الحبسية الأصلية أو ما تبقى منها بعد خصم مدة الوضع تحت المراقبة الإلكترونية، وإلى ما يمكن أن يتعرض له من متابعة بخصوص كل إتلاف أو تعيب لأجهزة وأدوات المراقبة الإلكترونية.

تحيط البنية المحلية المختصة قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك علما بالحالات الطارئة.

المادة 42

في حال عدم استجابة المحكوم عليه أو نائبه الشرعي للاستدعاءات الموجهة إليه من قبل البنية المحلية المختصة أو الاتصالات الهاتفية الواردة منها، وعند كل إخلال بالالتزامات المفروضة عليه بمقتضى المراقبة الإلكترونية، يحرر الموظف المسؤول

عن البنية المحلية المختصة تقريراً حول الخرق أو الإخلال المرتكب والإجراءات المتخذة، بحيله مدير المؤسسة السجنية على قاضي تطبيق العقوبات ووكيل الملك مع إشعار الإدارة المكلفة بالسجون.

المادة 43

في حالة تأثير القيد الإلكتروني على صحة المحكوم عليه، يتم إشعار قاضي تطبيق العقوبات بناء على طلب المحكوم عليه أو من له مصلحة في ذلك.

المادة 44

إذا أمر قاضي تطبيق العقوبات بوضع حد لتنفيذ عقوبة المراقبة الإلكترونية وتطبيق العقوبة الحبسية الأصلية أو ما تبقى منها، يضمن بالمقرر التنفيذي مدة العقوبة السالبة للحرية التي يجب على المحكوم عليه قضاءها في هذه الحالة.

يتعين على مدير المؤسسة السجنية الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند وجود أي صعوبة
الفرع الثالث

تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية

أو علاجية أو تأهيلية

المادة 45

يتحقق الموظف المسؤول عن الضبط القضائي بالمؤسسة السجنية، تحت إشراف مدير المؤسسة السجنية، من المقرر التنفيذي وفق مقتضيات البند 1 من المادة 4 أعلاه، ويتأكد من تضمينه نوع التدبير الرقابي أو العلاجي أو التأهيلي المحكوم به أو السلطة أو السلطات التي يتعين على المحكوم عليه التقدم أمامها للمراقبة وبمدة خضوعه له، ويحيل الملف قبل إتمام إجراءات الإفراج عن المعتقل على البنية المحلية المختصة.

إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه غير معتقل تولى الموظف المسؤول عن ضبط إجراءات تنفيذ العقوبة البديلة القيام بالإجراءات المنصوص عليها في الفقرة الأولى أعلاه.

المادة 46

يبلغ الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة، مقابل إسهام المعتقل عند الإفراج عنه بفحوى المقرر التنفيذي، وبنوع التدبير الرقابي أو العلاجي أو التأهيلي

المحكوم به عليه، وبالساعة والتاريخ اللذين يتوجب عليه المثول فيهما أمام قاضي تطبيق العقوبات.

المادة 47

يقوم قاضي تطبيق العقوبات بعد مثول المحكوم عليه في حالة سراح أمامه بتمكين مدير المؤسسة السجنية من جميع المعلومات التي تفيد في تتبع التنفيذ، لا سيما الجدولة الزمنية وبرنامج تنفيذ العقوبة وبيانات الاتصال بالمحكوم عليه.

المادة 48

إذا أمر قاضي تطبيق العقوبات بوضع حد لتنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية وتطبيق العقوبة الجنسية الأصلية أو ما تبقى منها، يضمن المقرر الذي يصدره مدة العقوبة السالبة للحرية التي يجب على المحكوم عليه قضاءها.

يتعين على مدير المؤسسة السجنية الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند وجود أي صعوبة

أولاً : التدابير الرقابية وتقييد بعض الحقوق

المادة 49

يتحقق الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة من تضمين المقرر التنفيذي القاضي بفرض التدابير الرقابية وتقييد بعض الحقوق الإشارة إلى مكان تنفيذ العقوبة أو عنوان سكن المحكوم عليه عند تنفيذها به مع الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند كل صعوبة.

المادة 50

يمكن لقاضي تطبيق العقوبات تلقائياً أو بناء على ملتمس وكيل الملك أو مدير المؤسسة السجنية أو المحكوم عليه أو نائبه الشرعي، تغيير المكان أو العنوان موضوع تنفيذ عقوبة تقييد بعض الحقوق، كلما كان من شأن هذا الإجراء تجنيب المحكوم عليه الاتصال أو الاحتكاك بالأشخاص ضحايا الجريمة، أو كان مفيداً في تأهيل المحكوم عليه.

المادة 51

يتعين على المصالح المنصوص عليها في البند 3 من الفصل 12-35 من مجموعة القانون الجنائي مسك سجل لإثبات تقدم المحكوم عليه إليها في مواعيد محددة، وتضع له بتنسيق مع قاضي تطبيق العقوبات مواعيد وبرنامج التنفيذ، ويمكنها بالإضافة إلى ذلك اعتماد التقنية البيومترية لإثبات تقدم المحكوم عليه إليها في المواعيد المحددة.

تشعر هذه المصالح مدير المؤسسة السجنية المعنية بتتبع تنفيذ هذه التدابير بتقدم المحكوم عليه أمامها في المواعيد المحددة.

تسري على هذا السجل مقتضيات المادتين 10 و 11 أعلاه.

المادة 52

يجوز للمؤسسة السجنية بعد موافقة قاضي تطبيق العقوبات اعتماد ووضع وسائل تقنية تساهم في مراقبة المحكوم عليه بعقوبة الإقامة في مكان محدد وعدم مغادرته أو عدم مغادرته في أوقات معينة، أو بعقوبة المنع من ارتياد أماكن معينة أو عدم ارتيادها في أوقات معينة، أو بعقوبة التعهد بعدم التعرض أو الاتصال بالأشخاص ضحايا الجريمة.

ثانيا : التدابير العلاجية

المادة 53

تقوم الإدارة المكلفة بالسجون بتنسيق مع القطاعات الحكومية والمؤسسات الصحية المعنية، بإعداد لائحة تضم المؤسسات والمراكز التي يمكن أن يخضع فيها المحكوم عليه لعلاج نفسي أو علاج ضد الإدمان.

تقوم البنية المركزية المختصة بتعميم هذه اللائحة على المؤسسات السجنية المعنية لوضعها رهن إشارة قضاة تطبيق العقوبات ووكلاء الملك

تخضع هذه اللائحة للتحيين والمراجعة كلما اقتضت الضرورة ذلك.

المادة 54

يمكن القاضي تطبيق العقوبات الترخيص بخضوع المحكوم عليه للعلاج النفسي أو علاج ضد الإدمان بإحدى المؤسسات الخاصة على نفقته

تسري على المؤسسات الخاصة نفس المقتضيات المطبقة على المؤسسات العمومية فيما يخص تنفيذ العقوبة البديلة.

المادة 55

يمكن تنفيذ تدابير العلاج النفسي أو العلاج ضد الإدمان بإيداع المحكوم عليه بالمؤسسة الصحية أو دون إيداعه مع الخضوع الحصص العلاجية.

يقرر قاضي تطبيق العقوبات إيداع المحكوم عليه بالمؤسسة الصحية أو عدم إيداعه حسب خطورة الجريمة المرتكبة وخطورة المحكوم عليه وحالته الصحية واحتياجات إعادة إدماجه.

إذا قرر قاضي تطبيق العقوبات إيداع المحكوم عليه من أجل الخضوع للتدبير العلاجي. تقوم المؤسسة السجنية بإيداعه بالمؤسسة الصحية المحددة بالمقرر التنفيذي إذا تعلق الأمر بمحكوم عليه معتقل، وذلك بعد إتمامها للإجراءات المعمول بها للإفراج عنه. ويتعين عليها الرجوع فورا إلى قاضي تطبيق العقوبات عند أي صعوبة.

المادة 56

تنجز المؤسسة الصحية تقارير دورية حسب مراحل تنزيل البروتوكول العلاجي وكذا عند انتهائه، توجهها إلى المؤسسة السجنية. يقوم مدير المؤسسة السجنية بتوجيه نسخة من التقارير المذكورة مرفقة بملاحظاته حول تتبع تنفيذ التدبير العلاجي للمحكوم عليه. إلى قاضي تطبيق العقوبات

ثالثا : التدابير التأهيلية

المادة 57

تراعى في تنفيذ التدابير التأهيلية مؤهلات المحكوم عليه المعرفية والعلمية والدراسية. وكذا النشاط المهني أو الحرفي الذي يزاوله واحتياجات تقويمه وتأهيله.

يجب على المحكوم عليه أن يقدم للبنية المحلية المختصة في تواريخ تحددها، جميع الوثائق التي تراها ضرورية لإثبات خضوعه أو استمرار خضوعه للتدابير التأهيلية المحكوم بها.

رابعا : تعويض أو إصلاح الأضرار الناتجة عن الجريمة

المادة 58

تستقبل البنية المحلية المختصة المحكوم عليه المعتقل بمجرد توصلها بالمقرر التنفيذي. وتخبره بالالتزامات المفروضة عليه وبأجال التنفيذ والجزاءات المترتبة عن عدم التنفيذ قبل الإفراج عنه. وتستدعي لنفس الغاية المحكوم عليه في حالة سراح

المادة 59

يجب على المحكوم عليه أن يقدم للبنية المحلية المختصة في تواريخ تحددها جميع الوثائق التي تراها ضرورية لإثبات قيامه بتعويض أو إصلاح الأضرار الناتجة عن الجريمة.

يقوم الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة بتحرير تقرير حول تنفيذ المحكوم عليه للالتزامات المفروضة عليه، ويحيله مدير المؤسسة السجنية على قاضي تطبيق العقوبات من أجل اتخاذ المتعين. ويجوز لهذا الموظف إجراء زيارات ميدانية للتأكد من التنفيذ أو الاستمرار فيه كلما تعلق الأمر بإصلاح الأضرار الناتجة عن الجريمة.

الفرع الرابع

الغرامة اليومية

المادة 60

يقوم الموظف المسؤول عن الضبط القضائي بالمؤسسة السجنية بعد التوصل بالمقرر التنفيذي والتحقق منه وفق مقتضيات البند 1 من المادة 4 أعلاه، بحساب مجموع مبلغ الغرامة اليومية التي يجب على المعتقل أداءها بضرب عدد أيام العقوبة الحبسية المتبقية في مبلغ الغرامة اليومية المحكوم بها، وذلك بعد خصم مدة الاعتقال التي قضاها المحكوم عليه ما بين تاريخ حرمانه من حريته إلى غاية يوم أداء الغرامة، وتراعى في تحديد هذه المدة مقتضيات المادة 613 من القانون المتعلق بالمسطرة الجنائية.

المادة 61

ينجز الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة تحت إشراف مدير المؤسسة السجنية بطاقة يبين فيها مدة العقوبة الحبسية المحكوم بها على المعتقل وعدد أيام الاعتقال التي قضاها والمدة المتبقية، ومبلغ الغرامة اليومية المحكوم بها ومجموع قيمة الغرامة الواجب أدائها، ويشير فيها إلى المراجع المتعلقة بسند الاعتقال وبالمقرر القضائي وبالمقرر التنفيذي لقاضي تطبيق العقوبات ويضمها إلى ملف المحكوم عليه.

المادة 62

يبلغ الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة المعتقل بواسطة إسهاد بفحوى البطاقة المشار إليها في المادة 61 أعلاه، وبطرق الأداء المشار إليها في المادة 63 بعده، ويحرص على تمكينه من إخبار عائلته أو إخبار الشخص الذي يرى مصلحة له في ذلك من أجل أداء قيمة الغرامة، وإذا تعلق الأمر بمعتقل حدث وجب عليه تبليغ ولي أمره أو وصيه.

يدلي المعتقل أو من ينوب عنه المدير المؤسسة السجنية بما يفيد أداءه دفعة واحدة لمجموع قيمة الغرامة اليومية المحكوم بها.

المادة 63

يستخلص مبلغ الغرامة اليومية المحكوم بها بصندوق المحكمة طبقاً لمقتضيات التشريع المتعلق بتحصيل الديون العمومية، ويمكن أداؤها بواسطة شيك مقابل وصل يرفق بنسخة من البطاقة الوطنية للتعريف الإلكترونية أو سند الإقامة أو جواز السفر، حسب الحالة.

يمكن الأداء بواسطة تحويل بنكي لحساب مفتوح في اسم المحاسب بالمحكمة المختصة لدى صندوق الإيداع والتدبير أو أي مؤسسة ائتمانية أخرى معتمدة. كما يمكن الأداء بواسطة وسائل الأداء الإلكترونية الأخرى المعتمدة من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالعدل.

المادة 64

يمكن عند الضرورة للمعتقل أن يأذن باقتطاع قيمة مبلغ الغرامة اليومية أو جزء منها من الحساب الإسعي المفتوح له بالمؤسسة السجنية بناء على طلب يلتزم من خلاله ذلك.

يقوم الموظف المسؤول عن التدبير المالي بالمؤسسة السجنية باقتطاع مبلغ الغرامة اليومية وأدائه وفق مقتضيات المادة 63 أعلاه ويسلم المدير المؤسسة السجنية جميع الوثائق التي تفيد الأداء، وتسلم نسخة منها للمعتقل المعني مقابل إسهاد بذلك.

المادة 65

يقوم مدير المؤسسة السجنية فور أداء مجموع مبلغ الغرامة أو الإدلاء بما يفيد الأداء بموافاة قاضي تطبيق العقوبات بكل الوثائق المفيدة لاستصدار الأمر القاضي بإطلاق سراح المعتقل.

يفرج مدير المؤسسة السجنية عن المعتقل فور توصله بمقرر قاضي تطبيق العقوبات
القاضي بالإفراج

المادة 66

إذا أذن قاضي تطبيق العقوبات بأداء المحكوم عليه المبلغ الغرامة اليومية على شكل
أقساط. قام بمد مدير المؤسسة السجنية بالجدولة الزمنية التي حددها من أجل تتبع
التنفيذ.

يلتزم المحكوم عليه بالإدلاء للبنية المحلية المختصة بما يفيد أداء الغرامة اليومية أو
استمراره في التنفيذ، وفق الأقساط والأجال التي حددها قاضي تطبيق العقوبات
ينجز الموظف المسؤول عن البنية المحلية المختصة تقريراً حول أداء المحكوم عليه
المجموع مبلغ الغرامة اليومية يحيله مدير المؤسسة السجنية على قاضي تطبيق
العقوبات من أجل استصدار الأمر القاضي بتمام تنفيذ العقوبة البديلة المحكوم بها.
كما يقوم بإنجاز تقرير حول كل إخلال في التنفيذ من طرف المحكوم عليه. يحال على
قاضي تطبيق العقوبات

المادة 67

إذا أصدر قاضي تطبيق العقوبات مقررًا يقضي بتنفيذ المحكوم عليه للعقوبة الحبسية
الصادرة في حقه أو ما تبقى منها، ضمنه مدة العقوبة الحبسية التي يجب على المحكوم
عليه قضاءها.

يتعين على مدير المؤسسة السجنية الرجوع إلى قاضي تطبيق العقوبات عند وجود أي
صعوبة.

الباب الثالث

أحكام متفرقة وختامية

المادة 68

يصدر قاضي تطبيق العقوبات مقررًا يقضي بتمام تنفيذ العقوبة البديلة المحكوم بها
بناء على تقرير مدير المؤسسة السجنية، تسلم نسخة منه للمعني بالأمر وتحال نسخة
إلى النيابة العامة ومركز السجل العدلي المختص.

المادة 69

يسلم مدير المؤسسة السجنية المحكوم عليه عند تمام تنفيذه للعقوبة البديلة بطاقة تفيد ذلك، ويسلمه أيضا، بناء على طلبه. سواء أثناء تنفيذه للعقوبة البديلة أو بعد تمام تنفيذها، موجزا من سجل العقوبة البديلة دون الإشارة فيه إلى نوع الجريمة المرتكبة أو مدة العقوبة الحبسية الأصلية.

يتوقف تسليم الموجز المذكور لدفاع المحكوم عليه أو لعائلته بناء على موافقته
ينجز مدير المؤسسة السجنية موجزا من سجل العقوبة البديلة ويشهد بصحته ويحرص على تسليمه للشخص الذي تقدم بالطلب بعد التأكد من هويته.

المادة 70

توافي عند الاقتضاء المصالح والمؤسسات المنصوص عليها في المادة 21 أعلاه وكذا هيئات القطاع الخاص التي يمكن إشراكها في تنفيذ العقوبات البديلة، فقط الجهات القضائية المختصة أو الإدارة المكلفة بالسجون بالوثائق الإدارية المتعلقة بتنفيذ العقوبة البديلة لديها.

المادة 71

تحدث لجنة تحت رئاسة عامل العمالة أو الإقليم أو من ينوب عنه، يعهد إليها القيام بمهام التنسيق بين مدير المؤسسة السجنية وبين المصالح اللامركزية للدولة والجماعات الترابية والمؤسسات والهيئات التي يمكن تنفيذ العقوبات البديلة بها.

المادة 72

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الداخلية ووزير العدل والوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية المكلف بالميزانية والمندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج، كل واحد منهم فيما يخصه
وحرر بالرباط في 6 ذي الحجة 1446 (3) يونيو (2025).

الامضاء : عزيز أخنوش

وقعه بالعطف :

وزير الداخلية.

الإمضاء عبد الوافي لفتيت

وزير العدل.

الإمضاء : عبد اللطيف وهبي

الوزير المنتدب لدى وزيرة الاقتصاد والمالية

المكلف بالميزانية.

الإمضاء : فوزي لقجع

نشرة قرارات محكمة النقض - الغرفة الجنائية - العدد 44

تطبيق القانون الجنائي

القرار عدد 2

الصادر بتاريخ 02 يناير 2019

في الملف الجنحي عدد : 622018/6/1/2017

جريمة غسل الأموال - عناصرها التكوينية - خلو الملف من أي أدلة أو قرائن - أثره.

يشترط لقيام جريمة غسل الأموال ثبوت قيام عملية تحويل أموال متحصلة من الجرائم

الوارد النص عليها في الفصل 2-574 من القانون الجنائي بهدف إخفاء أو إنكار

مصدرها غير المشروع أو المساعدة على تجنب المسؤولية الجنائية عن الاحتفاظ

بمتحصلات هذه الجرائم والغرفة الجنحية لما قضت بعدم المتابعة من أجل جنحة غسل

الأموال و برفع الحجز عن الأموال والممتلكات والحسابات بعلّة أن الملف خال من أي

أدلة أو قرائن على نسبتها للمطلوبين تكون قد أبرزت عدم توفر الأفعال على العناصر

المادية والقانونية الكافية لمتابعة المطلوبين بالجريمة أعلاه، وعللت قرارها بشأن ذلك

تعليلاً كافياً ووفقاً لما يقتضيه القانون.

رفض الطلب

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

بناء على طلب النقض المرفوع من السيد نائب الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالرباط بمقتضى تصريح أفضى به بتاريخ 18/07/2017 لدى كاتب الضبط بها، والرامي إلى نقض القرار الصادر بتاريخ 11/07/2017 عن الغرفة الجنحية بالمحكمة المذكورة، في القضية ذات العدد 155/2526/2017، والقاضي بتأييد أمر قاضي التحقيق بعدم متابعة المطلوبين في النقض، (خ.ز)، و(ع.خ)، من أجل جنحة غسل الأموال.

إن محكمة النقض

بعد أن تلا السيد المستشار بوشعيب بوطر بوش التقرير المكلف به في القضية، وبعد الإنصات إلى السيدة وفاء زويدي المحامية العامة في مستنتاجاتها، وبعد المداولة طبقا للقانون.

نظرا لمذكرة بيان وسائل الطعن المدلى بها من لدن الطالب بإمضائه.

في شأن وسيلة النقض الفريدة المستدل بها، المتخذة من نقصان التعليل الموازي لانعدامه ذلك أن الغرفة الجنحية، قضت بتأييد الأمر المستأنف بعدم متابعة المطلوبين في النقض من أجل جنحة غسل الأموال و برفع الحجز عن أموالهما وممتلكاتهما العقارية وحساباتهما البنكية، وتبنت حيثياته. إلا أنه يتبين من وثائق الملف وخاصة محضر الشرطة القضائية وتقرير وحدة معالجة المعلومات المالية أن مصادر المبالغ المالية التي يتداولها المطلوب ضدتهما في النقض وأنشطتهما لا تستند لأي مصدر مشروع ولم يدلّيا بما يثبت اكتسابها عن طريق أنشطة تجارية مشروعة، مما يشكل قرينة كافية على متابعتها من أجل المنسوب إليهما، والسيد قاضي التحقيق لما قضى بعدم المتابعة للأسباب الواردة في الأمر الصادر عنه ولعلة أن الأصل هو البراءة، يكون قد خالف القانون باعتباره سلطة اتمام مهمته جمع الأدلة لا تقييمها أو الترجيح بينها، وتبعا لذلك يكون القرار المطعون فيه لما قضى بتأييد الأمر المستأنف دون مناقشة المعطيات أعلاه، جاء ناقص التعليل الموازي لانعدامه، ومعرضا للنقض والإبطال.

حيث أيد القرار المطعون فيه، الأمر المستأنف بعدم متابعة المطلوبين في النقض من أجل الفعل المشار إليه، أعلاه، وتبنى علله، وقد علل هذا الأخير ذلك بما يلي:

حيث التمس السيد وكيل الملك لدى هذه المحكمة إجراء تحقيق في مواجهة المتهمين أعلاه من أجل جنحة غسل الأموال، الأفعال المنصوص عليها وعلى عقوبتها في الفصول 574/1 و 574/2 و 574/3 من مجموع القانون الجنائي، والتمس في ملتمس النهائي متابعتها من أجل ذلك وإحالتها على المحكمة لمحاكمتها طبقاً للقانون.

وحيث تمسك المتهمين في سائر مراحل البحث والتحقيق بأن الأموال المحجوزة هي المملكة المغربية متحصلة من مصدر مشروع ولا علاقة لها بالاتجار في المخدرات أو غيرها من الأنشطة غير المشروعة.

وحيث إن جنحة غسل الأموال طبقاً للفصل 1-574 لا يمكن تصورها إلا من خلال ارتكاب الأفعال المحددة في هذا الفصل الذي جاء فيه: "تكون الأفعال التالية جريمة غسل الأموال عندما ترتكب عمداً وعن علم اكتساب أو حيازة أو استعمال أو استبدال أو تحويل أو نقل ممتلكات أو عائداتها بهدف إخفاء أو تمويه طبيعتها الحقيقية أو مصدرها غير المشروع، الفائدة الفاعل أو لفائدة الغير، عندما تكون متحصلة من إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 بعده.

مساعدة أي شخص متورط في ارتكاب إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 بعده على الإفلات من الآثار التي يربتها القانون على أفعاله.

تسهيل التبرير الكاذب بأية وسيلة من الوسائل، المصدر ممتلكات أو عائدات مرتكب إحدى الجرائم المشار إليها في الفصل 2-574 بعده، التي حصل بواسطتها على ربح مباشر أو غير مباشر.

12

- تقديم المساعدة أو المشورة في عملية حراسة أو توظيف أو إخفاء أو استبدال أو تحويل أو نقل العائدات المتحصلة عليها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة من ارتكاب إحدى الجرائم المذكورة في الفصل 2-574 بعده.

محاولة ارتكاب الأفعال المنصوص عليها في هذا الفصل.

وحيث حدد القانون الجنائي قائمة الجرائم الأصلية التي تتحصل منها الأموال في الفصل 2-574 الذي نص صراحة على ما يلي: "يسري التعريف الوارد في الفصل 14-574 أعلاه على الجرائم التالية: - الاتجار غير المشروع في المخدرات

والمؤثرات العقلية - الاتجار غير المشروع بالبشر؛ تهريب المهاجرين - الاتجار غير المشروع في الأسلحة والذخيرة - الرشوة والغدر واستغلال النفوذ واختلاس الأموال العامة والخاصة - الجرائم الإرهابية - تزوير وتزييف النقود وسندات القروض العمومية ووسائل الأداء الأخرى - الانتماء إلى عصابة منظمة أنشأت أو وجدت للقيام بإعداد أو ارتكاب فعل أو أفعال إرهابية - الاستغلال الجنسي - إخفاء أشياء متحصل عليها من جناية أو جنحة؟ خيانة الأمانة - النصب - الجرائم التي تمس الملكية الصناعية؛ - الجرائم التي تمس بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة - الجرائم المرتكبة ضد البيئة - القتل العمدي أو العنف أو الإيذاء العمدي الاختطاف والاحتجاز وأحد الرهائن - السرقة وانتزاع أموال؛ - تقريب البضائع - الغش في البضائع وفي المواد الغذائية - التزييف والتزوير وانتحال الوظائف أو الألقاب والأسماء أو استعمالها بدون حق؛ تحويل الطائرات أو السفن أو أية وسيلة أخرى من وسائل النقل أو إتلافها أو إتلاف المنشآت الجوية أو البحرية أو البرية أو تعيبب أو تخريب أو إتلاف وسائل الاتصال - الحصول أثناء مزاوله مهنة أول القيام بمهمة على معلومات متميزة واستخدامها لإنجاز أو المساعدة عمدا على إنجاز عملية أو اكسر في السوق - المس بنظم المعالجة الآلية للمعلومات".

وحيث تبعا لذلك فإنه يشترط لقيام جريمة غسل الأموال ثبوت قيام عملية تحويل أموال متحصلة من الجرائم الوارد النص عليها في الفصل 5742 من القانون الجنائي بهدف إخفاء أو إنكار مصدرها غير المشروع أو المساعدة على تجنب المسؤولية الجنائية عن الاحتفاظ بمتحصلات هذه الجرائم.

وحيث إنه لا يوجد بالملف ما يدل على كون المتهمين قد اقترفا إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 من القانون الجنائي وإن ما اكتسب من أموال منقولة أو عقارية كانت من مصدر غير مشروع.

وحيث لم يسفر البحث والتحقيق على قيام أي دليل على كون المتهمين قد اقترفا إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 من القانون الجنائي وأن الأموال المحجوزة بالفعل متحصلة من إحدى الجرائم الوارد ذكرها في الفصل أعلاه، ولا بما يفند تصريحات المتهمين بخصوص مصدر تلك الأموال.

وحيث إنه استنادا لذلك فإن جنحة غسل الأموال تبقى غير ثابتة في حق السالفي الذكر، ما دام الملف خال من أية أدلة أو قرائن على نسبة هذه الجناح لهما.

وحيث إنه ما دام أن الأصل في الإنسان البراءة، فإنه يتعين التصريح بعدم متابعة المتهمين أعلاه من أجل جنح غسل الأموال.

وحيث إنه يتعين التصريح برفع الحجز عن أموال وممتلكات المتهمين وحساباتهما البنكية بمناسبة هذه القضية لعدم قيام العناصر التكوينية للأفعال الجرمية المنسوبة إليهما.»

وحيث إنه يتجلى من هذا التعليل أن الغرفة الجنحية أبرزت أنه لا تتوفر في الأفعال العناصر المادية والقانونية الكافية لمتابعة المطلوبين في النقض بجنحة غسل الأموال، وعللت قرارها بشأن ذلك تعليلا كافيا ووفقا لما يقتضيه القانون، مما تكون معه الوسيلة غير مرتكزة على أساس.

قضت برفض الطلب المرفوع من السيد نائب الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالرباط.

و به صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض الكائنة بشارع النخيل بحي الرياض بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة الطيب أنجار رئيسا والمستشارين بوشعيب بور طربوش - مقررا - والمصطفى هميد وجمال سرحان والمصطفى البعاج وبمحضر المحامية العامة السيدة وفاء زويدي التي كانت تمثل النيابة العامة، وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة فاطمة اليماني.

.....
.....
.....

تتحقق الجريمة بوجود ركن مادي (مثل إخفاء الأموال أو نقلها أو شراء أصول بها) وركن معنوي (القصد الجنائي، أي العلم بمصدر الأموال غير المشروع ونية إخفائه). وتشمل الجرائم الأصلية التي تؤدي إلى غسل الأموال الاتجار بالمخدرات، الرشوة، والتهرب الضريبي، وغيرها.

أكدت أحكام محكمة النقض أن تحقق جريمة غسل الأموال لا يشترط صدور حكم نهائي في الجريمة الأصلية، وكفي وجود قرائن قوية. كما أن تعدد التصرفات

المشبوحة (مثل التحويلات المتكررة أو الشراء السريع للأصول) كافٍ لإثبات الركن المادي.

.....

القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية.

الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.255 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002).

المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5078 بتاريخ 27 ذي القعدة 1423 (30 يناير 2003)، ص 315.

صيغة محينة بتاريخ 8 سبتمبر 2025

وفق تعديلات:

• القانون رقم 03.23 بتغيير وتنظيم القانون رقم 22.01 المتعلق بالمسطرة الجنائية

الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.25.55 صادر في 19 من صفر 1447 (13

أغسطس 2025)؛ الجريدة الرسمية عدد 7437 بتاريخ 15 ربيع الأول 1447 (8

سبتمبر 2025)، ص 6962؛

• القانون رقم 43.22 المتعلق بالعقوبات البديلة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم

1.24.32 صادر في 16 من محرم 1446 (24 يوليو 2024)؛ الجريدة الرسمية عدد

7328 بتاريخ 17 صفر 1446 (22 أغسطس 2024)، ص 5327؛

الكتاب الخامس: مساطر خاصة (575...595)

القسم الرابع: أحكام خاصة بتمويل الإرهاب وغسل الأموال وجرائم أخرى

المادة 1-595

يمكن للوكيل العام للملك أو لوكيل الملك كل فيما يخصه بمناسبة إجراء بحث قضائي

أن يطلب معلومات حول ممتلكات أو عمليات أو تحركات أموال يشتبه في أن لها

علاقة بتمويل الإرهاب أو غسل الأموال أو بإحدى الجرائم الواردة في الفصل 574-2

من مجموعة القانون الجنائي، من البنوك الخاضعة لأحكام القانون رقم 103.12

المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها

الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.14.193 بتاريخ فاتح ربيع الأول 1436 (24

ديسمبر 2014)، ومن البنوك الحرة التي تسري عليها أحكام القانون رقم 58.90

المتعلق بالمناطق المالية الحرة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.91.131 بتاريخ

21 من شعبان 1412 (26 فبراير 1992)، ومن كل شخص أو مؤسسة أو هيئة تمسك

معلومات تتعلق بأموال وممتلكات يشتبه في أن لها علاقة بالجريمة.
يمكن أيضا لقاضي التحقيق ولهيئة الحكم إذا أحييت عليهما مسطرة لها علاقة بجريمة إرهابية أو جرائم غسل الأموال أو إحدى الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 من مجموعة القانون الجنائي طلب المعلومات المنصوص عليها في الفقرة الأولى من هذه المادة.

المادة 2-595

يمكن للسلطات القضائية المذكورة في المادة 1-595 أعلاه أن تأمر بتجميد أو حجز الأموال أو الممتلكات المشتبه في أن لها علاقة بتمويل الإرهاب أو غسل الأموال أو الجرائم المنصوص عليها في الفصل 2-574 من مجموعة القانون الجنائي.
يمكن لهذه السلطات أيضا أن تطلب مساعدة بنك المغرب لتنفيذ هذه التدابير.
تبلغ السلطات المذكورة إلى بنك المغرب التدابير المتخذة وما تقرر في شأنها.

المادة 3-595

يقصد بالتجميد المنع المؤقت لنقل الممتلكات أو تبديلها أو التصرف فيها أو تحريكها أو إخضاعها للحراسة.

المادة 4-595

يجب على المؤسسات البنكية والمؤسسات والهيئات المشار إليها في المادة 1-595 أعلاه تقديم المعلومات المطلوبة منها داخل أجل أقصاه 30 يوما من تاريخ التوصل بالطلب.

لا يجوز للبنوك والمؤسسات والهيئات أن تواجه السلطات المذكورة في المادة 595-1 أعلاه أو بنك المغرب بمبدأ الحفاظ على السر المهني.

لا يمكن أن يتعرض بنك المغرب أو البنوك أو المؤسسات والهيئات المشار إليها في المادة 1-595 أعلاه أو مسيروها أو المستخدمون لديها لأية متابعة على أساس الفصل 446 من القانون الجنائي ولأن تقام ضدهم أي دعوى للمسؤولية المدنية بسبب ممارسة الأعمال والمهام المخولة لهم، في نطاق تطبيق مقتضيات هذا القسم.

المادة 5-595

يمنع استعمال المعلومات المحصل عليها لأغراض غير الأغراض المنصوص عليها في هذا القسم.

المادة 6-595

يجوز للحكومة، في إطار تطبيق الاتفاقيات الدولية في مجال مكافحة تمويل الإرهاب المنضمة إليها المملكة المغربية والمنشورة بصفة رسمية أن تحيل، بطلب من دولة أجنبية، الطلب إلى الوكيل العام للملك لاتخاذ الإجراءات التالية:

1- البحث والتعريف فيما يتعلق بعائد إحدى جرائم تمويل الإرهاب والممتلكات التي استخدمت وكانت معدة لاستخدامها في ارتكاب هذه الجريمة أو كل ممتلك تطابق قيمته العائد منها؛

2- تجميد الممتلكات أو حجزها؛

3- اتخاذ الإجراءات التحفظية بشأن الممتلكات المذكورة. يرفض الوكيل العام للملك الطلب إذا:

– كان من شأن تنفيذه المس بسيادة الدولة أو أمنها أو مصالحها الأساسية أو النظام العام؛

– صدر في شأن الأفعال المتعلقة بها الطلب مقرر قضائي نهائي في التراب الوطني؛

– تعلق الأمر بتنفيذ مقرر قضائي أجنبي صدور فوق شروط لا توفر ضمانات كافية لحماية حقوق الدفاع؛

– كانت الأفعال المقدم على أساسها الطلب لا علاقة لها بتمويل الإرهاب.

المادة 595-7

يتوقف على ترخيص من الوكيل العام للملك، كل تنفيذ في التراب الوطني لمقرر تجميد أو حجز أو مصادرة صادر عن سلطة قضائية أجنبية وقدم في شأنه طلب من لدن السلطة المذكورة.

يجب أن يتعلق قرار الترخيص بالتجميد أو بالحجز أو بالمصادرة بممتلك استخدم أو كان معدا لاستخدامه في ارتكاب الجريمة ويوجد بالتراب الوطني، أو أن يهدف إلى الإلزام بدفع مبلغ نقدي مطابق لقيمة الممتلك المذكور.

يتوقف تنفيذ المقرر الأجنبي على توافر الشرطين التاليين:

1- أن يكون المقرر القضائي الأجنبي نهائيا وقابلا للتنفيذ وفق قانون الدولة الطالبة؛

2- أن تكون الممتلكات المراد تجميدها أو حجزها أو مصادرتها عملا بهذا المقرر قابلة للتجميد أو الحجز أو المصادرة في ظروف مماثلة حسب التشريع المغربي.

المادة 595 8-

يترتب على ترخيص الوكيل العام للملك بالمصادرة، مع مراعاة حقوق الأغيار، نقل ملكية الممتلكات المصادرة إلى الدولة المغربية، ما عدا إذا تم الاتفاق على خلاف ذلك مع الدولة الطالبة أوفي إطار تطبيق اتفاقية دولية مصادق عليها ومنشورة بالجريدة الرسمية أو على أساس المعاملة بالمثل.

لا يترتب عن قرار الوكيل العام للملك القاضي بالترخيص بحجز الأموال أو تجميدها

إلا عقل الأموال موضوع القرار ومنع التصرف فيها طيلة مدة سريان مفعول

قرار الحجز أو التجميد والذي لا يمكن أن يتجاوز في كل الأحوال ستة أشهر قابلة

للتجديد مرة واحدة كحد أقصى بملتمس من الدولة الطالبة، ما لم تنص اتفاقية دولية

مصادق عليها ومنشورة بالجريدة الرسمية على خلاف ذلك ويرفع الحزفي هذه الحالة بقوة القانون.

المادة 9-595

يجب على كل الأشخاص الذين يشاركون في معالجة المعلومات المالية وفي مكافحة التحركات المرتبطة بتمويل الإرهاب وبصفة عامة، على جميع الأشخاص الذين يطلب منهم، بأي صفة من الصفات، الإطلاع على تلك المعلومات أو استغلالها أن يتقيدوا تقيدا تاما بكتمان السر المهني تحت طائلة العقوبة المنصوص عليها في الفصل 446 من القانون الجنائي.

المادة 10-595

يتعرض للعقوبات المنصوص عليها في الفصل 446 من مجموعة القانون الجنائي مسيرو أو مستخدمو الأبنك إذا أخبروا عمدا بأي وسيلة كانت، الشخص المعني بالأمر أو غيره ببحث يجري بشأن تحركات أمواله بسبب الاشتباه في علاقتها بتمويل الإرهاب.

يتعرض لنفس العقوبات كل من استعمل عمدا المعلومات المحصل عليها لأغراض غير الأغراض المنصوص عليها في هذا القسم.

القسم الخامس: استعمال تقنيات الاتصال عن بعد

المادة 11-595

يمكن للنيابة العامة أو قاضي التحقيق أو المحكمة، تلقائيا أو بناء على طلب من الدفاع أو أحد الأطراف، إذا وجدت أسباب جدية وكلما اقتضت الحاجة إلى ذلك، أن تلجأ، بعد موافقة المتهم أو الشخص المراد الاستماع إليه وفقا لأحكام الفقرة الثانية أدناه، إلى مباشرة إجراءات البحث أو التحقيق أو المحاكمة عن بعد.

يستفيد من إجراءات التقاضي عن بعد كل من المشتبه فيه أو المتهم أو المسؤول المدني أو الضحية أو المطالب بالحق المدني أو الشاهد أو المترجمان، وكل شخص ارتأت الهيئات القضائية فائدة في الاستماع إليه.

يجب أن تضمن موافقة المتهم أو الشخص المراد الاستماع إليه عن بعد

بمحضر الاستماع. ولا يمكن لمن سبق له إبداء موافقته على الاستماع إليه عن بعد التراجع عن هذه الموافقة أو الاعتراض عليها أمام الهيئة التي قررت اللجوء إلى هذه المسطرة أثناء بنائها في القضية مالم تقرر الهيئة حضوره لضمان حسن سير إجراءات المحاكمة أو بناء على طلبه أو طلب دفاعه.

يتمتع الأطراف المستمع إليهم بواسطة هذه التقنيات بالضمانات الممنوحة لهم قانونا، وتسري عليهم نفس القواعد المنظمة لحضورهم الشخصي وتترتب عنها نفس الآثار.

تسهر المحكمة على ضمان جودة البت وسرية تواصل المتهم مع دفاعه، ولها أن

تؤجل الجلسة حال تعذر إجراء التقاضي عن بعد لأي سبب كان.

المادة 595-12

يمكن للنيابة العامة أو قاضي التحقيق أو المحكمة، اللجوء إلى مسطرة الاستماع أو الاستنطاق أو المواجهة مع الغير وفق الضوابط المقررة في المادة -11 595 أعلاه. يباشر الإجراء مع الأشخاص المعنيين بالأمر مباشرة في المكان المهيأ لهذه الغاية والمجهز بالوسائل التقنية اللازمة.

إذا تعلق الأمر بشخص معتقل، فإنه يمكن للنيابة العامة أو لقاضي التحقيق أو المحكمة، استنطاقه أو الاستماع إليه أو مواجهته مع الغير باستعمال تقنية الاتصال عن بعد بكيفية تضمن سرية البث.

إذا كان الشخص مؤازراً بمحام، فيمكن لهذا الأخير الحضور إلى جانب القاضي في المكان الذي يجري فيه التحقيق أو الاستماع أو المواجهة، أو الحضور إلى جانب مؤازره بالمؤسسة السجنية.

يحرر محضر بعملية الاستماع أو الاستنطاق أو المواجهة وفق الشكليات المنصوص عليها في هذا القانون وتفرغ العملية في محضر توقعه الجهة القضائية التي باشرت الإجراء، ويضم إلى أصل الملف بعد تلاوته على الشخص المعني مع الإشارة إلى ذلك بالمحضر. ويمكن أن تكون العمليات المنجزة موضوع تسجيل سمعي وبصري.

المادة 595-13

يمكن للنيابة العامة أو قاضي التحقيق أو المحكمة وفق الضوابط المحددة في المادة 595-11 أعلاه، إذا تعلق الأمر بشخص يتواجد خارج دائرة نفوذها، توجيه إنابة قضائية إلى الجهة القضائية المختصة بالمحكمة التي يتواجد بها المعني بالأمر قصد الاستماع إليه أو استنطاقه أو إجراء مواجهة معه عبر تقنيات الاتصال عن بعد، يبين فيها هوية الشخص أو الأشخاص موضوع هذا الإجراء وتحدد فيها المهمة المطلوبة وتاريخ وساعة إنجازها.

تستدعي الجهة القضائية المناوبة الشخص أو الأشخاص في التاريخ المحدد إلى مكتب أوقاعة مجهزة بتقنيات الاتصال عن بعد.

يتم الاستماع إلى الشخص أو الأشخاص أو استنطاقهم أو مواجهتهم مع الغير بحضور كاتب ضبط يكلف من الجهة القضائية المناوبة.

يحرر كاتب الضبط محضراً يبين فيه الإجراءات المطلوبة وتاريخ وساعة بدايتها ونهايتها، والمكان الذي أنجزت فيه والتقنية المستعملة فيها والأحداث التي قد تقع بمكان الاستماع دون أن يضمن فيه محتوى الاستماع أو الاستنطاق أو المواجهة الذي تتولى تضمينه الجهة القضائية المنبوبة.

يوقع الشخص الذي تم الاستماع إليه على المحضر إلى جانب كاتب الضبط، أو يشار

إلى رفضه التوقيع أو إلى استحالة ذلك.

تحيل الجهة القضائية المناوبة فوراً نسخة من المحضر إلى الجهة القضائية المنبوبة لإضافته إلى الملف ويحتفظ بأصل المحضر في ملف خاص.

إذا كان الشخص مؤازراً بمحام، فيمكن لهذا الأخير الحضور إلى جانب مؤازره بالمكان الذي يجري فيه تنفيذ الإنابة أو إلى جانب كاتب الضبط المكلف من الجهة القضائية المناوبة.

تقوم الجهة القضائية المصدرة للإنابة بتلاوة المحضر المنجز للعملية على المعنى بالأمر وتشير إلى ذلك في المحضر، ويمكن أن يكون هذا الأخير موضوع تسجيل سمعي وبصري.

المادة 595-14

يمكن، في إطار تنفيذ إنابة قضائية دولية، الإذن لمحكمة أجنبية، وفق الكيفيات المنصوص عليها في المادة 715 من هذا القانون، بالاستماع إلى شخص أو أكثر، إذا كان موجوداً بالمغرب ووافق صراحة على قبول هذا الطلب.

يتولى القاضي المعين من قبل رئيس المحكمة الموجهة إليها الإنابة الإشراف على العملية وضبط نظامها، وعليه أن يحرر بعد التأكد من هوية الأطراف محضراً يبين فيه نوع الإجراء المنجز وسند تنفيذه وتاريخ وساعة بدايته ونهايته، والأشخاص الذين شاركوا فيه، والوقائع والأحداث التي قد تقع بالمكان الذي ينجز به الإجراء.

إذا كانت المناقشات تجري بغير اللغة العربية، فيجب حضور مترجم، حتى وإن كان الشخص أو الأشخاص يحسنون اللغة التي تستعملها المحكمة الأجنبية.

يمكن للقاضي الوطني المشرف على تنفيذ الإنابة تلقائياً أو بناء على طلب من ممثل النيابة العامة الذي يحضر معه أن يعترض على طرح بعض الأسئلة إذا كان من شأنها المساس بمصالح المغرب الأساسية أو بثوابته، أو تتعلق بسر من أسرار الدفاع الوطني.

يمكن للقاضي الوطني الأمر بإيقاف تنفيذ الإنابة في حالة إصرار المحكمة الأجنبية على طرح السؤال المعترض عليه.

يحرر محضر العملية، ويمكن أن تكون موضوع تسجيل سمعي وبصري.

المادة 595-15

لا يسمح للمحكمة الأجنبية بطرح الأسئلة مباشرة على الشخص أو الأشخاص المستمع إليهم بالمغرب إلا إذا كان تشريع الدولة يسمح بنفس المعاملة إذا صدر الطلب من المغرب، أو إذا قدمت التزاماً بالمعاملة بالمثل.

إذا لم يكن قانون الدولة يسمح بطرح الأسئلة مباشرة وتعذر تقديم التزام بالمعاملة بالمثل، فإنه يمكن طرح الأسئلة بواسطة القاضي المغربي.

يتمتع الشخص أو الأشخاص المستمع إليهم بحقوق الدفاع المخولة لهم بمقتضى

القانون المغربي أو القانون الأجنبي فيما لا يتعارض مع التشريع الوطني.
يتم الاتفاق مسبقاً على الإجراءات التقنية والمسطرة المتبعة وفق طرق الاتصال
المستعملة بين الدولتين في إطار التعاون القضائي الدولي.

المادة 16-595

يمكن للقضاة المغاربة أن يباشروا الاستماع إلى الأشخاص الموجودين خارج
المغرب أو استنطاقهم أو مواجهتهم مع الغير أو تلقي تصريحاتهم عن طريق تقنيات
الاتصال عن بعد وفق مقتضيات المادة 714 من هذا القانون، مع مراعاة الاتفاقيات
الدولية والقوانين الداخلية للدول التي يطلب القيام بالإجراء بإقليمها.

المادة 17-595

يمكن أن تذيّل الأحكام والقرارات والأوامر القضائية بالتوقيع الإلكتروني أو الرقمي
لكل من الرئيس وكاتب الضبط.

.....
.....

عرف الفقه المغربي حادثة شغل بأنها (الحادث الذي يصيب جسم الإنسان فجأة بفعل
عنيف وبسبب خارجي)، وقد يقتضي هذا الحادث إما صبغة حادثة شغل أو يتسم
بصبغة المصلحة حالة الحوادث المصلحية، أو صبغة الحوادث المدرسية، وهو ما
يوجب التمييز بين هذين الأخيرين وحوادث الشغل باعتبارها صلب موضوع هذا
الدليل.

فحادث الشغل تشمل كل الحوادث المهنية والعوارض الصحية التي تصيب الأجير
أثناء قيامه بعمله أو بمناسبة حتى ولو كانت بسبب القوة القاهرة وتلحق بجسمه عجزاً
يقعده عن العمل نهائياً أو ينقص من قدراته، وقد يتعرض لها الموظفون غير الرسميين
والأعوان والأجراء، في حين أن الحوادث التي يتعرض لها الموظفون الرسميون
أثناء مزاولتهم لمهامهم تسمى «بحادثة المصلحة» كما أن هناك الحوادث المدرسية
وهي «كل الإصابات الجسدية التي تلحق التلميذ بفعل غير إرادي من طرفه، أو
الناجئة عن فعل فجائي وبسبب خارجي، أثناء وجوده في عهدة الأطر التربوية
للمؤسسة التعليمية من رجال تعليم وغيرهم.»

ولتمييز وبيان اختلاف حادثة الشغل عن باقي الحوادث، فإن المشرع أفرد لها
مجموعة من المقتضيات التشريعية التي سيتم بيانها وفق منهجية مقارنة.

لكن، قبالا وعلى سبيل التمييز بين حادثة الشغل وتلك المتعلقة بالمصلحة أو المدرسية سيتم تناول هاتين الأخيرتين بشكل جد مقتضب .

أولا: تعريف حادثة مصلحة

عرف المشرع حادثة مصلحة على أنها الحادثة التي يتعرض لها الموظفون والأعوان الرسميون أثناء أو بمناسبة مزاولة عملهم، سواء من حيث المكان، ويتعلق الأمر بأي مكان يوجد فيه العون بناء على أمر إدارته (القيام بمهمة...)، أو من حيث الزمان، ويشمل جميع فترات الذهاب والإياب التي يستوجبها إما التوجه إلى العمل أو الرجوع منه.

وطبقا للفصل 45 من الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) في شأن النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية، حسبما وقع تغييره وتتميمه، فإن الموظف الرسمي يتقاضى مجموع أجرته خال مدة توفقه عن عمله إلى أن يصير قادرا على استئناف عمله أو إلى أن يتم الاعتراف نهائيا بعدم قدرته على العمل ويحال على التقاعد.

كما يحق للموظف المصاب بحادثة، أن يسترجع من الإدارة التي ينتمي إليها الأتعاب الطبية والمصاريف المترتبة مباشرة عن الحادثة، حيث تقدم الطلبات المتعلقة باسترجاع التكاليف مصحوبة بفواتير محررة تحريريا مفصلا وتامة الأداء، وذلك طبقا لمقتضيات المادة 14 من المرسوم رقم 2.99.1219 الصادر في 6 صفر 1421 (10 ماي 2000) (المحددة بموجبه كيفية تطبيق مقتضيات الظهير الشريف رقم 1.58.008 المشار إليه أعلاه، والمتعلقة بالرخص لأسباب صحية ورخصة الولادة).

وقد نص القانون رقم 71.011 الصادر بتاريخ 12 ذي القعدة 1391 (30 ديسمبر 1971) المحدث بموجبه نظام المعاشات المدنية، كما وقع تغييره وتتميمه، أنه «إذا نتج عن الحادثة عجز بدني يعادل أو يفوق 25% يخول للموظفين أو لذويهم الحق في تعويض عن الأضرار التي لحقتهم، واستحقوا الحصول على معاش زمانة مؤقتة أو دائم.

ويتوقف اكتساب الحق في معاش الزمانة على الشرطين التاليين:

يجب ألا تقل نسبة العجز البدني الدائم عن 25%؛

يجب أن ينسب العجز الذي خلفته الحادثة إلى العمل الإداري، وينبغي في هذه الحالة أن يكون العجز ناتجا إما أثناء ممارسة العمل أو بمناسبة ممارسته أو أثناء قطع

المسافة الرابطة بين مقر الإقامة ومكان العمل) ذهابا وإيابا)، وإما في حالة قيامه بعمل في سبيل المصلحة العامة، وإما عند مخاطرته بحياته لأجل إنقاذ شخص أو عدة أشخاص؛

إذا نتج عن الإصابة عجز يجعل الموظف غير قادر بصفة نهائية على الاستمرار في مزاولة عمله حذف الموظف من سلك الموظفين الذي ينتمي إليه ويكون له الحق في الحصول على معاش الزمانة.»

وتجدر الإشارة، إلى أنه قد تم إسناد البت في ملفات حوادث المصلحة وخاصة صاحبة تحديد مدى انتساب الحادثة للعمل الإداري إلى لجنة الإعفاء المنصوص عليها في الفصل 29 من القانون 011.71 المؤرخ في 1971/12/30.

وتتألف هذه اللجنة طبقا لمقتضيات المرسوم رقم 2.97.351 بتاريخ 19 ديسمبر 1997 من الأعضاء الآتي ذكرهم:

الوزير المكلف بالمالية أو ممثله رئيسا؛ الوزير المكلف بالوظيفة العمومية أو ممثله؛ ممثل الإدارة التي ينتمي إليها الموظف؛ رئيس المجلس الصحي أو ممثله؛ ممثل الصندوق المغربي للتقاعد؛

ممثلين عن الموظفين من بين ممثلي الموظفين والمستخدمين في حظيرة اللجان الإدارية المتساوية الأعضاء.

هذا ويستحق معاش الزمانة ابتداء من فاتح الشهر الذي يلي تاريخ اجتماع لجنة الإعفاء الذي تم خاله البت

استعمال الزمن الأصلي أو وثيقة الأمر بالمهمة الأصلية؛ نسخة من قرار آخر ترقية؛ نسخة من قرار الترسيم؛

نسخة من بطاقة التعريف الوطنية مع بيان العنوان الشخصي الحالي.

□ مراحل تكوين وتصفية ملف حادثة مصلحة:

بالنسبة للموظف المصاب:

تتم تعبئة مطبوع التصريح بالحادثة من طرف الموظف، عبر تحديد المعلومات المتعلقة به وبظروف الحادثة والتصريح بشكل مفصل وواضح عن ساعة وتاريخ ومكان وظروف وكيفية وقوع الحادثة.

في حالة عدم تمكن الموظف من الحضور إلى المؤسسة، يمكن لأحد أقاربه سحب المطبوع وإرجاعه إلى إدارة مؤسسته بعد تمام تعبئته.

تصميم مكان وقوع الحادثة:

يضع الموظف المصاب في المطبوع رسما مبسطا وتصميما لمكان وقوع الحادثة. ويختم مطبوع التصريح بالحادثة باسم وخاتم رئيس المؤسسة أو الإدارة مع عبارة أطلع عليه بتاريخ.

شهود الحادثة (موظفون أو تلاميذ):

يعبأ المطبوع بتضمينه للمعلومات الخاصة باسم الشاهد وعنوانه ورقم بطاقة تعريفه الوطنية وشهادته حول الحادثة.

وتجدر الإشارة، إلى أنه لا يتم التعويض إلا في الحالات التي تساوي أو تفوق نسبة العجز البدني فيها 25%.

بالنسبة للوزارة:

تقوم المصلحة المختصة بتدبير ملفات حوادث المصلحة، بفحص وثائق الحادثة التي تتوصل بها قبل اتخاذ الإجراءات التالية:

فتح ملف حادثة مصلحة، بعد التأكد من توفر جميع الوثائق واستيفائها لجميع الشروط؛

عرض الشواهد الطبية على المجلس الصحي قصد تحديد نسبة العجز، بناء على تقرير اللجنة الطبية الإقليمية وشهادة الطبيب المعالج وتحرير رأي في الموضوع؛

إحالة ملف الحادثة على الصندوق المغربي للتقاعد قصد عرضه على أنظار لجنة الإعفاء؛

حضور اجتماع لجنة الإعفاء المنعقد للبت في ملف الحادثة وإقرار انتساب الحادثة للعمل الإداري من عدمه؛

إخبار المعني بالأمر بقرار لجنة الإعفاء؛

إخبار مديرية الموارد البشرية وتكوين الأطر بالموضوع قصد إنجاز قرار رخصة مرض، عن المدة التي تغييبها الموظف الذي تعرض للحادثة، وذلك حسب الحالات:

رخصة مرض بمجموع الأجرة في حالة إقرار اللجنة انتساب الحادثة للعمل الإداري؛ رخصة مرض عادية في حالة إقرار اللجنة عدم انتساب الحادثة للعمل الإداري.

وتتم تصفية ملف الحادثة من طرف الصندوق المغربي للتقاعد، وذلك بصرف التعويض المخول للموظف المصاب بناء على نسبة العجز المقررة من طرف لجنة الإعفاء. «المرجع الموقع الرسمي للوزارة المكلفة بالوظيفة العمومية»

ثانيا: تعريف الحادثة المدرسية

الحوادث المدرسية هي كل الإصابات الجسدية التي تلحق التلميذ بفعل غير إرادي من طرفه، أو الناتجة عن فعل فجائي وبسبب خارجي، أثناء وجوده في عهدة الأطر التربوية للمؤسسة التعليمية من رجال تعليم وغيرهم. ويستحق التعويض عن الحادثة المدرسية للتلاميذ المسجلة أسماءهم بانتظام بالمؤسسات التعليمية العمومية، حين تواجههم تحت مراقبة المكلفين بهذه المهمة، وكذا تلاميذ المدارس المتنقلة المسجلة أسماءهم لدى السلطة المحلية في الأماكن المعينة لهذا الغرض؛

هذا وتتبع أهمية الحوادث المدرسية من زاوية المعيار الوظيفي نظرا لارتباطها بمسؤولية الإدارة في عدد من الحوادث التي يكون ضحيتها التلاميذ داخل المؤسسة التعليمية وتحت الحراسة الفعلية للمكلفين بهذه المهمة.

في هذا الصدد، ينص الظهير المتعلق بالحوادث المدرسية المؤرخ في 16 شوال 1361 (26 أكتوبر 1942) حسبما وقع تغييره وتتميمه، على تحمل الدولة لجميع المصاريف الناجمة عن الحوادث التي يتعرض لها التلاميذ المسجلون بالمؤسسات المدرسية العمومية أثناء وجودهم تحت الحراسة الفعلية للمكلفين بالمهمة.

بحيث تؤدي المصاريف للمؤسسات الاستثنائية أو للمؤمنين، ولا يمكن لأباء وأولياء التلاميذ استرجاعها في حالة أدائها مباشرة.

والمقتضى هذا النص، يخول إيراد للتلاميذ المصابين على إثر حادثة مدرسية، بعجز تعادل أو تفوق نسبته 10%. ويمنح هذا الإيراد لمدة خمس سنوات. وبعد هذه المدة يمنح للمصاب إيراد نهائي إذا ثبت أنه مازال يعاني من عجز دائم ونهائي.

هذا ويبقى لأباء وأولياء التلاميذ المصابين الحق في إقامة دعوى المسؤولية المدنية، وذلك طبقا لمقتضيات قانون الالتزامات والعقود.

وحفاظا على صحة التلاميذ، أبرمت الوزارة التأمين المدرسي والرياضي واتفاقية الضمان المدرسي والرياضي مع شركات للتأمين، وذلك لإضافة ضمانات تكميلية لتلك المنصوص عليها في ظهير 1942، والتي تهتم أساسا:

توسيع مجال تغطية الحوادث المدرسية ليشمل تنقل التلميذ من مقرات سكناهم إلى المؤسسة، استفادة مؤطري الأنشطة الرياضية والثقافية والترفيهية من التأمين، توفير العاج للمصابين في أحسن الظروف وذلك باسترجاع المصاريف الطبية والصيدلية الناجمة عن الحوادث المدرسية أو بتحمل شركة التأمين هذه المصاريف مباشرة.

تخصيص تعويض يومي عن الاستشفاء يمنح للمصابين طيلة مدة إقامتهم بالمراكز الاستشفائية.

ظهير 6 فبراير 1963 القانون رقم 18.12 مفهوم حادثة شغل

الفصل 3 المادة 3

تعتبر بمثابة حادثة للشغل الحادثة كيفما كان سببها تعتبر حادثة شغل كل حادثة، كيفما كان سببها يترتب التي تصيب من جراء الشغل أو عند القيام به كل عنها ضرر، للمستفيد من أحكام هذا القانون، سواء شخص سواء كان أجيرا أو يعمل بأية صفة كانت وفي كان أجيرا أو يعمل بأية صفة تبعية كانت وفي أي محل أي محل كان إما لحساب مؤاجر واحد أو عدة مؤجرين كان إما لحساب مشغل واحد أو عدة مشغلين، وذلك وإما لحساب رؤساء المقاولات المبينة بعده ولو كان بمناسبة أو بسبب الشغل أو عند القيام به، ولو كانت المؤاجر لا يزاول مهنة تدر عليه ربحا، وذلك حتى ولو هذه الحادثة ناتجة عن قوة القاهرة أو كانت ظروف كانت هذه الحادثة ناجمة عن حالة قوة القاهرة أو كانت الشغل قد تسببت في مفعول هذه القوة أو زادت في أحوال الشغل قد تسببت في مفعول القوة الطبيعية أو خطورتها إلا إذا أثبت المشغل أو مؤمنه طبقا للقواعد زادت في خطورته اللهم إلا إذا برهن المؤاجر أو المؤمن العامة للقانون أن مرض المصاب كان سببا مباشرا في على أن المصاب بالحادثة عرضة سهلة للأمراض. وقوع الحادثة.

ويقصد بالضرر في مفهوم هذا القانون كل إصابة جسدية أو نفسية تسببت فيها حادثة الشغل وأسفرت عن عجز جزئي أو كلي، مؤقت أو دائم للمستفيد من أحكامه.

ظهير 6 فبراير 1963 القانون رقم 18.12 مفهوم حادثة شغل

أهم المستجدات

أن حادثة شغل هي تلك الحادثة التي ترتب عنها ضرر للمستفيد من أحكام هذا القانون مع وجود صفة التبعية، وبذلك يكون المشرع قد أقر معيارين للقول بوجود حادثة شغل: المعيار الأول الضرر والثاني التبعية، وذلك لتمييز عقد الشغل عن باقي العقود المشابهة، وأن يكون الأجير تحت إشراف ورقابة وتوجيه رب العمل.

شروط تحقق حادثة الشغل:

أن تحدث ضررا الذي يصيب الضحية إما جسديا أو نفسيا؛ أن تقع الحادثة بشكل مفاجئ.

أن تقع الحادثة أثناء الشغل أو بسببه .

ويعتبر الضرر النفسي الناتج عن حوادث الشغل من أهم المستجدات التي جاء بها القانون 18.12 والذي خصه بالمادة 3 منه كما هو مبين أعلاه.

ويقصد بالضرر في مفهوم هذا القانون كل إصابة جسدية أو نفسية تسببت فيها حادثة الشغل وأسفرت عن عجز جزئي أو كلي، مؤقت أو دائم للمستفيد من أحكامه.

ويمكن اعتبار الضرر النفسي، صورة من صور الضرر المعنوي، إذ يتمثل في الضرر الداخلي الذي يعاني منه المصاب ويتجدد ذلك الضرر في نفسه كلما اضطر إلى استخدام العضو المصاب مباشرة من جراء حادثة الشغل، كأن يكون الضرر اللاحق مثل (حروق، بتر، تشوه....) . كما يمكن أن ينتج هذا الضرر من غير إصابة جسدية،

كتعرض الأجير لانهايار عصبي جراء سماعه كام نابي أو عبارات مهينة لكرامته من مشغله أو حضوره واقعة مشينة تركت أثارا نفسية عليه، أو نتيجة ضغط العمل الذي سبب له إرهاقا أو اكتئابا أو توترا، يكون مصدره مكان العمل أو أدوات العمل إلى غير ذلك من الحالات والتي يبقى القضاء هو الجهة الكفيلة لاعتبار ما تعرض له الأجير من ضرر معنوي يكتسي صبغة حادثة شغل أو مرض مهني أم لا. كما أن الضرر النفسي

يختلف باختلاف نوع الإصابة وشخصية المصاب وسنه وجنسه ومهنته، وتبعاً لذلك فمسألة تقديره تبقى نسبية ولا يمكن للمحكمة أن تقدرها تلقائيا إلا بعد اللجوء إلى عرض

الأجير المصاب على خبرة طبية لتحديد النسب، علما أنه إلى حد كتابة هذا الدليل لم يصدر بعد أي قرار على مستوى محكمة النقض، لكي يمكن القاضي المكلف بقضايا حوادث الشغل والأمراض المهنية الاسترشاد به في اتخاذ توجه معين، كمعرفة مدى إمكانية الحكم بالضرر المعنوي في حالة عدم وجود عجز بدني دائم أو إمكانية الجمع بينهما، وهل يمكن لذوي حقوق الهالك المطالبة بالتعويض عن الضرر النفسي من جراء فقدان الهالك؟ ومدى إمكانية إخضاع الضرر المعنوي لمسطرة تقادم الضرر؟ إلى غير ذلك من التساؤلات التي ستطرح حول كيفية التعويض عن هذا النوع من الضرر، وبالتالي فالعمل القضائي كفيل بإيجاد حلول لتلك التساؤلات مستقبلا.

قرار عدد 576/ 2 الصادر بتاريخ 26/ 05/ 2021 في الملف الاجتماعي عدد 1928 / 5/ 2019) غير منشور)

الذي جاء في حيثياته، أنه بالرجوع إلى وثائق الملف وخاصة تقرير الخبرة الطبية المنجزة من طرف الخبير الدكتور المختار الحضيكي المأمور بها ابتدائياً فإنه حدد نسبة العجز في 25 في المائة بعد أن كشف على الضحية بصفة مدققة وهو طبيب مختص في طب الشغل الضيء الذي جعله مختصاً في نوعية الإصابة، كما أن المصاب قد أثبت مادية الحادثة بواسطة الشاهد المستمع إليه بجلسة البحث المجرى استئنافياً ويتعلق الأمر بالمسمى بوجمعة الفرقان الذي صرح بعد أدائه اليمين القانونية أنه يشغل مع المطلوب في النقض بالضيعة وأن الأخير تعرض لحادثة شغل بعد دخول حشرة من نوع دبور في أذنه وأنه حاول مع إجراء آخرين إخراجها غير أنهم تعذر عليهم ذلك، فحين اعتمد القرار على تقرير الخبرة معتبراً في ذلك أن الحادثة تكتضي صبغة حادثة شغل نتج عنها صمم يكون معلاً بما فيه الكفاية ولم يخرق أي من المقضيات المستدل بها.

قرار عدد 856/ 2 صادر بتاريخ 10/ 07/ 2020 في الملف الاجتماعي عدد 1382 / 5/ 2018) غير منشور)

حيث لئن كانت محكمة الموضوع لها سلطة تقدير شهادة الشهود وتقييمها والتي لا سلطة لمحكمة النقض عليها إلا من حيث التعليل، فقد تبين من جلسة البحث المأمور بها استئنافياً أن المحكمة استمعت إلى الشاهدين عبد الهادي النيلي ومحمد أباري، واستخلصت من شهادتهما قيام عاقبة الشغل بين طرفي الدعوى وثبوت مادية حادثة الشغل خال وقت العمل، وقدمت شهادة الإثبات على شهادة النفي الذي تمسك بها الطالب، بحيث صرح الشاهد الأول بأنه بتاريخ 28/2014/6 حضر عنده المستأنف أي المطلوب وهو مصاب على مستوى أصبع يده اليسرى (الإبهام) طالباً منه النجدة وأوصله إلى أخيه عبد الله النيلي الذي نادى على سيارة الأجرة لإيصال الضحية إلى المستشفى لتلقي العلاج، وبقي الشاهد يحرس محل العمل إلى حين أن حضر المستأنف عليه أي الطالب وأخبره بما وقع، فقرر المشغل الالتحاق بالمستشفى لاطمئنان على صحة المستأنف (المطلوب) مما تكون معه المحكمة قد أعملت سلطتها التقديرية استناداً إلى ما راج أمامها بجلسة البحث مع الشاهدين وطبقت قواعد الترجيح في تقديم المثبت على النافي، فضلاً عن ذلك أن الطالب صرح بجلسة البحث بأن المطلوب يعمل بالقطعة كلما احتاج إليه وما زال يمارس عمله لديه، وأن نفي الطالب عاقبة الشغل مع المطلوب تفنده تصريحاته السابقة، وهي معطيات تفيد أولاً ثبوت عاقبة الشغل بين

طرفي الدعوى، وثانياً ثبوت مادية حادثة الشغل خال وقت العمل، فجاء قرارها معلا
تعلياً كافياً.

قرار عدد 2 / 372 صادر بتاريخ 24 / 06 / 2020 في الملف الاجتماعي عدد 786 /
5 / 2 / 2018) غير منشور (

لكن، حيث إنه لما كانت مقتضيات الفصل 3 من ظهير 1963/06/02 تنص على أنه
«تعتبر بمثابة حادثة شغل الحادثة كيفما كان سببها التي تصيب من جراء الشغل أو
عند القيام به كل شخص سواء كان أجيراً أو يعمل بأية صفة كانت وفي أي محل كان
إما لحساب مؤجر واحد أو عدة مؤجرين وإما لحساب رؤساء المقاولات المبينة بعده
ولو كان المؤجر لا يزاول مهنة تدر عليه ربحاً وذلك حتى ولو كانت هذه الحادثة
ناجمة عن حالة قوة قاهرة، وكانت أحوال المشغل قد تسببت في مفعول القوة الطبيعية
أو زادت في خطورته، اللهم إذا برهن المؤجر أو المؤمن على أن المصاب بالحادثة
عرضة سهلة لأمرض»، فإن المطلوب في النقض حينما تعرض للحادثة على إثر
سقوطه من إحدى السالم لما كان يقوم بطاء إحدى الواجهات لفائدة

الطالبة، حسب الثابت من محضر الضابطة القضائية المؤرخ في
2008/09/02، ومن خال تصريحات المصرحين المدونة به وتحت تبعيتها تكون
الحادثة التي حصلت له بمناسبة العمل وتكتضي صبغة مهنية ومشمولة بمقتضيات
ظهير 1963/02/06، ولا مجال للتمسك بكون المطلوب كان يشتغل لدى الطالبة
بصفة عرضية، على اعتبار أن الفصل 3 أعاه لم يشترط في المصاب بالحادثة أن
يعمل لدى المشغل بصفة مستمرة وبشكل رسمي، والمحكمة المطعون في قرارها لما
اعتبرت الحادثة التي تعرض لها المطلوب تكتضي صبغة حادثة شغل ورتبت الآثار
القانونية على ذلك، تكون قد ركزت قضاءها على أساس ولم تخرق المقتضيات
المحتج بها وعللت قرارها تعلياً كافياً وسليماً.

قرار عدد 2 / 140 صادر بتاريخ 02 / 05 / 2020 في الملف الاجتماعي
عدد 1381 / 5 / 2 / 2018) غير منشور (

لكن حيث إن الثابت من تصريح الطاعن بمحضر الضابطة القضائية المنجز إثر
الحادثة التي تعرض لها الضحية الهالك أن عاقبة الشغل ثابتة حيث أوضح أن الشاحنة
التي كانت سبباً في الحادثة وإن كانت على ملكية المسمى العمراني الزريف إلا أن
الطاعن ونظراً لاحتياجه لها فقد استعارها من هذا الأخير وشغل الهالك على متنها

مقابل أجر أسبوعي قدره 500 درهم، والمحكمة مصدره القرار المطعون فيه حينما انتهت إلى قيام عاقبة الشغل مع الطالب تكون قد بنت قرارها على أساس سليم.

قرار عدد 2 /1337 صادر بتاريخ 27 /11/ 2019 في الملف الاجتماعي عدد 1994 / 5 / 2019 (غير منشور).

« لكن حيث إنه بالرجوع إلى وثائق الملف كما هي معروضة على قضاة الموضوع، وعلى الخصوص تقرير الخبير المنتدب الذي جاء في تقريره أن وفاة مورث المطلوبين كانت بتاريخ 2008/10/23 لها عاقبة سببية بينها وبين الحادث، وتتجلى في المضاعفات الناتجة عن الاستلقاء على الظهر مما تكون المحكمة مصدره القرار المطعون فيه التي اعتبرت والحال ما ذكر أن العاقبة السببية بين الحادث والوفاة ثابتة وأن الحادث يعتبر حادث شغل، بدعوى أنه لم يثبت أن الضحية كان مصابا بالمرض في القلب أو ضيق التنفس، تكون قد طبقت القانون تطبيقا صحيحا، غير خارقة لأي مقتضى وعللت قرارها بما فيه الكفاية.»

قرار عدد 2 / 1208 صادر بتاريخ 30 /10 / 2019 في الملف الاجتماعي عدد 965 / 5 / 2018 (غير منشور).

« لكن إنه خافا لما تمسكت به الطاعنة، ذلك أنه بالرجوع إلى مقتضيات الفصل 3 من ظهير 1963/02/06 فإنها تنص على أنه «تعتبر بمثابة حادثة للشغل الحادثة كيفما كان سببها التي تصيب من جراء الشغل أو عند القيام به كل شخص سواء كان أجييرا أو يعمل بأية صفة كانت وفي أي محل كان إما لحساب مؤجر واحد أو عدة مؤجرين وإما لحساب رؤساء المقاولات المبنية بعده ولو كان المؤجر لا يزاول مهنة تدر عليه ربحا وذلك لو كانت هذه الحادثة ناجمة عن حالة قوة القاهرة وكانت أحوال الشغل قد تسببت في مفعول القوة الطبيعية أو زادت في خطورته، اللهم إذا برهن المؤجر أو المؤمن على أن المصاب بالحادثة عرضة سهلة للأمراض » والثابت من أوراق الملف ومنها المحضر البحري المنجز بتاريخ 2010/04/13 من طرف مدير المركب والذي يشهد من خاله أن الهالك كان يعمل ميكانيكيا على ظهر باخرة الصيد المسماة الشمالي رقم 8- 832، وأن البحارين أيت أحيا وخداف عبد الحق شاهداه يسقط بمكان

الآلات بالباخرة، وبأن حالته لا تتم عن الحياة، وأن هذه الحادثة وقعت بتاريخ 2010/04/12 والمحكمة مصدره القرار المطعون فيه لما اعتبرت وفاة الهالك ناتجة عن حادثة ورتبت الآثار القانونية على ذلك تكون قد التزمت بمقتضيات الفصل 3 أعاه

وعللت قرارها تعليها سليما أمام عدم إثبات المؤجر أو المؤمن على أن المصاب بالحادثة كان عرضة سهلة للأمراض.»

قرار عدد 461 صادر بتاريخ 18 /02/ 2015 في الملف الاجتماعي عدد 1016
2013/ 1 /5/

تعاقد مع مقاوله- وفاة صاحب المقاوله على إثر سقوطه أثناء العمل - انتفاء عاقبة التبعية بين الطرفين - عدم قيام حادثة شغل.

«لما ثبت أن المطلوب أنكر عاقبة الشغل الرابطة بينه وبين الضحية الهالك الذي لم يكن مستخدما معه أو تابعا له أو أنه يعمل تحت إشرافه أو مراقبته، وإنما كان مقاولا في الصباغة يشتغل على شكل مقاوله صغيرة مستقلة تشغل عددا من العمال، وأنه لم يكن يتواجد باستمرار بمكان العمل، وإنما كان يزوره لمراقبة درجة انجاز الأشغال من طرف مستخدميه، وأن الهالك تعاقد معه من أجل صباغة منزله وسلمه تسبقا عن عمله، وهو ما لم يكن محل منازعة من طرف الورثة، فإن الاتفاق بين صاحب المنزل والهالك على صباغة منزله وتسليمه تسبقا عن عمله لا يشكل حجة كافية على وجود عاقبة التبعية بينهما ولا يترتب عنها قيام حادثة الشغل.» (منشور بنشرة قرارات محكمة النقض الغرفة الاجتماعية عدد 19 الصفحة 103 وما يليها).

قرار عدد 708 صادر بتاريخ 26 /05/ 2011 في الملف الاجتماعي عدد 982 /5 /1
2010 حادثة طريق - سفر مأذون به - الانحراف عن الطريق العادية عرضا.

«الأجير المأذون له من طرف مشغله بالتنقل في إحدى المدن لحضور نشاط نقابي، والذي تعرض أثناء الطريق لحادثة سير فإن الحادثة الطارئة له تعتبر بحسب مفهوم الفصل 6 من ظهير 1963/02/06 حادثة شغل، ذلك أنها وقعت له في مسافة الذهاب والإياب بين محل الشغل ومحل إقامته الأصلي، علما أن انحرافه عرضا عن الطريق العادي، لأخذ قسط من الراحة والاستجمام، لا يؤدي إلى انفصام عاقبة التبعية بينه وبين مشغليه.» المرجع مؤلف الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والأمراض المهنية للدكتور بال العشري، الطبعة الثانية.

قرار عدد 2858 صادر بتاريخ 26 /08/ 2009 في الملف الاجتماعي عدد 1063
2008 /1

إن حادثة الطريق المقرونة بحادثة الشغل واقعة مادية يمكن إثباتها أو نفيها بجميع وسائل الإثبات المقررة قانونا.

«لا تكفي الحادثة في ذاتها، والإدلاء بما يفيد العاقبة التشغيلية، وإنما يتعين أن تتحقق الشروط التشريعية لوصف الحادثة بحادثة طريق..» (المرجع مؤلف الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والأمراض المهنية للدكتور بال العشري، الطبعة الثانية)

قرار عدد 548 صادر بتاريخ 13 /05/ 2009 في الملف الاجتماعي عدد 393 /5 /2008 /1

«حادثة الطريق الطارئة للضحية عندما كان يسوق ناقلة في ملكية مشغله بمناسبة عمله تعتبر حادثة شغل، ولا يكفي دفع مسؤولية المشغل مجرد ادعاء وقوع الحادثة في مكان يبعد عن المكان الاعتيادي الذي كانت تنتقل منه السلع المنقولة، وأن هذا الأخير أخذ الناقلة بدون إذن المشغل، بل يتعين عليه إثبات ذلك أمام قضاة الموضوع.» المرجع مؤلف الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والإمراض المهنية للدكتور بال العشري. الطبعة الثانية.

قرار عدد 486 صادر بتاريخ 24 /05 /2006 في الملف الاجتماعي عدد 120 /5 /2006 حادثة طريق- مسافة الذهاب للعمل- مرآب العمارة- الحادثة تعتبر حادثة شغل.

«لا اعتبار المرآب جزء من السكن يشترط أن يكون خاصاً أي لا يدخل ضمن الأجزاء التي تنظمه الملكية المشتركة، ولما كان الاستعمال المشترك لمرآب العمارة مخول لساكنيها فإنه لا يمكن

والحالة هذه القول بأنه جزء من سكن الأجيعة، وتعتبر الحادثة التي تعرضت لها هذه الأخيرة حين غادرت مسكنها بهدف التوجه إلى مقر عملها خال المسافة الفاصلة بين عتبة الشقة التي تقيم فيها ومرآب العمارة، حادثة طريق مشمولة بحماية ظهير حوادث الشغل.» المرجع مؤلف الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والأمراض المهنية للدكتور بال العشري الطبعة الثانية.

قرار عدد 181 صادر بتاريخ 01 /03 /2006 في الملف الاجتماعي عدد 1229 /5 /2005 /1 /5

«عاقبة التبعية تقتضي الإشراف والتوجيه وإصدار التعليمات والتدخل في أوقات العمل نحو الضحية، أما مجرد الاتفاق فإمكان اعتبار عاقبة التبعية قائمة، وتبعاً لذلك فإن اتفاق صاحب المنزل على صباغة منزل يؤدي أجره حسب عدد الأمتار لا يشكل قرينة كافية على وجود عاقبة تبعية وما يترتب عنها قيام حادثة شغل.» المرجع مؤلف

الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والأمراض المهنية للدكتور بال العشري،
الطبعة الثانية.

قرار عدد 795 صادر بتاريخ 13 /09 /2000 في الملف الاجتماعي عدد 412 /5
2000 /1

«إن وجود الأجير في مهمة بمدينة مراكش بتكليف من المشغل وأثناء استحمامه
بالفندق تعرض إلى سقوط أدى إلى إصابته في مرفقه الأيسر يعتبر حادثة شغل».
المرجع مؤلف الاجتهاد القضائي في مادة حوادث الشغل والأمراض المهنية للدكتور
بال العشري. الطبعة الثانية.

قرار عدد 2065 صادر بتاريخ 10 /09 /1990 في الملف الاجتماعي تحت عدد
89 /9570

« إن الحادثة تعتبر حادثة شغل ولو كانت ناتجة عن نزيف دموي أصيب به الضحية
قبل سقوطه على الأرض »..

منشور بمجلة قضاء المجلس الأعلى العدد 46 نونبر 1992 صفحة 183.

.....

.....

.....

.....

C H ASSAN II U

JOURNAL DES OBSERVATIONS CLINIQUES

Service: CHIRURGIE

1966 624

Identification du patient

Nom et Prénom

Age:

13

Lit

Genre

Etat Civil

A AUTRE

F

Date

Observations

07/03/2026 03:20.11

CHIRURGIE PEDIATRIQUE 2 médecin

MAHAMAT SALEH MAHAMAT

RAPPORT MEDICAL

service

Identité Il s'agit de âgée de 13 ans originaire et habitant à Fès

Motif de consultation:

Suspicion d'une agression sexuelle

ATCD

Médicaux RAS

Chirurgicaux: jamais opéré

Nous signatons qu'elle a un antécédent de fugue à plus
plusieurs reprise

HDM histoire remonte à environ 10 jours avant son admission
marquée par une agression sexuelle survenue entre cette fille
et un jeune homme âgé d' environ 23 ans selon le dire de la
fille, la fille nous signale qu'il y a eu des rapports sexuels non
consentant elle aurait resté environ 10 jours avec le jeune
homme à son domicile.

l'examen clinique

Examen général patiente consciente, stable sur le plan
hémodynamique et respiratoire

et apyrétique.

Examen de la marge anale:

la marge anale propre, pas des lésions périnéales, le sphincter anal est tonique. la marge

anale est propre.

Le reste de l'examen somatique est sans particularité.

Conclusion il s'agit d'une patiente de 13 ans, aux antécédent des fugues reçue pour suspicion d'une agression sexuelle remonte à 10 jours chez qui l'examen clinique ne trouve pas des lésions périnéales. Le reste de l'examen somatique est sans particularité en dehors d'un examen gynécologique.

Conduite à tenir:

avis de l'assistance social est souhaitable.

Consultation gynécologique est nécessaire pour lever l'équivoque.

Date d'impression

المستشفى الحسن الثاني

سجل الملاحظات السريرية القسم: الجراحة 1966 624 بيانات المريض الاسم
الكامل العمر: 13 السرير الجنس الحالة الاجتماعية أخرى أنثى التاريخ الملاحظات
03:20.11 2026/03/07

جراحة الأطفال - الطبيب الثاني محمد صالح محمد

التقرير الطبي القسم البيانات الشخصية: هذه ، عمرها 13 عامًا، من فاس ومقيمة فيها. سبب الاستشارة: اشتباه في اعتداء جنسي التاريخ الطبي لا يوجد ما يستدعي الانتباه التاريخ الجراحي: لم تخضع لأي عملية جراحية نلاحظ أن لديها تاريخًا من الهروب من المنزل في عدة مناسبات. ملخص الحالة يعود تاريخ المريضة (HDM) إلى حوالي عشرة أيام قبل دخولها المستشفى، حيث تعرضت لاعتداء جنسي من قبل شاب يبلغ من العمر حوالي 23 عامًا، وفقًا لروايتها. أفادت المريضة بممارسة الجنس دون رضاها، وأنها مكثت مع الشاب في منزله لمدة عشرة أيام تقريبًا. الفحص السريري الفحص العام: المريضة واعية، وحالتها مستقرة من الناحية الدموية والتنفسية، ولا تعاني من الحمى. فحص منطقة الشرج: منطقة الشرج نظيفة، ولا توجد بها أي آفات في منطقة العجان. العضلة العاصرة الشرجية قوية. منطقة الشرج نظيفة. باقي الفحص البدني طبيعي. الخلاصة: هذه مريضة تبلغ من العمر 13 عامًا، ولديها تاريخ من الهروب من المنزل، وقد تم إدخالها إلى المستشفى للاشتباه في

تعرضها لاعتداء جنسي قبل 10 أيام. لم يكشف الفحص السريري عن أي إصابات في منطقة العجان (Perineum) . وكانت بقية نتائج الفحص البدني طبيعية، باستثناء الفحص النسائي. الإجراء المطلوب: يوصى باستشارة الخدمات الاجتماعية. من الضروري إجراء استشارة نسائية لتوضيح الحالة. تاريخ الطباعة طبع بواسطة

MSALEH 3:23 2026/03/07

.....

.....

.....

.....

كُلُّ بَابٍ وَإِنْ طَالَتْ مَغَالِقُهُ يَوْمًا لَهُ مِنْ جَمِيلِ الصَّبْرِ مِفْتَاحٌ وَكَمْ مِنْ كُرُوبٍ ظَنَّنَا لَا
انْفِرَاجَ لَهَا حَتَّى رَأَيْنَا جَلِيلَ الْهَمِّ يَنْزِاحَ فَاصْبِرْ لِحُكْمِ رَبِّكَ لَا تَيَاسُ فَرَحْمَتُهُ لِلْخَلْقِ ظِلٌّ
وَلِلْأَيَّامِ أَصْبَاحٌ

هذا البيت الشعري الشهير يُعبر عن أمل كبير وثقة بفرج الله بعد الشدائد، حيث يؤكد أن كل مشكلة أو ضيق (باب مغلق) مهما طال أمده، سيأتي يوم وينفرج بفضل الصبر الجميل والثقة بالله. هو دعوة لعدم اليأس، واليقين بأن العسر يتبعه يسر.

وَكُلُّ بَابٍ وَإِنْ طَالَتْ مَغَالِقُهُ ... يَوْمًا لَهُ مِنْ جَمِيلِ الصَّبْرِ مِفْتَاحٌ
كَمْ مِنْ كُرُوبٍ ظَنَّنَا لَا انْفِرَاجَ لَهَا ... حَتَّى رَأَيْنَا جَلِيلَ الْهَمِّ يَنْزِاحٌ
فَاصْبِرْ لِرَبِّكَ لَا تَيَاسُ فَرَحْمَتُهُ ... لِلْخَلْقِ ظِلٌّ وَلِلْأَيَّامِ إِصْبَاحٌ
معاني ودلالات البيت:

- مغاليقه: قيوده وأقفاله، دلالة على شدة استعصاء الأمر.
- جميل الصبر: هو الصبر الذي لا شكوى فيه لغير الله.
- مفتاح: الفرج والحل.

المعنى العام:

يشير البيت إلى أن الصبر هو أقوى أداة لتجاوز الأزمات النفسية والعملية، وهو جزء من العقيدة الإسلامية في حسن الظن بالله. وكم من أمور بدت مستحيلة، ولكن بالصبر والانتظار، تيسرت وانزاح الهم عنها.

الخطاط المبدع السيد سلاوي

.....

.....
المملكة المغربية

المجلس الأعلى للسلطة القضائية

المديرية العامة للشؤون القضائية قطب القضاء الجنائي

1562 2026 ق ج

+ .ХИЛЕ+ | ИСҮОСӨ

ОГРЕС ХИЙ. | Ю.Е+ +.ХОХ.ІН

إلى

15 2026 اى ميل

السيد الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بفاس

الموضوع: دراسة حول الأحكام الصادرة في القانون رقم 77.15 القاضي بمنع الأكياس البلاستيكية واستيرادها وحيازتها وتسويقها واستعمالها.

المرجع: المادة 46 من قرار الرئيس المنتدب رقم 16/25 بتحديد الهياكل الإدارية والمالية للمجلس.

سلام تام بوجود مولانا الإمام عام له النصر والتمكين

وبعد؛

علاقة بالموضوع والمرجع المشار إليهما أعلاه، وفي إطار تتبع العمل القضائي في القضايا المتعلقة بالبيئة لا سيما القانون رقم 177.15 القاضي بمنع صنع الأكياس من مادة البلاستيك واستيرادها وتصديرها وتسويقها واستعمالها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف (2015) رقم 1.15.148 بتاريخ 25 من صفر 1437 (7) ديسمبر

يشر فني أن أحيل عليكم نسخة من دراسة حول الأحكام الصادرة في هذا النوع من القضايا أعدها قطب القضاء الجنائي، قصد الاطلاع والتفضل بتعميمها على الهيئات القضائية المختصة بالنظر في هذا النوع من القضايا، ولكل غاية مفيدة.

عن الرئيس المنتدب

للمجلس الأعلى للسلطة القضائية

و بتفويض منه

قطب القضاء الجنائي

حكيم وردي

1 - تم تتميم وتغيير القانون أعلاه بموجب القانون رقم 57.10 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.128 الصادر في 16 من ربيع الآخر 1441 (15) دجنير (2018) المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6845 بتاريخ 10 جمادى الأولى 1441 (8) يناير 2010

المملكة المغربية المجلس الأعلى للسلطة القضائية

المديرية العامة للشؤون القضائية قصب القضاء الجنائي

+ХИЛЕ+ | ИСУОСΘ

ОГРЕССИИ. | НӨ.Е+ +.ХОХ.ІН

دراسة حول الأحكام الصادرة في القانون رقم 77.15 القاضي بمنع الأكياس البلاستيكية واستيرادها وحيازتها وتسويقها واستعمالها [

أطر المشرع المغربي قضايا البيئة بمجموعة من القوانين الخاصة، إلى جانب القواعد الواردة في مجموعة القانون الجنائي، بهدف الوقاية من كل أشكال الاعتداء على النظم الإيكولوجية، ويعد القانون رقم 77.15 القاضي بمنع صنع الأكياس من مادة البلاستيك واستيرادها وتصديرها وتسويقها واستعمالها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.148 بتاريخ 25 من صفر 1437 (7) ديسمبر (2015) من أبرز مكونات هذه الترسانة التشريعية، إذ تسجل محاكم المملكة سنويا ما لا يقل عن عشرة آلاف قضية إعمالا له.

وإلى جانب الحجم المهم من القضايا المسجلة تنفيذا لهذا القانون، مكنت عملية تتبع القطب لها، من رصد بعض الملاحظات المتعلقة بتطبيق الهيئات القضائية المقترحات، يمكن إجمالها على النحو التالي:

أولا : الوضعية العامة للقضايا المتعلقة بالقانون رقم 17.15.

بلغ مجموع القضايا المتعلقة بالقانون رقم 15. القاضي بمنع صنع الأكياس البلاستيكية واستيرادها وتصديرها وحيازتها وتسويقها واستعمالها خلال سنة 2025 حوالي 10739 قضية رائجة، منها 444 قضية مخلفة عن سنة 2024، و10295 قضية مسجلة خلال سنة 2015 ، صدر بشأنها 10511 حكما ، فيما بقيت منها 228 قضية تم تأخيرها لسنة 2026.

1 - تم تتميم وتغيير القانون أعلاه بموجب القانون رقم 18 57 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.118 الصادر في 16 من ربيع الآخر 1441 (15) دجنبر (2018) المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6845 بتاريخ 10 جمادى الأولى 1441 (6) يناير 2020

في حين بلغ عدد المتهمين في هذا النوع من القضايا 11154 متهما.

الباقي

المحكوم

الرائج

المسجل

المخلف

228

10511

10739

10295

444

احصائيات القضايا

وإجمالا تعكس مؤشرات أداء الهيئات القضائية فعالية في معالجة هذا النوع من الملفات حيث بلغت نسبة المحكوم من الرائج 102% ونسبة المحكوم من المسجل 98%.

ثانيا : الملاحظات المثارة بشأن العقوبات

تراوحت الغرامات المحكوم بها في القضايا الراجعة برسم سنة 2025 ما بين 200 درهم و 40000 درهم، ويبرز الجدول والمبيان أسفله توزيع العقوبات الصادرة في هذه القضايا حسب قيمة الغرامة المحكوم بها :

قيمة الغرامة المحكوم بها

العقوبات الصادرة بغرامة مالية 500 درهم أو أقل

- العقوبات الصادرة فوق 500 درهم وأقل من 2000 درهم

العقوبات الصادرة بغرامات مالية من 2000 درهم فما فوق

6538

%62

2139

%20.35

1834

%17.44

عدد الأحكام الصادرة

النسبة المئوية

نسب العقوبات الصادرة حسب مبلغ الغرامة

العقوبات الصادرة درهم

2000 بأقل من

%38

العقوبات الصادرة ب 2000 درهم فما فوق %62

من خلال المعطيات المعروضة أعلاه يلاحظ أن %38 من الغرامات المحكوم بها في هذا النوع من القضايا تقل عن 2000 درهم والحال أن المادتين 11 و 15-2 من

القانون 77.15 تنصان على غرامة تتراوح بين 2.000 إلى 500.000 درهم دون إمكانية تمتيع المتهم بظروف التخفيف أو ميزة وقف تنفيذ العقوبة المنصوص عليها في المواد 146 و 149 و 150 من القانون الجنائي بصريح المادة 15-2 من نفس القانون.

2

ثالثا : بشأن توزيع الجرائم

باستقراء الجدول أسفله نلاحظ أن غالبية القضايا المتعلقة بالقانون رقم 77.15 لا يتم تسجيلها ضمن الرمز المخصص لها وهو (2121) بل يتم تسجيلها ضمن قضايا جنحية أخرى بلغ عدد القضايا المسجلة برموز أخرى نسبة (41.77%) وهو ما يشكل عائقا للتتبع الدقيق لهذه القضايا ، وفيما يلي توزيع الملفات الراجعة حسب نوع القضية :

جنحي بيئة

جنحي قمع الغش

جنحي عادي ضبطي

جنحي تلبسي ضبطي سراح

جنحي عادي تأديبي

جنحي تلبسي تأديبي اعتقال

جنحي بناء بدون رخصة

جنحي تلبسي تأديبي سراح

جنحي تلبسي ضبطي اعتقال

جنحي أحداث ضبطي سراح

جنحي غابة

جنحي أحداث ضبطي

جنحي أحداث تأديبي سراح

جنحي استئناف تلبسي

جنحي استئنافي عادي

جنحي بيئة استئنافي

168

6053

5989 6221

232

5

189

194

164

30

33

3629

3662

3553

109

4

101

105

78

27

1
63
64
63
1
0
19
19
19
0
0
1
1
1
0
0
17
17
13
4
0

13

13

13

0

0

2

2

2

0

1

1

2

2

0

1

0

1

1

0

0

2

2

2

0

0

21

21

17

4

15

395

410

373

37

0

5

5

5

0

228

10511

10739

10295

444

المجموع

رابعا : بشأن التوزيع الجغرافي للملفات المحكومة بغرامة أقل من 2000 درهم يعكس الجدول والمبيان أسفله التوزيع الجغرافي للملفات المحكومة بغرامات مالية تقل عن 2000 درهم حيث تنصدر المحكمة الابتدائية الزجرية بالدار البيضاء عدد الأحكام ب 521 حكما تليها المحكمة الابتدائية بالناظور ب 271 حكما في حين سجلت 50 محكمة أقل من 50 حكما.

3

المحكمة

المحكمة الابتدائية الزجرية بالدار البيضاء.

عدد الملفات المحكومة بأقل من 2000 درهم

المحكمة الابتدائية الناظور

المحكمة الابتدائية تيفلت

المحكمة الابتدائية اليوسفية

المحكمة الابتدائية الخميسات

المحكمة الابتدائية الدريوش

مبيان يوضح التوزيع الجغرافي للملفات المحكومة بأقل من 2000 درهم

521

50 - باقي المحاكم أقل من 50 حكما

180

المحكمة الابتدائية قلعة السراغنة

52 - المحكمة الابتدائية المحمدية

271	
171	
55	المحكمة الابتدائية أكادير
151	
	المحكمة الابتدائية مراكش
58	المحكمة الابتدائية وجدة
142	
	المحكمة الابتدائية سطات
59	المحكمة الابتدائية تطوان
138	
	المحكمة الابتدائية خليفة
59	المحكمة الابتدائية القصر الكبير
129	
	المحكمة الابتدائية أصلي
61	المحكمة الابتدائية برشيد
62	المحكمة الابتدائية الداخلة
126	
101	
	المحكمة الابتدائية بركان
67	مركز القاضي المقيم بسيدي رحال
	المحكمة الابتدائية مكناس
67	المحكمة الابتدائية ابن جرير

100

87

98

96

97

97

96

98

87

100

77

101

67

126

67

129

138

62

142

61

151

59

171

59

المحكمة الابتدائية القنيطرة

77 - المحكمة الابتدائية صفرو

المحكمة الابتدائية ورالات

المحكمة الابتدائية ورزازات

المحكمة الابتدائية صفرو

المحكمة الابتدائية القنيطرة

المحكمة الابتدائية مكناس

المحكمة الابتدائية ابن جرير

المحكمة الابتدائية بركان

مركز القاضي المقيم بسيدي رحال

المحكمة الابتدائية أسفي

المحكمة الابتدائية الداخلة

المحكمة الابتدائية خنيفرة

المحكمة الابتدائية برشيد

المحكمة الابتدائية سطات

المحكمة الابتدائية مراكش

المحكمة الابتدائية القصر الكبير

المحكمة الابتدائية قلعة السراغنة

المحكمة الابتدائية تطوان

المحكمة الابتدائية الدريوش

المحكمة الابتدائية وجدة

المحكمة الابتدائية الخميسات

المحكمة الابتدائية المادير

المحكمة الابتدائية اليوسفية

180

58

271

55

521

المحكمة الابتدائية المحمدية

المحكمة الإبتدائية تيفلت

المحكمة الإبتدائية الناظور

المحكمة الابتدائية الزجرية بالدار البيضاء

0 100 200 300 400 500 600

52

سجلت أقل من 50 حكما

بال المحاكم

خامسا : بشأن مواد المتابعة والعقوبة

بالرجوع للمواد المحددة للمتابعة والعقوبة كما سطرته النيابة العامة وضمنت بنظام تدبير القضايا الزجرية 4S@JP، يلاحظ أن بعض النيابة العامة تعتمد في تسطير المتابعات على مقتضيات المادة 10 من القانون 77.15 قبل تغييره وتتميمه بموجب القانون رقم 57.18 ، والحال أن هذه الأفعال والعقوبات تقع تحت طائلة المادتين 02

11 من القانون في صيغته المعدلة، كما أن عدم إمكانية تمتيع المتهم بظروف التخفيف نصت عليها المادة 15-2 بدل المادة 11

.....
.....
.....
.....

كُلُّ بَابٍ وَإِنْ طَالَتْ مَغَالِقُهُ يَوْمًا لَهُ مِنْ جَمِيلِ الصَّبْرِ مِفْتَاحٌ وَكَمْ مِنْ كُرُوبٍ ظَنَّنَا لَا
انْفِرَاجَ لَهَا حَتَّى رَأَيْنَا جَلِيلَ الِهِمِّ يَنْزِاحَ فَاصْبِرْ لِحُكْمِ رَبِّكَ لَا تَيَاسُ فَرَحْمَتُهُ لِلْخَلْقِ ظِلٌّ
وَلِلْأَيَّامِ أَصْبَاحٌ

هذا البيت الشعري الشهير يُعبر عن أمل كبير وثقة بفرج الله بعد الشدائد، حيث يؤكد أن كل مشكلة أو ضيق (باب مغلق) مهما طال أمده، سيأتي يوم وينفرج بفضل الصبر الجميل والثقة بالله. هو دعوة لعدم اليأس، واليقين بأن العسر يتبعه يسر.

وَكُلُّ بَابٍ وَإِنْ طَالَتْ مَغَالِقُهُ ... يَوْمًا لَهُ مِنْ جَمِيلِ الصَّبْرِ مِفْتَاحُ
كَمْ مِنْ كُرُوبٍ ظَنَّنَا لَا انْفِرَاجَ لَهَا ... حَتَّى رَأَيْنَا جَلِيلَ الِهِمِّ يَنْزِاحُ
فَاصْبِرْ لِرَبِّكَ لَا تَيَاسُ فَرَحْمَتُهُ ... لِلْخَلْقِ ظِلٌّ وَلِلْأَيَّامِ إِصْبَاحُ
معاني ودلالات البيت:

- مغاليقه: قيوده وأقفاله، دلالة على شدة استعصاء الأمر.
- جميل الصبر: هو الصبر الذي لا شكوى فيه لغير الله.
- مفتاح: الفرج والحل.

المعنى العام:

يشير البيت إلى أن الصبر هو أقوى أداة لتجاوز الأزمات النفسية والعملية، وهو جزء من العقيدة الإسلامية في حسن الظن بالله. وكم من أمور بدت مستحيلة، ولكن بالصبر والانتظار، تيسرت وانزاح الهم عنها.

الخطاط المبدع السيد سلاوي

.....
.....

(1) تأسس الأمن الوطني يوم 16 ماي 1956

(2) تأسست القوات المسلحة الملكية يوم 14 ماي 1956

- (3) تأسست الوقاية المدنية يوم 15 ماي 1956
- (4) تأسس الدرك الملكي يوم 29 أبريل 1957
- (5) تأسس الجمارك المغربية يوم 9 أكتوبر 1977
- (6) تأسس الهلال الأحمر يوم 24 دجنبر 1957
- (7) تأسس صندوق ضمان الإجتماعي سنة 1959
- (8) تأسست الأمانة العامة للحكومة يوم 10 دجنبر 1955
- (9) تأسس صندوق المقاصة سنة 1941
- (10) تأسس قانون مدونة الأسرة يوم 10 أكتوبر 2004
- (11) أعطيت إنطلاقة المبادرة الوطنية للتنمية البشرية سنة ماي 2005
- (12) إنطلقت المسيرة الخضراء يوم 6 نونبر 1975
- (13) أخذ المغرب الإستقلال يوم 18 نونبر 1956
- (14) تقديم عريضة المطالبة بالإستقلال يوم 11 يناير 1944
- (15) تأسس حلف الشمال الاطلسي يوم 4 أبريل 1949
- (16) داخل المغرب تحت نظام الحماية يوم 30 مارس 1912
- (17) أول دستور بالمغرب سنة 1908
- (18) المصادقة على أول دستور بالمغرب يوم 7 دجنبر 1962
- (19) الازمة الإقتصادية التي ضربت العالم بداية بالولايات المتحدة الأمريكية يوم 24 أكتوبر 1929
- (20) بدأت الحرب العالمية الأولى يوم 28 يوليوز 1914 وانتهت يوم 11 نونبر 1918
- (21) بدأت الحرب العالمية الثانية يوم 1 شتنبر 1939 وإنتهت يوم 2 شتنبر 1945
- (22) كانت الثورة الملك والشعب يوم 20 غشت 1953

- (23) تأسس الإتحاد المغرب العربي يوم 17 فبراير 1989 من خمسة دول وهما المغرب وموريطانيا والجزائر وتونس وليبيا
- (24) عدد دول الإتحاد الإفريقي هو 55 دولة وعودة المغرب إليه يوم 18 يوليوز 2016 بعدما انسحب سنة 1984
- (25) تأسست عصبة الأمم المتحدة سنة 1919
- (26) عدد الأعضاء المجلس الأمن دائمون هو 5 وهم الصين وفرنسا تم روسيا وكذلك المملكة المتحدة تم الولايات المتحدة الأمريكية
- (27) عدد دول الإتحاد الأوربي هو 27 دولة
- (28) تعرض الملك محمد الخامس للنفي يوم 20 مارس 1953 وتمت عودته يوم 16 نونبر 1955 من طرف فرنسا حيث نفي إلى جزيرة كورسيكا تم إلى مدغشقر
- (29) الحكم الملك محمد الخامس سنة 18 نونبر 1927 حتى وفاته يوم 26 فبراير 1961
- (30) الحكم الملك الحسن الثاني يوم 30 مارس 1961 حتى وفاته يوم 23 يوليوز 1999
- (31) إزداد مولي الحسن يوم 8 ماي 2003
- (32) وقعت تفجيرات الإرهابية بالمدينة الدار البيضاء يوم 16 ماي 2003
- (33) تم تشكيل أول الحكومة للتناوب يوم 14 مارس 1998 وترأسها زعيم سياسي هو عبد الرحمان اليوسفي
- (34) يحتل المغرب الرتبة الأولى عربيا وإفريقيا وعالميا من حيث إنتاج الفوسفاط ويحتل الرتبة الثانية العالمية من حيث تصدير بعد الصين كما يعتبر المغرب أول مصدر للفوسفاط
- (35) بدأت الحرب فيتنام يوم 1 نونبر سنة 1955 وإنتهت في 20 أبريل سنة 1975

- (36) تم صلح كامب ديفد بين مصر وإسرائيل في مارس 1979
- (37) السلطة التنفيذية هي الحكومة
- (38) السلطة التشريعية هي البرلمان
- (39) إنتفاضة الخبز في أنحاء المملكة يوم 19 يناير 1984
- (40) إسترجاع سيدي إفني يوم 30 يونيو 1969
- (41) إسترجاع إقليم وادي الذهب يوم 14 غشت 1979
- (42) إسترجاع طرفاية يوم 15 أبريل 1958
- (43) مقر وحدة الإفريقية هو أديس أبابا عاصمة إثيوبيا
- (44) في حالة تداخل بين العدد للمرأة يأخذ بأخر عدة
- (45) أول دولة إفريقية صنعت سكك الحديدية هي مصر
- (46) أقيمت أول بطولة لكأس العرب في بيروت
- (47) أكثر أنواع الطيور شيوعا في العالم هي الدجاج
- (48) المعركة التي كان في رسول (ص) هو أول من رما بالمنجنيق هي معركة الطائف
- (49) تطلق عبارة الموت الأسود على الطاعون
- (50) المعدن الذي يوجد في حالته سائلة هو الزئبق
- (51) يطلق لقب البحر الميت على البحر الذي لا يعيش فيه السمك
- (52) نقصد بالظاهرة الإحتباس الحراري معني الارتفاع درجة الحرارة في الأرض
- (53) الغاز الذي يستعمل في طيران المنطاد هو الهليوم
- (54) تحول المادة من الصلب إلى السائلة تسمى الإنصهار
- (55) تحول المادة السائلة إلى الصلبة تسمى التبخر
- (56)

- (57) يوم العالمي للطفولة هو 20 نونبر
- (58) اليوم العالمي للصحة هو 7 أبريل
- (59) اليوم العالمي للحقوق الإنسان هو 10 دجنبر
- (60) يوم العالمي للمرأة هو 8 مارس
- (61) اليوم العالمي للام هو 21 مارس
- (62) ذكرى المولد النبوي الشريف هو 12 ربيع الأول
- (63) ذكرى الثورة الملك والشعب هو 20 غشت
- (64) تأسيس جهاز القوات المساعدة يوم 1 يوليوز 1946
- (65) ذكرى تأسيس القوات المساعدة هو 1 يوليوز
- (66) عيد الإستقلال يوم 18 نونبر
- (67) عيد العرش يوم 30 يوليوز 1999
- (68) عيد الشباب يوم 21 غشت
- (69) عيد الشغل يوم 1 ماي
- (70) تتوفر رخصة السياقة على رصيد 20 نقطة خلال الفترة الإختبارية وعلى 30 نقطة خلال مرحلة نهائية
- (71) تسمح رخصة السياقة بالمغرب من صنف ذ بسيارة مركبات نقل الأشخاص التي تتجاوز 10 مقاعد مع احتساب السائق
- (72)
- (73) أكثر دولة إنتاجا لزهرة الخزامى هي هولندا
- (74) الهند هي أكثر دولة إنتاجا للموز والقطن
- (75) أنجولا هي أكبر دولة منتجة للموز في إفريقيا

- (76) الصين أكثر دولة إنتاجا للذهب على مستوى العالمي
- (77) أكثر دولة إنتاجا للذهب في إفريقيا هي غانا
- (78) أكثر دولة إنتاجا للكافور على مستوى العالم هي ساحل العاج
- (79) أكبر دولة إنتاجا للثوم هي الإمارات العربية المتحدة
- (80) أكبر دولة يوجد فيها البترول على مستوى العالم هي أمريكا
- (81) أكبر دولة يوجد فيها البترول على مستوى إفريقيا هي ليبيا
- (82) أكثر دولة يوجد فيها الغاز الطبيعي على مستوى العالم هي روسيا
- (83) أكثر دولة يوجد فيها الغاز الطبيعي على مستوى إفريقيا هي نيجيريا وعلى مستوى الدول العربية هي

قطر

- (84) أكثر دولة إنتاجا للذرة السودانية على مستوى العالم هي الصين
- (85) أكثر دولة إنتاجا للذرة السودانية على مستوى إفريقيا هي مالي
- (86) أول من استخدم الغازات السامة هي ألمانيا
- (87) الحرب التي وقعت بين الجزائر والمغرب سنة 1963 سميت بالحرب رمال
- (88) أول من وضع خريطة للعالم هو الإدريسي
- (89) شن تونج هو مؤسس الصيدلة في الصين
- (90) الضوء المنبعث من القمر هو انعكاس ضوء الشمس
- (91) الاستخدام غاز تنائي أكسيد كربون 2CO للإطفاء الحرائق
- (92) بدأ الاهتمام الأوروبي بالحقوق الإنسان في عهد الثورة الفرنسية
- (93) تنظيم الجمعيات بالمغرب يمقتضى ظهير الشريف يوم 15 نونبر 1958
- (94) عدد ولايات المتحدة الأمريكية هو 50 ولاية إضافة إلى فدرالية
- (95) أعلى المعادن في العالم هو الروديوم

- (96) يعتبر عدم توقف بضوء التشوير الأحمر مخالفة من درجة الأولى
- (97) 350 ألف هو عدد المشاركين في المسيرة الخضراء
- (98) ألكسندر غراهام هو مخترع هاتف فعال
- (99) البارومتر جهاز يتم استخدامه في قياس الضغط الجوي
- الفريد نوبل هو مخترع ديناميك (100)
- الزعيم الذي ترأس الحكومة التناوب سنة 14 مارس 1998 هو عبد رحمان اليوسفي (101)
- يحتاج الأجنبي الراغب في الإقامة في المغرب بطاقة التسجيل أو بطاقة الإقامة (102)
- بحر إيجه هو الذي يفصل بين تركيا واليونان (103)
- خريبكة هي المدينة التي يقام بها مهرجان للسينما الإفريقية (104)
- مراكش هي مدينة التي يقام بها مهرجان للفيلم (105)
- وحدة القياس طولية ذكرت في القرآن الكريم هي ذراع (106)
- توجد مؤسسة محمد السادس العلماء الأفارقة في فاس (107)
- ينضم مهرجان تصميت للسينما بالمغرب في مدينة بن ملال (108)
- محمد بن تومرت هو مؤسس الموحدين (109)
- يقر منتدى دافوس الإقتصادي في جنيف (110)
- أنطونيو غوتيريش هو أمين العام الحالي للأمم المتحدة
- يخضع إقليم غويانا بأمريكا الجنوبية للحماية الفرنسية (112)
- أكثر دولة إستثمارا في إفريقيا هي مصر ثم بعدها المغرب
- النتائج الداخلي الخام يتكون من مجموع القيام المضافة التي تحققها الدولة والمؤسسات والافراد (114)
- المقيمين داخل المغرب كيف ماكانت جنسيتاهم
- BNPJ هي الفرقة الوطنية للشرطة القضائية (115)
- يوجد مقر البنك الدولي في واشنطن (116)

(113)

(117) نشبت الحرب بين بريطانيا والأرجنتين حول جزر المالوين سنة 1982

(118) ترتيب الأحزاب السياسية حسب تاريخ تأسيسها أولا حزب الإستقلال +
الإتحاد الإشتراكي

الإتحاد الدستوري الحركة الشعبية

(119) أطلقت على العملية العسكرية ضد عراق سنة يناير 1991 إسم عاصفة
الصحراء

(120)

(121) ستة أشهر هي مدة فحص التقني الذي يجب على سيارات مستعملة العمل به

(122) مسقط هي عاصمة عمان

(123) الباثولوجيا هو علم دراسة الأمراض وأسبابه

(124)

كوالالمبور هي عاصمة ماليزيا

(125) ستوكهولم هي عاصمة السويد

(126) أديس أبابا هي عاصمة إثيوبيا

(127) بانجولا هي عاصمة غامبيا

(128) يوجد البحر الميت في الأردن

(129) يوجد البحر الأسود في تركيا

(130) يقع البحر الاحمر في جمهورية السودان

(131) يوجد البحر بدون ماء في جمهورية مصر العربية وهو بحر الرمال العظيم

(132) أشهر قصة مسرحية روميو وجوليت

(133) مخترع الكهرباء هو توماس أديسون

134) العالم نيوتن هو مكتشف الجاذبية

135) نظام الحكم بالمغرب هو ملكية دستورية برلمانيا ديمقراطية الاجتماعية

136) توجد ستة القارات في العالم وهما القارة إفريقيا و استراليا والقطب الجنوبي وأمريكا الشمالية وأمريكا الجنوبية ويورو آسيا التي تضم أوروبا مع آسيا)

137) ضابط الشرطة القضائية : تكون له صفة ضباطية التي يمنحها إياه قانون مسطر الجنائية مهمته هي تلقي شكايات والشايات والتنبت من وقوع الجرائم وجمع الادلة وتحرر المحاضر اللازمة الإبتاث الاثر مادي للجريمة

(138

ضابط الأمن مهمته محافظة نظام العام سواء في الشارع او الملتقيات او السهرات أو المباريات وبيأشر عمله بزي رسمي ويكون تدخله قبل وقوع جريمة

139) تأسست الجامعة الدول العربية يوم 22 مارس 1945 تحتوي على 22 دولة مقرها في القاهرة إنظم إليها المغرب سنة 1958

عدد الأعضاء المجلس النواب هو 395 عضو ينتخبون مباشرة لولاية مدتها 5 سنوات (140)

عدد الأعضاء المجلس المستشاريين هو 120 عضو ينتخبون بطريقة غير مباشرة من ممثلي (141)

الجماعات المحلية و ممثلي ماجورين لولاية مدتها 6 سنوات

(142

عدد جهات المملكة المغربية هو 12 جهة

143) أول رئيس الحكومة للمغرب هو بكاي بن مبارك هبيل سنة 7 دجنبر 1955 تاريخ تأسيس الحكومة المغربية

144) اصغر جهة من حيث المساحة هي جهة طنجة تطوان الحسيمة

145) أصغر جهة من حيث عدد السكان هي جهة الداخلة واذي الذهب

146) اكبر الجهة من حيث المساحة هي جهة العيون الساقية الحمراء

(147)

أكبر الجهة من حيث عدد السكان هي جهة الدار البيضاء سطات

(148) أنشئ أول مختبر للشرطة العلمية بالمغرب في دجنبر 1995 بالمدينة بالدار البيضاء

(149) يوجد مقر منظمة اليونسكو أو منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة بباريس

(150) تفتح الدورة البرلمانية الأولى يوم الجمعة الثانية من شهر أكتوبر وتفتح الدورة البرلمانية الثانية

(151)

التقسيم الإداري الجديد

يوم الجمعة الثانية من شهر أبريل مدة كل دورة 4 أشهر على الأقل

(1) 12 جهة 12 والي جهة و 12 رئيس الجهة

(2) 13 عمالة و 62 إقليم

(3) 199 باشوية و 258 دائرة

(4) 516 قيادة و 467 ملحقة الإدارية

(5) 221 جماعة حضرية و 1282 جماعة قراوية ما مجموعه 1503

(152) تأسيس الإتحاد المغرب العربي في مراكش سنة 1989

(153)

سنة 1991 وقف إطلاق النار بين الجيش المغرب وبوليساريو بعض إندلاعها سنة 1975

(154) وفاة الملك الحسن الثاني رحمه الله سنة 1999 واعتلاء العرش الملك محمد السادس

(155) مند أكتوبر 2008 الوضع المتقدم للمغرب مع الإتحاد الأوربي

(156)

يوم 1 يوليو 2011 الإستفتاء على دستور

(157) تأسيس الدولة العلوية سنة 1660

زيارة الملك محمد الخامس لمدينة طنجة الخاضعة للحماية الدولية أُنذاك سنة 1947

(158)

(159)

إعتلاء محمد الخامس على العرش وهو في سن 18 عشر سنة 1927

(160)

أحداث سيدي إفني وتدخلات الجيش العنيفة سنة 2008

(161)

تقع قرية العقبة في سويسرا

(162)

الإسم الذي أطلقه نابليون على الحرب هي تجارة البرابرة

(163)

الجزيرة العربية التي تقع عند مدخل باب مندب وقسمه إلى قناتين هي بريم

(164)

أكبر شركة المنيوم في العالم هي كال مونتريال توجد في كندا

(165)

السيزم هو إتحاد الألعاب الرياضية العسكرية

(166)

النبات البري التي تعالج به الدناب نفسها هو سربنتايا (النباتات الثعبانية)

(167)

الدولة التي تسمى بلغة أهلها الطير الذي ياكل الأفاعي هو غواتيمالا

(168)

أصعب الرموز الصينية هي الترترة

(169)

أول من إستخدم بطاقة المعايدة في تاريخ هم الفراغنة

وحدة قياس التي ذكرت في القرآن الكريم هي درع

(170)

تعني إختصار كلمة فورتيكس الوكالة الأوروبية لحراس الحدود والسواحل

(172)

(171)

عدد دول الإسلامية في العالم هو 57 دولة

(173)

عاصمة الإتحاد الأوربي هي بروكسيل

(174)

12 عضو في المحكمة الدستورية

(175)

عرف المغرب برنامج الإصلاح الإقتصادي المعروف بالتقويم الهيكلي سنة 1983

(176)

يبلغ عدد العيون النحلة هو 5

(177)

إستعمال هاتف أثناء سياقة مخالفة من درجة الثانية وغرامة تقدر ب 500 دارهم

(178)

التركة في قانون المغربي هو مجموع ما يتركه الميت من مال أو حقوق مالية

قصفت قوات اليابانية ميناء هاربر سنة 7 دجنبر 1941

(179)

أبو الأنبياء هو إبراهيم عليه السلام

(180)

الدينامو متر جهاز لقياس القوة

(181)

يصب واد نكور في البحر الأبيض المتوسط

(182)

أول بلد عربي عرف الطباعة هم لبنان

(183)

(184)

الدولة التي لام تستعمر نهائية هي السعودية

(185)

كانت حرب ريف سنة 1920 حتى 1927 بزعامة محمد بن عبد الكريم الخطابي
تعرف باسد

(186)

(187)

الريف وكانت أول معركة خدها المغرب

عدم توفر على ضوء الوضع الأمامي مخالفة من درجة الثانية

(188)

تاريخ تاسيس السلامة الطرقية يوم 15 يوليوز 1977

(189)

عدم إحترام الحق أسبقية مخالفة من درجة الثانية

(190)

(191)

مؤلف كتاب رأسمال هو كارل ماكس

(192)

عدد مؤشرات البورصة في المغرب هي 2

(193)

أصبحت الإمبراطورية سنة 1922 إتحاد الجمهوريات الإشتراكية السوفياتية

(194)

شهد المغرب إدماج البنوك ومصاريف جديدة تسمى بالتشاركية

(195)

يطلق على مدينة الصويرة موكادور

(196)

مساحة الوطن العربي حوالي 14 مليون كيلو متر مربع

ينتمي إدريس لشكر لحزب الإتحاد الإشتراكي للقوات الشعبية

(197)

المعطي بو عبيد هو الذي ترأس حكومة سنة 1979 حتى 1983

(198)

دول التي تنتمي إلى حوض النيل هس عشرة وهما بوروندي + جمهورية الكونغو الديمقراطية

مصر + اريتريا + إثيوبيا + كينيا + السودان + رواندا + تنزانيا + أوغندا

الدول الحبيسة في أوروبا هي النمسا + صربيا + سويسرا

(199)

الدول الحبيسة في آسيا هي كازاخستان

(200)

الدول الحبيسة في إفريقيا هي جمهورية إفريقيا الوسطى + النيجر

كم 7 القارات في العالم هما آسيا + إفريقيا + أمريكا الشمالية + أمريكا الجنوبية +
القارة القطبية

الجنوبية + أوربا أستراليا

وحدة قياس الطاقة هي الجول

وحدة قياس كهرومغناطيسية هي أمبير

قائد المسلمين في معركة عين جالوت هو سيف الدين قطز

تم تدشين المسجد الحسن الثاني يوم 30 غشت 1993

الطائر الذي ينتحر عندما يتقدم في السن هو النسر

إسم العلمي للطباشير هو كربونات الكالسيوم

قبيل ابن الأدم هو الذي قتل سدس سكان الأرض وهو أخي هبيل الذي يساوي سدس
سكان

يلقب الصغير دب بالديسم

فرض الصيام علة المسلمين في السنة الثانية هجرية

لون لسان زرافة هو أزرق مائل للأسود

أكبر الهضبة في العالم هي التبت

يقع المسجد الزيتون في تونس

إسم أبو لهاب هو عبد العزى بن عبد المطلب

الحيوان الذي لا يمتلك هيكلًا عظميًا هو قناديل البحر

تولى أحمد جابر الصباح حكم البلاد في دولة الكويت سنة 1921 حتى 1950

أقوى حيوانات ذاكرة هو الجمل

ولد ابن خلدون في تونس

توجد أعلى النافورة في العالم في جدة

عدد ضربات القلب حوت في دقيقة هو 1

تم تغيير زي شرطة المغربية سنة 2017

صدر مرسوم بتغيير الساعة قانونية زيادة لي 60 دقيقة في المغرب سنة 2012

الظليم هو ذكر النعام

أول طبقات غلاف الجوي هو الترويسفير

يوجد شلال أوزود في إقليم أزيلال

بوليود المغرب هي ورزازات

المادة التي تشكل 80% من حجم دماغ الأسنان هي الماء

المخيخ هو من أعضاء جهاز العصبي

السورة التي قيل أنها قلب القرآن الكريم هي يس

عدد أجزاء القرآن الكريم هو 30

أبو بكر بن عمر هو من أدخل الإسلام إلى إفريقيا في عهد المرابطون

14 هو عدد سجدة في القرآن الكريم

GIR فرقة التدخل السريع

CU فرقة الهيئة الحضرية

IP فرقة السير والجولان الشرطة مرور

GMS المجموعة المتنقلة الأمن

PF شرطة الحدود

BMM فرقة الدرجين

GMMO المجموعة المتنقلة للمحافظة على نظام

BRI الفرقة الجهوية للتدخل

BCI الفرقة المركزية للتدخل

BAG الفرقة المكفحة العصابات

UMPS الوحدة المتنقلة لشرطة النجدة (شرطة القرب)

(201

(202

(203

(204

(205

(206

(207

(208

(209

الأرض

(210

(211

(212

(213

(214

(215

(216

(217

(218

(219

(220

(221

(223

(224

(225

(226

(227

(228

(229

(230

(231

(232

(233

(234

.....

BRP J الفرقة الجهوية لشرطة القضائية ضد فساد المالي

ANRT الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات

ADS الوكالة التنموية الإجتماعية

BIOPHARMA شركة إنتاج بيطري بيولوجي وصيدلاني

CCM المركز السينمائي المغربي

ANP الوكالة الوطنية الموانئ

BNRM المكتبة الوطنية للملكة المغربية

ENSA مدرسة الوطنية العليا للإدارة

IAV معهد الحسن الثاني للزراعة والبيطرة

INRA المعهد الوطني للبحث الزراعي

IPM معهد باستور المغرب

ISM المعهد العالي للقضاء

LOARC مختبر الرسمي للتحليل والبحوث الكيميائية للدار البيضاء

MAP وكالة المغربي العربي للأنباء

MASEN وكالة المغربية للطاقة المستدامة

MDA دار الصانع

NWM شركة الناظور غرب المتوسط

OC مكتب الصرف

ODCO مكتب التنمية التعاون

ONCA المكتب الوطني للإستشارة الفلاحية

ONMT المكتب الوطني المغربي للسياحة

(235

سورة الإخلاص هي التي تعادل ثلث القرآن

من أول كتب كتابا في الاحاديث هو سليم بن قيس (236)

(237) تعبد اليزيدية الشيطان

(238) السلطان العاشقين هو عمر بن الفارض .

(239) أندر العنصر على وجه الأرض هو الأستاتين

(240)

العنصر الرئيسي في مواد التخدير هو الكحول

(241) يقام منتدى كرانس مونتانا بمدينة الداخلة

(242) إنعقد مؤتمر المناخ COP 22 بمراكش

(243)

إنعقد مؤتمر المناخ COP 23 بدولة ألمانيا

(244) إنعقد مؤتمر المناخ COP 24 بدولة بولندا

(245) إنعقد مؤتمر المناخ COP 25 بدولة إسبانيا مدريد

(246) (247) كان الملك الأرض عندما بنى إبراهيم الكهف هو دو قرنين

(248)

بلغ ارتفاع مستوى سطح البحر من عام 1900 هو 1 إلى 2 دسم

(249)

عدد الخلايا الجسم الإنسان هو 37.2 تريليون خلية تقريبا

+ الإمارات العربية المتحدة + الكويت + قطر + البحرين

(250)

يتكون المجلس التعاون الخليجي من 6 دول وهما المملكة العربية السعودية + سلطنة عمان

عقد مؤتمر لوزان سنة 1341 بعد ثلاثة ايام تولي عبد المجيد الثاني خلافة وحضرة
ممثلون

من حكومة أنقرة وتم إتفاق على ما يلي إلغاء الخلافة العثمانية

قطع كل صلة بالإسلام

(251)

(253)

(254)

(255)

أول الإمارة الصليبية في الشرق هي أنطاكية تأسست سنة 1098 (252)

أول فيلم عربي بألوان هو الأسكافي

المدينة المصرية التي اشتهرت بصناعة كسوة الكعبة هي تنيس

أول من بلغ القطب الشمالي هو روبرت بيرري سنة 1909

أول جزيرة وصل إليها كريستوفر كولومبوس هي سان سلفادور (256)

إسم سفينة التي أبحر عليها كولومبوس لأول مرة هي سانتا ماريا (257)
إشتهر به العالم فوريل هو التنويم المغناطيسي

معركة سقوط الدولة الأموية هي معركة الزاب

حدثت أول عملية زراعة الكبد أب لابنه في أوكلاهوما

أول عاصمة للمسلمين في الأندلس هي الإشبيلية

الشاعرة الجاهلية الأولى هي جلييلة بنت مرة

المرأة التي أدعت النبوة في عهد أبو بكر هي سجاح بنت الحارث

أعطى الرسول مفاتيح الكعبة يوم الفتح إلى عثمان بن طلحة

الشاعر الذي اعتبره عمر بن الخطاب أشعر العرب هو النابغة الذبياني

واضع العلم الصرف هو أبو مسلم معاد الهراء ابن مسلم ابن أبي سارة الكوفي

أول من أنشئ الحديقة الحيوان بالعالم هو الملك وين بالصين

أول سفينة الفضاء وصلت لزحل هي فيوجرا

أول سفينة الفضاء وصلت المشتري هي بايونير وصلت في 2 مارس 1972

أول سفينة الفضاء وصلت لزحل إلى أعماق في المجال الجوي هي غاسيني

أول سلاطين المماليك هي شجرة الدر

آخر سلاطين المماليك في مصر هو طومان باي

آخر سلاطين المماليك في حلب هو خاير بك

آخر كتاب ألفه العقاد هو أنا

أول رئيس لبنجلاديش هو محمد مجيب الرحمن

آخر سلاطين الدولة الأيوبية هو توران شاه

بيزنطية مدينة تاريخية توجد في تركيا

أول من أطلق على يوم الجمعة هذا الإسم هو لؤي بن كعب

توجد المنظمة العفو الدولية في لندن

الدولة أولى التي اخترع لقاح كورونا في العالم هي أمريكا

أنصار عيسى بن مريم ومؤمنين برسالته هم الحواريون

يعود أمر تقدير وسائل الإثبات في المادة الجنائية هو قاضي الحكم

يخرج عن الإختصاصات المجلس الأعلى للحسابات هو التدقيق في حسابات الأحزاب

الصحابية التي دافعت عن الرسول (ص) في معركة الأحد هي أم عمار_ نسيبه

مؤسس الإمبراطورية المغولية هو جنكيز خان

الإسم الذي يطلق على الشاعر الذي عاش عاصر الجاهلية والإسلام هو المخضرم

الشاعر أهل البيت هو حيدر الحلي

أول من قال أما بعد هو قس بن ساعدة

أول من حفر بئر بتزول في العالم هو أدوين دريك

تعني كلمة الإستراتيجية القائد

صاحب الألياذة والأوديسة هو هوميروس

السلطان الأول للدولة المملوكية هو عز الدين أيبك

الصحابي الملقب بشهيد الحي هو طلحة بن عبيد الله

أكبر الجزر البحر الأبيض المتوسط هي الجزر الصقلية

جزيرة سردينيا تقع في البحر الأبيض المتوسط في مدينة إيطاليا

تأسس المعهد الملكي للشرطة سنة 1978

اليوم العالمي للوقاية المدنية هو 1 مارس

الجماعات المحلية هي وحدات الترابية

كان زلزال أكادير سنة 1960

كان زلزال الريف يوم 24 فبراير 2004

أكبر نهر بالمغرب نهر أم ربيع

أطول نهر بالمغرب نهر درعة

أقصر نهر في المغرب هو نهر لوكوس

(258)

(259)

(260)

(261)

(262)

(263)

(264)

(265

(266

(267

(268

(269

(270

(271

(272

(273

(274

(275

(276

(277

(278

(279

(280

(281

(282

(283

(284

(285

(286

(287

(288

(289

(290

(291

(292

(293

(294

(295

(296

(297

(298

(299

(300

(301

(302

(303)

تعديل الدستور المغربي سنة 1972 و 1992 و 1996 وكذلك 2011

(304

(305

عدد وحدات في الأمن الوطني 11

(306

(307

عدد رتب الأمن الوطني 10

(308

طول السواحل البحرية المغربية هي 350000 كلم

(309

عدد السلاسل الجبلية بالمغرب 4

(310

عدد سهول بالمغرب 4

(311

عدد تسلسل الحكم على المغرب 9

(312)

عدد سكان المغرب حسب آخر إحصاء 36 مليون نسمة

(313)

مساحة التي تغطيها الغابات في المغرب 12%

(314)

مساحة المغرب 710850 كم مربع

(315)

أكبر سهل في المغرب سهل تادلة

(316)

أصغر سهل في المغرب

(317)

أكبر بحيرة في إفريقيا هي فيكتوريا

(318)

أكبر بحيرة في العالم من حيث المساحة هي قزوين

(319)

أكبر بحيرة في العالم من حيث الحجم هي بيكالا في واشنطن

(320)

آخر تقسيم عرفه المغرب سنة 2015

(321)

أول إستحقاقات التشريعية بالمغرب سنة 1963

(322)

أحزاب الحكومة 6

عدد دساتير المغرب منذ الإستقلال 6

(323)

عدد الوزراء بالمغرب 1 المحاكم الابتدائية 83

(324)

عدد المحاكم الإستئناف التجارية 3

(325)

عدد المحاكم التجارية 8

(326)

عدد المحاكم الإستئناف الإدارية 2

(327

عدد المحاكم الإدارية 7

(328

المحاكم الإستئنافية 22

(329

المحكمة النقض 1

(330

(331

المحكمة العسكرية 1

(332

المحكمة الدستورية 1

عدد الأعضاء المحكمة الدستورية هو 12

(334)

أقدم مملكة في التاريخ هي مملكة تلمون

(335)

أقدم عاصمة في تاريخ هي دمشق سوريا

(336)

أول رئيس أمريكا هو جورج واشنطن

(337)

أول قائد للحركة الشعبية هو عز الدين عبد القادر القاسم

(338)

أقدم مكتبة في العالم الإسلامي هي دار الحكمة بغداد

(339)

أول متحف في العالم في القاهرة سنة 1901

(340)

أول من أطلق إسم طبيب بيطري هم الرومان

(341)

أول من وضع مقياس الذكاء هو ألفريد بينيه

(342)

أول جائزة نوبل في طب إميل فون بهرنج

أول جائزة نوبل في الآداب سولي برودوم

(343)

أول مركبة تصل لسطح الأرض لونا 2 يوم 13 شتنبر سنة 1959

(344)

أول مولود في الإسلام هو عبد الله بن زبير

(345)

أول من كتب بسم الله الرحمن الرحيم هو سليمان بن داود

(346)

أول من شكل الأحرف بالمصحف هو أبو الأسد الدولي

(347)

أول دولة المنتجة للقصدير هي ماليزيا

(348)

طاليس العرب هو أبو بكر الرازي

(349)

(350)

تأسس إتحاد الحقوقيين العرب في بغداد يوم 15 يناير 1975

(351)

المخدرات الصلبة هي الهيروين + الكوكايين

(352)

السقم معناه هو المرض

(353)

عدد شركات الإتصالات بالمغرب هو 4

(354)

نعم تم إختراع إشارات مرور قبل سيارات تاريخ تركيبها يوم 10 دجنبر سنة 1868
أمام

برلمان البريطاني

(355)

مخالفة حزام سلامة هي 300 درهم

(356)

مخالفة الضوء الأحمر هي 700 درهم

(357)

وضع قانون سير يوم 1 أكتوبر 2010

(358)

صدور الضهير البربري من طرف سلطات الحماية يوم 16 ماي 1930

(359)

(360)

مدير وكالة للوطنية للسلامة الطرقية هو بناصر بولعجول

(361)

مدة صباحية بطاقة الرمادية هي 10 سنوات

(362)

(363)

البحر الذي يفصل بين آسيا وإفريقيا هو البحر الأحمر

صوت السيف هو صليل

(364)

الظليم هو ذكر النعامة

(365)

سرعة العطس عند هي 165 كم في ساعة

(366)

كلمة البلقان تعني هي سلسلة الجبال

(367)

(368)

طول سور الصين العظيم هو 2400 كم

(369)

أكبر جزيرة في آسيا هي جزيرة بورنيو

(370)

عدد أسنان قط هي 40

(371)

مخترع مقياس الحرارة الطبي هو دانييل غابرييل فهرنهايت

(372)

مخترع القلم الحبر هو لويس أديسون ووترمان

(373)

مخترع الآلة الحاسبة هو بليز باسكال

(374)

مخترع الكرة الطائرة هو ويليام جورج مورغان سنة 1895

(375)

(376)

مخترع الطباعة هو يوهان غوتنبرغ

(377)

السورة التي ذكر فيها البعوض هي سورة البقرة

(378)

المعركة التي انتصر فيها نابليون بونابرت على المماليك سنة 1798 هي الأهرام (إمبابة)

(379)

عدد أبناء الرسول هم 7 منهم 4 الإناث و 3 الذكور

(380)

نضرية العقد الاجتماعي تعود إلى توماس هوبز

(381)

عدد خلفاء الدولة الأموية هو 14 خليفة

(382)

الإتفاقية مدريد ثلاثية كانت يوم 14 نونبر سنة 1975 كان طرفان فيها المغرب

إسبانيا + موريتانيا

(383)

الافعال الخمسة ترفع بثبوت النون

الفيلم هو ذكر السلحفاة

(384)

تاريخ صدور الإعلان العالمي لحقوق الإنسان سنة 1984

(385)

تاسس مجلس الحقوق الإنسان بالمغرب سنة 1990

(386)

صاحب كتاب حي بن يقضان هو ابن طفيل

(387)

(388)

أول من إستخدم مصطلح توتاليتارية هو جوزيف ستالين

(389)

أول من وضع على إسمه على النقود هو الإسكندر المقدوني

(390)

مؤسس الحركة الكشفية هو اللورد روبرت ستيفنسون سميث بادن باول سنة 1907

(391)

توجد أقدم أعمدة حجرية في العالم في منطقة نبتة بالصحراء المصرية

النبتة المقدسة عند الفراعنة هي اللوتس

بنيت أول ناطحة سحاب في العالم في شرق اليمن حضر موت

آخر ملوك الكنديين في العراق في الجاهلية هي معد ي كرب

يناير هو كانون الثاني

فبراير هو شباط

مارس هو آذار

أبريل هو نيسان

ماي هو أيار

يونيو هو حزيران

يوليو هو تموز

غشت هو آب

شتنبر هو أيلول

أكتوبر هو تشرين الأول

نونبر هو تشرين الثاني

دجنبر هو كانون الأول

وظائف خلايا الدم الحمراء هو نقل الأوكسجين

وظائف خلايا الدم البيضاء هو حماية الجسم من الميكروبات

الأشعة المستعملة في الفحص الطبي هي الأشعة السينية

نوع الموجات التي يصدرها الرادار هو كهرومغناطيسية

صاحب النظرية النسبية هو أينشتاين

إنسحاب الإحتلال الصهيوني من غزة يوم 11 شتنبر 2005

القارة الصفراء هي آسيا

تاني أكبر بحر هو كورال

أهداف قمة مالطا هي تجنب قيام الحرب النووية

درجة حرارة الجسم الإنسان الطبيعية هي 37 درجة

مدينة الأسود هي سنغافورة

الأنيميا هو مرض فقر الدم

وحدة قياس الصوت هي ديسيبل

استمرت خلافة الخلفاء الراشدين هو 30 سنة

معاهدة وارسو في 14 ماي سنة 1955

مطار أورلي يوجد في باريس

غزو نابليون شبه الجزيرة العربية الإيبيرية سنة 1808

إتفاقية سايكس بيكو السرسة بين بريطانيا وفرنسا سنة 1916

إتفاقية المنظمة العالمية للتجارة بين 164 دولة في 1 يناير 1995

مؤتمر برلين في 15 نونبر سنة 1884 إلى 26 فبراير سنة 1885 كان الإتفاق على
أن تصبح

بلغاريا إمارة مستقلة تقع تحت سيادة سلطان العثماني

يعمل المفاعل النووي ب اليورانيوم

أقل درجة حرارة مسجلة في الأرض هي 89.2 درجة مئوية

مكتشف طبيعة الضوء المتماوجة هو توماس يونغ

الأزمة العالمية الجديدة بدأت في شتنبر 2008

البحر الذي يفرق بين قارتين هو البحر الأحمر

ارتفاع قمة إفرست ب 29 ألف قدم اي 8.848 متر

مدة الحمل الفيل هي من 18 شهرا إلى 22 شهر

استمرت الخلافة العثمانية ب 400 سنة

طول أمعاء الإنسان هو 7 أمتار

(392

(393

(394

(395

(396

(397

(398

(399

(400

(401

(402

(403

(404

(405

(406

(407

(408

(409

(410

(411

(412

(413

(414

(415

(416

(417

(418

(419

(420

(421

(422

(423

(424

(425

(426

(427

(428

(429

(430

(431

(432

(433

(434

(435)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

(526)

كاتب النشيد الوطني هو العلي الصقلي الحسيني
صاحب إنما الأمم الأخلاق ما بقيت فإن هم ذهبوا أخلاقهم ذهبوا هو أحمد الشوقي
أول من عرف سرعة الضوء أكبر من سرعة الصوت هو العالم البيروني
المسافة التي يقطعها الدم في اليوم أثناء دورانه في الجسم هي 250 ألف كلوميتر
بدون تأثير الإحتباس الحراري سيكون متوسط درجة الحرارة الأرض هو 18 درجة
مئوية
عالم كان له سبق إختراع ديناميت هو الفريد نوبل
كوكب من كواكب المجموعة الشمسية قريب إلى كوكب أرض من حيث الكتلة
والحجم هو
كوكب عطارد
أكبر كواكب هو كوكب المشتري
يعرف العلم دراسة أعضاء الجسم ووضائفها بالعلم الطب الفسيولوجي
غاز يشكل 75% من إجمالي كتلة الشمس هو الهيدروجين
يقع مقر شرطة الدولية الإنتربول في مدينة ليون
تنتمي الدولة الوطاسية إلى سلالة الأمازيغية حكمت ما بين 1471 إلى 1554 في
المغرب

الأقصى وسيطرت على منطقة الريف

الحكم المغرب بعد سقوط الأمويين هم الأدارسة

24 وزير

عرف تعديل الحكومي الأخير تقليص عدد الوزراء من 39 وزير إلى

عين صاحب جلالة مؤخرًا سيدة على رأس مجلس الوطني لحقوق إنسان إسمها أمينة
بوعياش

يعتبر الإتحاد العام للمقاولات المغرب (CGEM) جمعية مغربية للأرباب المقاولات
تأسست

في 20 أكتوبر سنة 1947 إبان الحماية الفرنسية تمت مغربيتها بعد إنضمام إليها
تجمع الصيناعيين

المغاربة إليها سنة 1969

يعتبر وزن ريشة وزنا شائعا في رياضة الملاكمة والصراع فيه جد محتدم وهو محدد
ما بين

أوزان 56 إلى أقل من 60 كلغ

(527

(528

(529

(530

(531

(532

(533

(534

(535

(536)

(537)

(538)

(539)

(540)

(541)

(542)

مرض سرطان الدم يعرف علمياً بمرض لوكميا

(543)

(544)

(545)

النخاع الشوكي هو من أعضاء جهاز العصبي

(546)

تم جمع أكثر من 70 مليون عسكر خلال الحرب العالمية الأولى حيث توفي منهم بحوالي 10

ملايين

(547)

معركة بدر كبرى كانت في شهر رمضان

(548)

القمر الأحمر هي أغنية ل عبد الهادي بلخياط

(549)

الكوكب الأحمر هو المريخ

(550)

المقاوم المغربي الذي ارتبط إسمه بمعركة لهري هو موحى أو حمو الزياتي

(551)

مثلث بيرمودا هو منطقة جغرافية تقع في المحيط الأطلسي

(552)

(553)

تقع جزر جغرافية أربعة كيلومترات شمال سواحل الناضور

(554)

يوجد نوع من الأحماض يسبب تراكم بلوراته حول المفاصل نوبة النقرس هو حمض اليوريك

مرض كرون هو مرض الإلتهاب الأمعاء

(556)

التلث الصبغي هو مرض جيني يخص الكروموزومات

(557)

أطول نهر في إفريقيا هو نهر النيل

(558)

أطول نهر في أوروبا هو نهر فولغا

(559)

أكثر دولة إستقطابا للسياح في العالم هي فرنسا

(560)

يبلغ البرج إيفيل عند إنشائه 300 مترا

أكبر البرج في العالم هو برج خليفة

(561)

توجد أعلى شلالات في العالم بدولة فنزويلا إسم شلال هو أنجل

(562)

رئيس النيابة العامة هو الوكيل العام للملك بمحكمة النقض

(563)

العالم العربي الملقب بأبو الكمياء هو جابر بن حيان

(564)

البيت الشباب يعود يوماً فأخبره بما فعل المشيب هو أبو العتاهية

(565)

القائد الذي نجح في الفتح الصين هو قتيبة بن مسلم
المنطقة الجبلية التي كان يسكنها الغساسنة هي الجولان
عاصمة الإتحاد الأوروبي هي بركسيل

(436)

(437)

يعمل يوليوس قيصر في بداية حياته محامي

(438)

أصغر ولايات المتحدة الأمريكية هي رود إيلاوند

(439)

إسم أصلي لياسر عرفات هو محمد عبد الرؤوف قدوة

(440)

أول طبيب في الإسلام هو الحارث بن كلده

(441)

يسمع ذكر البعوض من شعيرات جسده

عقد أول مؤتمر الإسلامي في رباط

(442)

إسم قصر الرئاسة الأرجنتين هو القصر الوردي

(443)

الإسم السابق لموريطانيا هو شنقيط

(445)

الإسم الذي أطلق على مصحف عثمان هو الإمام

(446)

جزيرة الجمال هي كورسيكا

(447)

إسم القسطنطينية قبل إسطنبول هي أستانة

(448)

اصغر جزيرة في العالم هي سي لاند

(449)

أول دولة إفريقيا مستقلة هي ليبيريا

(450)

أول من استخدام دروع الحرب هما الأشوريون

(451)

(452)

أول الجيش نظامي هم الإثوري

(453)

كانت مهنة الجاحظ قبل الأدب هي خباز

أم القرى هي مكة المكرمة

(454)

جبل أبي قبيس أول الجبل وضع على الأرض

(455)

الصحابي الذي كان يسمع كلام الملائكة هو عمران بن حصين

(456)

حواري الرسول (ص) هو الزبير بن العوام

(457)

العمل نبي الله داود عليه السلام هو صناعة الدروع

(458)

عدد الدولة الواقعة على حوض النيل هي 10

(459)

إختراع جيمس واط المحرك البخاري سنة 1769

(460)

أثقل جرس في العالم هو ستار كولوكول في روسيا

(461)

حكام مصر بدأ حكمه عام 1936

(462)

أول من صاد بالصقر هو الحارث بن معاوية

(463)

(464)

مخترع شخصيتي توم وجيري هو وليام حنا

(465)

أكبر طائر لا يطير في العالم هو النعام

(466)

يوجد مجمع البحرين في جبل طارق

(467)

الطائر الذي يعيش في القارة القطبية الجنوبية ولا يمكنه الطيران هو بطريق

(468)

يطلق على الإقتصاد التي تتحكم في دولة بجميع وسائل الإقتصاد هو الموجه أو المخطط

(469)

الجماعات الحضرية والقروية وحدات ترابية تندرج ضمن اللامركزية الترابية

(470)

العناصر الكيميائية الأساسية لدى الكائنات الحية هي الكربون الهيدروجين + الأكسجين

مدرجة في دفتر تحملات

(471)

التدبير المفوض هو إمتياز تدبير مرفق العام يمنح لفائدة سلطة الإدارية مستقلة وفق شروط

(472)

أو مسجد بني خارج الجزيرة العربية في البصرة هو الخميس

(473)

فضيحة رئيس الأمريكي نيكسون ووترجيت هي التنتصت على الحزب الديمقراطي

(474)

الملكة الهندية التي بنا لها تاج المحل هي أرجمان (ممتاز محل سنة 1630)

(475)

آخر من مات من العشرة المبشرين بالجنة هو سعد بن أبي وقاص
أصغر شهداء بدر هو عمير بن العاص

(476)

أقدم مدينة جامعية في أوروبا هي بولونيا

(477)

العلم الذي يدرس تأثير القوى هو الديناميكا

(478)

الإسم العلمي لهيدروكسيد الصوديوم هو الصودا الكاوية زائد ماء النار
شعب الباسك هو الباشقنطش

(479)

أول من أنكر صفات الله هو الجعد بن درهم

(480)

(481)

(482)

تسمى القوات الدولية للحفظ السلام القبعات الحمراء

(483)

توجد العضلة الخياطة في الفخذ

(484)

يسمى الغبار في ساحة المعركة ب قسطال

(485)

أطول جسر المعلق في أوروبا هي لشبونة

(486)

جزر السمك هي المالديف

(487)

أول من وضع موائد الأكل في طريق هو عبد الله بن العباس

(488)

المرض الذي مات منه أبو العباس السفاح هو الجدري

(489)

كانت تسمى دمشق في العصر الإسلامي ب جلق

(490)

هيرودتس نسبة للكنعانيين هو الذي أطلق على الفلسطينيين هذا الاسم

(491)

يسمى وطن الطبي ب كناس

(492)

النبهان الذان سجدا في بطن أمهما هم عيسى ويحيى

(493)

فتى موسى هو يوشع بن نون

(494)

كان ملك الأرض عندما بني إبراهيم الكعبة هو ذو القرنين

(495)

(496)

إسم رياح التي أرسلها الله لبناء الكعبة لها جناحان ورأس حية هي الخجوج
إسم صنم بني مخزوم هو ذو الثرى

(497)

الدولة التي حدث فيها إنفجار تشرنوبول هي أوكرانيا

(498)

الغابة التي تسمى رئة العالم هي الأمازون

(499)

إسم آخر لغابة الأمازون المطيرة هو السلفا

(500)

الذي داخل ببني إسرائيل الأرض المقدسة هو يوشع بن نون بعد وفاة موسى

(501)

أقدم مدينة في التاريخ وأقدم مدينة محافظة بسور هي أريحا

(502)

إسم أبو أيوب الأنصاري هو خالد بن زيد بن ثعلبة بن النجار

(503)

إسم الجزيرة التي لا يدخلها النساء هي أثيوس اليونان

(504)

شاعر أهل البيت هو حيدر الحلبي

(505)

يشمل مصطلح سكان النشيطين الفئة البالغة من عمر 15 سنة فما فوق

(506)

كلمة مهرجان تعني محبة الروح

(507)

كلمة قابوس تعني الوجه الحسن

(508)

كلمة بهلول تعني الرجل الجامع الصفات الحسنة

(509)

أصحاب الدم الأزرق هم نبلاء إسبانيا

(510)

كلمة الصمد تعني ماء ضباب

(511)

أقصر مدة الحكم في التاريخ هو لويس 19

(512)

أكبر دولة في العالم من حيث عدد السكان هي الصين

(513)

(514)

أكبر الدولة في العالم روسيا تم كندا والولايات المتحدة الأمريكية

(515)

أصغر الدولة في العالم هي الفاتيكان

(516)

أكبر الدولة إفريقيا هي

(517)

أصغر الدولة إفريقيا هي

(518)

توقيع اتفاقية الشراكة مع الاتحاد الأوروبي سنة 1996

(519)

إعتماد حرف تيفيناغ لكتابة الأمازيغية يوم 3 فبراير سنة 2003

(520)

يصدر مقترح القانون عن البرلمان

يصدر مرسوم عن رئيس الحكومة

(521)

يعتبر سكان تحت عتبة الفقر حسب برنامج الأمم المتحدة للتنمية السكان ذوي دخل يومي

دولارين أو أقل

تعتبر المقولة التي يمتلك رأس مالها الدولة وقطاع الخاص مقولة شبه عمومية

(522)

يصدر الحكم القضائي عن المحكمة الابتدائية ومحكمة الاستئناف

(523)

والي الجهة هو من يتحمل مسؤولية الجهة

(524)

ثاني أكبر مدينة مغربية هي الرباط

(525)

وزير التعليم العالي والبحث العلمي والإبتكار هو عبد اللطيف ميراوي

وزير النقل واللوجستيك هو محمد عبد الجليل

وزير الشباب والثقافة والتواصل هو محمد مهدي بنسعيد

وزيرة التضامن والإدماج الاجتماعي والأسرة هي عواطف حيار

وزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني هو عبد اللطيف لودي

وزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالإستثمار والإلتقائية وتقييم السياسات العمومية

وزير المنتدب لدى وزيرة الإقتصاد والمالية المكلف بالميزانية هو فوزي لقجع

وزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالعلاقات مع البرلمان الناطق الرسمي بإسم

عدد الدول العربية الموجودة في القارة إفريقيا هو عشرة الدول هم (المغرب تونس - مصر -

(566

الجزائر - ليبيا - موريطانيا - السودان - صومال جيبوتي جزر القمر

عدد دول شبه جزيرة العربية هم 7 دول أولا المملكة العربية السعودية + الإمارات العربية

(567

المتحدة + مملكة البحرين + دولة الكويت + سلطنة عمان + الجمهورية اليمنية + دولة قطر

صاحب كتاب معجم البلدان هو ياقوت الحموي

(568

يقع مقر منظمة الأمم المتحدة للأغذية في روما

(569

(570

أقيمت دورة المباريات الأولى في كأس العالم فس كرة القدم سنة 1930 في الأورجوي

(571)

أكبر المحيط هو الهادئ والثاني أكبر المحيط هو المحيط الأطلسي

(572)

أخطر المحيط بالعالم هو المحيط الهندي

(573)

أصغر المحيط هو المحيط المتجمد الشمالي

(574)

يوجد نهر الأمازون في غرب أمريكا اللاتينية

(575)

لندن هي مدينة الضباب

(576)

عاصمة صومال هي مقديشو

(577)

زهرة المدائن هي القدس

(578)

يقصد بأرخبيل هو مجموعة متقاربة ومتجاورة من الجزر

(579)

تعرف الأوبيك بإختصار منظمة الدول المصدرة للبترو

(580)

تقع شبه جزيرة الإيبيرية في جنوب غرب أوروبا تشكل إسبانيا جزر أكبر منها بينما
تحتل

برتغال المنطقة الغربية منها

يوجد مقر منظمة الصحة العالمية في جنيف سويسرا

(581)

أطول الجبل في إفريقيا هو جبل كيليمنجارو

(582)

(583)

اللغة الرسمية للنمسا هي ألمانيا

(584)

أكبر قمة في العالم هي قمة إفريست

(585)

إسم حزب سنبله هو حزب الحركة الشعبية

(586)

السورة التي تبدأ بدون بسملة هي الثوبة

(587)

السورة التي لا يوجد فيها حرف الميم هي الكوثر

(588)

السورة التي ذكر فيها دي القرنين هي سورة الكهف

(589)

آخر سورة نزلة في القرآن الكريم هي سورة النصر

(590)

(591)

أول سورة نزلت على النبي محمد (ص) هي سورة العلق

(592)

إسم رئيس ولايات المتحدة الأمريكية هو جو بايدن

(593)

الدولة التي يوجد بها مقر الإتحاد الأوروبي هي بلجيكا في مدينة بروكسيل

(594)

الوزير الخارجية بالمغرب هو ناصر بوريطة

رئيس الحكومة عزيز أخنوش

(595)

وزير الداخلية هو عبد الوافي لفتيت

(596)

وزير العدل هو عبد اللطيف وهبي

(597)

وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية هو أحمد التوفيق

(598)

الأمين العام للحكومة هو محمد الحجوي

(599)

وزيرة الإقتصاد والمالية هي نادية فتاح العلوي

(600)

وزير التجهيز والماء هو نزار بركة

(601)

وزير التربية الوطنية والتعليم الأولى والرياضة هو شكيب بن موسى

(602)

وزير الصحة والحماية الإجتماعية هو خالد أيت الطالب

(603)

وزير الإعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة هي فاطمة الزهراء

(608)

(609)

(610)

(611)

(612)

(613)

هو محسن جازولي

(614)

(615)

الحكومة هو مصطفى بايتاس

(616)

الوزيرة المنتدبة لدى رئيس الحكومة المكلفة بالانتقال الرقمي وإصلاح الإدارة هي

غيثة مزور

(617)

الذهب الأسود هو البترول

(618)

أكبر مدينة في قارة أوربا هي لندن

أول شخص دار حول الكرة الأرضية هو ماجيلان فيرديناند

(619)

(620)

المدينة النور هي باريس

(621)

عدد الفصول الدستور هو 180 الفصل

(622)

أصغر البلد عربيا من حيث المساحة هي البحرين

(623)

أصغر البلد عربيا من حيث عدد السكان هو قطر

(624)

أكبر أسطول بحري في العالم في اليابان

(625)

أكبر الغدة في الجسم الإنسان هي الكبد

(626)

يتكون البرلمان من مجلس النواب ومجلس المستشارين

تأسس العلم الجبر على اليد الخوارزمي

(627)

يقصد بالشاعر المخضرم الذي عاش عصرين

(628)

أولقيت أول قنبلة ذرية بمدينة هيروشيما سنة 1945

(629)

(630)

يقع الخليج الخنازير في كوبا

(631)

استقلت أمريكا سنة 1776

(632)

كان بناء جدار برلين سنة 1961 وإنهار سنة 1989

(633)

(634)

المضيق الذي يربط البحر الأسود ببحر مرمرة هو مضيق البوسفور

(635)

يقصد بالمصطلح الهرطقة عند المسيح هو خروج عن تعاليم الدين

(636)

توجد أعلى قمة الجبلية في المغرب على جبل توبقال

(637)

(638)

التسلسل التاريخي للدول المتعاقبة على الحكم المغرب هم الأدارسة المرابطون
الموحدين

المرينيون الوطاسيون السعديون تم العلويين

عاصمة أندونيسيا هي جاكرتا

توضع صورة شجرة الأرز على العلم دولة لبنان

(639)

تألفت من إتحاد مملكتي قشتالة واغلون هي دولة إسبانيا

(640)

معنى البحر الضلمات هو المحيط الأطلسي

(641)

أسست الشرطة في الإسلام واتخذت كجهاز الحفض الأمن في عهد عثمان بن عفان

(642)

يشارك في الحكومة المغربية سنة 2016 حزب الإستقلال

(643)

الديكتاتور الذي أعدم هو وزوجته بعد سقوط جدار برلين هو تشاو سيسكو

(644)

توحيد الألمانيتين في 3 أكتوبر سنة 1990

(645)

أقدم عاصمة في تاريخ هي دمشق

(646)

بدأ تاريخ هجري سنة 622

(647)

(648)

تأسست السوق الأوروبية المشتركة 25 مارس 1957

الدولة التي تنتمي لمجموعة الدول الإسكندنافية هي الدانمارك

(653)

الدرع الإعلامي لحزب الإستقلال هو العلم

(654)

من الجرائد التي تصدر بالمغرب أسبوعيا هي الأيام

(655)

أول من عرف نظام الإنتخابات هم قدماء اليونان

(656)

الصلاة التي لا ركوع فيها ولا سجود هي الصلاة الجنازة

تقع الهضبة الأناضول ب تركيا

(657)

(658)

موسم حب ملوك سنوي ينظم بمدينة صفرو

(659)

المرحوم الإدريس بن زكري هو رئيس هيئة الإنصاف والمصالحة

(660)

القائد الحملة الفرنسية على مصر هو نابليون بونابارت

(661)

يطلق على تغير المادة من الغاز إلى سائل هي التكتيف

(662)

العادات والتقاليد والعلوم والأدب التي تنقل من جيل لأخر تسمى التراث

(663)

كل عشر سنوات يطلق عليها عقد

(664)

يقصد بالحق الفيتو هو حق النقض والإعراض

(665)

أقيمة محاكمة مجرمي الحرب العالمية الثانية في ألمانيا

(667)

عرف المرحوم فريد بلكاهية في مجال الرسم

(668)

ينتمي وزير الخارجية صلاح دين مزوار سنة 2016 لحزب التجمع الوطني للأحرار

توجد المحطة الطاقة الشمسية بمدينة ورزازات

(669)

(670)

فاز المنتخب الوطني المغربي بكأس إفريقيا سنة 1976

أكبر دولة عرفها المغرب في العصور الوسطى هي الموحدون

(671)

على أي شيء أطلق العرب إسم فرصاد

(672)

يوجد تمثال الحرية في أمريكا (نيويورك)

(673)

مخترع المديع هو ماركوني غوليلمو

(674)

الهيئة المختصة بمراقبة صحة إجراءات مرجعة الدستور المغربي هي المحكمة
الدستورية

(675)

يتأسس المجلس الوزاري هو الملك

(676)

ينتج الجسم الخلية الدم الحمراء هي 200 مليار الخلية في اليوم

(677)

(678)

عدد الفقرات العمود الفقري للإنسان هي 33

(679)

تاريخ معركة أنوال هي 17 يونيو 1921

(680)

التسونامي كلمة بلغة يونانية

(681)

إنقردت ديناصورات في العصر الطباشيري

(682)

أعرض نهر في العالم هو الأمازون

(683)

أقدم جامعة في العالم هي جامعة القرويين بفاس

(684)

تقع دولة سنغافورة في آسيا

(685)

يقع البحر الميت في الأردن

(686)

أكبر السد في إفريقيا هو سد إثيوبيا

(687)

أكبر السد في المغرب هو الوحدة

(688)

أصغر سد في المغرب هو سد الجمعة

(689)

عاصمة الصين هي بكين

عاصمة اليابان هي طوكيو

(690)

عدد دول المطلة على البحر الأبيض المتوسط هو 24 دولة

تأسست لجنة القدس سنة 1975

(691)

اليوم العالمي للغة العربية هو 18 دجنبر

(692)

عاصمة بلاروسيا هي مينسك

(693)

يسمى الوطن الضبي هو الكناس

(694)

أول من جاؤو بالمصافحة هم اليمينيون

إسم مطار أكادير هو المسيرة الدولي

(696)

(697)

يقصد بمصطلح الفيسيولوجيا هو علم وظائف الأعضاء

جنسية نزار قباني مصرية

(698)

نسبة الماء في الكرة الأرضية هي 71%

(699)

توجد مؤسسة محمد السادس للعلماء الأفارقة في فاس

(700)

(701)

إستغرق نزول القرآن الكريم 23 سنة

(702)

(703)

وفاة الرسول (ص) في سن 63

الحر الشديد هي لافح

(704)

مكتشف فيتامين D هو والتر نورمان

(705)

شعار ماوتسي تونغ هو منة زهرة

(706)

عاصمة كندا هي أتاوا

(707)

عدد الأسنان إنسان البالغ هي 32

(708)

ANAPC هي الوكالة الوطنية الإنعاش التشغيل والكفاءات

(709)

التأميم هو تحويل ممتلكات القطاع الخاص إلى القطاع العام

(710)

يحدد المبلغ الضريبة الخصوصية السنوية على سيارات بالمغرب على عدد الأحصنة فقط

(711)

رابع السلطة هي الصحافة

(712)

أول من بنى السجون في الإسلام هو علي بن أبي طالب

قصفت القوات الجوية اليابانية ميناء بيرل هاربر في 7 دجنبر 1941

(713)

(714)

النبي الذي كان يسمى بشري هو بل دا الكفل كلیم الله - أسد الله

(715)

مهلهل الشعراء هو مهلهل ابن ربيعة

(716)

تقع الضريبة على القيمة المضافة على كاهل المستهلك النهائي

(717)

يطلق على أول الليل وصف الغسق

(718)

يأتي الوقود الأحفوري من إحتراق المواد العضوية في نظام بيئي

(719)

أول من جاهد في سبيل الله هو إدريس

(720)

السورة القرآنية التي سميت بإسم وقت من أوقات الصلاة هي الفجر والعصر

(721)

الدولة الأبعد من الجزائر هي سلطنة عمان

(722)

إسم العظم فوق الدماغ هو قحفة

(723)

الآتية يمكن أن نجده في الحالات الفيزيائية الثلاث هو الماء

(724)

الدولة التي يوجد فيها نظام الحكم جمهوري هي اليونان

(725)

أكبر سد في العالم هو سد الممرات الثلاث الصيني

(726)

عدد المحيطات في العالم 5 بترتيب هم المحيط الهادئ المحيط الأطلسي المحيط الهندي -

المحيط المتجمد الشمالي - المحيط المتجمد الجنوبي

(727)

(728)

تطل 38 دولة على المحيط الهادئ وبالنسبة للمحيط الهندي 21 دولة

الدول العربية التي تطل على المحيط الأطلسي هي ثمانية دول خمس منها تقع في إفريقيا وهما

(729)

المغرب الجزائر + مصر + موريطانيا تونس وثلاثة دول الأخرى في آسيا وهم فلسطين لبنان سوريا

(730)

تحتوي الكرة الأرضية على ما يقارب 60 بحرا

توجد حديقة ماجوريل في مدينة مراكش تأسست سنة 1924

(731) إنفصال جنوب السودان على السودان

يوم 9 يوليو 2011

(732)

تتكون الدولة الإمارات العربية من 7 الإمارات وهم أبو ضبي - ودبي والشارقة
ورأس الخيمة

و عجمان وأم القيوين والفجيرة

الغاز الذي يمتص الاشعة فوق البنفسجية في غلاف جوي هو الغاز الأوزون

(734)

الدولة التي لا تطل على البحر من جميع جوانب هي غينيا الإستوائية

(733)

(735)

تدغين تنتمي إلى سلسلة جبال الريف

(736)

بيرمانيا لا تنتمي للقارة الأوروبية

(737)

الإنتربول تعنى منظمة الشرطة الجنائية الدولية

.....
.....

.....
.....

الجريدة الرسمية عدد 7499 -

بتاريخ:

25 شوال 1447

13 أبريل 2026

صفحة : 2135

نصوص عامة

مرسوم رقم 2.25.1062 صادر في 14 من شوال 1447 (2 أبريل 2026)
بتطبيق القانون رقم 03.25 المتعلق بهيئات التوظيف الجماعي
للقيم المنقولة.

رئيس الحكومة،

بناء على القانون رقم 03.25 المتعلق بهيئات التوظيف الجماعي للقيم المنقولة،
الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.25.64 بتاريخ

22 من جمادى الأولى 1447 (14 نوفمبر 2025) و لا سيما المواد 20

و28 و43 و44 و51 و61 و62 و63 و64 و65 و66 و67 و68 و70 و71

و73 و97 و115 و116 و136 و137 و147 و154 و173 و188 منه ؛

وبعد املاولة في مجلس الحكومة املنقعد بتاريخ 22 من رمضان 1447

(12 مارس 2026)،

رسم ما يلي :

المادة الأولى

يراد بعبارة الإدارة الواردة في المواد 43 و44 و51 و61 و62 و63

و64 و65 و66 و67 و68 و70 و71 و97 و115 و116 و136 و137

و147 و154 و188 من القانون المشار إليه أعلاه رقم، 03.25 السلطة

الحكومية املكفة باملالية.

املادة الثانية

تطبيقا أحكام املادة 20 من القانون رقم 03.25 السالف الذكر

وباقتراح من الهيئة املغربية لسوق الرساميل، يحدد في مليون

(1.000.000) درهم املبلغ الأدنى الولي لخصص مساهمة املالك

املشتركين في الصندوق الجماعي للتوظيف أو أحد أقسامه خلال تأسيسه.

المادة الثالثة

تطبيقا لأحكام المادة 28 من القانون رقم 03.25 السالف الذكر

وباقتراح من الهيئة املغربية لسوق الرساميل، يحدد في خمسة مالبين

(5.000.000) درهم املبلغ الأدنى لرأسمال شركة الاستثمار ذات

الرأسمال املتغير عند تأسيسها.

املادة الرابعة

تطبيقا أحكام املادة 73 من القانون رقم 03.25 السالف الذكر،
تخضع القواعد املاحاسبية لهيئات التوظيف الجماعي للقيم المنقولة
وكذا كل تغيير يتعلق بها للمصادقة بقرار من السلطة الحكومية
املكلفة باملالية، وذلك بعد استطلاع رأي امجلس الوطني للمحاسبة.

.....

.....

وزير العدل

قرار لوزير العدل رقم 623.26 صادر في 2 شعبان 1447 (22) يناير (2026)
بتفويض الإمضاء

بناء على الظهير الشريف رقم 1.21.111 الصادر في 4 ربيع الأول 1443 (11)
أكتوبر 2021 بتعيين أعضاء الحكومة كما وقع تغييره :

وعلى المرسوم رقم 2.22.81 الصادر في 8 رمضان 1444 (30) مارس (2023)
المتعلق بتفويض السلطة والإمضاء :

وعلى القانون التنظيمي رقم 106.13 المتعلق بالنظام الأساسي للقضاة الصادر بتنفيذه
الظهير الشريف رقم 1.16.41 بتاريخ : 14 من جمادى الآخرة 1437 (24) مارس
2016 .

وعلى القرار الصادر في 7 جمادى الأولى 1350 (20) سبتمبر (1931) بتنظيم
التعويض عن مصاريف التنقل والقيام بمأموريات كما وقع تغييره وتتميمه بالمرسوم
رقم 2.73.312 بتاريخ 10 صفر 1394 (5) مارس (1974) ولا سيما الفصل 20
منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.826 الصادر في 14 من ربيع الأول 1443 (21) أكتوبر
(2021) المتعلق باختصاصات وزير العدل

قرر ما يلي :

المادة الأولى

يفوض إلى القضاة الواردة أسماؤهم ومهامهم في الجدول التالي الإمضاء نيابة عن وزير العدل على الأوامر الصادرة للموظفين التابعين لهم للقيام بمأموريات داخل المملكة وكذا المصادقة على وثائق التعويضات التي تخصهم :

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

2107

الجريدة الرسمية

المحاكم الإدارية

الدوائر القضائية

المحاكم

الرؤساء الأولون والرؤساء

محكمة الاستئناف الإدارية بمراكش

مراكش

عبد السلام نعناني

إدارية مراكش

مصطفى زاهر

إدارية بني ملال

عبد المجيد مليكي

محكمة الاستئناف الإدارية بأكاير

عبد المعطي القدوري

إدارية أكادير

عبد الكريم الهاشمي

أكادير

إدارية العيون

إدارية الداخلة
محكمة الاستئناف الإدارية بالرباط
عز العربي الحمومي
إدارية الرباط
حميد ولد البلاد
إدارية الدار البيضاء
عبد المجيد الشفيق
محكمة الاستئناف الإدارية بفاس
عبد الله بونيت
إدارية فاس
رضا التايدي
إدارية وجدة
مصطفى الريفي
محكمة الاستئناف الإدارية بطنجة
عبد العتاق فكير
إدارية طنجة
مصطفى أجهوم
طنجة
الرباط
فاس
2108
الجريدة الرسمية

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

المحاكم التجارية
الدوائر القضائية
المحاكم
الرؤساء الأولون والرؤساء
الوكلاء العامون والوكلاء
محكمة الاستئناف التجارية بالدار البيضاء
عبد الواحد صفوري
عائشة الناصري
الدار البيضاء
تجارية الدار البيضاء
رشيد الشائب
سعاد الكاملي
خديجة ابريطل
تجارية الرباط
فاس
ماجدة الداودي
أحمد شوري
محكمة الاستئناف التجارية بفاس
رشيدة حلّيمي
حجّية البخاري
تجارية فاس
فاطمة فارسي

رشيد الرفيق

تجارية وجدة

ليلي فاتح

محمد صابر

محكمة الاستئناف التجارية بمراكش

مراكش

الحبيب ابوزيد

تجارية مراكش

عبد اللطيف المحمدي

أحمد الرشود

تجارية بني ملال

العربي فريس

ابتسام فهيم

محكمة الاستئناف التجارية بأكادير

محمد الكراوي

محمد جعكيك

مصطفى خويا موح

محمد أمركي

أكادير

تجارية أكادير

تجارية العيون

تجارية الداخلة

طنجة

محكمة الاستئناف التجارية بطنجة

محمد ملجاوي

خديجة بالكلوش

تجارية طنجة

عبد اللطيف الهدان

غزلان بلبول

2109

الجريدة الرسمية

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

الدوائر القضائية

المحاكم العادية

المحاكم

الوكلاء العامون والوكلاء

محكمة الاستئناف بالرباط

المصطفى لغزال

ابتدائية الرباط

عبد العزيز راجي

خالد خلقي

ابتدائية تمارة

الرؤساء الأولون والرؤساء

محمد شننضيض

فاطمة الواقفي

ابتدائية سلا
عبد السلام العزاز
رضوان فارح
ابتدائية الخميسات
الحسن البشري
حميد حراش
ابتدائية تيفلت
المختار العيادي
الرباط
سيدي أمين العلمي
ابتدائية الرمانى
عبد الرحيم بو عبيد
سعيد الركيطي
محكمة الاستئناف بالدار البيضاء
أحمد الخطابي
عبد الهادي زحاف
الابتدائية الاجتماعية
صالح تزارى
نادية أمزاوير
الابتدائية الزجرية
مليكة اشكورة
حسن جابر

محمد زواكي
الدار البيضاء
سمير آيت ارجدال
الابتدائية المدنية
عائشة ايت الحاج
عبد الكبير رشيد
ابتدائية المحمدية
رابحة فتح النور
ابتدائية بوزنيقة
ابتدائية ابن سليمان
مصطفى أكاشي
محكمة الاستئناف بفاس
أحمد واهروش
الزبير العباسي
ابتدائية فاس
عبد الرحيم زيدي
عبد الرحمان السباعي
ابتدائية تاونات
محمد حبشان
فاس
عبد اللطيف السحيمي
ابتدائية صفرو

خالد بنمو من

حميد بلمكي

ابتدائية بولمان

ياسين مخلي

حسن ايت موح

عمر البكاري

2110

الجريدة الرسمية

الدوائر القضائية

المحاكم

الرؤساء الأولون والرؤساء

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

الوكلاء العامون والوكلاء

محكمة الاستئناف بمراكش

مصطفى آيت الحلوي

ابتدائية مراكش

خالد كرودي

محمد دحان

ابتدائية إمنتانوت

مراكش

خالد الركيك

عثمان الخضري

ابتدائية قلعة السراغنة

ملیكة از طوطی
ادریس لیمور
ابتدائیة شیشاوة
سعید بوطویل
ابتدائیة تحنات
ابتدائیة ابن جریر
فاطمة العبدلاوی
حکمة البحتی
محمد الضاوی
محکمة الاستئناف بمکناس
بوزیان الفهمی
محمد واکریم
ابتدائیة مکناس
مکناس
ابتدائیة الحاجب
خالد بنهاشم
عبد الرحمان کرامی
ابتدائیة أزرو
مراد العکلی
مصطفی الوارث
محکمة الاستئناف بوجدة
کلثوم تواب

خالد بن كيران
مصطفى يرتاوي
ابتدائية وجدة
جمال غولين
عبد الهادي بويحياوي
ميمون الهواري
يوسف منصور
عمر قريوح
كريمة ادريسي
عمرو بنعلي
ابتدائية فجيج
سعيد ايكيس
عبد الهادي طالبي
رشيد حدادي
ادريس شرقي
مراد النادي
حميد فضلي
بوشعيب الماحي
فاطمة أرهوني
عبد الهادي ببخوتي
محمد الزردة
محمد الخياري

هند بوشان

احمد البنوضي

وجدة

ابتدائية بركان

ابتدائية جرادة

ابتدائية تاويرت

محكمة الاستئناف بطنجة

ابتدائية طنجة

ابتدائية العرائش

ابتدائية القصر الكبير

ابتدائية أصيلة

طنجة

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

2111

الجريدة الرسمية

الدوائر القضائية

المحاكم

محكمة الاستئناف بتطوان

الرؤساء الأولون والرؤساء

الوكلاء العامون والوكلاء

عبد الرزاق محسن

إسماعيل حمدي

محمد سعيد الكشوري
محسن البقالي الحسني
حزام المالكي
عبد الصماد البقالي القاسمي
رضى بلحسين
كريم بويخلف
حسن عابدي
احمد اليوسفي
محمد أنيس
الجديدة
محمد مسعودي
محمد وداع
على شفقي
هشام بوصولة
أسفي
محمد أبو يحيى
إبراهيم بونجرة
عبد الرزاق فتاح
ابتدائية أكادير
عبد الكريم دو الطيب
محمد بلحسن
هشام الحسني

رشيد التيس
أكادير
يونس الحيان
خالد مقصودي
محمد بمزاغ
محمد مطار
تطوان
ابتدائية تطوان
ابتدائية وزان
ابتدائية المضيق
ابتدائية شفشاون
محكمة الاستئناف بتازة
عبد الغني الشاغ
محمد أقوير
تازة
ابتدائية تازة
محمد حاري
ابتدائية جرسيف
رشيد عماري
محكمة الاستئناف بالجديدة
رشيد محمود
ابتدائية الجديدة

محمد آيت همداد
ابتدائية سيدي بنور
عادل محفوظي
محكمة الاستئناف بأسفي
علي آيت كاغو
ابتدائية أسفي
رشيد نبيه
ابتدائية اليوسفية
مولاي اسماعيل احتيتيش
ابتدائية الصويرة
طارق عكلي
محكمة الاستئناف بأكاير
سعيد الشايب
ابتدائية إنزكان
عبد الحكيم صباح
ابتدائية بيوكري
كمال محرر
ابتدائية تيزنيت
يوسف مرسلي
ابتدائية طاطا
ناصر العلمي
ابتدائية أولاد تايمة

العربي احميدوش

ابتدائية تارودانت

فيصل العموم

2112

الجريدة الرسمية عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل 2026

الدوائر القضائية

المحاكم

الرؤساء الأولون والرؤساء

الوكلاء العامون والوكلاء

محكمة الاستئناف بالناضور

الناضور

عبد المجيد منصف

ابتدائية الناضور

عبد الغني الطيبات

كمال اسليماني

ابتدائية الدريوش

حميد الرحاوي

ميمون الباب

الحسيمة

توفيق سوط

عبد العالي الغليونني

محكمة الاستئناف بالحسيمة

محمد الادريسي

محمد التازي
ابتدائية الحسيمة
عيسى اليحياوي
عزيز تعلّيت
ابتدائية تارجيست
محمد بروحو
محمد الزربي
محكمة الاستئناف بالرشيدية
محمد الخياطي
حسن العرجي
ابتدائية الرشيدية
الرشيدية
أحمد رضى الشرقاوي
طارق طاوسي
ابتدائية ميدلت
محمد البكري
ابتدائية الريش
ابتدائية أرفود
محكمة الاستئناف بورزازات
رشيدة عبد النبي
ابتدائية ورزازات
ورزازات

محمد منير الادريسي

عبد العزيز لکنيفري

ابتدائية زاكورة

عبد الله لطفی

يوسف بن طالب

ابتدائية تنغير

كروم الزهري

عبد اللطيف الفتيحي

محكمة الاستئناف بخريبكة

إبراهيم عنتره

عبد العزيز شقرووف

ابتدائية خريبكة

خريبكة

عبد اللطيف بلحميدي

بوزكري ديانى

ابتدائية وادي زم

محمد صياح

خالد يطعنا

ابتدائية أبي الجعد

المصطفى عمراني

العربي هيشري

رضوان الخضر

(2026) عدد 7498 - 21 شوال 1447 (9) أبريل

2113

الجريدة الرسمية

الرؤساء الأولون والرؤساء

الدوائر القضائية

المحاكم

الوكلاء العامون والوكلاء

محكمة الاستئناف بالقنيطرة

بوشعيب محيب

ابتدائية القنيطرة

القنيطرة

عبد الكريم الشافعي

محمد بنجيلالي

ابتدائية سوق أربعاء الغرب

كريم آيت بلا

طارق الحسنوي

ابتدائية سيدي قاسم

احمد الزلامي

عزيز أغربي

ابتدائية مشرع بلقصري

عبد الرحيم عيدي

عبد اللطيف الأنصاري

ابتدائية سيدي سليمان

حميد ميمون
العلامي موهاجير
محكمة الاستئناف بالعيون
نور الدين الواهلي
إبراهيم بنتزرت
ابتدائية العيون
العيون
محمد الراوي
بهيجة السماعيلي
ابتدائية السمارة
عبد الله احمن
التجاني أحمد الزاكي
ابتدائية بوجدور
عادل جلال منصور
حسن طه
محكمة الاستئناف بسطات
عديل هتوف
رشيد تاشفين
ابتدائية سطات
سطات
أحمد مسموكي
أحمد ميده

ابتدائية برشيد
محمد عامر
المحجوب أقدار
ابتدائية ابن أحمد
عزيز مدني
ادريس بحسي
محكمة الاستئناف ببني ملال
نور الدين داحن
عبد السلام مسار
ابتدائية بني ملال
محمد الجعفري
عبد الحميد البهلول
ابتدائية قصبه تادلة
مصطفى هبيي
مراد سلطان
ابتدائية الفقيه بن صالح
كريم بنموسى
اعمر و الحيلولي
ابتدائية خنيفرة
عبد الحق اشرايكي
بني ملال
سعيد بو هلال

ابتدائية سوق السبت أولاد النمة

حاتم حراث

عائشة العازم

ابتدائية أزيلال

بوشعيب لوردي

حسن وتاب

ابتدائية دمنات

رضوان بدة

2114

الجريدة الرسمية

(2026) عدد 7498 21 شوال 1447 (9) أبريل

الدوائر القضائية

المحاكم

الرؤساء الأولون والرؤساء

الوكلاء العامون والوكلاء

محكمة الاستئناف بكلميم

عادل حاميدي

سعيد موفنين

سفيان فقوش

توفيق حبي

عبد العزيز تقي الله

توفيق عارف

كلميم

ابتدائية كلميم
ابتدائية أسا الزاك
ابتدائية سيدي افني
هشام الصحراوي
ابتدائية طانطان
محمد عبده البراق
محكمة الاستئناف بالداخلة
الداخلة
ابتدائية الداخلة
طارق التاقي
رشيد كردام

المادة الثانية. - ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.
وحرر بالرباط في 2 شعبان 1447 (22 يناير 2026).
الإمضاء : عبد اللطيف وهبي

الجهة القضائية	المحاكم	الرؤساء الأولون والرؤساء	توكلاء القضاة والقضاة
محاكم	مجلس الاستئناف ومراجع	محمد زود العطار	عبد العزيز
	محاكمة بوزمان	محمد بعل	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز

الجهة القضائية	المحاكم	الرؤساء الأولون والرؤساء	توكلاء القضاة والقضاة
مجلس	مجلس الاستئناف ومراجع	محمد زود العطار	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
مجلس	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز
	مجلس الاستئناف	عبد العزيز	عبد العزيز

المحاكم الإدارية		
القضايا القضائية	المهام	الروساء الأوائل والروساء
مراكش	مصلحة الاستئناف الإدارية بمراكش	عبد السلام تقيان
	إدارة مراكش	مصطفى إلمر
	إدارة بني ملال	عبد المجيد حليكي
كلميم	مصلحة الاستئناف الإدارية بطنجة	عبد المصطفى القنوري
	إدارة كلميم	عبد الحق بن اليونس
	إدارة الحوجات	-
	إدارة العيطة	-
تطوان	مصلحة الاستئناف الإدارية بطنجة	عزالدين العنصر
	إدارة تطوان	محمد ولد الشاه
	إدارة الحوجات	عبد المجيد الشقيق
الغرداية	مصلحة الاستئناف الإدارية بطنجة	عبد الحق بوياد
	إدارة تلمسان	رشاد القادري
	إدارة بوجاية	مصطفى الزبيدي
تطوان	مصلحة الاستئناف الإدارية بطنجة	عبد الحق إلمر
	إدارة العيطة	مصطفى جويور

المحاكم التجارية		
القضايا القضائية	المهام	الروساء الأوائل والروساء
القضايا التجارية	مصلحة الاستئناف لتقوية بقاء المبتدئين	عبد فرحان مطوري
	مصلحة القضاة	محمد الشكيب
	إدارة الرباط	كريمة لويش
فاس	مصلحة الاستئناف لتقوية بقاء المبتدئين	أحمد كورن
	إدارة فاس	محمود المشور
	إدارة مكناس	رشاد برفيق
مراكش	مصلحة الاستئناف التجارية بطنجة	محمد ناصر
	إدارة مراكش	عبد الحق بن اليونس
	إدارة بني ملال	عبد الحق بن اليونس
الغرداية	مصلحة الاستئناف التجارية بطنجة	محمد الترابي
	إدارة تندوف	مصطفى حويو بوعرج
	إدارة العيطة	-
	إدارة العيطة	-
طنجة	مصلحة الاستئناف التجارية بطنجة	محمد بلعازق
	إدارة مكناس	عبد الحفيظ بوعبد

الجريدة الرسمية عدد 7497 - 18 شوال 1447 (6) أبريل 2026

نصوص عامة

صفحة : 2050

مرسوم رقم 2.26.28 صادر في 14 من شوال 1447 (2) أبريل 2026 يتعلق
بالتأشيرة الصحية الخاصة بالأدوية المعدة للاستعمال
البشري.

رئيس الحكومة

بناء على القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة الصادر بتنفيذه الظهير
الشريف رقم 1.06.151 بتاريخ 30 من شوال 1427 (22) نوفمبر (2006) ، كما
وقع تغييره وتتميمه، ولا سيما المادة 22 منه :

وعلى القانون رقم 10.22 المتعلق بإحداث الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات
الصحية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.23.54 بتاريخ 23 من ذي الحجة
1444 (12) يوليو (2023) :

وعلى القانون رقم 55.19 المتعلق بتبسيط المساطر والإجراءات الإدارية الصادر
بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.06 بتاريخ : 11 من رجب 1441 (6) مارس
2020 .

وعلى المرسوم رقم 2.14.841 الصادر في 19 من شوال 1436 (5) أغسطس
(2015) المتعلق بالإذن بعرض الأدوية المعدة للاستعمال
البشري في السوق :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 29 من رمضان 1447 (19)
مارس 2026

رسم ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقاً لأحكام المادة 22 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04

يكون استيراد كل دواء معد للاستعمال البشري موضوع تأشيرة صحية تسلم وفق
الشروط وحسب الكيفيات المحددة في هذا المرسوم.

المادة 2

يقصد في مدلول هذا المرسوم بـ «الدواء، كل دواء معد للاستعمال البشري يتم
استيراده في شكل منتج جاهز أو منتج سائب أو منتج وسيط كما هي معرفة في الملحق
بالمرسوم المشار إليه أعلاه (2015) رقم 2.14.841 بتاريخ 19 من شوال 1436
(5) أغسطس

المادة 3

لا تسري أحكام هذا المرسوم على :

- الأدوية الخاضعة للإذن الخاص المنصوص عليه في البند الثاني

من المادة 7 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 :

الأدوية المصنفة كمخدرات أو كمؤثرات عقلية التي تظل خاضعة للنصوص
التشريعية والتنظيمية المطبقة عليها.

المادة 4

من أجل الحصول على التأشيرة الصحية، يتعين على المؤسسة الصيدلانية الصناعية
المعنية تكوين ملف يتضمن الوثائق والمستندات
التالية :

1 - طلب، يعد وفق نموذج يحدد بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالصحة موقع عليه
ومختوم من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية :

2 - نسخة من الإذن بعرض الدواء، موضوع طلب التأشيرة الصحية، في السوق :

3 - تصريح بالشرف موقع عليه من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية يشهد بموجبه بمطابقة الدواء المزعم استيراده لعناصر الملف الذي تم بناء عليه تسليم الإذن بالعرض في السوق :

4 - نسخة من شهادة المنشأ أو من شهادة المنتج الصيدلي (CPP) :

5- وثيقة تبين موقع صنع المادة أو المواد الفاعلة التي يتضمنها الدواء :

6 - تصريح بالشرف موقع عليه من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية يلتزم بموجبه بإيداع نشرة أو نشرات تحليل حصة أو حصص الدواء المستورد لدى الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية داخل أجل أقصاه سبعة (7) أيام من تاريخ تسلمها :

7- نسخة من وصل الأداء المنصوص عليه في المادة 6 أدناه.

المادة 5

يودع ملف طلب التأشيرة الصحية المنصوص عليه في المادة 4 أعلاه بطريقة إلكترونية لدى الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية، مقابل وصل. يشار إلى الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية بعده باسم «الوكالة».

المادة 6

يترتب على طلب التأشيرة الصحية أداء أجره عن الخدمات الفائدة الوكالة، مقابل وصل.

عملا بأحكام المادة 10 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 10.22

يحدد سعر هذه الأجرة بمقرر المجلس إدارة الوكالة.

المادة 7

تبت الوكالة في طلب الحصول على التأشيرة الصحية داخل أجل أقصاه ثلاثون (30) يوما من تاريخ إيداع ملف الطلب كاملا.

غير أن هذا الأجل يمكن أن يخفض إلى سبعة (7) أيام في حالة الاستعجال، بطلب مغل من المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية.

يجب أن يكون كل قرار برفض منح التأشيرة الصحية معللاً، وأن يبلغ إلى المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية وفق التشريع الجاري به العمل.

المادة 8

تتضمن التأشيرة الصحية، على وجه الخصوص، البيانات التالية :

- اسم أو تسمية و عنوان المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية :

الاسم التجاري والاسم المتعارف عليه دولياً للدواء وشكله الصيدلي وتقدير جرعته وطريقة استعماله :

- مدة صلاحية الدواء التي يجب أن تساوي أو تفوق في تاريخ دخول الدواء إلى التراب الوطني، ثلثي (3/2) مدة صلاحية الدواء المذكور الإجمالية.

يحدد نموذج التأشيرة الصحية بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالصحة.

المادة 9

تمنح التأشيرة الصحية لمدة سنتين، قابلة للتجديد. وتشمل سلسلة من عمليات استيراد الدواء المعني.

غير أنه إذا كانت المدة المتبقية للإذن بعرض الدواء المعني في السوق أقل من سنتين، فإن التأشيرة الصحية تمنح في حدود المدة المتبقية من هذا الإذن.

تسري مدة صلاحية التأشيرة الصحية من تاريخ التوقيع عليها من لدن مدير الوكالة.

المادة 10

يجب على المؤسسة الصيدلانية الصناعية الحاصلة على التأشيرة الصحية أن تصرح لدى الوكالة بما يلي :

الكمية المستوردة حسب نوع كل دواء عند نهاية كل سنة :

كل حادث وقع أثناء عملية الاستيراد من شأنه التأثير على جودة الدواء المعني أو سلامته أو هما معاً.

المادة 11

يجب أن يكون كل تغيير يطرأ على أحد العناصر التالية موضوع

طلب جديد للتأشيرة الصحية :

صاحب الإذن بالعرض في السوق :

موقع أو مواقع صنع الدواء أو المادة الفاعلة :

مزود الدواء أو المادة الفاعلة :

مصنع الدواء أو المادة الفاعلة.

المادة 12

تقوم الوكالة، حسب الحالة، بسحب التأشيرة الصحية أو بإيقافها إذا تم سحب الإذن بعرض الدواء المعني في السوق أو إيقافه.

علاوة على الحالتين المشار إليهما أعلاه، تقوم الوكالة :

(أ) يسحب التأشيرة الصحية إذا لم تتقيد المؤسسة الصيدلانية الصناعية بأحكام البند الثاني من المادة 10 أعلاه :

ب بعد إعدار المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية، بإيقاف التأشيرة الصحية إذا لم يتم إيداع نشرة أو نشرات تحليل حصة أو حصص الدواء المستورد لدى الوكالة داخل الأجل المنصوص عليه في البند 6 من المادة 4 من هذا المرسوم أو في حالة الإخلال بأحكام البند الأول من المادة 10 أعلاه.

في حالة إيقاف التأشيرة الصحية طبقاً لأحكام البند (ب) أعلاه تدعى المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية إلى تسوية وضعيتها داخل أجل أقصاه ثلاثون (30) يوماً.

إذا لم تمتثل المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية، بعد انصرام الأجل المشار إليه في الفقرة السابقة، فإنه يتم سحب التأشيرة الصحية منها.

يجب أن يكون قرار إيقاف أو سحب التأشيرة الصحية معللاً وأن يبلغ إلى المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية وفق التشريع الجاري به العمل.

المادة 13

تظل التأشيرات الصحية الخاصة باستيراد الأدوية المعدة للاستعمال البشري المسلمة للمؤسسات الصيدلانية الصناعية، قبل تاريخ دخول هذا المرسوم حيز التنفيذ، سارية المفعول إلى حين انتهاء مدة صلاحيتها.

المادة 14

يدخل هذا المرسوم حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الموالي التاريخ نشره في الجريدة الرسمية وينسخ، ابتداء من التاريخ نفسه الأحكام المتعلقة باستيراد الأدوية المعدة للاستعمال البشري من لدن المؤسسات الصيدلانية الصناعية الواردة في المرسوم رقم 2.00.411 الصادر في 19 من ربيع الأول 1421 (22 يونيو 2000) بإحداث تأشيرة صحية على استيراد الأدوية المقدمة في شكلها التجاري والمواد الأولية الفاعلة المعدة حصراً للاستعمال الصيدلي.

المادة 15

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية، إلى وزيرة الاقتصاد والمالية ووزير الصحة والحماية الاجتماعية، كل واحد منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 14 من شوال 1447 (2 أبريل 2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : عزيز أخنوش.

وزيرة الاقتصاد والمالية.

الإمضاء : نادية فتاح.

وزير الصحة والحماية الاجتماعية.

الإمضاء : أمين التهرراوي.

الجريدة الرسمية عدد 7497 - 18 شوال 1447 (6 أبريل 2026)
مرسوم رقم 2.26.266 صادر في 14 من شوال 1447 (2 أبريل 2026) بتغيير
وتتميم المرسوم رقم 2.07.1064 الصادر في 5 رجب 1429 (9 يوليو 2008)
المتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية وفتحها.

رئيس الحكومة

بناء على القانون رقم 10.22 المتعلق بإحداث الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.23.54 بتاريخ 23 من ذي الحجة 1444 (12) يوليو (2023)، ولا سيما المادتين : 5 و 15 منه وعلى القانون رقم 55.19 المتعلق بتبسيط المساطر والإجراءات الإدارية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.06 بتاريخ

(: 2020) 11 من رجب 1441 (6) مارس

وعلى المرسوم رقم 2.24.705 الصادر في 28 من ربيع الأول 1446 (2) أكتوبر (2024) بتحديد اختصاصات وتنظيم الأمانة العامة للحكومة :

وبعد الاطلاع على المرسوم رقم 2.07.1064 الصادر في 5 رجب 1429

(9) يوليو (2008) المتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات

والمؤسسات الصيدلانية وفتحها :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 29 من رمضان 1447

(19) مارس 2026

رسم ما يلي :

المادة الأولى

تغير أو تتم على النحو التالي مقتضيات المواد 41 و 42 و 43 و 44 (الفقرة الأولى) و 49 و 50 الفقرة الثانية) و 51 (الفقرة الثانية) و 52 و 54 (الفقرة الأولى) و 56 و 57 و 58 و 59 و 60 و 61 و 62 (الفقرة الأولى) و 63 و 64 و 65 من المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.07.1064 الصادر في (5 رجب 1429) (9) يوليو 2008

المادة 41 - تطبيقا لأحكام الفقرة الأخيرة.

يتحقق مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية من العذر القانوني الذي . ويوجه نسخة منه إلى عامل العمالة أو الإقليم المختص وإلى رئيس المجلس الوطني والمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

المادة 42 - يجب على صيدلي الصيدلية

" علما بذلك، يخبر الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية و المجلس الجهوي لهيئة صيادلة الصيدليات.

المادة 43 - تطبيقا لأحكام الفقرة الأخيرة....

من لدن المجلس الوطني لهيئة الصيادلة وتوافق عليه السلطة الحكومية المكلفة بالصحة.

المادة 44 (الفقرة الأولى). - لأجل إحداث مؤسسة صيدلية، يجب

على

طلب إذن مسبق بالموافقة لدى
الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية.

المادة 49 - يُمنح الإذن المسبق بالموافقة على . من تاريخ توصل الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية بالطلب، وذلك بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

يجب على المجلس الوطني. «الأمر إليه....
من إحالة

المادة 50 (الفقرة الثانية) - يسري أجل جديد ابتداء من تاريخ توصل الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية بالإثباتات المطلوبة.

المادة 51 (الفقرة الثانية) - يبلغ الإذن فورا إلى كل من المجلس «الوطني لهيئة الصيادلة وعامل العمالة أو الإقليم محل إقامة «المؤسسة الصيدلية المراد إحداثها.

المادة 52 - بمجرد الانتهاء من أشغال. طلب إذن «نهائي بفتح المؤسسة الصيدلية لدى الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات «الصحية.

ويجب أن ..

التالية :

6 - حسب غرض المؤسسة، قائمة الآلات والتجهيزات والمعدات ولا سيما تلك المخصصة للنظام المعلوماتي ولوزن المواد الأولية الصيدلية ولتصنيع الأدوية ومراقبتها وتوضيها ...
وتوزيعها :

«7-

8 - النظام الداخلي ...

الأمر بشركة... .

ويجب أن

لتطبيقه.

9 - نسخة من وصل الأداء المنصوص عليه في المادة 71 المكررة من هذا المرسوم.»

المادة 54 الفقرة الأولى). - يمنح مدير الوكالة المغربية للأدوية و المنتجات الصحية الإذن النهائي، بعد استطلاع رأي .

داخل أجل ثلاثين (30) يوما ابتداء من تاريخ التوصل بالرأي المذكور

المادة 56 - يتم تبليغ قرار...

فورا إلى الأمين العام للحكومة والسلطة الحكومية المكلفة بالصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة وإلى عامل العمالة أو الإقليم حيث ستقام المؤسسة «الصيدلية.

«المادة 57 - طبقا لأحكام المادة 79 من القانون رقم 17.04 السالف «الذكر، يجب التصريح لدى الوكالة المغربية للأدوية و المنتجات الصحية بكل مشروع . في إنجازه يجب كذلك التصريح لدى الوكالة المذكورة بكل تعديل آخر...

(الباقى لا تغيير فيه.)

المادة 58 - يبلغ مدير الوكالة المغربية للأدوية و المنتجات الصحية موافقته إلى المؤسسة. لا يتعدى ستين (60) يوما يحتسب

ابتداء من تاريخ توصله بالتصريح المنصوص عليه في المادة 57 أعلاه.

غير أنه.....

بالعناصر المطلوبة.

يجوز لمدير الوكالة المغربية للأدوية و المنتجات الصحية، طبقا ..

أن يعترض بقرار معلل، في الأجل المحدد على التعديلات المقترحة.

المادة 59 - يبلغ مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية قراره. وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

المادة 60 - يجب أن يكون نقل محال الصنع

موضوع إذن يسلمه مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية طبقاً لأحكام المادتين .

من هذا المرسوم.

المادة 61 - تطبيقاً لأحكام.

لغيابه، تصريحا إلى مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية في البند المذكور. والمجلس الوطني لهيئة الصيادلة .

المادة 62 الفقرة الأولى) - تطبيقاً لأحكام البند الثاني من المادة 127 من . لغيابه، طلب إذن نيابة لدى

مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية.

المادة 63 - تطبيقاً لأحكام المادة 129 من القانون السالف الذكر ...

مهامه طلب إذن نيابة لدى مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية مرفقا بالوثائق المنصوص عليها المرشح للنيابة.

غير أنه إذا كان التوقف النهائي عن مزاولة النشاط ناتج عن وفاة الصيدلي المسؤول أو فصله من قبل المؤسسة الصيدلانية المعنية تتولى هذه الأخيرة القيام بالإجراءات المنصوص عليها في الفقرة الأولى أعلاه فوراً.

المادة 64 يمنح مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية داخل أجل لا يتجاوز ستين (60) يوماً بعد

الإطلاع على تقرير بحث مفتشية الصيدلة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

المادة 65 - تطبيقاً لأحكام المادة 128 من القانون السالف الذكر ... طلب إذن نيابة لدى الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية.

الجريدة الرسمية عدد 7497 - 18 شوال 1447 (6) أبريل 2026

يمنح مدير الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية داخل أجل لا يتجاوز مفتشية الصيدلة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

المادة الثانية

تتسخ وتعوض، على النحو التالي، مقتضيات المادة 70 من المرسوم السالف الذكر رقم 2.07.1064

المادة 70 - يقصد بالإدارة في مدلول :

149 المواد 82 و 83 و 89 و 118 و 123 (البنود 1 و 2 و 3 و 139 و

من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، الوكالة المغربية للأدوية

والمنتجات الصحية :

المواد 119 و 120 و 130 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 السلطة الحكومية المكلفة بالصحة ومدير الوكالة المغربية

للأدوية والمنتجات الصحية :

- المادة 126 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 السلطة الحكومية المكلفة بالصحة :

- المادة 97 الفقرة الثالثة من القانون السالف الذكر رقم 17.04

«الأمانة العامة للحكومة والوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية» :

- المادة 102 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، الأمين العام «للحكومة.»

المادة الثالثة

يتم المرسوم السالف الذكر رقم 2.07.1064 بالمواد 71 المكررة و 71 المكررة مرتين و 71 المكررة ثلاث مرات و 71 المكررة أربع مرات :

المادة 71 المكررة. - يترتب على طلب الإذن النهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية وطلب الإذن بنقل محال الصنع أو التخزين وطلب إحداث موقع أو مواقع جديدة أداء أجرة عن الخدمات لفائدة الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية، مقابل وصل.

عملا بأحكام المادة 10 من القانون السالف الذكر رقم 10.22 يحدد سعر هذه الأجرة بمقرر المجلس إدارة الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية.»
المادة 71 المكررة مرتين - من أجل رقمنة مسطرة الحصول على التراخيص والأذون وتلقي التصاريح التي تدخل بموجب أحكام هذا المرسوم، في مجال اختصاص الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية، تحدث لدى هذه الوكالة منصة إلكترونية يُعهد إليها بتدبيرها.

يتم عبر المنصة المذكورة، إيداع ملفات طلبات التراخيص والأذون المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه وإشعار المعنيين بالأمر بالمال الذي تم تخصيصه لها ومنحهم التراخيص والأذون موضوع طلباتهم.»

المادة 71 المكررة ثلاث مرات - يتم تكوين ملفات طلبات التراخيص والأذون المشار إليها في هذا المرسوم وإيداعها ومعالجتها وتسليمها وفق أحكام القانون المشار إليه أعلاه رقم 55.19 والنصوص المتخذة لتطبيقه.»

المادة 71 المكررة أربع مرات. - يجب على الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية موافاة الأمانة العامة للحكومة، بصورة منتظمة بالمعطيات والمعلومات الضرورية للاضطلاع بالاختصاصات المسندة إليها في مجال المهن المنظمة بموجب المرسوم المشار إليه أعلاه (2024) رقم 2.24.705 الصادر في 28 من ربيع الأول 1446 (2) أكتوبر

المادة الرابعة

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية إلى وزير الداخلية والأمين العام للحكومة ووزير الصحة والحماية الاجتماعية، كل واحد منهم فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 14 من شوال 1447 (2) أبريل (2026).

الإمضاء : عزيز أخنوش.

وقعه بالعطف :

وزير الداخلية

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

الأمين العام للحكومة.

الإمضاء : محمد حجوي.

وزير الصحة والحماية الاجتماعية.

الإمضاء : أمين التهرراوي.

.....
.....
.....
.....

مرسوم رقم 2.07.1064 صادر في 5 رجب 1429 (9) يوليو 2008 يتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية وفتحها.

أنظر التعديل :

الجريدة الرسمية عدد 7497 - 18 شوال 1447 (6) أبريل 2026 .

الجريدة الرسمية عدد 5646 - 6 رجب 1429 (10) يوليو 2008

صفحة : 2075

مرسوم رقم 2.07.1064 صادر في 5 رجب 1429 (9) يوليو 2008 يتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية وفتحها.

-

الوزير الأول

بناء على القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة الصادر بتنفيذه الظهير

الشريف رقم 1.06.151 بتاريخ 30 من شوال 1427 - (22) نوفمبر (2006)

ولاسيما الباب الأول الفرعين الأول والثالث) والباب الثاني الفرعين الأول والثاني من

القسم الثاني المتعلق بمزاولة الصيدلة :

وعلى الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.75.453 الصادر في 25 من ذي الحجة 1396 (17) ديسمبر (1976) يتعلق بإحداث هيئة للصيادلة :

وعلى المرسوم رقم 2.75.863 الصادر في 11 من صفر 1397 فاتح فبراير 1977 (لتطبيق الفصل 51 من الظهير الشريف بمثابة قانون المشار إليه أعلاه رقم 1.75.453 بتاريخ 25 من ذي الحجة 1396 (17) ديسمبر 1976

وبعد دراسة المشروع في المجلس الوزاري المنعقد في 4 رجب 1429 (8) يوليو 2028

رسم ما يلي :

الباب الأول

إذن مزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص من لدن المغاربة

المادة 1

لأجل تطبيق المادة 93 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 . يجب على كل صيدلي مغربي يرغب في مزاولة مهنته بالقطاع الخاص أن يودع طلب إذن لهذا الغرض مقابل وصل لدى المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

المادة 2

يجب أن يحرر طلب الإذن المشار إليه في المادة الأولى أعلاه في استمارة يحددها ويسلمها لهذا الغرض المجلس الوطني لهيئة الصيادلة ويجب أن يشفع بثلاثة نظائر من الوثائق التالية :

1 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من دبلوم دكتور في الصيدلة مسلم من إحدى كليات الطب والصيدلة المغربية أو إن تعذر ذلك، شهادة مؤقتة عن الدبلوم، أو شهادة أو دبلوم من كلية أو مؤسسة جامعية -أجنبية معترف بمعادلته طبقا للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل :

2 نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من بطاقة التعريف الوطنية :

3 - البطاقة رقم 3 من السجل العدلي محررة منذ أقل من ثلاثة أشهر أو أي وثيقة رسمية أخرى تقوم مقامها :

4 - تصريح بالشرف من صاحب الطلب مصادق عليه بشكل قانوني يشهد فيه أنه غير مقيد في هيئة أجنبية للصيادلة أو نسخة من وثيقة الحذف من الهيئة المذكورة :

5 - بالنسبة لصاحب الطلب الذي سبق له أن مارس داخل الإدارة العمومية أو داخل مؤسسة عمومية، قرار الحذف من أسلاك الإدارة أو أي شهادة أخرى تثبت انقطاعه عن العمل بصورة قانونية يسلمها المرفق الذي كان يعمل به :

6 - صورة تعريف لصاحب الطلب.

المادة 3

قبل تسليم الإذن، يقوم رئيس المجلس الوطني بالتحقق من صحة الدبلوم المسلم بالمغرب أو بالخارج.

إذا تعلق الأمر بالتحقق من صحة دبلوم وطني، يحيل رئيس المجلس الوطني الأمر داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر يوما إلى المؤسسة الجامعية التي سلمت الدبلوم المذكور.

إذا كانت الضرورة تدعو إلى التحقق من صحة دبلوم مسلم من كلية أو مؤسسة جامعية أجنبية، أحال رئيس المجلس الوطني الأمر داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر يوما إلى الوزارة المكلفة بالشؤون الخارجية التي تقوم بالمساعي الضرورية.

المادة 4

يبت رئيس المجلس الوطني في طلب الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص داخل أجل أقصاه 30 يوما ابتداء من تاريخ التوصل بالجواب المتعلق بالتحقق من الدبلوم والمشار إليه في المادة 3 أعلاه.

ويمنح الإذن بحكم القانون بعد الاطلاع على الملف الكامل والتحقق من صحة الدبلوم المسلم بالمغرب أو بالخارج.

يجب أن يكون رفض منح الإذن معللا ويبلغ كتابة إلى الصيدلي صاحب الطلب بالعنوان الذي صرح به.

المادة 5

لا يترتب على منح الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص أداء أي أجر.

المادة 6

تبلغ داخل أجل 24 ساعة قرارات الإذن المتخذة من لدن رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيدلة إلى وزير الصحة والأمين العام للحكومة.
الباب الثاني

إذن مزاولة مهنة الصيدلة بالقطاع الخاص من لدن رعايا أجنبية

المادة 7

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن بمزاولة مهنة الصيدلة من لدن الرعايا الأجانب بالقطاع الخاص المنصوص عليه في المادة 94 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 بعد استطلاع رأي وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

ولهذه الغاية، يجب على المعني بالأمر أن يودع مقابل وصل لدى الأمانة العامة للحكومة طلباً، محرراً في استمارة تحددها وتسلمها هذه الأخيرة، مشفوعاً بثلاثة نظائر من الوثائق التالية :

- 1 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من شهادة الجنسية
- 2- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من سند الإقامة على التراب المغربي المنصوص عليه في المادة 5 من القانون رقم 02.03 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية وبالهجرة غير المشروعة أو إن تعذر ذلك، وصل إيداع طلب الحصول على السند المذكور :
- 3 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد الزواج بشخص من جنسية مغربية أو عند الاقتضاء الدفتر العائلي عندما لا يكون المترشح من رعايا دولة أبرمت مع المغرب اتفاقاً يسمح بموجبه للصيدلة من رعايا إحدى الدولتين بالإقامة على تراب الدولة الأخرى المزاولة المهنة بها :
- 4 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من دبلوم دكتور في الصيدلة أو دبلوم أو شهادة تمنح له الحق في مزاولة المهنة في الدولة التي ينتمي إليها ومعترف بمعادلتها للدبلوم الوطني طبقاً للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل :
- 5 - مستخرج من السجل العدلي محرر منذ أقل من ثلاثة أشهر
أو أي وثيقة رسمية أخرى تقوم مقامه :

6 - تصريح بالشرف من صاحب الطلب مصادق عليه بشكل قانوني يشهد فيه بأنه غير مقيد في هيئة صيادلة أجنبية أو نسخة من وثيقة الحذف من الهيئة المذكورة :

7 - بالنسبة لصاحب الطلب الذي سبق له أن زاول المهنة داخل الإدارة العمومية أو داخل مؤسسة عمومية، قرار الحذف من أسلاك الإدارة أو أي شهادة أخرى تثبت انقطاعه عن العمل بصورة قانونية يسلمها المرفق الذي كان يعمل به :

8 - صورة تعريف صاحب الطلب :

المادة 8

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن بالمزاولة مع مراعاة احترام أحكام القانون رقم 02.03 المشار إليه أعلاه وبعد التحقق من صحة الدبلوم.

ويقوم بالتحقق من صحة الدبلوم وفقا لأحكام المادة 3 أعلاه.

المادة 9

تبلغ فوراً قرارات الإذن المتخذة من لدن الأمين العام للحكومة إلى وزير الصحة ورئيس المجلس الوطني لهيئة الصيادلة.

الباب الثالث

الصيدليات

الفرع الأول

إيداع طلبات إحداث الصيدليات

أو استغلالها ونقل الأنشطة المهنية وقبول الطلبات المذكورة

المادة 10

يجب على كل صيدلي يرغب في إحداث صيدلية أن يودع مقابل وصل يحمل تاريخ الإيداع وساعته، طلب إذن لدى عامل العمالة أو الإقليم حيث يوجد المكان الذي يعتزم إقامة الصيدلية به.

يتضمن الوصل المذكور تاريخاً ثابتاً للإيداع وساعته، ويخول لصاحبه حقاً في ترتيب الأولوية.

يجب أن يرفق طلب الإذن المذكور بملف كامل يتضمن نسخا مشهودا بمطابقتها لأصول الوثائق المشار إليها في المادة 57 من القانون السالف ذكره رقم 17.04

المادة 11

إذا تعلق الأمر بشركة، يودع طلب إحداث صيدلية من قبل ممثليها القانوني لدى عامل العمالة أو الإقليم حيث يوجد المكان الذي ستقام به الصيدلية مشفوعا بملف يتضمن، بالإضافة إلى الوثائق المتعلقة بالمحل الوثائق التالية :

. نسخة مشهود بمطابقتها لأصل العقد التأسيسي للشركة ؛

الإذن بالمزاولة لكل واحد من الصيادلة الشركاء :

شهادة تقييد كل صيدلي من الشركاء في جدول هيئة الصيادلة :

شهادة مسلمة من لدن رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيادلة تثبت

أن الصيادلة الشركاء لا يملكون ولا يشتركون في ملكية أي

صيدلية أخرى ولا يزاولون أي نشاط صيدلي آخر :

شهادة القياس والملف التقني المشار إليهما على التوالي في المادة 20 وعند الاقتضاء المادة 21 أدناه.

المادة 12

إذا تعلق الطلب باقتناء صيدلية موجودة سابقا، يعفى الصيدلي المشتري من شروط المسافة ومن التقيد بالمعايير التقنية المرتبطة بمساحة المحل وكذا من الإدلاء بنسخ مشهود بمطابقتها لأصول الوثائق المتعلقة بالمحل ماعدا :

عقد اقتناء أو وعد باقتناء الأصل التجاري للصيدلية :

- إما عقد اقتناء أو وعد باقتناء المحل الذي يأوي الصيدلية، وإما عقد تجديد الكراء أو الوعد بتجديده طبقا للمادة 61 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، وفي حالة رفض المكري تجديد عقد الكراء، يدلي الصيدلي صاحب الطلب بما يثبت أن الصيدلي بائع الأصل التجاري قد بلغ المكري كتابة هذا البيع مع إشعار بالتوصل.

المادة 13

تطبيقاً لأحكام المادة 59 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 يكون نقل الأنشطة المهنية من صيدلية إلى صيدلية أخرى موجودة موضوع طلب يودع لدى عامل العمالة أو الإقليم المختص التابع لدائرة نفوذه مكان إقامة الصيدلية المنقول إليها النشاط.

المادة 14

يجب أن يرفق طلب النقل بالوثائق التالية :

. حسب الحالة :

- أصل الدبلوم المضمن على ظهره الإذن المسلم وفقاً لأحكام الظهير الشريف رقم 1.59.367 بتاريخ 21 من شعبان 1379 (19 فبراير 1960) بتنظيم مزاولة مهنة الصيدلة وجراحي

الأسنان والعقاقيريين والقوابل :

- أصل قرار الإذن بالإحداث أو النقل المحصل عليه وفقاً لأحكام

القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 :

- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من شهادة التقييد في جدول الهيئة الجهوية للصيدلة التابع لدائرة نفوذها مكان الصيدلية

المنقول إليها النشاط :

نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء المحل أو كرائه

أو عقد الوعد بالاقتناء أو الكراء :

- نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء الأصل التجاري أو من عقد الوعد بالاقتناء مرفقة بنسخة من عقد تجديد الكراء أو الوعد بتجديده طبقاً للمادة 61 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 وفي حالة رفض المكري تجديد عقد الكراء، يدلي الصيدلي صاحب الطلب بما يثبت أن الصيدلي بائع الأصل التجاري قد بلغ المكري كتابة هذا البيع مع إشعار بالتوصل.

علاوة على الوثائق المذكورة آنفا، يجب على الصيدلي صاحب طلب النقل أن يدلي بعقد تفويت صيدليته أو عقد الوعد بتفويتها أو إذا تعذر ذلك، بالتزام يلتزم بموجبه أنه سيقوم بإغلاق صيدليته بمجرد الحصول على الإذن بالنقل.

المادة 15

لا يمكن التصريح بعدم قبول طلب إذن بإحداث صيدلية أو استغلالها أو نقل الأنشطة المهنية إلا إذا كان الملف المدلى به لا يشتمل على إحدى الوثائق المطلوبة بموجب المواد 10 و 11 و 12 و 13 أعلاه. وفي هذه الحالة، يجب أن يكون رفض تسليم الملف معللا كتابة وأن يبلغ فوراً إلى المعني بالأمر مشفوعاً بملف الطلب.

المادة 16

إذا تمت معاينة أخطاء مادية أو وجود اختلاف في الوثائق المدلى بها عند تسليم الطلب أو خلال دراسته، يقبل العامل الملف كاملاً ويدعو الصيدلي المترشح للقيام بالتصحيح اللازم والإدلاء بالوثائق التي تشهد بذلك، ويجب أن يتم ذلك على أبعد تقدير يوم منح الإذن وقبل تسليمه.

وفي جميع الحالات، يجب أن يكون تاريخ صلاحية الوثائق المدلى بها لاحقاً لتاريخ إيداع الطلب.

الفرع الثاني

كيفية قياس المسافة الدنيا الفاصلة بين الصيدلية المزمع إحداثها والصيدليات المجاورة

المادة 17

لأجل تطبيق المادة 57 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 يجب أن يتم قياس المسافة الدنيا المحددة في 300 متر والتي ينبغي أن تفصل بين أقرب نهاية واجهة الصيدلية المزمع إنشاؤها وأقرب نهاية واجهة كل صيدلية من الصيدليات المجاورة وعند الاقتضاء، أقرب نهاية واجهة صيدلية مجاورة في طور الحصول على الإذن، وفق الشروط الواردة في هذا الفرع من لدن مهندس مساح طبوغرافي يمارس بالقطاع الخاص، ويكون محلفاً بشكل قانوني وفي وضعية قانونية إزاء

الهيئة الوطنية للمهندسين المساحين الطبوغرافيين.

المادة 18

طبقاً لأحكام المادة 57 من القانون رقم 17.04 المشار إليه أعلاه يجب أن يكون للمدخل الرئيسي للصيدلية منفذ مباشر إلى الطريق العام ما عدا إذا كانت الصيدلية موجودة داخل مركز تجاري.

يراد في مدلول هذا المرسوم بالمركز التجاري الأسواق الكبرى والقساريات والفضاءات المخصصة للتجارة في محطات القطارات والمحطات الطرقية وباحات الاستراحة والموانئ والمطارات.

المادة 19

تقاس المسافة انطلاقاً من نهاية الواجهة الأقرب التي تتكون من تقاطع الجدار الداخلي للجزء القابل للاستغلال من الصيدلية المزمع إحداثها والجدار الخارجي للواجهة الأقرب لكل واحدة من الصيدليات المجاورة.

يجب أن تكون المسافة المذكورة أفقية حقيقية باتباع خط مستقيم مباشر يبلغ 300 متراً كيف ما كان انحدار الأرض.

فور إجراء القياس، يسلم المهندس المساح الطبوغرافي إلى الصيدلي صاحب الطلب شهادة تثبت أن القياس تم إنجازه بالسنتمترات وترقيمه بالمترات.

المادة 20

يجب أن ترفق الشهادة المنصوص عليها في المادة 19 أدناه بملف

تقني طبوغرافي يتضمن ما يلي :

عناصر مراجعة المسح العقاري :

. رسم القياس :

جميع عناصر القياس :

جميع عناصر الحساب :

تصميم قياس يبين الصيدليات المجاورة والصيدلية المزمع إنشاؤها والتي يبلغ العامل المختص قائمتها إلى المهندس المساح

الطبوغرافي بناء على طلبه.

المادة 21

عندما لا تتوفر الجماعة حيث ستقام الصيدلية على أي صيدلية داخل نفوذها الترابي، يعفى الصيدلي صاحب الطلب من عملية قياس المسافة الدنيا المشار إليها في المادة 57 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 مع مراعاة الإدلاء بشهادة مع ملف طلب الإذن تسلمها السلطة المحلية المختصة تثبت أن الجماعة المعنية لا تتوفر على أي صيدلية.

المادة 22

يحدد وزير الصحة بقرار، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيادلة المعايير التقنية لإقامة الصيدلية ومعايير الصحة والمساحة الواجب توفرها في المحل المراد إحداث الصيدلية به.

الفرع الثالث

مراقبة المطابقة

المادة 23

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأولى من المادة 58 من القانون رقم 17.04 المشار إليه أعلاه، تتألف لجنة مراقبة مطابقة محل الصيدلية للمعايير التقنية للإقامة والصحة والمساحة من الأعضاء التالي بيانهم :

- ممثلان عن وزارة الصحة، منهما واحد على الأقل مفتش في

الصيدلة، يعينهما وزير الصحة :

ممثل للسلطة الإدارية المحلية يعينه العامل :

ممثل لهيئة الصيادلة مفوض قانوناً من لدن رئيس المجلس الجهوي التابع له مكان إقامة الصيدلية موضوع مراقبة المطابقة، من بين الممثلين الواردة أسماؤهم في قائمة تحدد سنوياً. ولهذا الغرض يعد كل مجلس جهوي قائمة ممثليه الرسميين والنائبين عنهم، وذلك عن كل عمالة أو إقليم. ويجب أن تبلغ هذه القائمة سنوياً من لدن الرئيس إلى عمال العمالات والأقاليم التابعة للنفوذ الترابي للمجلس الجهوي المعني.

وفي جميع الحالات، يجب ألا يكون الصيدلي الممثل للمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة الذي يحضر أشغال لجنة المطابقة صيدليا يزاول بإحدى الصيدليات المجاورة للصيدلية المزمع إحداثها .

المادة 24

تقوم اللجنة المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه، بدعوة من العامل المختص بزيارة لفحص المحل ومراقبة مطابقتها للمعايير التقنية الواردة في المادة 22 أعلاه، مع التقيد التام بأحكام المادة 58 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04

يحرر إثبات المطابقة في محضر يعده مفتش الصيدلة، عضو اللجنة ويوقعه بصفة قانونية أعضاء اللجنة المذكورة. ويجب إرسال أصل هذا

المحضر فوراً إلى العامل المختص.

الفرع الرابع

تسليم الإذن بإحداث الصيدليات أو استغلالها ونقل الأنشطة المهنية

وتقديم الطعون

البند 1

تسليم الأذن

المادة 25

تطبيقاً لأحكام المادة 57 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 يسلم الإذن بإحداث صيدلية من لدن عامل العمالة أو الإقليم المختص تبعاً لمكان إقامة الصيدلية وذلك بعد الاطلاع على الملف المشار إليه في المادة 10 أعلاه، وعند الاقتضاء، على الوثائق الواردة في المادة 11 بالإضافة إلى محضر إثبات مطابقة المحل للمعايير التقنية للإقامة والصحة والمساحة المشار إليها في المادة 57 المذكورة أعلاه.

المادة 26

تطبيقاً لأحكام المادة 64 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 إذا تعلق الأمر بصيدلية محدثة في إطار شركة، يجب على العامل المختص أن يتأكد من مطابقة العقد التأسيسي للشركة لأحكام القانون المذكور وكذا للنصوص التشريعية والتنظيمية

المتعلقة بالشركات ولاسيما التحقق من أن الشركة تتكون حصرا من صيادلة مأذون لهم

بصفة قانونية.

المادة 27

عندما يكون الغرض من نقل الأنشطة المهنية إحداث صيدلية جديدة فإن الإذن بالإحداث يمنح وفقا لأحكام المادة 25 أعلاه.

المادة 28

عندما يتم نقل الأنشطة المهنية في نفس النفوذ الترابي للعمالة أو الإقليم الذي توجد به صيدلية الصيدلي صاحب طلب النقل، يجب على العامل المعني أن يقوم في الآن نفسه بإلغاء الإذن المسلم سابقا للمعني بالأمر وأن يمنح له الإذن بالنقل، وعند الاقتضاء، أن يسلم الإذن للصيدلي الذي اقتني الصيدلية المذكورة. وعلاوة على ذلك، إذا لم تكن الصيدلية موضوع تفويت، يجب على الصيدلي المعني أن يقوم فور الحصول على الإذن الجديد بإغلاق صيدليته القديمة. ويعاين العامل إغلاق الصيدلية المذكورة من لدن الصيدلي المعني. وفي حالة عدم إغلاقها، قام العامل بذلك فورا.

المادة 29

إذا كان نقل الأنشطة المهنية سيتم داخل النفوذ الترابي لإقليم أو عمالة غير تلك التي توجد بها صيدلية الصيدلي صاحب طلب النقل فإن الإذن المذكور يجب أن يتضمن الإشارة إلى إلغاء الإذن السابق ومراجعته والسلطة التي سلمته.

يوجه العامل الذي سلم الإذن بالنقل فورا نسخة من الإذن المذكور إلى العامل المختص التابع له مكان إقامة الصيدلية القديمة من أجل معاينة إغلاقها أو في حالة عدم إغلاقها، قام بذلك فورا. أو عند الاقتضاء، تسليم الإذن للصيدلي الذي اقتناها.

المادة 30

يستدعي العامل المختص صاحب الطلب، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل، قصد سحب قرار الإذن داخل أجل ستين يوماً ابتداء من تاريخ تبليغ الاستدعاء.

غير أن سحب قرار الإذن يكون مشروطاً بالإدلاء بشهادة يسلمها رئيس المجلس الوطني لهيئة الصيدلة يثبت فيها أن المعني بالأمر لا يملك ولا يشترك في ملكية أي صيدلية أخرى ولا يزاول أي نشاط صيدلي آخر.

إذا لم يسحب القرار المذكور داخل الأجل المحدد اعتبر المعني بالأمر متخلياً عن طلبه.

المادة 31

يجب على عامل العمالة أو الإقليم الذي سلم إذن الإحداث أو الاستغلال أو النقل أن يوجه نسخة منه فوراً إلى وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الوطني والمجلس أو المجالس الجهوية للصيدلة المعنية.

المادة 32

لا يترتب على تخلي الصيدلي صاحب الطلب عن طلب الإذن بإحداث صيدلية أو بنقل الأنشطة المهنية أو على تنازله لفائدة صيدلي آخر نقل حق ترتيب الأولوية في إيداع الملف.

المادة 33

يجب أن يكون رفض تسليم الإذن بإحداث الصيدلية أو استغلالها أو نقل أنشطتها معللاً ويبلغ كتابة إلى الصيدلي صاحب الطلب.

البند 2

الإذن بإدخال تغييرات تتعلق بالمحل الذي توجد به الصيدلية

المادة 34

تطبيقاً لأحكام المادة 60 من القانون رقم 17.04 ، يجب أن يكون كل تغيير يطرأ على العناصر المتعلقة بالمحل الذي توجد به الصيدلية والتي على أساسها تم تسليم إذن الإحداث، موضوع طلب إذن جديد

تحدد فيه طبيعة التغييرات المراد إنجازها.

يسلم العامل المختص الإذن الذي تم طلبه بعد قيام اللجنة المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه بزيارة لفحص مطابقة المحل.

إذا عاينت اللجنة أن من شأن التغييرات المتعلقة بواجهة الصيدلية الإخلال بالمسافة الدنيا الفاصلة بين الصيدلية المعنية وحدود الواجهات الأقرب للصيدليات المجاورة، وجب على الصيدلي المعني بالأمر الإدلاء بالشهادة والملف التقني الطبوغرافي المرفق بها المنصوص عليهما على

التوالي في المادتين 19 و 20 أعلاه.

يوجه العامل المختص فوراً نسخة من الإذن المنصوص عليه في هذه المادة إلى كل من وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الوطني والمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني بالأمر.

المادة 35

تطبيقاً للفقرة الأخيرة من المادة 60 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 ، يجب أن تكون أشغال التهيئة المنجزة بداخل الصيدلية موضوع تصريح لدى عامل العمالة أو الإقليم المختص.

المادة 36

لأجل تطبيق الفقرة السادسة من المادة 58 من القانون المذكور أعلاه رقم 17.04 ، يسري أجل سنة واحدة المشار إليه في تلك الفقرة ابتداء من تاريخ قرار العامل بالإذن بإحداث الصيدلية.

لأجل تطبيق الفقرة الثانية من المادة 59 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 يسري أجل ستة أشهر الوارد في الفقرة المذكورة ابتداء من تاريخ قرار العامل بالإذن بنقل الأنشطة المهنية.

البند 3

الطعون

المادة 37

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 58 من القانون السالف

الذكر رقم 17.04 في حالة رفض تسليم الإذن بإحداث صيدلية أو استغلالها أو نقل الأنشطة المهنية من قبل العامل، يمكن للصيدلي المعني أو ممثل الشركة عند الاقتضاء، قبل اللجوء إلى المحاكم المختصة أن يتقدم بطلب استعطافي أمام عامل العمالة أو الإقليم الذي اتخذ قرار الرفض.

يعيد العامل دراسة ملف طلب الإذن، وعند الاقتضاء، العناصر الجديدة المدلى بها من قبل المعني بالأمر، ويبيت في الطلب داخل أجل لا يتعدى ستين يوما .

.....
.....

مرسوم رقم 2.07.1064 صادر في 5 رجب 1429 (9) يوليو 2008 يتعلق بمزاولة الصيدلة وإحداث الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية وفتحها.
أنظر التعديل :

الجريدة الرسمية عدد 7497 - 18 شوال 1447 (6) أبريل 2026 .

الجريدة الرسمية عدد 5646 - 6 رجب 1429 (10) يوليو 2008
صفحة : 2080

الفرع الخامس

مستودعات الأدوية وخدمة الحراسة الليلية

المادة 38

تطبيقا لأحكام المادة 67 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 يمنح بطلب من رئيس الجماعة القروية التي لا توجد بها أي صيدلية الإذن بإحداث مستودع للأدوية خارج المدار الحضري وتسييره عندما تستوجب ذلك المصلحة العامة من قبل عامل العمالة أو الإقليم الموجود بدائرة نفوذه مكان إقامة أقرب صيدلية من الجماعة المذكورة إلى الصيدلي أو الصيدلة مالكي الصيدلية المذكورة، بعد استطلاع رأي المجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

يظل الصيدلي المأذون له باستغلال مستودع الأدوية والصيدلة الشركاء إذا تعلق الأمر بشركة مسؤولين عن مجموع الأعمال الصيدلانية

المنجزة داخل المستودع المذكور.

تحدد كفاءات استعمال مستودع للأدوية ومؤهلات المستخدمين العاملين به ولائحة الأدوية التي تصرف به بقرار لوزير الصحة بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

المادة 39

في الحالتين المنصوص عليهما في المادة 68 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 ، يقوم العامل فوراً بمعاينة إغلاق مستودع الأدوية الذي أصبح إذن إحداثه واستغلاله لاغياً، وفي حالة عدم إغلاقه قام بذلك.

المادة 40

معداً حالة مستودعات الأدوية التي يمكن للعامل المعني الإذن بإحداثها، بصفة استثنائية عند الحاجة خارج المدار الحضري، يجب على أصحاب المستودعات الليلية المفتوحة في وجه العموم أن يقوموا بإغلاقها داخل الأجل المحدد في المادة 132 من القانون المشار إليه

أعلاه رقم 17.04.

يتعين على صيادلة الصيدليات وفقاً لأحكام المادة 111 من القانون رقم 17.04 المذكور، أن يتولوا مهمة الحراسة الليلية مع التقيد بأوقات الفتح والإغلاق وبالكفاءات التي يحددها العامل المختص باقتراح من رئيس المجلس الجهوي لهيئة الصيدلة المعني.

الفرع السادس

النيابة والاستعانة بمساعدين

المادة 41

تطبيقاً لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 123 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 يتحقق الأمين العام للحكومة من العذر القانوني الذي يبرر غياب الصيدلي عن صيدليته خلال فترة محددة، ويسلم الإذن بالنيابة عن الفترة المذكورة، ويوجه نسخة منه إلى وزير الصحة والعامل المختص وإلى رئيسي المجلس الوطني والمجلس الجهوي لهيئة الصيدلة - المعني.

المادة 42

يجب على صيدلي الصيدلية الذي يستعين بصيدلي مساعد بموجب أحكام المادة 108 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04، أن يصرح بذلك إلى عامل العمالة أو الإقليم الذي سلم الإذن يفتح الصيدلية أو نقل الأنشطة المهنية. وبعد أن يأخذ هذا الأخير علما بذلك، يخبر وزير الصحة والأمين العام للحكومة والمجلس الجهوي لهيئة صيادلة الصيدليات.

المادة 43

تطبيقا لأحكام الفقرة الأخيرة من المادة 108 من القانون السالف الذكر رقم 17.04، يجب أن يعد العقد النموذجي الذي تبرم على أساسه العقود بين الصيادلة أصحاب الصيدليات والصيادلة المساعدين من لدن المجلس الوطني لهيئة الصيادلة ويوافق عليه وزير الصحة والأمين العام للحكومة.

الباب الرابع

الإذن بإحداث المؤسسات الصيدلانية

الفرع الأول

طلبات الإذن المسبق بالموافقة لإحداث المؤسسات الصيدلانية

البند 1

إيداع طلبات الإذن المسبق بالموافقة

المادة 44

لأجل إحداث مؤسسة صيدلانية، يجب على الصيدلي المؤسس أو إذا تعلق الأمر بشركة على ممثلها القانوني أن يودع طلب إذن مسبق بالموافقة لدى الأمانة العامة للحكومة. يجب أن يحدد الطلب المذكور الإقليم أو العمالة حيث يعتزم إقامة المؤسسة الصيدلانية، وكذا غرضها وهوية الصيدلي المؤسس أو هوية الممثل القانوني، عندما يتعلق الأمر بشركة.

المادة 45

يجب أن يكون طلب الإذن المسبق بالموافقة مشفوعا بالوثائق التالية في ثلاثة نظائر:

1- التصاميم الهندسية المعدة مع احترام المعايير التقنية للإحداث الجاري بها العمل مؤشرا عليها من قبل السلطة المختصة :

2 - التصاميم التالية : تصميم الموقع وتصميم الكتلة وتصاميم مرقمة للمحلات التي تحدد على الخصوص مكان مزاولة الأنشطة الصيدلانية وممرات الأشخاص والمواد الأولية والمواد التامة الصنع المتعلقة بالعمليات الصيدلانية وكذا قائمة التجهيزات اللازمة لإنجاز الأنشطة المراد مزاولتها :

3 - تصاميم تنفيذ التجهيزات التقنية المتعلقة خاصة بالكهرباء والسباكة ومولد الكهرباء والتكييف والتهوية والحماية من الحريق والتعقيم عند الاقتضاء :

4 - نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من عقد اقتناء العقار أو كرائه

أو عقد الوعد بالاقتناء أو بالكراء :

5 - مذكرة يوقعها بصفة قانونية الصيدلي المؤسس أو الممثل القانوني، إذا تعلق الأمر بشركة يشار فيها إلى موقع أو مواقع التصنيع أو التخزين أو هما معا التي ستقام خارج موقع المؤسسة، وعند الاقتضاء إلى العملية أو العمليات التي سيتم تفويضها وإلى المؤسسة المفوض إليها :

6 - قائمة الأنشطة الصيدلانية التي ستنجز بالمؤسسة :

7 - بطاقة تقنية تبين تاريخ انطلاق إنجاز المشروع والتخطيط المراحل ومدته، وكذا تخصيص المحلات والتجهيزات مع التقيد بقواعد حسن إنجاز صنع الأدوية أو توزيعها الجاري بها العمل.

المادة 46

إذا تعلق الأمر بشركة، يجب أن يشتمل الملف بالإضافة إلى ذلك على

ما يلي :

1 - ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من النظام الأساسي للشركة :

2 - ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من محضر مصادقة الجمعية العامة التأسيسية على النظام الأساسي للشركة :

3 - قائمة أعضاء الجهاز التداولي وصفاتهم :

4 - مقرر الجهاز التداولي القاضي بتعيين الممثل القانوني للشركة

والصيادلة الذين تم اقتراحهم لشغل مناصب صيدلي مسؤول، وعند الاقتضاء، صيادلة مساعدين وصيادلة مندوبين وكذا الصيادلة المعيّنين لشغل وظائف مدراء تقنيين وتجاريين :

ويجب أن يبين كذلك :

5 - الشكل القانوني للشركة وتسميتها وعنوان مقرها الرئيسي :

6 - عنوان موقع أو مواقع المؤسسة الصيدلانية المراد إقامتها .

المادة 47

بالنسبة إلى المؤسسات الصيدلانية الصناعية، يجب على الصيدلي المؤسس، أو إذا تعلق الأمر بشركة على ممثلها القانوني أن يدلي علاوة

على الوثائق المذكورة في المادة 45 أعلاه بالوثائق التالية :

1 - قرار الموافقة البيئية مسلم من السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة طبقاً للمادة 7 من القانون رقم 12.03 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة :

2 - مذكرة يوقعها بصفة قانونية الصيدلي المؤسس أو الممثل القانوني، إذا تعلق الأمر بشركة يشار فيها إلى وصف نظام معالجة الهواء ونظام معالجة الماء المناسبين :

3 - قائمة الأشكال الصيدلانية التي يعتزم المؤسس صناعتها واستيرادها وبيعها بالجملة.
المادة 48

بالنسبة إلى المؤسسات الصيدلانية التي تتعاطى نشاط تصنيع الغازات المعدة للاستعمال الطبي أو توزيعها، يجب على الصيدلي المؤسس، أو إذا تعلق الأمر بشركة على ممثلها القانوني أن يدلي بالإضافة إلى الوثائق المشار إليها في المواد 45 و 46 و 47 أعلاه بتصميم أماكن تخزين الغازات الطبية.

البند 2

دراسة الطلبات وتسليم الإذن المسبق بالموافقة

المادة 49

يسلم الإذن المسبق بالموافقة على إحداث مؤسسة صيدلية داخل أجل 60 يوما ابتداء من تاريخ توصل الأمين العام للحكومة بالطلب، وذلك بعد موافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

ولهذا الغرض، يتوفر وزير الصحة على أجل 30 يوما ابتداء من توصله بالملف الموجه إليه من لدن الأمانة العامة للحكومة قصد دراسته وإبداء رأيه.

يجب على المجلس الوطني لهيئة الصيدلة إبداء رأيه داخل أجل 15 يوما ابتداء من إحالة الأمر إليه.

المادة 50

يمكن إيقاف سريان الأجل المنصوص عليه في المادة 49 أعلاه، إذا تعذر تسليم الإذن لأسباب تعزى إلى صاحب الطلب، لاسيما إذا لم يدل بوثائق الإثبات الواردة في البند الأول من هذا الفرع أو قدم وثائق غير صالحة، ويحاط صاحب الطلب علما بهذا الإيقاف برسالة يدعى من خلالها إلى تقديم الإثباتات المطلوبة منه.

يسري أجل جديد ابتداء من تسلم الأمين العام للحكومة للإثباتات المطلوبة.

المادة 51

يجب أن يشير قرار الإذن المسبق بالموافقة إلى هوية الصيدلي المالك أو إذا تعلق الأمر بشركة إلى عنوانها التجاري وتسميتها وصنف المؤسسة الصيدلية، طبقا لأحكام المادة 74 من القانون أعلاه رقم 17.04 المشار إليه، وكذا الأنشطة والأشكال الصيدلية المرخص بها.

يبلغ الإذن فورا إلى كل من وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة وعامل العمالة أو الإقليم محل إقامة المؤسسة الصيدلية المراد إحداثها.
الفرع الثاني

طلبات الإذن النهائي بفتح المؤسسات الصيدلية

البند 1

إيداع طلبات الإذن النهائي

بمجرد الانتهاء من أشغال إنجاز المشروع، يجب على صاحب الإذن المسبق بالموافقة أن يودع طلب إذن نهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية لدى الأمانة العامة للحكومة.

ويجب أن يرفق الطلب المذكور بالوثائق التالية :

1 - ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من أذن مزاولة المهنة من لدن الصيدالنة المقترحين الممارسة مهام صيدلي مسؤول ومهام الصيدالنة المساعدين وعند الاقتضاء الصيدلي أو الصيدالنة المندوبين والمسلمة لهم طبقاً لأحكام المادتين 93 و 94 من القانون رقم 17.04 المشار إليه أعلاه وكذا الوثائق التي تثبت مؤهلاتهم أو تجربتهم المهنية المطلوبة

بموجب المادتين 99 و 100 من نفس القانون :

2 - قائمة أسماء الصيدالنة المقترحين لشغل منصب مدير تقني ومدير تجاري مرفقة بنسخ مشهود بمطابقتها للأصول من أذن المزاولة

المسلمة لهم :

3 - ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من عقود استخدام الصيدلي المسؤول والصيدالنة المساعدين وعند الاقتضاء الصيدالنة المندوبين، وكذا عقود استخدام الصيدالنة الذين سيتولون مهام مدير تقني

ومدير تجاري :

4 - تصاريح بالشرف للصيدالنة المشار إليهم في البند 3 أعلاه من هذه المادة تحمل توقيعاتهم مصادق عليها قانوناً وتثبت عدم جمعهم بين

مهامهم وأي نشاط صيدلي آخر :

5 - قائمة أسماء المستخدمين التقنيين وكذا الوثائق التي تثبت مؤهلاتهم موقع عليها بصفة قانونية من لدن صاحب الإذن المسبق

بالموافقة :

6 - حسب غرض المؤسسة قائمة الآلات والتجهيزات والمعدات ولاسيما تلك المخصصة لوزن المنتوجات الصيدلانية وتصنيعها ومراقبتها وتوضيبها وتخزينها

وحيازتها ومناولتها وتغليفها وكذا الوسائل المخصصة لبيعها بالجملة وتوزيعها بالجملة مع احترام قواعد حسن إنجاز صنع الأدوية وتوزيعها :

7 - ثلاث نسخ مشهود بمطابقتها للأصل من عقد تفويض العمليات مع الإشارة إلى طبيعة العمليات التي سيتم تفويضها بموجب المادة 89 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر، عند الاقتضاء :

8 - النظام الداخلي للمؤسسة موقع عليه بصفة قانونية من قبل صاحب الإذن المسبق بالموافقة، أو مصادق عليه من قبل الجهاز التداولي، إذا تعلق الأمر بشركة. ويجب أن يشير هذا النظام الداخلي إلى كفاءات سير المؤسسة وأن يوضح وجوبا كفاءات تدبير النفايات الصيدلانية طبقا لمقتضيات القانون رقم 28.00 المتعلق بتدبير النفايات والتخلص منها والنصوص المتخذة لتطبيقه.

المادة 53

إذا اعتزمت المؤسسة الصيدلانية استغلال أدوية أو منتجات تحتوي على عناصر مشعة اصطناعية أو حيازتها، يجب على الصيدلي المقترح لشغل منصب الصيدلي المسؤول أن يدلي بشهادة تثبت حصوله على تكوين في صيدلة الأشعة وإذا تعذر ذلك، يجب عليه أن يصرح بالشخص المختص المؤهل لمساعدته طبقا لمقتضيات المادة 101 من القانون السالف الذكر. ويجب أن يكون الشخص المذكور صيدليا مأذونا له قانونا بمزاولة الصيدلة وحاصلا على نفس التكوين.

البند 2

دراسة الطلب وتسليم الإذن النهائي

المادة 54

يسلم الأمين العام للحكومة الإذن النهائي، بعد موافقة وزارة الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة داخل أجل 30 يوما ابتداء من تاريخ التوصل بالموافقة والإذن المذكورين.

يسلم الإذن النهائي بعد الاطلاع على الإذن المسبق بالموافقة ومحضر زيارة مراقبة المطابقة للمعايير التقنية المنصوص عليها في المادة 55 أدناه والمنجزة وفقا لأحكام الفقرة الثالثة من المادة 76 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 والوثائق

المنصوص عليها في المادة 52 أعلاه، ويجب أن يشير صراحة إلى العناصر المضمنة في الإذن المسبق بالموافقة ، وكذا إلى هوية الصيدلي المسؤول.

المادة 55

طبقاً لأحكام المادة 75 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 .

تحدد بقرار لوزير الصحة بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة المعايير التقنية التي يجب استيفاؤها من لدن المؤسسات

الصيدلانية الصناعية والمؤسسات الصيدلانية الموزعة بالجملة.

تحدد وفق نفس المسطرة المعايير التقنية الخاصة بمؤسسات صنع

الغازات الطبية وتوزيعها وبيعها .

المادة 56

يتم تبليغ قرار الإذن النهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية فوراً إلى وزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة وإلى عامل العمالة أو الإقليم حيث ستقام المؤسسة الصيدلانية. الفرع الثالث

مسطرة الموافقة على عمليات توسيع محال الصنع أو التخزين

أو هما معاً، أو تعديلها أو نقلها

البند 1

التوسيعات والتعديلات

المادة 57

طبقاً لمقتضيات المادة 79 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر يجب التصريح لدى الأمانة العامة للحكومة بكل مشروع توسيع أو تعديل للمحال الموجودة بالموقع أو المواقع المبينة في الإذن النهائي بفتح المؤسسة الصيدلانية قبل الشروع في إنجازه.

يجب كذلك التصريح لدى الأمانة العامة للحكومة بكل تعديل آخر يمس عناصر الملف التي تم على أساسها تسليم الإذن النهائي قبل الشروع في إنجازه.

يجب في كلتا الحالتين السالفتين، أن يرفق التصريح بالمستندات والوثائق التي تبرر التعديلات المزمع القيام بها.

المادة 58

يبلغ الأمين العام للحكومة موافقته إلى المؤسسة الصيدلانية المعنية داخل أجل لا يتعدى 60 يوما كاملة يحتسب ابتداء من تاريخ توصله

بالتصريح، بعد الاطلاع على موافقة وزير الصحة.

غير أنه يتم توقيف هذا الأجل إذا استوجب الأمر القيام بتفتيش المؤسسة المعنية أو إذا طلب من هذه الأخيرة استكمال عناصر ملف التصريح. وفي هذه الحالة، يسري أجل جديد مدته 30 يوما يبتدىء من

تاريخ التوصل بالعناصر المطلوبة.

يجوز للأمين العام للحكومة، طبقا للفقرة الثالثة من المادة 79 من القانون السالف الذكر رقم 17.04. أن يعترض بقرار مغل، في الأجل

المحدد على التعديلات المقترحة بعد موافقة وزير الصحة.

المادة 59

يبلغ الأمين العام للحكومة قراره بالموافقة أو عند الاقتضاء قراره بالتعرض إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

البند 2

نقل محال الصنع أو التخزين أو هما معا

المادة 60

يجب أن يكون نقل محال الصنع أو التخزين أو هما معا، خارج الموقع أو المواقع المبينة في الإذن النهائي بفتح مؤسسة صيدلانية وكذا كل إحداث الموقع أو مواقع جديدة من قبل نفس المؤسسة الصيدلانية، موضوع إذن يسلمه الأمين العام للحكومة طبقا لأحكام المادتين 75 و 76 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر والمواد 45 و 47 و 49 و 50 و 51 وعند الاقتضاء المواد 48 و 52 و 53 من هذا المرسوم.

الفرع الرابع

النيابات

المادة 61

تطبيقا لأحكام البند الأول من المادة 127 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 ، يجب على الصيدلي المسؤول الذي يتغيب لمدة تقل عن ثلاثة أشهر أن يوجه، خمسة عشر يوما على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه، تصريحاً إلى الأمين العام للحكومة ووزير الصحة والمجلس الوطني لهيئة الصيدلة، مرفقا بالوثائق التي تثبت أن الصيدلي النائب عنه يستوفي الشروط الواردة في البند المذكور.

المادة 62

تطبيقا لأحكام البند الثاني من المادة 127 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 ، يجب على الصيدلي المسؤول الذي يتغيب لمدة تفوق ثلاثة أشهر دون أن تتجاوز سنة واحدة أن يودع ستين يوماً على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه، طلب إذن نيابة لدى الأمين العام للحكومة.

يجب أن يرفق الطلب المذكور بالوثائق التي تثبت أن الصيدلي النائب عنه يستوفي الشروط الواردة في البند المذكور.

المادة 63

تطبيقا لأحكام المادة 129 من القانون السالف ذكره رقم 17.04 يجب على الصيدلي المسؤول الذي يرغب في إيقاف نشاطه بصفة نهائية أن يودع ستين يوماً على الأقل قبل التاريخ المقرر لإيقاف مهامه، طلب إذن نيابة لدى الأمانة العامة للحكومة مرفقا بالوثائق المنصوص عليها في البنود 1 و 3 و 4 من المادة 52 أعلاه المتعلقة بالصيدلي المرشح للنيابة.

المادة 64

يسلم الأمين العام للحكومة داخل أجل لا يتجاوز ستين يوماً أذن النيابة بالنسبة للحالات المنصوص عليها في المادتين 62 و 63 أعلاه بعد الاطلاع على تقرير بحث مفتشية الصيدلة وموافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

المادة 65

تطبيقاً لأحكام المادة 128 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 يجب على الصيدلي المنسوب أو الصيدلي المساعد الذي يتغيب لمدة تفوق شهراً، أن يودع ثلاثين يوماً على الأقل قبل التاريخ المقرر لغيابه، طلب إذن نيابة لدى الأمانة العامة للحكومة.

يسلم الأمين العام للحكومة داخل أجل لا يتجاوز ثلاثين يوماً إذن النيابة بعد الاطلاع على تقرير بحث مفتشية الصيدلة وموافقة وزير الصحة واستطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.

يبلغ قرار الإذن فوراً إلى وزير الصحة وإلى المجلس الوطني لهيئة الصيدلة.
الباب الخامس

أحكام مختلفة وختامية

المادة 66

طبقاً لمقتضيات المادة 96 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر.

يجب على كل صيدلي، بعد حصوله على الإذن بالمزاولة أن يقيد نفسه

حسب الحالة، في جدول الهيئة الخاص بـ :

مجلس الصيدلة المصنعين والموزعين بصفة صيدلي مسؤول أو صيدلي مندوب أو صيدلي مساعد أو صيدلي مدير تقني أو تجاري بناء على شهادة مسلمة له من قبل المؤسسة الصيدلانية التي

استخدمته :

أو المجلس الجهوي لصيدلة الصيدليات للمكان الذي يتواجد به عنوانه المهني، بصفته صيدلياً مالكا لصيدلية أو صيدلي شريك في صيدلية أو صيدلي مساعد بصيدلية بناء، حسب الحالة، على قرار الإذن بفتح مؤسسة صيدلية أو نقلها أو شهادة مسلمة من قبل صيدلي الصيدلية إلى الصيدلي المساعد الأجير.

المادة 67

تحدد بقرار لوزير الصحة، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة قواعد حسن إنجاز الأعمال الصيدلانية المنصوص عليها في

المادة 31 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر.

المادة 68

تحدد بقرار لوزير الصحة، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة، قواعد حسن إنجاز صنع الأدوية وتوزيعها المنصوص عليها

في المادة 20 من القانون السالف الذكر رقم 17.04.

تحدد حسب نفس المسطرة قواعد حسن إنجاز الصنع والتوزيع الخاصة بمؤسسات صنع الغازات الطبية وتوزيعها وبيعها، وكذا قائمة المواد الملوثة التي تستوجب معالجة خاصة والمنصوص عليها في المادة 87 من القانون رقم 17.04 المشار إليه أعلاه.

المادة 69

طبقا لمقتضيات المادتين 85 و 90 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، تحدد بقرار لوزير الصحة، بعد استطلاع رأي المجلس الوطني لهيئة الصيدلة المهام التقنية للمدراء التقنيين والمدراء التجاريين بالمؤسسات الصيدلانية.

المادة 70

يقصد بالإدارة في مدلول المواد 118 و 119 و 120 و 123 النقط 1 و 2 و 3 البند (2) و 126 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر وزارة الصحة.
يقصد بالإدارة في مدلول المواد 82 و 83 و 102 و 123 الفقرة الأخيرة) و 139 و 149 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر الأمين العام للحكومة.

يقصد بالإدارة في مدلول المواد 89 و 97 (الفقرة الثالثة) و 130 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر وزارة الصحة والأمانة العامة للحكومة.

المادة 71

تطبيقا لمقتضيات المادة 97 من القانون رقم 17.04 السالف

الذكر، يجب على الصيدلي المأذون له بمزاولة الصيدلة بالقطاع الخاص أن يخبر فوراً، بمجرد تعيينه في وظيفة عمومية، حسب الحالة الأمانة العامة للحكومة أو المجلس الوطني لهيئة الصيدلة الذي سلم له الإذن بالمزاولة.

المادة 72

مع مراعاة أحكام المادة 159 من القانون رقم 17.04 السالف الذكر، يدخل هذا المرسوم حيز التنفيذ ابتداء من اليوم الثلاثين الذي يلي

تاريخ نشره بالجريدة الرسمية.

غير أنه بالنسبة لمفاتيح طلبات أذون إحداث أو نقل الصيدليات وأذون إحداث المؤسسات الصيدلانية الصناعية والمؤسسات الصيدلانية الموزعة بالجملة المودعة لدى السلطة الإدارية المحلية المختصة مقابل وصل، قبل تاريخ دخول هذا المرسوم حيز التنفيذ، وكذا تسليم الأذون المتعلقة بها تظل خاضعة لمسطرة الدراسة المعمول بها قبل التاريخ المذكور.

المادة 73

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير الداخلية والأمين العام للحكومة ووزيرة الصحة، كل واحد منهم فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 5 رجب 1429 (9 يوليو 2008).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : عباس الفاسي.

وزير الداخلية

الإمضاء : شكيب بنموسى

الأمين العام للحكومة.

الإمضاء : عبد الصادق الربيع.

وزيرة الصحة.

.....
.....
.....
.....

الأدوية والصيدلة

مشروع قانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة يهدف هذا النص إلى توسيع مجال التعريف القانوني لمفهوم الأدوية وتوسيع دائرته، خصوصا وأن التشريع المتعلق بالأدوية والصيدلة، الصادر سنة 1960، أصبح متجاوزا ولا يتلاءم مع الواقع. كما يهدف إلى تكريس حسن إنجاز وصنع الدواء والتسويق والتخزين وصرف الأدوية، إضافة إلى حسن حفظها ونقلها وإتلاف الأدوية غير الصالحة للاستهلاك حفاظا على الصحة العامة للمواطن. أما بخصوص مزاولة الصيدلة فقد سمح النص بإمكانية فتح الصيدليات بالمصحات، كما نص على جملة من المقضيات تهم الصيدليات والمؤسسات الصيدلانية حيث احتفظ بنظام الترخيص وعدم التركيز في مكان واحد من خلال توحيد مسافة التباعد في 300 متر بين الصيدليات. كما ينص هذا النص على إجبار صاحب الصيدلية الصناعية والمؤسسات الصيدلانية الموزعة بالجملة على فتح كل منها لنظام الترخيص الذي يمنح على مرحلتين: مرحلة الإذن المسبق للمشروع ومرحلة الإذن النهائي بفتح المؤسسة وتسييرها. ولهذا الإجراء فائدتين أساسيتين، فهو من جهة، يمنح للمستثمر إمكانية الحصول على التمويل الضروري لإنجاز مشروعه وخاصة باللجوء إلى القروض، ومن جهة ثانية يضمن له الحصول على الإذن النهائي بفتح المؤسسة وتسييرها متى تم إنجازها طبقا للمشروع المرخص له مسبقا من طرف الإدارة.

• لجنة التعليم والشؤون الثقافية والاجتماعية

:nature - loi

مشروع قانون

صادقت لجنة التعليم والشؤون الثقافية والاجتماعية بمجلس المستشارين، يوم الاثنين 10 فبراير 2025، على مشروع قانون رقم 61.24 يقضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.24.728 بتنظيم القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة.

وفي كلمة له بالمناسبة، قال وزير الصحة والحماية الاجتماعية، أمين التهرراوي، إن هذا المشروع يهدف إلى تحقيق السيادة اللقاحية لبلادنا من خلال إقامة صناعة وطنية تستجيب للطلب الوطني والقاري، ومواكبة هذه الصناعة، وضمان جودة اللقاحات المصنعة محليا أو المستوردة، والتحقق من استيفائها للمعايير المتعارف عليها على الصعيد الدولي.

وأكد الوزير أن المملكة المغربية تعمل على بلورة إطار قانوني فعال ومتكامل يضمن لها بلوغ مستوى النضج الثالث لتنظيم اللقاحات، وذلك حتى تكون الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية كمؤسسة عمومية مؤهلة لكي تدرج في قائمة منظمة الصحة العالمية للهيئات التنظيمية ذات مستوى النضج الثالث والرابع.

وأشار الوزير إلى أن المرسوم بقانون رقم 2.24.728 بتنظيم القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة، جاء في سياق ما أفرزته جائحة كوفيد-19 من تحديات مرتبطة بالأمن الدوائي لبلادنا، حيث كشفت هذه الأزمة الصحية العالمية عن الحاجة الملحة لضمان استدامة وتوافر الأدوية، ولاسيما اللقاحات، كمادة حيوية لمواجهة الأزمات الصحية وتعزيز الرعاية الصحية.

ويروم هذا المرسوم بقانون، إلى إحداث نظام وطني للإقرار الرسمي بقابلية حصص اللقاحات والأمصال المعدة للاستعمال البشري للتوضيب والتسويق. وذلك بإرساء مسطرة لمراجعة بيانات الإنتاج ونتائج اختبارات مراقبة جودة كل حصة لقاح أو مصل معد للاستعمال البشري كان موضوع إذن بالعرض في السوق.

كما يهدف المشروع إلى إرساء مسطرة لمراجعة بيانات الإنتاج وعند الاقتضاء نتائج اختبارات مراقبة جودة كل حصة لقاح أو مصل معد للاستعمال البشري كان موضوع إذن بالعرض في السوق؛ وكذا إعفاء حصص اللقاحات والأمصال التي تفتنيها المملكة المغربية عبر صندوق الأمم المتحدة للطفولة من شهادة الإقرار الرسمي بقابلية الحصة للتوضيب والتسويق، فضلا عن تحديد شروط وكيفيات منح شهادة الإقرار الرسمي بقابلية الحصة للتوضيب والتسويق بموجب نص تنظيمي.

تجدر الإشارة إلى أنه قد سبق أن تم عرض المرسوم بقانون والمصادقة عليه بالإجماع من طرف لجنة القطاعات الاجتماعية بمجلس النواب ولجنة التعليم والشؤون الثقافية والاجتماعية بمجلس المستشارين في شهر سبتمبر الماضي فيما بين الدورتين البرلمانيتين لهذه السنة التشريعية، وتم نشره بالجريدة الرسمية عدد 7339 بتاريخ 30 سبتمبر 2024.

الجريدة الرسمية عدد 27383 رمضان 1446 (3) مارس

صفحة : 1521

قانون رقم 55.24

بتغيير وتتميم القانون رقم 62.99

المتعلق بمدونة المحاكم المالية

مادة فريدة

تغير وتتم على النحو التالي ابتداء من 23 مارس 2023. أحكام الفقرة الثانية من المادتين 165 و 192 من القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.124 بتاريخ فاتح ربيع الآخر 1423 (13) يونيو (2002)، كما

تم تغييره وتتميمه :

«المادة 165 الفقرة الثانية). - طبقا للفصل 150 من الدستور.

ويرتبون في تسلسل الدرجات كما يلي :

- خارج الدرجة :

- الدرجة الممتازة : المستشار المشرف من الدرجة الممتازة :

- الدرجة الاستثنائية :

(الباقي بدون تغيير)

المادة 192 الفقرة الثانية) - ويقيد في لائحة الأهلية لأجل الترقية :

- إلى الدرجة الممتازة قضاة الدرجة الاستثنائية الذين قضوا

خمس سنوات على الأقل من العمل في درجتهم :

إلى الدرجة الاستثنائية.

الباقي بدون تغيير.

الجريدة الرسمية عدد 27383 رمضان 1446 (3) مارس

صفحة : 1521

ظهير شريف رقم 1.25.08 صادر في 21 من شعبان 1446 (20) فبراير (2025)
بتنفيذ القانون رقم 61.24 القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.24.728
الصادر في 23 من ربيع الأول 1446 (27) سبتمبر 2024) بتنظيم القانون رقم
17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة.

الحمد لله وحده.

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 42 و 50 منه.

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية. عقب ظهيرنا الشريف هذا القانون رقم 61.24
القاضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.24.728 الصادر في 23 من ربيع
الأول 1446 (27) سبتمبر 2024) بتنظيم القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية
والصيدلة، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالرباط في 21 من شعبان 1446 (20) فبراير (2025).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة.

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

قانون رقم 61.24

يقضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2.24.728 الصادر في 23 من ربيع الأول 1446 (27) سبتمبر (2024) بتنظيم القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة

مادة فريدة

يصادق على المرسوم بقانون رقم 2.24.728 الصادر في 23 من ربيع الأول 1446 (27) سبتمبر (2024) بتنظيم القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة.

.....
.....

فهرست

نصوص عامة

صفحة

مدونة الأدوية والصيدلة.

مرسوم رقم 2.24.327 صادر في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر 2024 يتعلق بشهادة البيع الحر وشهادة إثبات احترام قواعد حسن إنجاز الصنع

9874

مرسوم رقم 2.24.346 صادر في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر 2024 بتطبيق أحكام المادتين 42 و 44 من القانون رقم 17:04 بطابة مدونة الأدوية والصيدلة

صفحة : 9877

الجريدة الرسمية 21 جمادى الآخرة 1446 (23) ديسمبر 2024 .

المدونة العامة للضرائب - إعفاء مؤقت من الضريبة على الشركات

مرسوم رقم 2.24.966 صادر في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر 2024
بنتيم الملحق بالمرسوم رقم 217.743 الصادر في 5 شوال 1439 (19) يونيو
(2018) بتحديد الأنشطة المزاولة من طرف الشركات الصناعية للاستفادة من
الإعفاء المؤقت من الضريبة على الشركات

المنصوص عليه في المادة 6 (11) - باء - (4) من المدونة العامة للضرائب...

صفحة : 9880

اتفاقيتنا قرصين مبرمتين بين المملكة المغربية والوكالة الفرنسية للتنمية.

مرسوم رقم 224.1097 صادر في 10 جمادى الآخرة 1446 (12) ديسمبر 2024
بالموافقة على اتفاقية الفرض رقم CMA 133001 بمبلغ خمسين مليون أورو
50.000.000.000 أورو) المبرمة بتاريخ 27 نوفمبر 2024 بين المملكة المغربية
والوكالة الفرنسية للتنمية، لتمويل برنامج دعم الخطة الحكومية للمساواة 2023-
2026.

صفحة : 9880

الجريدة الرسمية عدد 7363-21 جمادى الآخرة 1446 (23) ديسمبر 2024

المادة 21

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي يعمل به ابتداء من تاريخ نشر القرارات المشار إليها في
المواد 4 و 8 و 12 و 16 و 17 أعلاه في الجريدة الرسمية، إلى وزير الصحة
والحماية الاجتماعية.

وحرر بالرباط في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر (2024)

وقعة بالعطف :

الإمضاء : عزيز أخنوش

وزير الصحة والحماية الاجتماعية.

الإمضاء : أمين التهرراوي.

مرسوم رقم 2.24.346 صادر في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر 2024
بتطبيق أحكام المادتين 42 و 44 من القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية
والصيدلة.

رئيس الحكومة.

بناء على القانون رقم 17.04 بمثابة مدونة الأدوية والصيدلة الصادر بتنفيذه الظهير
الشريف رقم 1.06.151 بتاريخ 30 من شوال 1427 (22) نوفمبر 2006، كما وقع
تغييره وتنميمه، ولا سيما المادتين 42 و 44 منه :

وعلى القانون رقم 10.22 المتعلق بإحداث الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات
الصحية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.23.54 بتاريخ 23 من ذي الحجة
1444 (12) يوليو (2023) :

وعلى القانون رقم 55.19 المتعلق بتبسيط المساطر والإجراءات الإدارية، الصادر
بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.06 بتاريخ : 11 من رجب 1441 (6) مارس
2020

وعلى المرسوم رقم 2.14.841 الصادر في 19 من شوال 1436 (5) أغسطس
(2015) المتعلق بالإذن بعرض الأدوية المعدة للاستعمال البشري في السوق :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 20 من ربيع (الآخر 1446 (24)
أكتوبر 2024

رسم ما يلي :

الباب الأول

أحكام عامة

المادة الأولى

تطبيقا لأحكام المادتين 42 و 44 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 17.04 ، يُحدد هذا
المرسوم :

- شروط منح تأشيرة إشهار الدواء لدى العموم أو إيقافها أو سحبها :

- كفايات إيداع إشهار الدواء لدى مهنيي الصحة المؤهلين لوصف الأدوية أو صرفها
أو استعمالها في ممارسة مهنتهم.

المادة 2

يقصد في مدلول هذا المرسوم بالعبارات التالية ما يلي :

1 - الدواء : كل دواء معدّ للاستعمال البشري :

2 - إشهار الأدوية : إشهار الأدوية كما هو معرف بموجب أحكام المادة 38 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 :

3- المؤسسة الصيدلانية الصناعية : المؤسسة الصيدلانية الصناعية الحاصلة على الإذن بعرض الدواء، موضوع ملف طلب تأشيرة إشهار الدواء لدى العموم أو إشهار الدواء لدى مهنيي الصحة، في السوق

4 - مهنيو الصحة : مهنيو الصحة المؤهلون لوصف الأدوية أو صرفها أو استعمالها في ممارسة مهنتهم.

الباب الثاني

منح تأشيرة إشهار الدواء لدى العموم أو إيقافها أو سحبها

المادة 3

يتوقف إشهار كل دواء لدى العموم على الحصول على تأشيرة تمنح من لدن الوكالة المغربية للأدوية والمنتجات الصحية المشار إليها في هذا المرسوم باسم «الوكالة».

المادة 4

علاوة على الشروط المنصوص عليها في المادتين 40 و 41 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، يُشترط لمنح تأشيرة الإشهار:

- ألا يكون الدواء المعني قد تم إيقاف الإذن بعرضه في الشوق أو سحبه :

ألا تكون حصة الدواء المعني قد تم إيقاف توزيعها والقيام باستردادها عملاً بأحكام المادة 119 من القانون السالف الذكر

17.04 رقم

المادة 5

يجب على كل مؤسسة صيدلانية صناعية ترغب في الحصول على

تأشيرة الإشهار تكوين ملف يتضمن ما يلي :

1 - طلب موقع عليه ومختوم من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية يتضمن البيانات التالية :

(1) اسم الدواء وشكله ومقداره :

ب اسم أو تسمية المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية

وعنوانها أو مقرها الاجتماعي، حسب الحالة :

(ج) طريقة أو طرق الإشهار المختارة :

د مراجع الإذن بعرض الدواء المعني في السوق.

2- موجز محين عن خصائص الدواء موقع عليه من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية :

3- مشروع الإشهار على دعامة إلكترونية :

4- نسخة من وصل الأداء المنصوص عليه في المادة 6 أدناه :

5 - المراجع العلمية للإشهار، عند الاقتضاء.

المادة 6

يكون ملف طلب تأشيرة الإشهار موضوع أجرة تؤدي إلى الوكالة مقابل وصل عملا بأحكام المادة 10 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 10.22 يحدد سعر هذه الأجرة بمقرر لمجلس إدارة الوكالة.

المادة 7

يودع ملف طلب تأشيرة الإشهار لدى الوكالة مقابل وصل.

تبت الوكالة داخل أجل أقصاه ستون (60) يوما من تاريخ إيداع

ملف الطلب كاملا.

يجب أن يكون كل قرار برفض منح التأشيرة معللا وأن يبلغ إلى المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية وفق التشريع الجاري به العمل.

المادة 8

يمكن للوكالة أن تطلب بكل وسيلة من وسائل الاتصال الملائمة من المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية موافاتها بالمعلومات التكميلية التي تعتبرها ضرورية لمعالجة ملف الطلب المودع لديها.

يترتب على طلب المعلومات التكميلية تعليق سريان الأجل المحدد للوكالة للبت في ملف الطلب. ويستأنف احتساب هذا الأجل ابتداء من

تاريخ موافاة الوكالة بالمعلومات المطلوبة.

المادة 9

طبقاً لأحكام الفقرة الثانية من المادة 42 من القانون السالف الذكر رقم 17.04. تُمنح تأشيرة الإشهار لمدة سنة قابلة للتجديد في

حدود مدة صلاحية الإذن بالعرض في السوق.

يكون تجديد تأشيرة الإشهار موضوع طلب يودع لدى الوكالة. ويجب أن يكون هذا الطلب موقعا عليه ومختوماً من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية وأن يرفق بنسخة من وصل الأداء المنصوص عليه في المادة 6 أعلاه وبتصريح بالشرف يشهد

بموجبه الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلانية الصناعية نفسها بأنه لم يطرأ أي تغيير على المستندات أو البيانات المضمنة في ملف طلبه والمنصوص عليها في 1 («أ» و «ب» و «ج» و «د») و 2 و 3 من المادة 5 من هذا المرسوم.

المادة 10

يجب أن يكون كل إشهار مصمماً بطريقة تمكن من جعل الطابع الإشهاري للرسالة الموجهة إلى العموم واضحاً ومن تعريف المنتج بوضوح على أنه دواء.

المادة 11

يتعين أن تتضمن الرسالة الإشهارية على وجه الخصوص

البيانات التالية :

- اسم الدواء وتسميته المتعارف عليها أو العلمية :

الرقم الترتيبي لتأشيرة الإشهار المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 42 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 :

المعلومات الضرورية لاستعمال الدواء بصورة صحيحة :

الدعوة إلى قراءة التعليمات المضمنة في نشرة الدواء أو الموجودة

على التوضيب الخارجي للدواء، حسب الحالة :

- اسم أو تسمية المؤسسة الصيدلانية الصناعية، حسب الحالة.

عملا بأحكام الفقرة الثالثة من المادة 41 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 ، يُرْفَق إشهار كل دواء لدى العموم وجوبا برسالة تحذير وإحالة إلى استشارة الصيدلي متبوعة بعبارة راجع الطبيب عند استمرار الأعراض.

المادة 12

تقوم الوكالة بإيقاف تأشيرة الإشهار أو سحبها، حسب الحالة. إذا تم إيقاف الإذن بعرض الدواء المعني في السوق أو سحبه.

كما تقوم الوكالة بإيقاف تأشيرة الإشهار أو سحبها، إذا تبين لها أن المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية أخلت بأحكام المادة 39 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 أو بأحكام المادتين 10 أو 11 من هذا المرسوم.

يجب أن تكون قرارات إيقاف تأشيرة الإشهار أو سحبها معللة وأن تبلغ إلى المؤسسة الصيدلانية الصناعية المعنية وفق التشريع الجاري به العمل.

الباب الثالث

إشهار الدواء لدى مهني الصحة

المادة 13

تطبيقا لأحكام المادة 44 من القانون السالف الذكر رقم 17.04 يجب أن يكون كل إشهار الدواء لدى مهني الصحة موضوع ملف طلب يودع لدى الوكالة مقابل وصل.

يجب أن يتضمن هذا الملف ما يلي :

طلب موقع عليه ومختوم من لدن الصيدلي المسؤول بالمؤسسة الصيدلية الصناعية المعنية يتضمن البيانات المنصوص عليها في

(أ) وب) وج) ود) من البند (1) من المادة 5 من هذا المرسوم :

المستندات المنصوص عليها في البنود 2 و 3 و 5 من المادة نفسها.

المادة 14

يمكن للمؤسسة الصيدلية الصناعية أن تشرع في إشهار الدواء المعني لدى مهنيي الصحة، بعد انصرام أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ إيداع ملف الطلب كاملا لدى الوكالة.

غير أنه إذا تبين للوكالة، بعد دراسة الملف المودع لديها أنه يثير ملاحظات، فإنها تقوم داخل الأجل المحدد أعلاه، بإبلاغ المؤسسة

الصيدلية الصناعية بهذه الملاحظات، مع بيان التعليل.

وفي هذه الحالة، يتعين على المؤسسة الصيدلية الصناعية استيفاء الملاحظات المثارة، قبل انصرام الأجل المنصوص عليه في هذه المادة.

المادة 15

تقوم الوكالة بإيقاف إشهار الدواء لدى مهنيي الصحة أو سحبه.

حسب الحالة، إذا تم إيقاف الإذن بعرض الدواء المعني في السوق أو سحبه

كما تقوم الوكالة بإيقاف هذا الإشهار أو سحبه، إذا تبين لها أن المؤسسة الصيدلية الصناعية المعنية أخلت بأحكام المادة 39 من القانون السالف الذكر رقم 17.04

يجب أن تكون قرارات إيقاف إشهار الدواء لدى مهنيي الصحة أو سحبه معللة وأن تبلغ إلى المؤسسة الصيدلية الصناعية المعنية وفق التشريع الجاري به العمل.

الباب الرابع

أحكام انتقالية ونهائية

المادة 16

في انتظار دخول القانون السالف الذكر رقم 10.22 حيز التنفيذ :

تودع ملفات طلب تأشيرة الإشهار وإشهار الأدوية لدى مهنيي الصحة لدى مديرية الأدوية والصيدلة التابعة للوزارة المكلفة بالصحة من أجل دراستها :
تؤدي الأجرة عن تأشيرة الإشهار طبقاً لأحكام النصوص التنظيمية الجاري بها العمل :

تسلم تأشيرة إشهار الأدوية من لدن السلطة الحكومية المكلفة بالصحة.

المادة 17

مع مراعاة أحكام المادة 12 أعلاه، تظل تأشيرات الإشهار المسلمة قبل تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية، إلى المؤسسات الصيدلانية الصناعية المعنية سارية المفعول إلى حين انتهاء مدة صلاحيتها.

المادة 18

تنسخ ابتداء من تاريخ نشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية الأحكام المتعلقة بإشهار الأدوية المعدة للاستعمال البشري الواردة في الجزء الثاني من المرسوم رقم 2.76.266 الصادر في 17 من جمادى الأولى 1397 (6) ماي 1977 بشأن رخصة القبول لبيع المحضرات الصيدلانية وإشهار الأدوية الخاصة بالصيدليات والمحضرات الصيدلانية، كما وقع تغييره وتتميمه.

المادة 19

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية، إلى وزير الصحة والحماية الاجتماعية.

وحرر بالرباط في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر (2024).

الإمضاء: عزيز أخنوش.

وقعه بالعطف :

وزير الصحة والحماية الاجتماعية

الإمضاء : أمين التهرراوي.

.....

.....

مرسوم رقم 2.24.966 صادر في 3 جمادى الآخرة 1446 (5) ديسمبر 2024
بنتيميم الملحق بالمرسوم رقم 2.17.743 الصادر في 5 شوال 1439 (19) يونيو
(2018) بتحديد الأنشطة المزاوله من طرف الشركات الصناعية للاستفادة من
الإعفاء المؤقت من الضريبة على الشركات المنصوص عليه في المادة 6 (11) - باء
- (4) من المدونة العامة للضرائب.

رئيس الحكومة

بعد الاطلاع على المرسوم رقم 2.17.743 الصادر في 5 شوال 1439
(19) يونيو (2018) بتحديد الأنشطة المزاوله من طرف الشركات الصناعية
للاستفادة من الإعفاء المؤقت من الضريبة على الشركات المنصوص عليه في المادة
6 (11) - باء - (4) من المدونة العامة للضرائب :

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 11 من جمادى الأولى (1446)
(14) نوفمبر 2024

رسم ما يلي :

المادة الأولى

تتم على النحو التالي لائحة الأنشطة المنصوص عليها في الملحق بالمرسوم المشار
إليه أعلاه رقم 217.743 الصادر في 5 شوال 1439 (19) يونيو 2018

1439 ملحق بالمرسوم رقم 2.17.743 الصادر في 5 شوال (19) يونيو (2018)
بتحديد الأنشطة المزاوله من طرف

الشركات الصناعية للاستفادة من الإعفاء المؤقت من الضريبة على الشركات
المنصوص عليه في المادة 6 (11) - باء - (4)

من المدونة العامة للضرائب

لائحة الأنشطة

1 - الصناعات الغذائية

24 - أنشطة أخرى

- صناعة تحلية .

للسقي :

- صناعة عتاد وتجهيزات الدفاع والأمن والأسلحة والذخيرة

.....

.....

.....

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 7497-18 شوال 1447 (6) أبريل 2026

قرار لوزير الداخلية رقم 2937.25 صادر في 27 من جمادى الآخرة 1447 (18) ديسمبر 2025 بتحديد النظام الداخلي للجنة تتبع الوقائع الكارثية.

وزير الداخلية.

بناء على القانون رقم 110.14 المتعلق بإحداث نظام لتغطية عواقب الوقائع الكارثية وبتغيير وتنظيم القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.152 بتاريخ 21 من ذي القعدة 1437 (25) أغسطس 2016، لا سيما المادة 11 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.18.785 الصادر في 23 من شعبان 1440 (29) أبريل (2019) بتطبيق القانون رقم 110.14 المتعلق بإحداث نظام لتغطية عواقب الوقائع

الكارثية وبتغيير وتتميم القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات، كما تم تغييره وتتميمه، لا سيما المادتين 8 و 10 منه.

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقا لمقتضيات المادتين 8 و 10 من المرسوم رقم 2.18.785 المشار إليه أعلاه، يحدد هذا القرار النظام الداخلي للجنة تتبع الوقائع الكارثية المشار إليها بعده ب لجنة التتبع»، والذي يتضمن كليات سير أشغال هذه اللجنة، وتأليف وسير لجنة الخبرة وعلاقتها مع لجنة التتبع، وكذا تأليف ومهام وكيفية سير اللجان التقنية المتخصصة المشار إليها في هذا القرار ب «اللجان التقنية».

المادة 2

تجتمع لجنة التتبع كلما دعت الضرورة إلى ذلك وعلى الأقل مرة في السنة، بدعوة من رئيسها الذي يسير أشغالها ويحدد جدول أعمال اجتماعاتها، ويوجه الدعوة الخاصة بالاجتماعات إلى أعضائها.

تتضمن كل دعوة مكان وتاريخ وساعة الاجتماع، وترفق بجدول أعماله.

يمكن إضافة بعض النقط إلى جدول أعمال لجنة التتبع في بداية الاجتماع أو إرجاء مناقشة بعضها إلى اجتماع آخر أو تأجيل اجتماعاتها بمبادرة من رئيسها أو باقتراح عضو أو أكثر من أعضائها.

توجه الدعوة والوثائق المرفقة بها إلى أعضاء اللجنة خمسة عشر (15) يوما على الأقل قبل تاريخ انعقاد الاجتماع بواسطة جميع الوسائل التي تثبت التوصل بما في ذلك الوسائل الإلكترونية، غير أنه لا يتم الأخذ بالأجل المذكور في حالة الاستعجال.

صفحة : 2055

المادة 3

يمكن للجنة التتبع أن تعقد اجتماعاتها بشكل حضوري أو بوسائل الاتصال عبر الصوت والصورة أو بأي وسيلة أخرى مماثلة أو هما معا تضمن المشاركة الفعلية

والتعريف المسبق بالمشاركين وتتيح إمكانية وضع تسجيل موثق للمناقشات والمداومات

يعتبر في حكم الحاضرين، الأعضاء المشاركون في اجتماع لجنة التتبع بوسائل الاتصال عبر الصوت والصورة أو بأي وسيلة أخرى مماثلة.

تكون اجتماعات اللجنة غير عمومية، غير أنه يمكن لرئيسها أن يدعو، بصفة استشارية، كل شخص يرى فائدة في حضوره

في حالة انعقاد الاجتماع بشكل حضوري، توقع ورقة حضور الاجتماع من لدن جميع الأعضاء الحاضرين.

المادة 4

تطبيقا لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 8 من المرسوم رقم 2.18.785 السالف الذكر، يعتبر اجتماع لجنة التتبع صحيحا بحضور ثلثي (3/2) أعضائها على الأقل.

وفي حالة عدم اكتمال النصاب، يتم إرجاء الاجتماع إلى تاريخ لاحق يتم تحديده من طرف الرئيس خلال الاجتماع نفسه ويتم إخبار أعضاء اللجنة بذلك وفق نفس الكيفيات المشار إليها في المادة 2 أعلاه. وفي هذه الحالة، يعتبر الاجتماع الثاني صحيحا كيفما كان عدد الأعضاء الحاضرين.

المادة 5

مع مراعاة مقتضيات المادة 3 أعلاه، تصدر اللجنة آراءها واقتراحاتها بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين في الاجتماع، وفي حالة تساوي الأصوات، يرجح الجانب الذي فيه صوت الرئيس. ويتم التصويت يرفع اليد.

لا يمكن أن يكون حق الأعضاء في التصويت داخل اللجنة موضوع تفويض

المادة 6

تطبيقا لمقتضيات المادة 9 من المرسوم رقم 2.18.785 السالف الذكر، تتولى كتابة لجنة التتبع تحضير اجتماعات اللجنة واعداد محاضرها ومسك أرشيفها.

يجب أن يتضمن محضر الاجتماع، على الخصوص، ما يلي :

مكان وتاريخ وساعة انعقاد الاجتماع :

النقط المدرجة في جدول الأعمال :

- الأسماء العائلية والشخصية وصفات الأعضاء الحاضرين :

- نتائج التصويت :

ملخص لمناقشات اللجنة :

الآراء والاقتراحات والقرارات الصادرة عن اللجنة.

علاوة على ذلك، توجه كتابة لجنة التتبع لرئيسها تقرير أنشطة لجنة التتبع وكذا أشغال لجنة الخبرة واللجان التقنية عند الاقتضاء

المادة 7

تطبيقاً لأحكام المادة 13 من القانون رقم 110.14 ومقتضيات المادة 7 من المرسوم رقم 2.18.785 السالفي الذكر، تعين لجنة التتبع من بين أعضائها رئيس وأعضاء لجنة الخبرة. ويمكن للجنة التتبع عند الاقتضاء، استبدالهم أو استبدال بعضهم أو إضافة أعضاء جدد.

يعين رئيس لجنة الخبرة من بين أعضاء لجنة التتبع الممثلين للإدارة.

يمكن للجنة الخبرة أن تضم إليها، بصفة استشارية، كل شخص ترى فائدة في استطلاع رأيه.

المادة 8

مع مراعاة مقتضيات المادة 13 من المرسوم رقم 2.18.785 السالف الذكر، تجتمع لجنة الخبرة بدعوة من رئيسها بمجرد توصلها يطلب إنجاز تقارير الخبرة المنصوص عليها في المادتين 13 و 14 من القانون رقم 110.14 السالف الذكر.

يسير رئيس لجنة الخبرة اجتماعاتها، وبعد تقريرها بخصوص أشغالها ويوجهه إلى لجنة التتبع.

يجب على لجنة الخبرة أن تعد تقارير الخبرة المطلوبة من لدن صندوق التضامن ضد الوقائع الكارثية داخل أجل يمكن لجنة التتبع من احترام الأجل المنصوص عليه في المادة 13 من المرسوم رقم 2.18.785 السالف الذكر.

المادة 9

تطبيقا لمقتضيات المادة 8 من المرسوم رقم 2.18.785 السالف الذكر، يمكن أن تحدث لجنة التتبع لمدة محددة، لجانا تقنية وذلك من أجل معالجة مسائل خاصة ذات صلة بمهام لجنة التتبع، لا سيما القيام بدراسات تقنية أو تقديم آراء بشأن المسائل المعروضة عليها.

المادة 10

يتم تعيين رؤساء اللجان التقنية وأعضائها من طرف لجنة التتبع ومن بين أعضائها، غير أنه يمكن أن تضم هذه اللجان أعضاء، من غير أعضاء لجنة التتبع، متخصصين في الميادين ذات الصلة بمهامها.

المادة 11

تجتمع اللجان التقنية بدعوة من رئيسها، بمبادرة منه أو يطلب من رئيس لجنة التتبع تلقائيا أو باقتراح من لجنة الخبرة، كلما دعت الضرورة إلى ذلك حسب طبيعة القضايا المعروضة عليها.

يسير رئيس كل لجنة تقنية اجتماعاتها وبعد تقريرها بخصوص أشغالها ويوجهه إلى لجنة التتبع داخل الأجل الذي يحدده رئيس لجنة التتبع.

المادة 12

يمكن أن يكون هذا النظام الداخلي محل تغيير، بمبادرة من رئيس لجنة التتبع أو يطلب من ثلث (3/1) أعضائها على الأقل.

المادة 13

يلتزم أعضاء لجنة التتبع أو لجنة الخبرة أو اللجان التقنية وكل شخص آخر يشارك في أشغال اللجان المذكورة بالسر المهني، فيما يتعلق بعملهم داخل هذه اللجان.

المادة 14

يطلع جميع أعضاء اللجان المشار إليها أعلاه على النظام الداخلي كل فيما يخصه، ويلتزمون بتطبيق مقتضياته.

المادة 15

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 27 من جمادى الآخرة 1447 (18) ديسمبر (2025).

الإمضاء عبد الوافي لفتيت.

.....
.....
.....

A

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale des Impôts

المملكة المغربية

وزارة الاقتصاد والمالية

المديرية العامة للضرائب

Communiqué

Paiement de la Taxe d'Habitation et de la

Taxe de Services Communaux au titre de l'année 2026

Au plus tard le 1 juin 2026

La Direction Générale des Impôts rappelle que le paiement de la Taxe d'Habitation et de la Taxe de Services Communaux au titre de l'année 2026 doit être opéré au plus tard le 1er juin 2026.

Le paiement peut être effectué:

à travers les sites web e-banking et les applications mobile-banking des banques;

auprès des agences bancaires et des réseaux des établissements de paiements;

à travers le portail internet de la DGI: www.tax.gov.ma;

auprès des Recettes de l'Administration Fiscale (DGI).

Références légales: loi n° 14.25 modifiant et complétant la loi n° 47.06 relative à la fiscalité des collectivités territoriales.

Pour toute demande d'information ou d'assistance,

veuillez contacter le Centre d'Assistance de la DGI à l'adresse
SIMPL@tax.gov.ma

ou en appelant le 05 37 27 37 27 (lignes groupées).

زلقة الحاج أحمد الشرقاوي، أكدال الرباط المغرب

Rue Haj Ahmed Cherkaoui, Agdal, Rabat, Maroc

05 37 27 90 00/07 www.tax.gov.ma

المديرية العامة للضرائب

DERICTION GENERALE

.....
.....
.....

الجريدة الرسمية عدد 7497 18 شوال 1447 (6) أبريل 2026 .

نظام موظفي الإدارات العامة

نصوص خاصة

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات رقم 228.26 صادر في 7 شعبان 1447 (27 يناير 2026) بتغيير وتنظيم قرار وزير الصيد البحري والشؤون الإدارية والعلاقة مع البرلمان رقم 2964.97 الصادر في 18 من رجب 1418 (19 نوفمبر 1997) في شأن اختصاصات وتنظيم مندوبيات الصيد البحري.

وزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

بناء على المرسوم رقم 215.890 الصادر في 14 من جمادى الآخرة 1437 (24 مارس 2016) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الفلاحة والصيد البحري - قطاع الصيد البحري - لا سيما المادة 13

منه :

وبعد الاطلاع على قرار وزير الصيد البحري والشؤون الإدارية والعلاقة مع البرلمان رقم 2964.97 الصادر في 18 من رجب 1418 (19 نوفمبر 1997) في

شأن اختصاصات وتنظيم مندوبيات الصيد البحري، كما وقع تغييره وتتميمه، لاسيما المادة الثانية منه.

قرر ما يلي :

المادة الأولى

تغير وتتم على النحو التالي مقتضيات المادة 2 من قرار وزير الصيد البحري والشؤون الإدارية والعلاقة مع البرلمان المشار إليه أعلاه (1997) رقم 2964.97 الصادر في 18 من رجب 1418 (19) نوفمبر

المادة 2 - تعين حدود مندوبيات الصيد البحري على النحو التالي :

1 - تحدد مندوبية الصيد البحري للناضور

تتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

2 - تحدد مندوبية الصيد البحري للحسيمة.

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

الإدارات العامة

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

3- تحدد مندوبية الصيد البحري بالمضيق.

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

4 - تحدد مندوبية الصيد البحري لطنجة..

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

5 - تحدد مندوبية الصيد البحري للعرائش.

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

6 - تحدد مندوبية الصيد البحري للقنيطرة - مهدية...

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

7 - تحدد مندوبية الصيد البحري للمحمدية .

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

8 - تحدد مندوبية الصيد البحري للدار البيضاء.

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

9 - تحدد مندوبية الصيد البحري للجديدة - الجرف الأصفر.

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

10 - تحدد مندوبية الصيد البحري الأسفي.

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

11 - تحدد مندوبية الصيد البحري للصويرة .

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

12 - تحدد مندوبية الصيد البحري بأكادير.....

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

13 - تحدد مندوبية الصيد البحري لسيدي إفني..

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

14 - تحدد مندوبية الصيد البحري لطانطان.

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

- مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

15 - تحدد مندوبية الصيد البحري للعيون

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

16 - تحدد مندوبية الصيد البحري لبوجدور

وتتألف من :

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

- مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

17 - تحدد مندوبية الصيد البحري للداخلة ..

وتتألف من :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

- مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

18 - تحدد مندوبية الصيد البحري للجبهة ...

وتتكون من :

2077

مصلحة سلامة الملاحة والوقاية من التلوث :

مصلحة صناعات الصيد البحري :

- مصلحة مراقبة أنشطة الصيد البحري.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 7 شعبان 1447 (27 يناير 2026).

الإمضاء : أحمد البواري.

.....
.....

.....
الجريدة الرسمية عدد 217498 شوال 1447 (9 أبريل 2026)
صفحة : 2126

نظام موظفي الإدارات العامة

نصوص خاصة

وزارة الاقتصاد والمالية

قرار لوزيرة الاقتصاد والمالية رقم 639.26 صادر في 8 شوال 1447 (27 مارس 2026) بتغيير قرار وزير الاقتصاد والمالية رقم 1393.11 بتاريخ 21 من جمادى الآخرة 1432 (25 ماي 2011) بشأن إحداث وتحديد اختصاصات الأقسام والمصالح التابعة للمديريات المركزية لوزارة الاقتصاد والمالية.

وزارة الاقتصاد والمالية

بناء على المرسوم رقم 207995 الصادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر (2008) بشأن اختصاصات وتنظيم وزارة الاقتصاد

والمالية، كما وقع تغييره وتتميمه :

وبعد الاطلاع على قرار وزير الاقتصاد والمالية رقم 1393.11 الصادر في 21 من جمادى الآخرة 1432 (25) ماي (2011) بشأن إحداث وتحديد اختصاصات الأقسام والمصالح التابعة للمديريات المركزية لوزارة الاقتصاد والمالية، كما وقع تغييره وتتميمه

قررت ما يلي :

المادة الأولى

تنسخ وتعوض، كما يلي، مقتضيات المواد 4 و 8 و 9 و 10 و 11 من قرار وزير الاقتصاد والمالية المشار إليه أعلاه رقم 1393.11 الصادر في 21 من جمادى الآخرة 1432 (25) ماي (2011) :

المادة 4 - تشتمل مديرية الميزانية على :

قسم القطاعات المنتجة :

قسم الصناعة والطاقة والاستثمار الخاص :

قسم قطاعات التجهيزات الأساسية :

قسم تمويل ودعم الإصلاح :

قسم التنمية الترابية المندمجة :

قسم التعليم والتكوين المهني والتشغيل :

قسم القطاعات الاجتماعية :

قسم القطاعات الإدارية :

قسم الحماية الاجتماعية :

قسم المعاشات :

قسم إعداد قانون المالية :

قسم تتبع تنفيذ الميزانية :

قسم موظفي الدولة والجماعات الترابية والمؤسسات العمومية :

قسم الإصلاح الميزانياتي :

قسم الميزانية المستجيبة للنوع الاجتماعي :

قسم التطوير المعلوماتي والبيانات :

قسم استغلال نظم المعلومات :

قسم التمويل المتعدد الأطراف :

قسم أوروبا :

قسم آسيا وإفريقيا وأمريكا والصناديق العربية.

قسم القطاعات المنتجة، ويتكون من :

مصلحة التنمية الفلاحية :

مصلحة السياحة والصناعة التقليدية :

مصلحة المساحات المسقية والصيد البحري.

قسم الصناعة والطاقة والاستثمار الخاص، ويتكون من :

مصلحة الصناعة والاستثمار الخاص :

مصلحة تتبع الاستثمار الخاص الترابي :

مصلحة الطاقة والمعادن.

قسم قطاعات التجهيزات الأساسية، ويتكون من :

مصلحة التجهيز والنقل والانتقال الرقمي :

مصلحة السكنى والتعمير :

مصلحة الماء:

مصلحة التتبع الميزانيائي للمقاولات والمؤسسات العمومية.

قسم تمويل ودعم الإصلاح، ويتكون من :

مصلحة تمويل الإصلاح :

مصلحة مواكبة ودعم الإصلاح :

مصلحة ميزانية المواطن

قسم التنمية الترابية المندمجة، ويتكون من :

مصلحة تتبع تنزيل برامج التنمية الترابية المندمجة :

مصلحة مواكبة تفعيل الجهوية المتقدمة :

مصلحة التتبع المالي الترابي.

قسم التعليم والتكوين المهني والتشغيل، ويتكون من :

مصلحة التربية الوطنية :

مصلحة التعليم العالي :

مصلحة التشغيل والتكوين المهني.

قسم القطاعات الاجتماعية، ويتكون من :

مصلحة الصحة والتنمية الاجتماعية :

مصلحة الشبيبة والرياضة والشؤون الثقافية.

قسم القطاعات الإدارية، ويتكون من :

مصلحة مرافق السيادة :

مصلحة المرافق الإدارية والأمن :

مصلحة إدارة الدفاع الوطني :

مصلحة القطاعات الاقتصادية.

قسم الحماية الاجتماعية، ويتكون من :

مصلحة دعم الأسعار وتحديد التعريفة :

مصلحة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض :

مصلحة التعويضات العائلية :

مصلحة الاستهداف.

قسم المعاشات، ويتكون من :

مصلحة الدراسات والتشريع :

مصلحة الأنظمة غير المساهمة :

مصلحة المعاشات والمساعدات الخاصة.

قسم إعداد قانون المالية، ويتكون من :

مصلحة إعداد قانون المالية :

مصلحة إعداد التقارير :

مصلحة التنسيق والتركيب.

قسم تتبع تنفيذ الميزانية، ويتكون من :

مصلحة تتبع تنفيذ الميزانية :

مصلحة قانون التصفية :

مصلحة تتبع تنفيذ مشاريع الاستثمار والاتفاقيات

قسم موظفي الدولة والجماعات الترابية والمؤسسات العمومية

ويتكون من :

- مصلحة موظفي الدولة والجماعات الترابية :
- مصلحة مستخدمي المؤسسات العمومية :
- مصلحة مؤسسات التكوين والأعوان المتعاقدين :
- مصلحة الدراسات العامة للأنظمة الأساسية والأجور والإحصائيات.
- قسم الإصلاح الميزانياتي، ويتكون من :
- مصلحة مراجع الإصلاح الميزانياتي :
- مصلحة تتبع النجاعة الميزانياتية :
- مصلحة التكوين في مجال الإصلاح الميزانياتي.
- قسم الميزانية المستجيبة للنوع الاجتماعي، ويتكون من :
- مصلحة تفعيل ميزانية النوع الاجتماعي :
- مصلحة الشراكات في مجال ميزانية النوع الاجتماعي :
- مصلحة تدبير المعارف
- قسم التطوير المعلوماتي والبيانات، ويتكون من :
- مصلحة البيانات وأدوات المساعدة على اتخاذ القرار :
- مصلحة تطوير نظام إعداد وتنفيذ قانون المالية وتتبع النجاعة :
- مصلحة تطوير نظام التمويلات الخارجية ونظام الموظفين :
- مصلحة مساعدة صاحب المشروع.
- قسم استغلال نظم المعلومات، ويتكون من :
- مصلحة تدبير المعلومات :
- مصلحة الاستغلال والمساندة :
- مصلحة أمن نظم المعلومات.

قسم التمويل المتعدد الأطراف، ويتكون من :

مصلحة البنك الدولي :

مصلحة البنك الإفريقي للتنمية.

قسم أوروبا، ويتكون من :

مصلحة الاتحاد الأوروبي :

مصلحة التمويل الثنائي الأوروبي.

قسم آسيا وأفريقيا وأمريكا والصناديق العربية، ويتكون من :

مصلحة الصناديق العربية :

مصلحة آسيا وأفريقيا وأمريكا.

بالإضافة إلى الأقسام والمصالح السالفة الذكر، تشتمل مديرية الميزانية على المصالح التالية، الملحقة مباشرة بالمدير :

مصلحة الشؤون العامة :

مصلحة تتبع نظام المعلومات الجغرافية :

مصلحة التنسيق الميزانياتي :

مصلحة الخدمات المساندة :

مصلحة التواصل.»

المادة 8 - تشتمل مديرية أملاك الدولة على :

قسم التثمين والتدبير النشط للأملاك :

قسم دعم الاستثمار :

قسم الأراضي الفلاحية :

القسم الطبوغرافي والتقني :

قسم تكوين وتدبير الرصيد العقاري :

قسم تصفية الأملاك :

قسم حماية الرصيد العقاري :

قسم الخواص والقطاعات الاجتماعية :

قسم التطوير المعلوماتي :

قسم البنية التحتية والأمن المعلوماتي :

قسم الموارد والدعم :

قسم المراقبة والتدقيق والتفتيش.

قسم التثمين والتدبير النشط للأملاك، ويتكون من :

مصلحة الاستشراف العقاري والتدبير النشط للأملاك :

مصلحة الخبرة العقارية :

مصلحة المحاسبة المتعلقة بأملاك الدولة.

قسم دعم الاستثمار، ويتكون من :

مصلحة التدبير اللامركز للاستثمار :

مصلحة المشاريع التعاقدية :

مصلحة تعبئة العقار الفائدة الهيئات العمومية.

قسم الأراضي الفلاحية، ويتكون من :

مصلحة الشراكة في القطاع الفلاحي :

مصلحة تعبئة الأراضي الفلاحية.

القسم الطبوغرافي والتقني، ويتكون من :

مصلحة نظام المعلومات الجغرافي :

مصلحة الطبوغرافيا :

مصلحة ضبط الأملاك :

مصلحة التدبير الإلكتروني للوثائق والأرشفة

قسم تكوين وتدبير الرصيد العقاري، ويتكون من :

مصلحة الاقتناءات بالتراضي :

مصلحة نزع الملكية :

مصلحة التخصيصات.

قسم تصفية الأملاك، ويتكون من :

مصلحة التصفية العقارية :

مصلحة العلاقات مع الأنظمة العقارية :

مصلحة تصفية الاحتلالات.

قسم حماية الرصيد العقاري، ويتكون من :

مصلحة النزاعات الإدارية والتحكيم :

مصلحة النزاعات القضائية :

مصلحة الدراسات واليقظة القانونية.

قسم الخواص والقطاعات الاجتماعية، ويتكون من :

مصلحة العلاقات مع القطاعات الاجتماعية :

مصلحة الخواص وبيع المنقولات :

مصلحة تتبع حظيرة المساكن :

مصلحة العلاقات مع الهيئات المؤسساتية وتتبع الشكايات

قسم التطوير المعلوماتي، ويتكون من :

مصلحة التطوير والإدماج المعلوماتي :

مصلحة المساعدة في إدارة المشاريع :

مصلحة تطوير نظام التقرير والبوابات الإلكترونية.

قسم البنية التحتية والأمن المعلوماتي، ويتكون من :

مصلحة الإنتاج والمكتبيات :

مصلحة الشبكة والبنى التحتية :

مصلحة أمن نظم المعلومات

قسم الموارد والدعم، ويتكون من :

مصلحة تدبير الموارد البشرية :

مصلحة التكوين والتعاون :

مصلحة الميزانية والمشتريات :

مصلحة الوسائل اللوجستكية :

مصلحة الممتلكات العقارية.

قسم المراقبة والتدقيق والتفتيش، ويتكون من :

مصلحة التفتيش

مصلحة التدقيق والمراقبة الداخلية :

مصلحة التعاقد ومراقبة التدبير.

بالإضافة إلى الأقسام والمصالح السالفة الذكر، تشتمل مديرية أملاك الدولة على مصلحة ملحقة مباشرة بالمدير، تحمل اسم مصلحة التواصل».

المادة 9 - تشتمل مديرية الشؤون الإدارية والعامّة على :

قسم البرمجة الاستراتيجية والتنظيم ومراقبة التدبير :

قسم تدبير الموارد البشرية :

قسم تدبير المسارات المهنية والتوظيفات :

قسم التكوين وتطوير الكفاءات والتعاون :

قسم الميزانية والمحاسبة :

قسم الممتلكات والوسائل العامة :

قسم المشتريات :

قسم الشؤون القانونية :

قسم نظم المعلومات :

قسم البنيات المعلوماتية :

قسم التواصل والإعلام.

قسم البرمجة الاستراتيجية والتنظيم ومراقبة التدبير، ويتكون

من :

مصلحة البرمجة الاستراتيجية والتنظيم :

مصلحة مراقبة التدبير وتدبير المخاطر :

مصلحة التدقيق الداخلي :

مصلحة تتبع الأوراش الأفقية.

قسم تدبير الموارد البشرية، ويتكون من :

مصلحة تدبير المسارات الإدارية :

مصلحة تطوير وتحديث آليات تدبير الموارد البشرية :

مصلحة التنسيق والشؤون العامة :

مصلحة مواكبة العمل الاجتماعي والحوار القطاعي.

قسم تدبير المسارات المهنية والتوظيفات، ويتكون من :

مصلحة تدبير المناصب المالية والتوظيفات :

مصلحة الامتحانات والمباريات المهنية :

مصلحة تدبير كتلة الأجور والترقيات

قسم التكوين وتطوير الكفاءات والتعاون، ويتكون من :

مصلحة هندسة التكوين :

مصلحة تطوير ومواكبة الكفاءات :

مصلحة التكوين الرقمي :

مصلحة التدبير التوعوي للوظائف والكفاءات :

مصلحة التعاون.

قسم الميزانية والمحاسبة، ويتكون من :

مصلحة البرمجة والنجاعة الميزانية:

مصلحة الميزانية العامة :

مصلحة المركز المحاسبية :

مصلحة الحسابات الخصوصية للخرينة والتكاليف المشتركة.

قسم الممتلكات والوسائل العامة، ويتكون من :

مصلحة المطبعة وتدبير المخزون :

مصلحة التهيئة وصيانة البنايات :

مصلحة استغلال البنايات :

مصلحة النقل وتدبير المهمات :

مصلحة الدعم اللوجستي وتنظيم التظاهرات

قسم المشتريات، ويتكون من :

مصلحة برمجة المشتريات :

مصلحة المشتريات :

مصلحة تتبع الصفقات والعقود.

صفحة : 2130

قسم الشؤون القانونية، ويتكون من :

مصلحة تتبع مشاريع النصوص التشريعية والتنظيمية :

مصلحة تتبع المبادرات البرلمانية :

مصلحة التنسيق.

قسم نظم المعلومات، ويتكون من :

مصلحة الدراسات والتطوير :

مصلحة المعدات المعلوماتية والصيانة :

مصلحة أمن نظم المعلومات

قسم البنيات المعلوماتية، ويتكون من :

مصلحة تدبير المركز المعلوماتي :

مصلحة الاستغلال

مصلحة إدارة الشبكات.

قسم التواصل والإعلام، ويتكون من :

مصلحة العلاقات مع وسائل الإعلام :

مصلحة المنشورات :

مصلحة التواصل الرقعي :

مصلحة التوثيق والمعلومات :

مصلحة أرشيف الوزارة.

بالإضافة إلى الأقسام والمصالح السالفة الذكر، تشتمل مديرية «الشؤون الإدارية والعامّة على مصلحة تحمل اسم مرصد النوع الاجتماعي للوزارة».

المادة 10 تشتمل مديرية الدراسات والتوقعات المالية على :

قسم التوقعات والتأطير الماكرو اقتصادي :

قسم تحليل آثار السياسات الماكرو اقتصادية :

قسم تحليل الظرفية والتنافسية الاقتصادية :

قسم الدراسات القطاعية :

قسم الدراسات الترابية والاستدامة :

قسم الدراسات الاجتماعية والشغل

قسم النمذجة :

قسم المعلومات وتحليل المعطيات.

قسم التوقعات والتأطير الماكرو - اقتصادي، ويتكون من :

مصلحة التوقعات الماكرو - اقتصادية :

مصلحة التقارير والوثائق الميزانية :

مصلحة البرمجة والتعاون.

قسم تحليل آثار السياسات الماكرو - اقتصادية، ويتكون من :

مصلحة تحليل آثار السياسة الميزانية :

مصلحة تحليل آثار السياسة الجبائية :

مصلحة تحليل آثار السياسة النقدية.

قسم تحليل الظرفية والتنافسية الاقتصادية، ويتكون من :

مصلحة تحليل الظرفية الدولية :

مصلحة تحليل الظرفية الوطنية :

مصلحة تحليل التنافسية الاقتصادية.

قسم الدراسات القطاعية، ويتكون من :

مصلحة دراسة القطاع الأولي :

مصلحة دراسة القطاع الثانوي والبنية التحتية :

مصلحة دراسة القطاع الثالث والاقتصاد الرقمي.

قسم الدراسات الترايبية والاستدامة، ويتكون من :

مصلحة الدراسات الترايبية :

مصلحة دراسة آثار التغيرات المناخية والاستدامة :

مصلحة اليقظة والنمذجة المجالية.

قسم الدراسات الاجتماعية والشغل، ويتكون من :

مصلحة تحليل آثار سياسات التشغيل

مصلحة دراسة الإدماج الاجتماعي والتنمية البشرية :

مصلحة الدراسات الديموغرافية والديناميات الاجتماعية.

قسم النمذجة، ويتكون من :

مصلحة تطوير النماذج الاقتصادية :

مصلحة تطوير النماذج متعددة القطاعات.

قسم المعلومات وتحليل المعطيات، ويتكون من :

مصلحة بنك المعطيات وتجميع المعلومات :

مصلحة تحليل المعطيات والبيانات الضخمة :

مصلحة التوثيق والتواصل

الجريدة الرسمية عدد 217498 شوال 1447 (9) أبريل 2026
بالإضافة إلى الأقسام والمصالح السالفة الذكر، تشتمل مديرية الدراسات والتوقعات
المالية على المصلحتين التاليتين :

مصلحة الشؤون العامة :

مصلحة المعلومات.

المادة 11 - تشتمل الوكالة القضائية للمملكة على :

قسم الطعون بالإلغاء ومنازعات الوضعية الفردية :

قسم منازعات القضاء الشامل :

قسم منازعات المسؤولية العقدية والقضايا الاستعجالية :

قسم المنازعات المدنية والعقارية :

قسم القضايا الزجرية :

قسم القضايا التجارية والتحكيم والوسائل البديلة :

قسم الوقاية من المنازعات ومواكبة الشركاء :

قسم الدراسات القانونية وتثمين الرصيد الوثائقي

قسم الطعون بالإلغاء ومنازعات الوضعية الفردية، ويتكون من :

مصلحة الطعون بالإلغاء :

مصلحة منازعات الرقابة الإدارية :

مصلحة منازعات الوضعية الفردية والمعاشات.

قسم منازعات القضاء الشامل، ويتكون من :

مصلحة منازعات المسؤولية المرفقية :

مصلحة منازعات المسؤولية عن المخاطر :

مصلحة القضايا الإدارية الخاصة.

قسم منازعات المسؤولية العقدية والقضايا الاستيعالية. ويتكون من :

مصلحة منازعات الصفقات العمومية :

مصلحة منازعات العقود الإدارية الخاصة :

مصلحة القضايا الاستيعالية ومنازعات التنفيذ.

قسم المنازعات المدنية والعقارية، ويتكون من :

مصلحة المنازعات العقارية والأكرية :

مصلحة المنازعات المدنية المتنوعة :

مصلحة منازعات المسؤولية التصيرية :

مصلحة إفراغ المساكن الوظيفية والإدارية.

قسم القضايا الزجرية، ويتكون من :

مصلحة الجرائم المالية واسترداد الأموال

مصلحة القضايا الجنحية والشكايات :

2131

مصلحة تأمين الدفاع عن مؤسسات وموظفي الدولة.

قسم القضايا التجارية والتحكيم والوسائل البديلة، ويتكون من :

مصلحة القضايا التجارية :

مصلحة منازعات التحكيم والاستثمار :

مصلحة المصالحة والتوفيق

مصلحة المصاحبة في إبرام عقود واتفاقيات الاستثمار.

قسم الوقاية من المنازعات ومواكبة الشركاء، ويتكون من :

مصلحة تتبع وتحليل مخاطر المنازعات وأثرها المالي :

مصلحة مواكبة ودعم قدرات الشركاء

مصلحة الاسترداد الودي الصوائر الدولة.

قسم الدراسات القانونية وتثمين الرصيد الوثائقي، ويتكون من :

مصلحة الدارسات واليقظة القانونية :

مصلحة تدبير وتحليل المعطيات وتثمين الرصيد الوثائقي.

بالإضافة إلى الأقسام والمصالح السالفة الذكر، تشتمل الوكالة

القضائية للمملكة على المصالح التالية :

مصلحة الشؤون العامة :

مصلحة المعلومات :

مصلحة التدقيق ومراقبة الجودة.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 8 شوال 1447 (27) مارس (2026)

الإمضاء : نادية فتاح

الجريدة الرسمية عدد 7498-21 شوال 1447 (9) أبريل 2026

صفحة : 2132

وزارة الصحة والحماية الاجتماعية

قرار لوزير الصحة والحماية الاجتماعية رقم 650.26 صادر في 6 شوال 1447
(25) مارس (2026) بتغيير وتتميم قرار وزيرة الصحة رقم 1940.08 بتاريخ 23
من شوال 1429 (23) اكتوبر (2008) بتطبيق المرسوم رقم 2.06.623 الصادر في
24 من ربيع الأول 1428 (13) أبريل (2007) بشأن التعويض عن الحراسة

والتعويض عن الخدمة الإلزامية المنجزة من طرف بعض موظفي وزارة الصحة
ومستخدمي المراكز الاستشفائية.

وزير الصحة والحماية الاجتماعية

بناء على المرسوم رقم 2.06.623 الصادر في 24 من ربيع الأول 1428 (13)
أبريل (2007) بشأن التعويضات عن الحراسة والخدمة الإلزامية والمداومة المنجزة
بالمؤسسات الصحية التابعة لوزارة الصحة وللمراكز الاستشفائية الجامعية، كما وقع
تغييره وتنظيمه، ولا سيما : بالمرسوم رقم 2.25.1067 الصادر في 18 من رجب
1447 (8) يناير 2026

وعلى المرسوم رقم 2.77.169 الصادر في 9 ربيع الأول 1397 (28) فبراير
(1977) بتحديد لائحة أيام الأعياد المسموح فيها بالعطلة في الإدارات العمومية
والمؤسسات العمومية والمصالح ذات الامتياز
كما وقع تغييره وتنظيمه :

وبعد الاطلاع على قرار وزيرة الصحة رقم 1940.08 الصادر في 23 من شوال
1429 (23) أكتوبر (2008) بتطبيق المرسوم رقم 2.06.623 الصادر في 24 من
ربيع الأول 1428 (13) أبريل 2007 بشأن التعويض عن الحراسة والتعويض عن
الخدمة الإلزامية المنجزة من طرف بعض موظفي وزارة الصحة ومستخدمي
المراكز الاستشفائية.

قرر ما يلي :

المادة الأولى

يغير، على النحو التالي، عنوان قرار وزيرة الصحة المشار إليه أعلاه : رقم
1940.08 الصادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر 2008

قرار لوزيرة الصحة رقم 1940.08 صادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر
(2008) بتطبيق المرسوم رقم 2.06.623 الصادر في 24 من ربيع الأول 1428
(13) أبريل (2007) بشأن التعويضات عن الحراسة والخدمة الإلزامية والمداومة
المنجزة بالمؤسسات الصحية التابعة لوزارة الصحة وللمراكز الاستشفائية الجامعية.»

المادة الثانية

تغير وتتم على النحو التالي مقتضيات المواد 2 و 12 و 13 من قرار وزيرة الصحة
المشار إليه أعلاه رقم 1940.08 الصادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر
2008

المادة 2 - تنجز الحراسة والخدمة الإلزامية...

ممرض

يبعث هذا البرنامج .

الإلزامية خلاله إلى :

مدير المستشفى إذا كان المستشفى مصلحة للدولة مسيرة بصورة مستقلة أو تابعا
لإحدى المراكز الاستشفائية الجامعية المحدثة بموجب القانون رقم 70.13 :

المدير العام للمجموعة الصحية الترابية المعنية عندما يتعلق

الأمر بإحدى المؤسسات الصحية المكونة لها :

مندوب وزارة الصحة والحماية الاجتماعية بالعمالة أو الإقليم بالنسبة لباقي المؤسسات
الصحية التابعة لوزارة الصحة والحماية الاجتماعية.

وتبعث

كل مؤسسة.

المادة 12- يحتسب التعويض عن الحراسة.

وحدة.

ويحتسب التعويض المذكور على أساس وحدة زمنية كاملة مكونة من 12 ساعة
بالنسبة للحراسة المنجزة خلال أيام السبت والأحد وأيام الأعياد المسموح فيها بالعطلة
المحددة بموجب المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.77.169 الصادر في 9 ربيع
الأول 1379 (28) فبراير (1977) وكذا الفترات الليلية.

المادة 13- تهيأ عند نهاية كل ثلاثة أشهر.. المباشرين ثم تبعث من أجل إعداد بيانات
إجمالية والقيام بإجراءات التصفية if:

مدير المستشفى عندما يتعلق الأمر بمستشفى مسير بصورة مستقلة أو بمستشفى تابع
لمركز استشفائي جامعي محدث بموجب القانون رقم 70.13 :

مندوب وزارة الصحة والحماية الاجتماعية عندما يتعلق الأمر

بمؤسسة صحية مسيرة بطريقة مباشرة :

المدير العام للمجموعة الصحية الترابية المعنية عندما يتعلق الأمر بإحدى المؤسسات
الصحية المكونة لها.

تنجز البيانات القرار»

المادة الثالثة

تنسخ الفقرة الأخيرة من المادة 1 من قرار وزيرة الصحة السالف الذكر رقم
1940.08 الصادر في 23 من شوال 1429 (23 أكتوبر 2008).

المادة الرابعة

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 6 شوال 1447 (25 مارس 2026).

الإمضاء : أمين التهرراوي.

.....
.....

.....
.....

المملكة المغربية

محكمة النقض

القرار عدد : 528/3

المؤرخ في : 12/12/2013

ملف تجاري عدد : 1976/3/3/2023

شركة الرابطة الشرقية للتأمين

ضد

شركة اطلنطا سند

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

بتاريخ : 12/12/2003

إن الغرفة التجارية الهيئة الثالثة بمحكمة النقض في جلستها العلنية أصدرت القرار الآتي نصه:

بين : شركة الرابطة الشرقية للتأمين في شخص ممثلها القانوني, الكائن مقرها الاجتماعي بشارع محمد الخامس, عمارة قادة. الرقم 01, وجدة

ينوب عنها الأستاذ عبد اللطيف العمراني المحامي بهيئة وجدة والمقبول للترافع أمام محكمة النقض.

الطالبة

وبين : شركة اطلنطا سند في شخص ممثلها القانوني الكائن مقرها الاجتماعي بالرقم 181 شارع أنفء الدار البيضاء

ينوب عنها الأستاذان اكرام وجمال المحاميان بهيئة الدار البيضاء المقبولات للترافع أمام محكمة النقض.

المطلوبة

2023/3/3/1976

3/528

بناء على مقال النقض المودع بتاريخ 12-10-2023 من طرف الطالبة المذكورة أعلاه بواسطة نائبها الأستاذ عبد اللطيف العمراني والرامي إلى نقض القرار رقم 1090 الصادر بتاريخ 13/02/2023 في الملف 1206/8223/2022 عن محكمة الاستئناف التجارية بالدار البيضاء . وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف.

وبناء على المذكرة الجوابية المقدمة من لدن المطلوبة بواسطة نائبها الأستاذان اكرام وجلال المودعة بتاريخ 11/12/2023 والرامية الى عدم قبول الطلب ورفضه .

وبناء على قانون المسطرة المدنية المؤرخ في 28 شتنبر 1974 كما وقع تعديله وتتميمه وبناء على الأمر بالتخلي والإبلاغ الصادر بتاريخ 21/11/2023

وبناء على الإعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 12/12/2023 وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنهما وعدم حضورهم.

وبعد تلاوة التقرير من طرف المستشار المقرر السيد حسن ابو ثابت والاطلاع على ملاحظات المحامي العام السيد عبد العزيز اوبايك .

وبعد المداولة طبقا للقانون.

حيث يستفاد من مستندات الملف والقرار المطعون فيه أن الطالبة شركة الرابطة الشرقية للتأمين تقدمت بتاريخ 17/08/2021 بمقال الى المحكمة التجارية بالدار البيضاء, تتعرض بمقتضاه على الأمر بالأداء الذي استصدرته في مواجهتها المطلوبة شركة اطلنطا سند عن رئيس نفس المحكمة بتاريخ 19/05/2021 64 1.879.328 في الملف عدد 1597/8102/2021 والقاضي بأدائها لها مبلغ درهما مؤسسة تعرضها على ان المحكمة التجارية بالدار البيضاء تبقى غير مختصة للبت في الطلب . لان محل إقامتها يوجد بمدينة وجدة وقد سبق للمدعى عليها ان تقدمت بطلب أداء مجموعة من الكمبيالات إلى المحكمة التجارية بوجدة مما تكون معه بذلك قد تنازلت عن شرط الاختصاص المكاني . كما أن المتعرضة سبق لها أن سجلت دعوى أمام المحكمة التجارية بوجدة من اجل مطالبة المدعى عليها بإجراء محاسبة بعدما توقفت عن تزويدها بشواهد التأمين وعن التعامل معها مما اضطرها إلى إبرام بروتوكول اتفاق سلمتها بموجبه الكمبيالات موضوع الأمر بالأداء على أساس الاستمرار في المعاملة . غير أنها لم تف بالتزامها وأوقفت التعامل معها رغم أداء جزء من تلك الكمبيالات, مضيعة أنها لم تتوصل رفقة الأمر بالأداء بنسخ للكمبيالات موضوع مقال الأمر بالأداء الذي لا يشير إلى تاريخ استحقاق الكمبيالة الأولى الذي من المحتمل أن

يكون قد مر عليه أكثر من سنة والمادة 228 من م ت تنص على انه " تتقدم دعوى
الحامل على المظهرين والساحب بمضي سنة واحدة ابتداء من تاريخ الاحتجاج
المحرر ضمن الأجل القانوني أو من تاريخ الاستحقاق في حالة اشتراط الرجوع
بدون مصاريف" ملتسمية من حيث الاختصاص التصريح بعدم الاختصاص المحكمة
التجارية بالدار البيضاء
للبت في الطلب, ومن حيث الجوهر إلغاء الأمر بالأداء المتعرض عليه، وبعد
الجواب, صدر الحكم برفض التعرض وتأييد الأمر بالأداء المطعون فيه أيد استئنافيا
بمقتضى القرار المطعون فيه بالنقض.

في شان الوسيلة الأولى ..

حيث تعيب الطاعنة القرار بخرق القانون لخرق الفصل 28 من ق م و المادة 10 من
قانون إحداث المحاكم التجارية بدعوى أن الاختصاص المكاني يعود إلى محكمة
الموطن الحقيقي أو المختار للمدعى عليه أو إلى المحكمة التي تقع الطالبة في دائرة
نفوذها التي هي المحكمة التجارية بوجدة . غير أن القرار اعتبر أن النزاع بهم
بروتوكول الاتفاق المبرم بين الطرفين وليس الكمبيالات موضوع الأمر بالأداء، وهو
تفسير خاطئ، مما يكون معه قد خرق المقتضيات المذكورة أعلاه ويتعين التصريح
بنقضه.

لكن حيث إن المحكمة مصدرة القرار لما عملت اتفاق الطرفين على إسناد
الاختصاص للمحكمة التجارية بالدار البيضاء بخصوص النزاع المائل، فإنها تقيدت
بما اتجهت إليه إرادتهما وفق المقرر في الفصل 230 من ق ل ع اعتبارا منها إلى أن
بروتوكول الاتفاق المتحدث عنه يتعلق بنفس الدين موضوع الكمبيالات المعتمدة كسند
لاستصدار الأمر بالأداء، مما تبقى معه المحاجاة بعدم جواز أعمال بنود الاتفاق فيما
يخص تحديد الجهة القضائية المختصة أمرا غير جدير بالنيل من سلامة القرار الذي
لم يخرق أي مقتضى والوسيلة على غير أساس .

في شان الوسيلة الثانية

حيث تنعى الطالبة على القرار نقصان التعليل الموازي لانعدامه بدعوى أنها دفعت
بتقادم الكمبيالات. غير أن القرار اعتبر أن الدين ناتج عن كمبيالة وهو دين قصير
الأمد وان الطالبة هدمت قرينة الوفاء التي يقوم عليها التقادم من خلال مناقشتها للدين،
والحال أنها أسست دفعها بتقادم الكمبيالات على كونها لم تتوصل بنسخ منها، وأن
مقال الأمر بالأداء لا يشير إلى تاريخ أول استحقاق الذي من المحتمل أن يكون قد مر

عليه أزيد من سنة، ومقتضيات المادة 228 من م ت تنص على أنه " تتقدم دعوى الحامل على المظهرين والساحب بمضي سنة واحدة ابتداء من تاريخ الاحتجاج المحرر ضمن الأجل القانوني أو من تاريخ الاستحقاق في حالة اشتراط الرجوع بدون مصاريف ". كما أنها أدلت بلائحة تبين المبالغ المحولة للمطلوبة طيلة أربع سنوات التي تقدر ب 13.190.23390 درهما, غير أن القرار المطعون فيه لم يعتد بهذا الأداء ولم يجر خبرة حسابية بين الطرفين، خصوصا وان الكمبيالات ناتجة عن بروتوكول اتفاق، فجاء بذلك مشوبا بنقصان التعليل الموازي لانعدامه، مما يتعين معه التصريح بنقضه .

لكن حيث إن المحكمة مصدرية القرار استخلصت هدم قرينة الوفاء المبني عليها التقادم من معطيات الملف ولا سيما مقال التعرض الذي ورد فيه هذا وأن الكمبيالة موضوع الأمر بالأداء كانت العارضة قد سلمتها للمدعي على سبيل الضمان الحضر حساب قديم كان بينهما نظرا لتحول إسم الشركة على أن يستمر التعامل بينهما بعد ذلك وتؤدي تلك الكمبيالة في وقتها، لكن المدعية لم تف بالتزاماتها وتوقفت عن تزويد العارضة بشواهد التأمين من أجل الاشتغال، الشيء الذي دفع بالعارضة إلى التوقف عن الأداء وتسجيل دعوى أمام المحكمة التجارية بوجدة من أجل طلب المحاسبة والتعويض بتعيين خبير حيسوبي كما هو ثابت من نسخة المقال الافتتاحي للدعوى رفقته " ومؤدى ذلك أنها تنازع بكيفية صريحة في المديونية المطالب بها، لذا فإن استخلاص المحكمة كان سليما ومتماشيا مع ما ورد بمقال التعرض المتحدث عنه هذا علما أن المحكمة لم تعتمد للقول بعدم تحقق التقادم على التعليل الذي أوردته الوسيلة فقط، وإنما اعتمدت تعليلا آخر جاء فيه إن الدعوى موجهة ضد الطالبة بصفتها قابلة للكمبيالات لم يطلها التقادم الوارد في المادة 228 من م ت الذي هو ثلاث سنوات ابتداء من تاريخ الاستحقاق لانقطاع الأجل بمقتضى الإنذارات المتوصل بها من طرف الطاعنة " وهو تعليل لم تنتقده الطالبة، أبرزت فيه أن الدعوى التي رفعت بتاريخ 19/05/2021 لم يطلها التقادم الثلاثي المقرر بموجب المادة 228 من م ت مادام أن تاريخ انطلاق سريان أمد التقادم الذي هو 10/10/2018 تاريخ استحقاق أول كمبيالة أي قبل انصرام أجل ثلاث سنوات . أما بخصوص ما أثير بشأن عدم تبليغ الطالبة نسخا من الكمبيالات رفقة الأمر بالأداء، فقد ردت المحكمة مصدرية القرار المطعون فيه بان مصالح الطالبة لم تتضرر من عدم تبليغها صور الكمبيالات رفقة الأمر بالأداء، طالما تم التعريف بسند الدين في مقال الأمر بالأداء وهو تعليل لم يكن بدوره محل انتقاد من قبل الطالبة والمحكمة لم تكن ملزمة بمسايرة الطالبة في جميع ملتسماتها لاسيما ما تعلق منها بإجراء الخبرة

الحسابية طالما أنه تأكد لها استمرار المطلوبة في حيازة سند الدين مما يبرر قيام
المديونية في جانبها, وبذلك جاء القرار معللا بما يكفي، والوسيلة على غير أساس .

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب وتحميل الطالب المصاريف .

و به صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة
الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من رئيس
الغرفة السيد عبد الاله حنين رئيسا والمستشارين السادة : حسن ابو ثابت مقررا
ومحمد وزاني طيبي وهشام العبودي وعبد الرفيع بوحمريه أعضاء وبمحضر
المحامي العام السيد عبد العزيز او بايك وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة السعدية
بنعزيز.

الرئيس

المستشار المقرر

.....
.....

قرار محكمة النقض

رقم : 128

الصادر بتاريخ 22 فبراير 2022

في الملف المدني رقم 587/1/5/2020

حادثة سير - تعويض - طلب إعادة احتساب التعويضات المحكوم بها للمطلوب بناء
على

دخله - طلب جديد في المرحلة الاستئنافية - أثره.

عملا بمقتضيات الفقرة الأولى من الفصل 143 من قانون المسطرة المدنية لا يمكن
تقديم أي طلب جديد أثناء النظر في الاستئناف باستثناء طلب المقاصة أو كون الطلب
الجديد لا يعدو أن يكون دفاعا عن الطلب الأصلي، ومحكمة الاستئناف اعتبرت أن
إعادة احتساب التعويضات المحكوم بها للمطلوب بناء على دخل أدلي بما يثبت له لأول
مرة أمامها وليس مبلغ الأجرة الدنيا المطالب به ابتدائيا، لا يعد طلبا جديدا والحال أن
التعويضات المطالب بهما استئنافية لم تعرض على المحكمة الابتدائية وبالتالي فإن

البت فيها يشكل خرقاً لمبدأ التقاضي على درجات المكفول لجميع الأطراف،
والمحكمة لما سارت خلاف هذا المنحى جاء قرارها فاسد التعليل المنزل منزلة
انعدامه وخارقاً لمقتضيات الفصل 143 أعلاه وعرضة للنقض.

باسم جلالة الملك وطبقاً للقانون

نقض وإحالة

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 19/12/2019 من طرف الطالبة المذكورة
أعلاه بواسطة نائبها الأستاذ (م.ف) والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بفاس
الصادر بتاريخ 29/04/2019 986/1202/2018 - 2018 في الملفين
المضمومين عدد 896/1202/2016 - الصحيح

وبناء على وسائل النقض والأوراق والمذكرات والمستنتجات الأخرى المدلى بها في
الملف.

وبناء على قانون المسطرة المدنية المؤرخ في 28 شتنبر 1974.

وبناء على الأمر بالتخلي والإبلاغ الصادر في 31/01/2021.

وبناء على الإعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 22/02/2022.

وبناء على المناداة على الأطراف ومن ينوب عنهم وعدم حضورهم.

ملاحظات المحامي العام السيد نجيب بركات.

وبعد تلاوة التقرير من طرف المستشارية المقررة السيدة لطيفة أھضمون والاستماع
إلى

وبعد المداولة طبقاً للقانون :

حيث يستفاد من وثائق الملف، ومن القرار المطعون فيه ادعاء المطلوب تعرضه
بتاريخ 20/11/2015 الحادثة سير لما كان على متن دراجته النارية حيث صدمته
حافلة للنقل العمومي من

1

نوع فولفو مسجلة تحت رقم "... " كان يقودها (م.م) وتملكها شركة النقل (...) التي
تؤمن مسؤوليتها المدنية لدى شركة التأمين (...) ملتصا بالحكم بالتعويض عن

الأضرار البدنية اللاحقة به . وبعد إجراء خبرة طبية بواسطة الخبير (ن.ب) وتمام المناقشة قضى الحكم الابتدائي بتحميل محمد محب 4/3 مسؤولية الحادث واعتبار شركة النقل (...) مسؤولاً مدنياً وأدائها للمدعي تعويضات مختلفة بحلول تعاضدية التأمينات لأرباب النقل المتحدين استأنفته هذه الأخيرة كما استأنفه المطلوب كل على حدة وبعد إجراء خبرة طبية جديدة بواسطة الخبير (ع.ش) وتمام الإجراءات أصدرت محكمة الاستئناف قرارها المطعون فيه بالنقض بتأييد الحكم المستأنف في مبدئه مع تعديله يجعل مسؤولية الحادثة كاملة على عاتق المستأنف عليه (م.م) ورفع التعويض الإجمالي المحكوم به.

حيث تعيب الطالبة على القرار في الوسيلة الفريدة للنقض عدم الارتكاز على أساس قانوني وانعدام التعليل، فقد سبق لها أن التمتست استبعاد شهادة الأجر المدلى بها خلال مرحلة الاستئناف لأن المصاب حدد طلباته الابتدائية بصورة صريحة على أساس الحد الأدنى للأجر كما أن تلك الشهادة لا تتلاءم ووضعيته المهنية المشار إليها هويته التي أوضح فيها أنه مياوم وما ذهب إليه القرار يتعارض مع روح نص الفصل الثاني من قانون المسطرة المدنية وما أقره العمل القضائي وقد جاء معللاً "... إن الثابت من شهادة العناء و الأجر المدلى بها خلال هذه المرحلة من قبل المصاب أنه كان يعمل لدى التعاونية الغابوية التربوية الأسماك والأحياء المائية بوامانة المركز إقليم خنيفرة منذ تاريخ 18/7/2015 إلى 7/11/2015 بأجرة شهرية صافية قدرها 3200 درهم وبذلك فإن دخل المصاب السنوي هو 38400 درهم واهوا الألو الذي يتعين اعتماده في احتساب التعويضات بدلاً من الحد الأدنى للأجر المعتمد ابتدائياً الخاصة الوالى مطالبة المصاب إعادة احتساب تعويضاته على محكمة النقض . أساس أجره ليس طلباً جديداً وبذلك فإن تحديد طلباته ابتدائياً على ضوء الحد الأدنى للأجر لا يغلق الباب أمامه استئنافاً من أجل تعديلها على أساس أجره الحقيقي بعد حصوله على شهادة الأجر وليس في ذلك مخالفة للفصل 3 من قانون المسطرة المدنية ... وهو تعليل لا يرتكز على أساس والعكس هو الصحيح وما ذهب إليه القرار مخالف للقانون ويتعين نقضه.

حقاً حيث صح ما عيب على القرار، ذلك أنه عملاً بمقتضيات الفقرة الأولى من الفصل 143 من قانون المسطرة المدنية لا يمكن تقديم أي طلب جديد أثناء النظر في الاستئناف باستثناء طلب المقاصة أو كون الطلب الجديد لا يعدو أن يكون دفاعاً عن الطلب الأصلي، ومحكمة الاستئناف اعتبرت أن إعادة احتساب التعويضات المحكوم بها للمطلوب بناء على دخل، أدلي بما يثبتته لأول مرة أمامها وليس مبلغ الأجرة الدنيا

المطالب به ابتدائياً، لا يعد طلباً جديداً والحال أن التعويضات المطالب بها استثنافياً لم تعرض على المحكمة الابتدائية وبالتالي فإن البت فيها يشكل خرقاً لمبدأ التقاضي على درجات المكفول لجميع الأطراف والمحكمة لما سارت خلاف هذا المنحى جاء قرارها فاسد التعليل المنزل منزلة انعدامه وخارقاً لمقتضيات الفصل 143 أعلاه وعرضة للنقض.

2

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض بنقض القرار المطعون فيه وإحالة القضية على نفس المحكمة للبت فيها طبقاً للقانون وبهيئة أخرى وتحميل المطلوب الصائر.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيس الغرفة السيد الناظفي اليوسفي رئيساً والمستشارين السادة لطيفة أهضمون مقررة و نجاة مسعودي وحفيظ الزايدي ومختار سوفاري أعضاء و بمحضر المحامي العام السيد نجيب بركات وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة نجاة مروان.

.....
.....
.....

القرار عدد 455

الصادر بتاريخ 02 يوليوز 2020 في الملف الإداري عدد 2894/4/1/2019

رفع دعوى ضد الجماعة - شروط قبولها.

بمقتضى المادة 48 من القانون 78.00 المتعلق بالميثاق الجماعي فإنه لا يمكن تحت طائلة عدم القبول من لدن المحاكم المختصة رفع دعوى التعويض أو الشطط في استعمال السلطة، غير دعاوى الحيازة أو الدعاوى المرفوعة لدى القضاء المستعجل ضد الجماعة أو ضد قرارات جهازها التنفيذي إلا إذا كان المدعي قد أخبر من قبل الجماعة ووجه إلى الوالي أو عامل العمالة أو الإقليم التابعة له الجماعة مذكرة تتضمن موضوع وأسباب شكايته وتسلم هذه السلطة للمدعي فوراً وصلاً بذلك، ويتحرر المدعي من هذا الإجراء إذا لم يسلم له الوصل بعد مرور أجل الخمسة عشرة يوماً الموالية للتوصل بالمذكرة، وبعد ر الموالي لتاريخ الوصل إذا لم يتم التوصل إلى اتفاق

بالتراضي بين الطرفين، ونزولا عند حكم هذا المقتضى فإن المحكمة مصدرة القرار المطعون فيه لما تبين لها من وثائق الملف بأن وزارة الأوقاف في شخص وزيرها قد سبق لها أن تقدمت بطلب إلى عامل الإقليم بخصوص موضوع التراجع توصل به هذا المجلس الأعلى للسلطة القضائية. الأخير وأصدر بشأنه الوصل المنصوص عليه في المقتضى القانوني الأنف الذكر، في واستخلصت من ذلك تقييد المطلوبة بالمسطرة المنصوص عليها في المقتضى القانوني المحتج بخرقه وجاء قرارها معللا تعليلا كافيا وسائغا.

رفض الطلب

باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

حيث يؤخذ من وثائق الملف، ومن القرار المطعون فيه المشار إلى مراجعه أعلاه أن المطلوبة وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية تقدمت بتاريخ 28/05/2013 بمقال أمام المحكمة الإدارية بالرباط عرضت فيه أن الأوقاف العامة بشفشاون تملك الملك "... بمقتضى الرسم العقاري رقم "... الكائن بشفشاون ويتألف من أرض بها بناء سفلي تصل مساحتها 18 آر و 67 سنتييار حسب التفصيل والحدود الواردين بالتصميم الهندسي الملحق بالصك العقاري المذكور، وأن المجلس الحضري لمدينة شفشاون عمد إلى احتلال هذا العقار وأكراه للغير دون موجب قانوني، وأنها طالبت الجهات الوصية للبت في شكايتها كما هو ثابت

1

من الوصل رقم 170 المؤرخ في 16/07/2010 إلا أن ذلك ظل دون نتيجة، ملتزمة الحكم بطرد المجلس الحضري بمدينة شفشاون من الملك المدعو "... بشفشاون ذي الرسم العقاري رقم "... هو أو من يقوم مقامه وتسليمه خاليا من كل الشوائب وتحميله الصائر مع حفظ حقها في استرجاع ما قوته عليها من منفعة، وبعد الجواب قضت المحكمة بانعقاد اختصاصها نوعيا للبت في الطلب بحكم تم استئنافه أمام الغرفة الإدارية بمحكمة النقض التي أصدرت قرارها عدد 580/1 بتاريخ 08/05/2014 في الملف رقم 984/4/1/2014 قضت فيه بتأييد الحكم المستأنف وإرجاع الملف إلى المحكمة مصدرته لمواصلة البت فيه، وبعد الإرجاع وتام الإجراءات قضت المحكمة بإفراغ الجماعة الحضرية لشفشاون من الملك المسمى قرب مولاي عبد الرحمان الشريف ذي الرسم العقاري عدد "... وذلك في شخصها أو من يقوم مقامها مع تحميلها الصائر وبرفض باقي الطلب، بحكم تم استئنافه أصليا من طرف الجماعة الحضرية لشفشاون وفرعيا من طرف وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية أمام

محكمة الاستئناف الإدارية بالرباط التي ألغته فيما قضى به من رفض طلب التعويض وبعد التصدي قضت على الجماعة الحضرية لشفشاون بأدائها لوزارة الأوقاف الباقي بمقتضى القرار المطعون فيه تعويضا إجماليا قدره 63.000,00 درهم ، و تاييده في الباقي بمقتضى القرار المطعون فيه بالنقض .

في الوسيلة الأولى للطعن

حيث تعيب الطالبة القرار المطعون فيه بخرق الفصل 514 من قانون المسطرة المدنية . وفساد التعليل الموازي لانعدامه، ذلك أنه المحكمة مصدرته في تعليل قضائها لم تنقيد بالمقتضى المذكور وقضت بتعويض قدره 63,000,000 درهم لفائدة المطلوبة عن مدة استغلال العقار المدعى فيه دون أن يتم إدخال الوكيل القضائي للمملكة في الدعوى من طرفها رغم أن هذا الإجراء من النظام العام يمكن إثارته من طرف المحكمة في أي مرحلة من مراحل التقاضي ولو لم يثره الأطراف، مما يناسب نقض قرارها.

لكن، حيث إن الوكيل القضائي للمملكة يتم إدخاله في دعاوى مديونية الدولة وإدارتها، وفي نازلة الحال فإن الأمر يتعلق بجماعة التي هي غير مخاطبة بذلك، ولا مجال للاحتجاج بالمقتضى القانوني المحتج به، وما أثير على غير أساس.

في الوسيلة الثانية للطعن :

حيث تعيب الطالبة القرار المطعون فيه بفساد التعليل الموازي لانعدامه، ذلك أن المحكمة مصدرته لم تنقيد في تعليل قضائها بمقتضيات الفصل 48 المتعلق بالميثاق الجماعي على الرغم من كون موضوع الدعوى يتعلق بتسليم عقار مع الحكم بتعويض عن الحرمان

2

من استغلاله الذي يوجب رفع إخبار الرئيس الجماعة الحضرية يتعلق بطلب أداء تعويض مما عرضته للنقض.

لكن، حيث بمقتضى المادة 48 من القانون 78.00 المتعلق بالميثاق الجماعي فإنه لا يمكن تحت طائلة عدم القبول من لدن المحاكم المختصة رفع دعوى التعويض أو الشطط في استعمال السلطة، غير دعاوى الحيازة أو الدعاوى المرفوعة لدى القضاء المستعجل، ضد الجماعة أو ضد قرارات جهازها التنفيذي إلا إذا كان المدعى قد أخبر

من قبل الجماعة ووجه إلى الوالي أو عامل العمالة أو الإقليم التابعة له الجماعة مذكرة تتضمن موضوع وأسباب شكايته، وتسلم هذه السلطة للمدعي فوراً وصلاً بذلك، ويتحرر المدعي من هذا الإجراء إذا لم يسلم له الوصل بعد مرور أجل الخمسة عشرة يوماً الموالية للتوصل بالمذكرة، وبعد مرور أجل شهر الموالي لتاريخ الوصل إذا لم يتم التوصل إلى اتفاق بالتراضي بين الطرفين"، ونزولاً عند حكم هذا المقتضى فإن المحكمة مصدرية القرار المطعون فيه لما تبين لها من وثائق الملف بأن وزارة الأوقاف في شخص وزيرها قد سبق لها أن تقدمت بتاريخ 09/07/2010 يطلب إلى شفشاون بخصوص موضوع التراجع توصل به هذا الأخير وأصدر بشأنه الوصل رقم 170 ف / ج م بتاريخ 16/07/2010 المنصوص عليه في المقتضى القانوني الآنف الذكر

و اعتبرت من جهة أخرى أن الشكاية المتمسك بها تتعلق بالدعوى موضوع المطالبة بأداء دين أو تعويض في حين أن موضوع دعوى النازلة يتعلق بتسليم محل تجاري بالسوق الأسبوعي الجديد للمستأنف عليه، لتستخلص من ذلك تقييد المطلوبة بالمسطرة المنصوص عليها في المقتضى القانوني المحتج بخرقه وجاء قرارها معللاً تعليلاً كافياً وسائغاً، وما بالوسيلة على غير أساس.

في الوسيلة الثالثة للطعن

حيث تعيب الطالبة القرار المطعون فيه يفساد التعليل وانعدامه وعدم الارتكاز على أساس قانوني سليم، ذلك أن المحكمة مصدرته في تعليل قضائها مؤيدة الحكم المستأنف لم تأخذ في الاعتبار أنه وعلى الرغم من عدم منازعة المطالبة وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية في كون العقار المدعى فيه هو نفسه العقار موضوع الكراء رغم إدلائها بالظهير الشريف المؤرخ في 27 جمادى الثانية لعام 1315 للهجرة الذي يثبت تملك المكريّة زاوية مولاي عبد الرحمان الشريف له، وردت عن ذلك بتعليل فاسد مفاده أن عقد الكراء لم يتضمن تحديداً إضافياً حول العقار المؤجر دون بيان التحديد الإضافي المطلوب كما أن العقد المذكور لا يشير إلى سند التملك مع أنه لا يوجد في القانون ما يلزم المكري بالإشارة إلى عقود الكراء التي يبرمها مع المكثري إلى سندات التملك، خاصة بعد أن

3

أثبتت أمامها بأنها تتواجد بالعقار المدعى فيه بحسن نية بموجب عقد كراء صحيح وقانوني منذ عشرين سنة على عين التقريب وأدلت بالظهير السالف الذكر لإثبات تملك الجهة المكريّة له، مؤكدة على أن هذا الظهير يعتبر حجة منتجة في الدعوى

طالما لم يتم إلغاؤه أو إسقاطه بظهير آخر، والتمست بناء ذلك بإجراء بحث بين الطرفين في موضوع الكراء بحضور الجهة المكريية، وجعلت قرارها عرضة للنقض.

لكن، حيث إن محكمة الاستئناف اعتبرت من خلال ما أورده ضمن تعليل قضائها بأن الخبرة التي أمرت بها بمقتضى قرارها التمهيدي عدد 255 بتاريخ 24/03/2016 التي كلف للقيام بها الخبير (م. ر) التي أودع تقريره بتاريخ 31/03/2017 خلص فيه أن العقار موضوع الدعوى والذي أحدثت فوقه سوق "قسارية" هو نفسه موضوع الرسم العقاري 24111/19 والذي تعود ملكيته للأوقاف العامة لشفشاون وفق موجز النظير الذي تم الإدلاء به والذي تم تأسيسه بتاريخ 05/07/2002 دون تعرض بأن وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية هي المالكة الوحيدة، ومن جهة أخرى أن عقد الكراء المتمسك به من طرف الجماعة الحضرية المدينة شفشاون المؤرخ في 08/09/1995 الشريف بغاية كراء قطعة أرضية تتواجد بشارع مولاي عبد الرحمان الشريف دون أي تحديد إضافي وحتى الإشارة إلى سند التملك

، مما يجعل محل العقد غير محدد وغير مضبوط ويكون بذلك ممثلى زاوية مولاي عبد الرحمان الشريف قد تصرفوا بالكراء في ملك غير مملوك لهم، وسند تواجد الجماعة الحضرية لمدينة شفشاون بعقار الوزارة المعنية غير مشروع حتى ولو لو كانت حسنة النية، لتستخلص - عن حق - أحقية المطلوبة وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية في المطالبة باسترجاع عقارها، ورتبت عن ذلك تأييدها للحكم المستأنف الذي قضى بإفراغ الجماعة من العقار، وجاء قرارها معللا تعليلا كافيا وسائعا ومبنيا على أساس قانوني، وما بالوسيلة على غير أساس

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب.

وبه صدر القرار وتلي في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط، وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيس الغرفة الإدارية (القسم الأول) السيد عبد المجيد بابا اعلى رئيسا والمستشارين السادة المصطفى الدحابي مقررا، أحمد دينية نادية للوسي، فائزة بلعسري وبمحضر المحامي العام السيد

سابق الشرقاوي، ومساعدة كاتبة الضبط السيدة فاطمة العكروود.

المملكة المغربية

محكمة الاستئناف بـلاس

الرئيس الأول

+ . ΟΙΘΕΣΗ | I.M. ΛΗ.Ο

عدد : 780/2/2026

فاس في : الثلاثاء 4 ذو القعدة 1447 الموافق 21 أبريل 2026

إلى : السيدات والسادة رؤساء الهيئات القضائية والمستشارين المكلفين بالبت في القضايا الجزية بهذه المحكمة

الموضوع حول تتبع وضعية الأخطاء المادية في الاحكام الجزية برسم سنة 2025.

المرجع: كتاب السيد الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية عدد 1360 ق ج وتاريخ 2 أبريل 2026

وبعد.

سلام تام بوجود مولانا الإمام

فنفيداً لكتاب السيد الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية المشار إليه في المرجع أعلاه، و الذي يخبر فيه أنه في إطار الدور الذي يضطلع به المجلس في الرفع من مستوى النجاعة القضائية بالمحاكم ورصد الاكراهات التي قد تحول دون تحقيق الأهداف المتوخاة، قام قطب القضاء الجنائي بإجراء قراءة في وضعية الأخطاء المادية التي لحقت بالقرارات القضائية الجزية برسم سنة 2025 وذلك بالاعتماد على المعطيات الاحصائية المستقاة من نظام ساج 2، حيث تم تصنيف محكمة

الاستئناف بفاس في الخانة الحمراء ضمن تصنيف محاكم المملكة حيث بلغ المحكوم في قضايا اصلاح خطأ مادي 335 من أصل 22749 أي بنسبة 1.47%

لأجله، أهيب بكم اتخاذ الإجراءات والتدابير الكفيلة بالحد من الأخطاء المادية التي تنعكس سلبا على السير العادي للقضايا والعمل على مراجعة القرارات والتأكد من سلامتها قبل توقيعها ، بما يسهم في ترشيد الزمن القضائي وتعزيز جودة القرارات القضائية.

مع خالص تحياتي والسلام

الرئيس الأول

.....
.....

9290/6/10/2021

481/2022

03-03-2022

عدم توفر سائق دراجة ثلاثية العجلات على رخصة السياقة طبقا للمادة 7 من القانون رقم 05-52 لا يترتب عنه انعدام الضمان، لأن تطبيق المقتضى المذكور معلق على تحديد الكيفيات والآجال المتعلقة به، وفقا لما تنص عليه المادة الخامسة من القانون رقم 14-116 والمضمنة في الصفحة عدد 5885 من الجريدة الرسمية عدد 6490 بتاريخ 2016/07/18.

قضاء المحكمة بتعويض عن التشويه الذي له آثار سيئة على حياة المصاب المهنية بنسبة 30% تطبيق سليم للمادة 10 من ظهير 84/10/2. عدم جواب المحكمة على طلب المصاب باستبعاد شهادة الأجر بعد الطعن فيها، أضر بمصالح الطاعنة

.....
.....

22264/6/10/2021

431/2022

24-02-2022

ان المادة 183 من مدونة السير تعاقب على جنحة عدم التوقف عقب ارتكاب الحادثة

فضلا على العقوبات الاصلية المحددة فيها بعقوبة اضافية هي توقيف **رخصة السياقة** لمدة تتراوح بين سنة واحدة وستين، من غير ان تنص على امكانية تخفيضها عن الحد الادنى المذكور تمثيا مع المبدأ العام المقرر في المادتين 149 و150 من القانون الجنائي اللتين تحصران أثر ظروف التخفيف المتمثل في النزول بعقوبات الجرح عن حدودها الدنيا في العقوبات الاصلية دون العقوبات الاضافية، و المحكمة عندما أيدت الحكم الابتدائي الذي أدان المطلوبة في النقص من أجل الجنحة المذكورة وخفض مدة توقيف السياقة الى ستة أشهر، والحال انها عقوبة اضافية تكون قد اساءت تطبيق مقتضيات القانونية المشار اليها، وعرضت قرارها للنقض بعيب خرق القانون.

.....
15923/6/10/2021

443/2022

24-02-2022

لئن كانت المادة 7 من القانون رقم 52.05 المتعلق بمدونة السير على الطرق كما تم تغييرها بموجب القانون رقم 116.14 قد نصت على كون الدراجة ثلاثية العجلات بمحرك من بين العربات التي ينبغي توفر سائقها على رخصة سياقة سارية الصلاحية ومسلمة من الإدارة طبقا للمادة الأولى من القانون ذاته، فإن تطبيق المقتضى المذكور معلق على تحديد الكيفيات والأجال المتعلقة به وفقا لما تنص عليه المادة الخامسة من القانون رقم 116.14، وهو الأمر الذي لم يكن محققا وقت الحادثة، والمحكمة عندما لم يتبين لها من وثائق الملف أن الدراجة ثلاثية العجلات نوع دوكرير تتجاوز سعة محركها 49 رغم توفرها على رقم تسجيل واعتبرت أن المتهم غير ملزم بالتوفر على **رخصة السياقة** طبقا للمقتضيات أعلاه وبالتالي فإن ضمان شركة التأمين الطاعنة قائما وأيدت الحكم الابتدائي فيما قضى به من احلالها محل مؤمنها في الأداء تكون قد بنت قضاءها على أساس سليم والوسيلة على غير أساس.

.....
.....
المادة 311

(غيرت بموجب المادة الأولى من القانون رقم 116.14 الصادر بتنفيذه الظهير

الشريف رقم 1.16.106 بتاريخ 13 من

شوال 1437 (18 يوليو 2016)، ج.ر عدد 6490 بتاريخ 7 ذي القعدة 1437 (11)

أغسطس 2016)، ص: 5879)
تدخل أحكام المادة 6 والمادة 61 - 1 والفقرة الخامسة من المادة 65 من هذا القانون
حيز التنفيذ وفق الكيفيات والأجال التي تحددها الإدارة

المادة 6

لا يجوز لأي كان سيطرة مركبة فلاحية ذات محرك أو مركبة غابوية ذات محرك أو
أريية للأشغال العمومية أو أريية خاصة ذات محرك، على الطريق العمومية، ما لم
يكن حاصلا على رخصة للسياسة مسلمة طبقا للمادة الأولى أعلاه.

المادة 61

يجب أن تكون كل مركبة مسجلة مزودة بصفات تسجيل تحدد الإدارة خصائصها
وشروط تثبيتها على المركبة .

المادة 61 - 1

(أضيفت بموجب المادة الثالثة من القانون رقم 116.14 الصادر بتنفيذه الظهير
الشريف رقم 1.16.106 بتاريخ 13 من
شوال 1437 (18 يوليو 2016) ، ج.ر عدد 6490 بتاريخ 7 ذي القعدة 1437 (11)
أغسطس 2016)، ص: 5882)

لا يمكن صياغة صفائح التسجيل املشار إليها في المادة 61 أعلاه إلا من قبل
الأشخاص المعتمدين من قبل الإدارة وفق الشروط المحددة بنص تنظيمي.

الباب الثاني

أحكام خاصة تتعلق بالدراجات والدراجات ثلاثية العجلات والدراجات رباعية
العجلات

المادة 64

لا تقبل الدراجات والدراجات ثلاثية العجلات والدراجات رباعية العجلات للسير
على الطريق العمومية إلا إذا كان مصادقا عليها من قبل الإدارة، بعد مراقبة
خصائصها التقنية و لا سيما منها :

-البنية ؛

-إطار العجلات ؛

-أجهزة التحريك والتوجيه و الإنارة والتشوير و الإنذار والحصر ؛

المادة -

- الصفائح والتقيد.

(غيرت بموجب المادة الأولى من القانون رقم 116.14 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.106 بتاريخ 13 من شوال 1437 (18 يوليو 2016) ، ج.ر عدد 6490 بتاريخ 7 ذي القعدة 1437 (11 أغسطس 2016)، ص: 5869)
يجب على كل من تملك دراجة بمحرك أو دراجة ثلاثية العجلات بمحرك أو دراجة رباعية العجلات بمحرك، غير تلك المشار إليها في المادة 53 أعلاه، أن يكون متوفراً على سند للملكية يحدد على الخصوص، هويته وعنوانه. ويجب أن يكون لكل مركبة من المركبات المذكورة رقم ترتيبى يضمن بسند الملكية السالف الذكر.
يحدد بنص تنظيمى شكل سند الملكية ومضمونه ومسطرة الحصول عليه وكذا الرقم الترتيبى للمركبات المذكورة.
يجب أن تكون المركبات السالفة الذكر مزودة بصفيحة تحمل الرقم الترتيبى السالف الذكر، تحدد الإدارة خصائصها وشروط تثبيتها على المركبة.
يمكن للإدارة أن تعهد بإعداد وتسليم سندات الملكية والصفائح إلى أشخاص معتمدين من قبلها وفق الشروط الملحدة بنص تنظيمى.
تطبق أحكام هذه المادة كذلك على الدراجات والدراجات ثلاثية العجلات والدراجات رباعية العجلات.
يجب على سائق المركبات المذكورة أن يكون حاملاً لسند ملكيتها أو للوثيقة التي تحل محله أثناء السير بها على الطريق العمومية و الإدلاء به إلى الأعوان المكلفين بمراقبة تطبيق أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه، كلما طلبوا ذلك.

المادة 5

الجريدة الرسمية عدد 6490 بتاريخ 11 غشت 2016
(غيرت و تمت بموجب المادة الأولى من القانون رقم 116.14 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.106 بتاريخ 13 من شوال 1437 (18 يوليو 2016)، ج.ر عدد 6490 بتاريخ 7 ذي القعدة 1437 (11 أغسطس 2016)، ص: 5866)
استثناء من أحكام المادة الأولى أعلاه، يجوز للسائقين العسكريين الحاصلين على إجازة السياقة المسلمة من قبل السلطة التابعين لها، من أجل سياقة المركبات العسكرية :

1 - أن يسوقوا، على الطريق العمومية المركبات العسكرية التي عهد إليهم بسيافتها من قبل السلطة العسكرية المختصة، شريطة احترام قواعد السير المحددة في هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه والقواعد المقررة في شأنهم من قبل السلطة العسكرية ؛

2 - أن يقوموا بتبديل الإجازة مقابل رخصة للسياسة من نفس الصنف، مسلمة من قبل الإدارة المدنية، وفقا للشروط المحددة بنص تنظيمي، دون اجتياز الاختبارين المشار إليهما في المادة 10 أسفله شريطة استيفائهم الشروط المحددة في البندين 1 و 2 من المادة 11 أسفله.

.....
.....
دراجة ثلاثية العجلات - إلزامية توفر سائق الدراجة على رخصة سياقة - تطبيق
المقتضى القانوني ذي الصلة رهين بصدور نص تنظيمي بتحديد الأجال والكيفيات -
قيام الضمان ... نعم.

حيث لئن كانت المادة 7 من القانون رقم 52.05 المتعلق بمدونة السير على الطرق كما تم تغييرها بموجب القانون رقم 116.14 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6490 بتاريخ 2016/07/18 والذي دخل حيز التنفيذ بتاريخ 2016/08/11 قد نصت على كون الدراجة ثلاثية العجلات بمحرك من بين العربات التي ينبغي توفر سائقها على رخصة سياقة سارية الصلاحية ومسلمة من الإدارة طبقا للمادة الأولى من القانون ذاته؛ فإن تطبيق المقتضى المذكور معلق على تحديد الكيفيات والأجال المتعلقة به وفقا لما تنص عليه المادة الخامسة في الصفحة عدد 5885 من القانون المشار إليه أعلاه؛ وهو الأمر الذي لم يكن محققا وقت الحادثة؛ والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه لما اعتبرت ضمان شركة التأمين للحادثة يظل قائما وما أثارته بهذا الخصوص يكون غير مؤسس استنادا للمقتضيات أعلاه تكون قد عللت قرارها تعليلا سليما والوسيلة غير مؤسسة.

قرار محكمة النقض الصادر بتاريخ 30 شتنبر 2020 في الملف الجنحي عدد
2019/10257.

.....
.....
صفحة 5865

الجريدة الرسمية عدد 6490 - 7 ذو القعدة 1437 (11) أغسطس 2016

ظهير شريف رقم 1.16.106 صادر في 13 من شوال 1437 (18) يوليو 2016
بتنفيذ القانون رقم 116.14 القاضي بتغيير وتتميم القانون رقم 52.05 المتعلق بمدونة
السير على الطرق الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.07 بتاريخ 26 من
صفر 1431 (11) فبراير 2010 .

الحمد لله وحده.

الطابع الشريف - بداخله :

محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وأليه يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماه الله
وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 42 و 50 منه.

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية عقب ظهيرنا الشريف هذا. القانون رقم 116.14
القاضي بتغيير وتتميم القانون رقم 52.05 المتعلق بمدونة السير على الطرق الصادر
بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.07 بتاريخ 26 من صفر 1431 (11) فبراير
(2010)، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بتطوان في 13 من شوال 1437 (18) يوليو 2016).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة.

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران

قانون رقم 116.14

يقضي بتغيير وتتميم القانون رقم 52.05

المتعلق بمدونة السير على الطرق

الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.07 بتاريخ 26 من صفر 1431 (11)
فبراير 2010

المادة الأولى

تغير وتتم على النحو التالي أحكام المواد 5 و 7 و 8 و 10 و 11 و 18 و 65 و 27 و
30 و 31 و 32 و 34 و 37 و 38 و 40 و 44 و 54 و 58 و 59 و 134 و 66 و
95 و 96 و 97 و 99 و 103 و 104 و 109 و 111 و 118 و 129 و 1729171 و
135 و 136 و 155 و 160 و 162 و 167 و 168 و 169 و 216 و 181 و
183 و 184 و 185 و 186 و 191 و 195 و 198 و 200 و 201 و 217 و 267 و
219 و 222 و 224 و 226 و 228 و 231 و 2519 و 256 و 268 و 277 و
281 و 284 و 286 و 304 و 309 و 311 و 316 من القانون رقم 52.05 المتعلق
بمدونة السير على الطرق الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.07 بتاريخ 26
من صفر 1431 (11) فبراير 2010 .

صفحة : 5866

المادة 5 - استثناء من أحكام المادة الأولى أعلاه، يجوز للسائقين العسكريين الحاصلين
على إجازة السياقة المسلمة من قبل السلطة التابعين لها، من أجل سياقة المركبات
العسكرية :

1 - أن يسوقوا....

السلطة العسكرية :

2 - أن يقوموا بتبديل الإجازة مقابل رخصة للسياسة من نفس الصنف مسلمة من قبل
الإدارة المدنية، وفقا للشروط المحددة بنص تنظيمي، دون اجتياز الاختبارين المشار
إليهما في المادة 10 أسفله شريطة استيفائهم الشروط المحددة في البندين 1 و 2 من
المادة 11 «أسفله»

المادة 7 . - يحدد صنف.

يمكن سياقتها.

«أصناف رخصة السياقة هي : «أم» (AM) و «11» (1) و وه

وتسمح هذه الأصناف بسياقة المركبات التالية :

«صنف «أم» (AM) :

- دراجة بمحرك :

دراجة رباعية العجلات خفيفة بمحرك

A : 1 «11» صنف

الدراجات النارية الخفيفة.

«صنف «أ» (A) :

الدراجات النارية.

صنف «ب» (B) :

على الأكثر :

السيارات.

3500 كيلوغرام :

السيارات .

الطريق العمومية :

المركبات الفلاحية.

الدراجات ثلاثية العجلات بمحرك :

الدراجات ثلاثية العجلات خفيفة بمحرك :

الدراجات رباعية العجلات ثقيلة بمحرك

باستثناء الدراجات ثلاثية العجلات بمحرك والدراجات ثلاثية العجلات خفيفة بمحرك والدراجات رباعية العجلات ثقيلة بمحرك يجوز أن تقرر المركبات من هذا الصنف بمقطورة لا يتجاوز وزنها الإجمالي محملة 750 كيلو غراما وزن المركبة الجارة وهي فارغة.

(C ...) «صنف ج»

كيلو غراما.

مجموعة .

إذا كانت المركبات من صنف «أم» (AM) و «11» (A 1) و «أ» (A) و «ب» (B) مهياة خصيصا للأشخاص المعاقين تجب الإشارة إلى ذلك في رخصة السياقة المعنية برموز تحددها الإدارة.

«المادة 8 . - لا يسمح .

في المادة 7 أعلاه.

«غير أن :

1

2

3 - رخصة السياقة من الصنف «أ» (A) تقبل أيضا بالنسبة

(A) : «للصنف «11» (41) و «أم»

4 - رخصة السياقة من الصنف «ب» (B) أو من الصنف «11» (1) تقبل أيضا

بالنسبة للصنف «أم» (AM) :

مع مراعاة أحكام المادة 309.....

(الباقي بدون تغيير)

بنجاح :

المادة 10 . - تسلم رخصة السياقة إلى.

10- ... :

2 - الاختبار في مراقبة القدرات والسلوكيات . العمومية. الطريق
يعفى من الاختبارات المشار إليها في 2 أعلاه، المترشحون لاجتياز امتحان الحصول
على رخصة سيطرة من صنف «أم» (AM).»

الجريدة الرسمية عدد 6490 - 7 ذو القعدة 1437 (11) أغسطس 2016

المادة 11

لا يجوز لأي كان أن يتقدم لاجتياز امتحان الحصول على رخصة سيطرة إحدى
أصناف المركبات. إذا لم يكن مستوفيا للشروط التالية :

1 - أن لا تقل سنه عن :

14 - سنة شمسية كاملة السيطرة المركبات من الصنف «أم» (AM) :

16-

-2

:

3 - أن يثبت خضوعه لتعليم في سيطرة المركبات ذات محرك في إحدى المؤسسات
المرخص لها لهذا الغرض مع مراعاة أحكام المادة 251 أدناه :

4- أن يكون حاصلًا على :

رخصة السيطرة بعد انتهاء الفترة الاختبارية من صنف «ب» (B) و ألا يقل رصيد
النقط المخصص لرخصته عن إثنتي عشرة «نقطة»، للحصول على رخصة السيطرة من
الصنفين «ج» (C)

(D) : «ود

رخصة السياقة بعد انتهاء الفترة الاختبارية من صنف «ب» (8) وألا يقل رصيد
النقط المخصص لرخصته عن إثنتي عشرة نقطة. للحصول على رخصة السياقة من
الصنف «هـ (د) (E(D)) :

رخصة السياقة من الصنف «ج» (C).

(الباقي بدون تغيير)

المادة 18 - يوجه الطبيب الذي قام بالفحص الطبي طبقاً لأحكام المادة 15 أعلاه إلى
الإدارة.

(الباقي بدون تغيير)

المادة 27 - عند انتهاء الفترة الاختبارية المنصوص عليها في المادة 23 أعلاه. ومع
مراعاة أحكام المادة 26 أعلاه. يخصص لرخصة السياقة الرصيد الأقصى المحدد في
ثلاثين (30) نقطة.

المادة 30 - يتم إخبار المعني بالأمر عند إشعاره بأن إحدى المخالفات المؤدية إلى
خضم النقط قد سجلت عليه، بأنه يمكن أن يتعرض لخضم للنقط وبوجود معالجة آلية
لهذه النقط.

صفحة : 5867

توجه الإدارة للمعني بالأمر رسالة مضمونة مع إشعار بالاستلام. تتضمن هذه البيانات
وما بقي في رصيده من النقط مع مراعاة المخالفات الأخرى التي يكون قد ارتكبها
المخالف ولم يتم تسجيلها في الجاذبية الوطنية لرخصة السياقة وذلك بالنسبة للحالات
التالية :

عند الخضم الأول للنقط من الرصيد المخصص لرخصة «السياقة :

عند كل خضم للنقط ترتب عنه فقدان نصف النقط أو أكثر من الرصيد المخصص
لرخصة السياقة :

عند كل خضم للنقط ترتب عنه فقدان خلال الفترة الاختبارية. أكثر من ثلثي النقط
المخصصة لرخصة السياقة خلال هذه «الفترة.»

المادة 31 - إذا ثبت ارتكاب مخالفة بأداء غرامة ...

تحدد الإدارة شكله ومحتواه ويخول الوصل المذكور للمخالف حق السياقة لمدة مائة وعشرين (120) ساعة ابتداء من ساعة تسلمه

(الباقى بدون تغيير)

المادة 32 في ما عدا الحالة المنصوص عليها في المادة 31 أعلاه وفي حالة فقدانه مجموع النقط يتلقى المعني بالأمر من الإدارة، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالاستلام موجهة إليه بالعنوان المصرح به للإدارة، تذكيرا بالمخالفات التي سبق ارتكابها وبالمخالفة الأخيرة التي ترتب عليها خصم مجموع النقط والأمر بتسليم رخصة السياقة التي بحوزته إلى مصالح الإدارة المذكورة داخل أجل شهر من تاريخ توصله بالرسالة. ويفقد بذلك حق سياقة أية مركبة تتطلب سياقتها الحصول على رخصة سياقة.»

المادة 34- لا يجوز للحصول. وفق أحكام هذا القانون.

غير أن الحاصل على رخصة السياقة من الصنف «ج» أو «د»، منذ أربع (4) سنوات على الأقل في تاريخ فقدان مجموع النقط، يعفى من الفترة الاختبارية.

إذا كانت رخصة السياقة

(الباقى بدون تغيير)

.....
.....

.....
سبحان الخالق سبحان الرازق سبحان الباقي مدى الخلائق

كلام الله حقا محقق وما محمد الا مصدق

كلام الله حقا تحقيقا وما محمد الا تصديقا

كلام الله حقا علينا وما محمد الا نبينا

كلام الله حقا مرفع وما محمد الا مشفع

هدى ورحمة للناس نعمة فضل وحكمة مولاي محمد

الحمد لله والشكر لله والأمر لله مولاي محمد

أنت الرفيع أنت الرحيم أنت الغفور مولاي محمد

ارحمنا يا الله وارحم شبابي شبابي يفنى تحت التراب

ارحمنا يا الله وارحم والدينا هما ربونا وارضوا علينا

امسا لخير عليكم يا اموالين الدار الله ايزيدكم بخير أكثر

الله يرحمكم ويجود عليكم وما طعيمتم مخلوف عليكم
تبقاوا على خير يا اموالين الدار الله ايزيدكم بخير أكثر
سبحان الرازق سبحان الخالق سبحان الباقي مدى الخلائق

.....
.....
القصيدة الفياشية هي قصيدة للابتهال الصوفي، رائجة في المغرب وخارجه وهي من
قصائد الملحون والطرب الأندلسي والغرناطي، تعتبر من من روائع الشعر المغربي
العامي وتتكون من تسعة وعشرين قسما. وتنسب للولي الصالح سيدي عثمان ابن
يحيى الشرقي المكنى بالبهلول الشرقي، الذي عاش في القرن السادس عشر في عهد
الدولة العلوية بالمغرب.

تتميز القصيدة الفياشية بعدة سمات، من أبرزها الغناء الروحي الذي يحظى بحضور
قوي في المغرب كبلد صوفي، ويتميز بتأثيره الذي امتد إلى بلدان عربية وإسلامية
أخرى. كما تضم الطرب الأندلسي والغرناطي، وهو ميراث فني عريق يمثل درة في
تاج الفن المغربي. إلى جانب ذلك، يشكل الملحون عنصراً أساسياً في القصيدة، فهو
فن شعري مغربي عامي يجمع بين الغناء والكلمات العامية ويؤدي على وقع موسيقى
مميزة، وقد سجل الملحون كثرات غير مادي باسم المملكة المغربية في اليونسكو عام
2023.

تكتب القصيدة باللهجة المغربية العامية مع مفردات قد تقترب من الفصحى، وتتميز
ببلاغة التعبير الشفهي وقوة تراكيب اللغة، كما يمكن أداؤها جماعياً أو فردياً مع
تكرار وترديد مقاطع محددة. وتتباين أساليب الأداء الموسيقي من غياب الموسيقى إلى
إيقاعات أندلسية مصحوبة بالآلات، وقد يُدرج فيها أحياناً الصلاة على النبي أثناء
الغناء، ما يضفي عليها طابعاً روحانياً متميزاً.

تتضمن القصيدة الفياشية معاني إيمانية، وصوراً شعرية نابغة من اليقين والرضا
والتوكل على الله، مثل:

«أنا عبد رب له قدرة.. يهون بها كل أمر عسير.. فإن كنت عبداً ضعيف القوة.. فربي
على كل شيء قدير»

وتتكرر الجملة الأساسية المستمدة منها عنوان القصيدة:

«أنا ماني فياش أش عليا مني.. نفلق من رزقي لاش والخالق يرزقني»

تعكس هذه الأبيات التواضع الإنساني والاعتماد على قدرة الله، وتستمر في تعليم
السامع الصبر والإيمان. تُغنى القصيدة على مرّ الأجيال في المغرب بصوت كبار

المطربين والمنشدين والجوقات الشعبية. تتراوح طرق الأداء بين المجالس الصوفية وحفلات الطرب الرسمية. عظم النسخ المغناة تعتمد على مقاطع مختارة، وقد يضاف إليها الصلاة على النبي. تمتد القصيدة في تسعة وعشرين مقطعاً، لكنها غالباً لا تُغنى كاملة عند الأداء الموسيقي. الكلمات المفتاحية هي :

انا ماني فياش اش علي مني نلق من رزقي لاش و الخالق يرزقني
انا عبد رب له قدرة يهون بها كل امر عسير
فان كنت عبدا ضعيف القوى فربي على كل شيء قدير
مني اش علي انا عبد مملوك والاشياء مقضية مافي التحقيق شكوك
ربي ناظر فيا و انا نظري متروك في الارحام و الاحشا من نطفة صورني

القرار رقم 178

الصادر بتاريخ 22 مارس 2022

في الملف الشرعي رقم 596/2/1/2019

هبة لفائدة الزوجة - حصرية الاعتصار في الأب من أولاده دون غيرهم.

المقرر أن اعتصار الهبة محصور في الأب من أولاده دون غيرهم ومن ذلك زوجته، وهو المقتضى الذي كرسته الفقرة الثانية من المادة 285 من مدونة الحقوق العينية. والمحكمة لما عللت ما قضت به بأن الاعتصار في الفقه الإسلامي لا يكون إلا من الأب أو الأم لولدهما وبالتالي يكون إبطال عقد الهبة لفائدة الزوجة (المطلوبة) غير ذي أساس، فإنها لم تخرق المحتج به، وعللت قرارها تعليلا سليما.

رفض الطلب

جلالة الملك وطبقا للقانون

بناء على عريضة النقض المودعة بتاريخ 21 مارس 2019 من طرف الطالب المذكور حوله بتاريخ 21/12/2017 في الملف عدد بواسطة نائبه والرامية إلى نقض القرار رقم 495 الصادر المملكة المغربية 250/1402/2016 عن محكمة

الاستئناف مكناس

وبناء على قانون المسطرة المدنية المؤرخ في 28 شتنبر 1974 كما تم تعديله وتتميمه.

وبناء على الأمر بالتخلي والإبلاغ الصادر بتاريخ 22/02/2022.

وبناء على الإعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 22 مارس 2022.

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنهما وعدم حضورهم.

وبعد تلاوة التقرير من طرف المستشار المقرر السيد عبد الغني العيدر والاستماع إلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد الفلاحي الرامية إلى رفض الطلب.

وبعد المداولة طبقاً للقانون.

حيث يستفاد من مستندات الملف والقرار المطعون فيه المشار إليه أعلاه، أن الطالب تقدم بمقال سجل بتاريخ 05/02/2015 بالمحكمة الابتدائية بمكناس في مواجهة زوجته (ع) وابنه (ز)، عرض فيه أنه سبق له بتاريخ 08/09/2005 أن وهب لزوجته المدعى عليها الأولى نسبة 65 في المائة من الملك المسمى "ن... 1 - 4" الكائن بعين المكون من أرض مساحتها 110 م م، موضوع الرسم العقاري

13

عدد.... كما وهب لابنه (ز) ما قدره 35 في المائة من العقار المذكور، وأن الموهوب لهما لم يكونا في مستوى التعامل معه أدبيا وأخلاقيا وماديا، وأنه لظروف صحية واقتصادية إلى جانب ما ذكر من تعامل أصبح معسرا، وأن المدعى عليه الثاني يشتغل حاليا ويبلغ من العمر حوالي 28 سنة، كما أن المدعى عليها الأولى تشتغل أستاذة وتتقاضى شهريا ما يزيد على 9000 درهم، وأن المدعي يجوز فعليا الدار الموهوبة ولازال يتصرف فيها بالسكن وغيره وقد أخرج منها فرنا عصريا يستغله، وأن هبته كانت تحت ضغوط واستدراج من طرف زوجته وابنه المذكورين، وأنه يجوز له الرجوع فيما وهبه، والتمس الحكم بإبطال عقد الهبة المنجز بتاريخ 08/09/2005 على يد الموثق الأستاذ... المتعلق بطرفي الدعوى وإرجاع الأطراف إلى الحالة التي كانوا عليها قبل عقد الهبة. وأجاب المدعى عليه (ز) بأن المقال لا يتوفر على البيانات وعلى صفته ملتصقا عدم قبول الطلب، وفي الموضوع، ملاحظة عدم توفر شروط الاعتصار وعدم الإشهاد عليه بعقد الهبة، وعدم موافقة المدعى عليه على إمكانية التراجع، والتمس رفض الدعوى وبعد تبادل الأجوبة والتماس النيابة العامة تطبيق

القانون، قضت المحكمة الابتدائية بتاريخ 08/12/2015 في الملف عد 323/1620/2015 بفسخ عقد الهبة المنجز بتاريخ 08/09/2005 على يد الموثق الأستاذ ... في شقه المتعلق بالهبة التي وهبها الواهب المدعي لابنه الموهوب له (ز) في حدود 35 في المائة، وبرفض باقي الطلب. فاستألفه المناعلى جزئيا في شقه المتعلق برفض الطلب في مواجهة المدعى عليها (ع). وأيدته محكمة الاستئناف القرارها المطعون فيه بالنقض من طرف الطالب بواسطة دفاعه بمقال تضمن وسيلتين ، وجه للمطلوبة طبقا للقانون

حيث يعيب الطالب القرار في الوسيلتين مجتمعتين بنقصان التعليل وفساده الموازين لانعدامه والخرق الجوهرى للقانون، ذلك أن المحكمة مصدرته لم تجيم على الدفع الذي أثاره والمتعلق بكونه متزوجا من امرأة أخرى وله منها البنت المالك المزادة بتاريخ 08/01/2016، وازدادت له بنت أخرى تسمى "ق" بتاريخ 02/02/2017، وبذلك أصبح له ورثة آخرون مما يخوله الرجوع في الهبة، وأن المحكمة استندت في حيثياتها على المادة 284 من مدونة الحقوق العينية الصادرة سنة 2008 مع أن الهبة كانت بتاريخ 08/09/2005 والمطبق آنذاك هو الفقه الإسلامى ومذهب الإمام مالك، فخرقت بذلك قاعدة عدم رجعية القانون وأهملت القاعدة الفقهية التي تقول بأن الاعتصار لا يقتصر على الأب والأم اتجاه ولدهما، وإنما يكون أيضا بين الزوج وزوجته والتمس لذلك نقض قرارها.

لكن، حيث إنه من جهة أولى لئن كانت المحكمة ملزمة بالرد على الدفع المثارة أمامها على وجه صحيح، فإن ذلك مشروط بأن تكون تلك الدفع منتج في الدعوى. ولما كان زواج الواهب بامرأة ثانية وإنجابها منها ليس من أسباب رجوعه في ما وهبه لزوجته وفقا للفقه المحرر في المسألة، فإن المحكمة بعدم جوابها على ما أثاره الطاعن بهذا الخصوص ، يعتبر ردا ضمنيا منها له - مادام غير منتج في الدعوى. ومن جهة ثانية، فقد ورد في المدونة الكبرى للإمام مالك في الجزء 15 ص 136 " قال مالك في الرجل يهب لولده الكبار هبة ثم يريد أن يعتصرها أن ذلك له، ما لم يستحدثوا دينا أو ينكحوا، فإن ذلك إذا وهب لهم وهم صغار ثم بلغوا فله أن يعتصر هبته ما لم يحدثوا دينا أو ينكحوا أو تتغير عن حالها واستنتج الفقه من ذلك أن اعتصار الهبة محصور في الأب من أولاده دون غيرهم ومن ذلك زوجته، وهو المقتضى الذي كرسه الفقرة الثانية من المادة 285 من مدونة الحقوق العينية. والمحكمة مصدرت القرار المطعون فيه لما عللت ما قضت به بأن الاعتصار في الفقه الإسلامى لا يكون إلا من الأب أو الأم لولدهما وبالتالي يكون إبطال عقد الهبة (لفائدة الزوجة المطلوبة) غير ذي أساس فإنها لم تخرق المحتج به، وعللت قرارها تعليلا سليما، وما بالنعي على غير أساس.

لهذه الأسباب

قضت محكمة النقض برفض الطلب، وعلى الطالب المصاريف.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السيد محمد بنزهة رئيسا والسادة المستشارين عبد الغني العيدر مقررا وعمر لمين ولطيفة أرجدال وحادي الإدريسي أعضاء وبمحضر المحامي العام السيد محمد الفلاحي وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة فاطمة أو بهوش.

.....
.....

قرار محكمة النقض

رقم 519

الصادر بتاريخ 03 مارس 2022

في الملف الجنحي رقم 8642/2021

حادثة سير - الحكم بارجاع رخصة السياقة - أثره.

إن المحكمة عندما اعتبرت ان الحكم بارجاع رخصة السياقة للمتهم من طرف محكمة الدرجة الأولى لا يعدو ان يكون حكما تمهيديا والحال انه متابع من أجل عدم اتخاذ الاحتياطات اللازمة لتفادي الحادثة والجروح غير العمدية الناتجة عن حادثة سير وتغيير معالم الحادثة وهي أفعال إن ثبتت في حقه تستوجب الحكم بقوة القانون تطبيق العقوبة الإضافية المنصوص عليها بفصول المتابعة، تكون قد بنت في العقوبة الإضافية قبل الفصل في جوهر الدعوى العمومية وعللت قرارها تعليلا فاسدا مما يتعين معه نقضه.

نقض وإحالة

بناء على طلب النقض المرفوع من طرف وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بسيدي بنور .

بمقتضى تصريح أفضى به لدى كتابة الضبط بنفس المحكمة بتاريخ 27/01/2021 والرامي إلى نقض القرار الصادر عن غرفة الاستئنافات الجنحية الحوادث السير بها بتاريخ 21/01/2021 ملف عدد 01/2021 والقاضي : بعدم قبول استئناف الحكم الابتدائي المحكوم بمقتضاه في الدعوى العمومية بارجاع رخصة سياقة المتهم.

إن محكمة النقض

بعد أن تلت السيدة المستشارة مرشيش نعيمة التقرير المكلفة به في القضية

وبعد الإنصات إلى السيد محمد الاغظف ماء العينين المحامي العام في مستنتجاته.

وبعد المداولة طبقا للقانون

ونظرا للمذكرة المدلى بها من لدن طالب النقض.

في شأن وسيلة النقض الوحيدة المتخذة من الخرق الجوهرى للقانون وانعدام التعليل ذلك ان القرار الاستئنافى قضى بعدم قبول الاستئناف استنادا لمقتضيات المادة 401 من قانون المسطرة الجنائية وان ما علل به قراره جاء مخالفا للقانون لكون الحكم بارجاع رخصة السياقة ليس حكما تمهيديا ولا عارضا ولا اعداديا بل هو حكم بث في العقوبة الإضافية وان عدم الطعن فيه داخل اجل عشرة أيام باعتباره حكما حضوريا للطاعن سوف يضي عليه حجية الشئى المقضى به وبالتالي سيستفيد المخالف من ذلك ويتجنب الجزاء الذي فرضه القانون بالنظر لما هو متابع به والمحكمة المصدرة للقرار المطعون فيه لما لم تراعى ان ارجاع الرخصة كان قبل مرور الحد الأدنى على الاقل لمدة توقيفها وهو في حد ذاته خرقا للقانون عرضت قرارها للنقض.

بناء على المادتين 365 و 370 من قانون المسطرة الجنائية وبمقتضاهما يجب ان تكون والقانونية والا كانت باطلة وان نقصان التعليل الاحكام والقرارات معللة من الناحيتين يوازي انعدامه.

حيث ثبت صحة ما نعته على القرار المطعون فيه ذلك ان المحكمة مصدرته عللت ما انتهت اليه من عدم قبول استئناف النيابة العامة للحكم الابتدائي القاضي بارجاع

رخصة السياقة للمطلوب في النقض من كونه مجرد حكم تمهيدي لا يقبل استئنافه إلا بعد صدور الحكم في الجوهر وفي نفس الوقت الذي يطلب فيه استئناف هذا الحكم، في حين أن البت في وضعية رخصة السياقة المحتفظ بها مؤقتا من طرف وكيل الملك بعد اثاره الدعوى العمومية واحالة القضية على المحكمة يستلزم بداية البت في مدى مسؤولية المتابع الجنائية من عدمها وما ترتب عن ذلك من عقوبات إضافية مقرررة بقوة القانون متعلقة برخصة السياقة عند توافر شروطها والمحكمة مصدررة القرار المطعون فيه عندما اعتبرت ان الحكم بارجاع رخصة السياقة للمتهم من طرف محكمة الدرجة الأولى لا يعدو ان يكون حكما تمهيديا والحال انه متابع من اجل عدم اتخاذ الاحتياطات اللازمة لتفادي الحادثة والجروح غير العمدية الناتجة عن حادثة سير وتغيير معالم الحادثة وهي أفعال إن ثبتت في حقه تستوجب الحكم بقوة القانون تطبيق العقوبة الإضافية المنصوص عليها بفصول المتابعة تكون قد بثت في العقوبة الإضافية قبل الفصل في جوهر الدعوى العمومية وعللت قرارها تعليلا فاسدا مما يتعين معه نقضه.
من أجله

قضت بنقض القرار الصادر عن غرفة الاستئنافات الجنحية الحوادث السير بالمحكمة الابتدائية بسيدي بنور بتاريخ 21/01/2021 ملف عدد 01/2021 وإحالة القضية على نفس المحكمة لثبت فيه من جديد طبقا للقانون وهي مكونة من هيئة اخرى وعلى المطلوب في النقض بالصائر يستخلص طبق الإجراءات المقررة في قبض صائر الدعوى الجنائية مع الاجبار في الأدنى.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بمحكمة النقض الكائنة بشارع النخيل حي الرياض بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة فاطمة بوخريس رئيسا ونعيمة مرشيش مقررة ونادية وراق وسيف الدين العصمي وعبد الكبير سلامي وبحضور المحامي العام السيد محمد الاغظف ماء العينين الذي كان يمثل النيابة العامة وبمساعدة كاتب الضبط السيد المسعودي منير.